



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

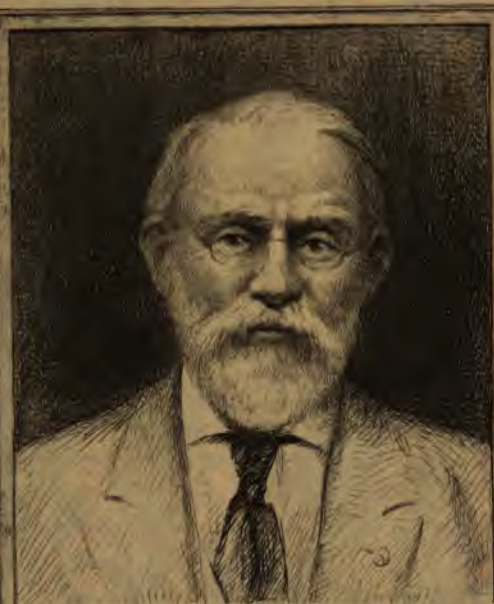
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 50042 6

LIBRAIRIE ANCIENNE
et MODERNE
BADIOU-AMANT
7, Rue du Plat, LYON
ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



#c
611
#781
58

SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE ET DE STATISTIQUE

DE LA DROME

TOME TRENTE-QUATRIÈME

VALENCE. — IMPRIMERIE JULES CÉAS ET FILS

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ (DÉPARTEMENTALE)
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME

Colligite ne pereant.

TOME TRENTE-QUATRIÈME

— 1900 —



VALENCE

AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ, RUE FARNERIE, 31

M.DCCC.

24

Dunning
Nijhoff
5-4-27
13602

LE BOURG ET L'ABBAYE DE ST-ANTOINE.

5

LE BOURG ET L'ABBAYE

DE

SAINT-ANTOINE

PENDANT LES

GUERRES DE RELIGION ET DE LA LIGUE

(1562-1597)

(Fin. — Voir les 122^e à 131^e livraisons)

CHAPITRE XIV (1592-1597)

PRÉTENTIONS DE D'ORNANO SUR LE TEMPOREL DE L'ABBAYE DE SAINT-ANTOINE ; RÉSISTANCE DU GRAND PRIEUR DES GOYS. DERNIER CONTRE-COUP DE LA GUERRE A SAINT-ANTOINE ; PASSAGES DE TROUPES ; REFUS DE RECEVOIR CELLES QUI SE PRÉSENTENT SANS COMMISSION RÉGULIÈRE. VIF INCIDENT QUI MENACE DE DÉGÉNÉRER EN RIXE SANGLANTE.

CONCLUSION : MORT DE L'ABBÉ LOUIS DE LANGEAC ET ÉLECTION DE SON SUCCESEUR, ANTOINE TOLOSAIN.

La protection particulière dont le colonel-gouverneur semblait vouloir redoubler les manifestations envers Saint-Antoine, n'était peut-être pas sans mélange de vues personnelles. Nous avons même des raisons de croire qu'il avait en cela une arrière-pensée bien extraordinaire chez un homme de sa condition : celle de se ménager comme un droit de patronage sur l'abbaye, toujours si puissante malgré ses désastres récents et la décadence intérieure qui déjà en préparait la ruine.

En tout cas, une circonstance éveilla bientôt chez d'Ornano l'ambition de s'immiscer directement dans les affaires de l'abbaye en essayant de s'en rattacher toute l'administration temporelle. L'abbé régnant depuis près de quarante ans, messire Louis de Langeac, qui se trouvait plus volontiers à la suite des princes de la ligue que dans son abbaye, venait de tomber entre les mains des gens du roi prétendant, et il était retenu prisonnier à Champlitte (1). D'Ornano crut que, de ce fait, l'abbaye était vacante; il en sollicita la concession pour lui auprès de Henri IV et l'obtint sans peine. Mais le plus difficile était de se faire accepter, lui laïc, étranger et homme de guerre, par les religieux si jaloux de leurs libertés et de leurs prérogatives.

Pour commencer, il se résolut à ne faire valoir qu'une partie de ses prétentions; partie qui, à vrai dire, était de beaucoup la principale à ses yeux : il envoya deux officiers civils, M^e Claude de la Grange, lieutenant particulier au siège de Saint-Marcellin, et son propre secrétaire, Gauvin, pour « commettre un économe au régime et administration des fruits de l'abbaye. »

A leur arrivée à Saint-Antoine, le 4 décembre 1592, les deux envoyés trouvèrent les religieux réunis pour les recevoir « en la grande cour de la maison abbatiale. » Le lieutenant de la Grange « leur fit entendre la cause de sa commission, la charge qu'il avoit et le désir que mond. s^r le colonel a au soulagement dud. lieu, tant pour la conservation du monastère que des habitants de la ville, et les pria, suivant sa charge, d'y nommer un économe à leur gré et volonté, que mond. s^r le colonel le tiendra

(1) C'est à Gray en Franche-Comté, « où il s'estoit retiré à cause des troubles » (p. 307), que l'abbé de Langeac fut pris en 1592; envoyé de là à Champlitte près de Langres, il fut remis en liberté peu après, moyennant une rançon de « 12,000 écus. »

pour agréable. » — Le grand prieur, M. Gratian des Goys, vicaire général de l'abbé absent, répondit simplement à ce discours qu'il avait « presté vœu et juré fidélité et obéissance à son prélat et qu'il ne pouvoit, sans le consentement d'iceluy, consentir lui-mesme à telle procédure; mais qu'il en demandoit copie, et que, pour ce qui regardoit mond. s^r le colonel, il estoit son humble serviteur, le priant de l'excuser. » Les autres religieux, « pour le corps du couvent, » parlèrent ensuite dans le même sens, et le lieutenant de d'Ornano dut rentrer à Saint-Marcellin, sans avoir rien conclu.

Cette fière attitude et ce calme résolu chez nos religieux de Saint-Antoine firent-ils comprendre au colonel-gouverneur qu'il se fourvoyait et que son ingérence ici ne pouvait être qu'odieuse? Ou bien la mise en liberté de l'abbé de Langeac, qui arriva peu après, lui permit-elle de se désister, en sauvant au moins les apparences?... Nous ne voyons pas qu'il ait donné suite à cette affaire, dans laquelle son but était trop visiblement l'augmentation de ses propres revenus.

Les derniers efforts de la ligue expirante, en Dauphiné, ne se faisaient plus sentir maintenant que dans la vallée du Graisivaudan et sur les frontières de Savoie (1); mais c'en était assez pour tenir en haleine les troupes réunies de Lesdiguières et de d'Ornano, et pour nécessiter, même loin du théâtre des opérations, ces déplacements et ces passages de troupes toujours si onéreux aux pays traversés. Mais Saint-Antoine n'oubliera pas, à l'occasion, que ses derniers désastres lui sont arrivés surtout par défaut de précaution à l'endroit des bandes armées, régulières ou non, qui couraient la région. Bien instruits dé-

(1) C'est le moment des grands succès de Lesdiguières aux batailles d'Exilles et de Pontcharra.

sormais et forts de l'expérience que donne l'épreuve, avec le même courage, la même énergie qu'autrefois dans les beaux jours, et soutenus d'ailleurs par l'approbation assurée d'avance du colonel-gouverneur, les habitants du bourg vont se montrer intraitables sur la question de logement et feront valoir, dans toute son étendue, les prérogatives de leur sauvegarde.

Un jour, sur la fin du mois de juillet, un détachement de l'armée royale qui s'était disloquée, après la prise du Pont-de-Beauvoisin, approchait de Saint-Antoine; son chef, le comte de Grignan, fit prendre les devants à trois gens d'armes de sa compagnie, avec ordre de préparer les logements au bourg. Les habitants répondirent à cette demande en exhibant leur privilège d'exemption; et, comme les gens d'armes prétendaient n'en pas tenir compte, ils les rejetèrent dehors sans plus de façon. Quand, un peu plus tard, la compagnie entière se présenta, les portes du bourg étaient soigneusement fermées et défendues; les arrivants firent bien, un instant, « les mauvais garçons » et montrèrent leur méchante humeur en essayant de mettre « le feu à la porte de Romans, par certaine paille qui estoit lors au chemin; » mais devant la contenance assurée de la ville, ils se résignèrent à passer outre.

Le lendemain, ce sont les gens de M. de La Baume et de la garnison de Romans qui viennent à leur tour et demandent à loger; ils sont accueillis comme ceux de la veille et forcés d'aller ailleurs.

A plusieurs reprises, nous voyons encore notre petite ville maintenir fièrement son droit de sauvegarde, et ne pas même reculer pour cela devant les moyens de rigueur. Le 1^{er} janvier 1593, vingt soldats « incogneus, » étant venus sur le tard et ne pouvant justifier d'une commission en règle, sont immédiatement et sans autre formalité reconduits en dehors de l'enceinte. Trente autres

soldats qui les suivent, doivent pareillement continuer leur chemin et aller chercher un logement jusqu'à Montmiral, etc. Il en fut de même, le 23 mars suivant, pour un capitaine corse du nom de Montio, qui, par vengeance, alla établir sa compagnie à quelque distance, au château de la Rivoire, et s'obstina à y demeurer jusqu'à ce qu'on lui eût passé une obligation de cent écus, auxquels il prétendait avoir droit.

Une autre fois, 3 juin, Saint-Antoine, ayant eu de nouveau le téméraire courage de résister à des soldats corses, faillit devenir le théâtre d'une rixe sanglante. Ces soldats au nombre de trente, sous la conduite d'un lieutenant, étaient venu réclamer, outre le logement, 486 écus 40 sols, que leur compagnie avait en arriéré sur les dernières assignations. On eut très probablement accordé le logement à cette troupe, parce qu'elle appartenait à la garde même du colonel-gouverneur, et que, de ce chef, elle était censée avoir de lui commission expresse; mais la demande d'argent parut exorbitante, et la réponse fut un refus couvert où l'on reprochait surtout aux soldats d'être venus « en si grand nombre » — (ils n'étaient que trente) — pour lever une assignation.

Les corses, naturellement violents, ne purent alors contenir une explosion de colère : « ils voulaient faire les mauvais ; » mais le peuple se fâcha de même : il s'assemble d'un côté, pendant qu'eux vont « se retrancher vers le puy en la basse rue, » saisissent les avenues et se logent dans trois maisons. Le peuple exaspéré voulait les tailler en pièces ; et comme eux prenaient pareillement leurs dispositions pour une défense acharnée, une lutte terrible était imminente. Heureusement les autorités du bourg intervinrent alors : par leurs « remontrances, » ils réussirent à contenir la foule et décidèrent les soldats à ne laisser que deux des leurs pour prélever l'assignation. Cependant, comme c'était le soir, les corses demeurèrent, pour

cette nuit, dans les maisons où ils s'étaient retranchés ; et nos habitants, reprenant aussitôt des sentiments de conciliation et de justice qu'ils n'auraient pas dû quitter, témoignèrent de leurs bonnes intentions et peut-être de leur repentir en fournissant à leurs hôtes tous les vivres nécessaires (1).

Nous devons arrêter là le récit des événements survenus à Saint-Antoine pendant *les guerres de religion et de la ligue* ; déjà même, dans les derniers épisodes, nous sommes sortis quelque peu du cadre tracé par notre titre, puisque la conversion du roi Henri IV au catholicisme (août 1593), et son sacre (27 février 1594), en enlevant désormais tout prétexte à la ligue, donnait plutôt un caractère de révolte à la poursuite de la guerre, et à ses partisans un rôle de séditeux.

D'ailleurs, Saint-Antoine ne prend plus maintenant qu'une part très indirecte au mouvement extérieur, et nous nous contenterons de placer, comme en épilogue, le récit d'un fait capital pour l'abbaye, et qui coïncide assez exactement avec l'année où nous a conduit cette étude.

En 1597, en effet, après une élection régulière et solennelle, l'illustre Antoine Tolosain succédait, dans le gouvernement abbatial, au trop peu religieux Louis de Langeac, et, après les années si désastreuses du règne précédent, semblait prédestiné par le ciel pour réparer les ruines morales et matérielles, pour rendre à tout l'ordre de Saint-Antoine quelque chose de son ancienne splendeur et de sa première sainteté.

(1) Braves cœurs au fond, ces habitants de Saint-Antoine ! énergiques dans leurs revendications, mais plus amis encore de la conciliation et des moyens d'entente, quand la réflexion permettait à leur bon sens de s'élever au-dessus de préventions inintelligentes ou des conseils mal intentionnés.

Messire Louis de Langeac, abbé de Saint-Antoine depuis l'année 1559, était mort à Paris le 24 septembre 1597 « sans avoir pourveu ny résigné aucun bénéfice pour régir le siege vacquant. » La nouvelle n'en parvint à l'abbaye que seize jours après, le vendredi 10 octobre, et MM. les religieux composant le chapitre s'assemblèrent aussitôt « capitulairement » pour l'élection des « vicaires régens, » conformément aux statuts de l'ordre.

Furent élus : « MM. frère Antoine Grillet, commandeur de *Chambéry* (1), Balthazar du Cluzel, commandeur de Grenoble, au lieu du s^r grand prieur [décédé], et frère François Roy, recteur de Saint-Laurens » et commandeur de *Troyes* (2), avec les mêmes pouvoirs « que le dé-

(1) Antoine Grillet était commandeur d'Annonay dès le 20 janv. 1588, et encore le 12 juillet 1595 (vol. 1595, f. 48) ; — commandeur d'Aubenas en 1595-99 ; or, il nous est donné ici, en oct. 1597, par Piémont, comme commandeur de Chambéry. D'autre part cependant, Jean de Loyac, auteur d'une vie du P. Tolosain, *Le bon prélat*, etc., pp. 61, 89, attribue cette commanderie en 1596 et la fonction remplie ici par Antoine Grillet, au P. [Antoine] Anisson. C'est là une double erreur qu'Eust. Piémont réfute lui-même dans ses *Minutes* (vol. 1589 et suiv. *passim*), d'où il conste que, pendant ces sept années, frère Antoine Anisson était commandeur de Chambéry, et en même temps ouvrier et commandeur de Gap, jusqu'à sa mort arrivée au mois d'août 1597, (vol. 1598, f. 9). Antoine Grillet mourut le 10 oct. 1599. Il était alors régent et ouvrier, et il n'avait été commandeur de Chambéry qu'à la fin de 1597. — Ces inexactitudes multiples ne prouveraient-elles pas qu'Eustache Piémont n'écrivait ses *Mémoires* que longtemps après les événements ?

(2) Frère François Roy ne fut pourvu de la commanderie de Troyes qu'à la fin de cette même année 1597 (*Répert. gén.* d'Eust. Piémont, fol. 312, v°) ; car l'abbé Louis de Langeac fut jusqu'à sa mort commandeur de Lyon, Aumônières, *Troyes* et Paris, où il décéda. — Disons encore un mot du frère Fr. Roy, dont le nom est passé si souvent sous notre plume. Originaire de Saint-Antoine, il était fils d'Audibert Roy et de Claude Bertalle. Il remplit de nombreuses charges dans son ordre et mourut le dim. 28 sept. 1614 « 70 ans après la profession de sa religion, et de son aage 85. » (vol. 1604, sur la couverture.) — « Le mardi, 30 dud., à la messe de prime, le corps a été mis dans l'une des quatre tumbes, dans la grande esglise. » *Livre de raison de feu M. de St-Laurent*, cité plus loin.

functabbé pour administrer et conférer les bénéfices, créer religieux, admettre à profession, » etc. (1).

Quatre jours après, c'est-à-dire le mardi 14 octobre, on tint un autre chapitre extraordinaire pour décréter que l'élection du futur abbé aurait lieu le lendemain, à huit heures du matin, dans la chapelle de Saint-Michel, et que tous les religieux « cloistriers et prestres, » actuellement présents à Saint-Antoine, y prendraient part par voie de scrutin (*via scrutini*). Et afin que nul ne vînt ensuite prétendre ignorance après l'acte accompli, le même chapitre ordonna que son décret de convocation serait publié par « le s^r chambrier adisté du secrestaire dud. chapitre » et que l'on en mettrait des « affiches par les carrefours et à la grande porte de l'esglise. Ce qui fust faict. » On procéda ensuite à la désignation de quatre promoteurs, pour représenter dans l'élection chacune des quatre langues que comprenait l'ordre, et ce furent : pour la France, frère André Buisson, grand sacristain ; pour l'Italie, frère François Roy, commandeur de *Troyes* ; pour l'Espagne, frère Antoine de Gramont, commandeur de Vienne ; pour l'Allemagne, frère Antoine Grillet, commandeur de *Chambéry*. Les trois commandeurs de *Chambéry*, de *Troyes* et de Vienne furent aussi désignés pour scrutateurs. Enfin, deux notaires furent nommés pour recevoir les actes de l'élection : M^e Pierre Chabrey, de Saint-Antoine, et notre annaliste Eustache Piémont, qui s'intitule de plus ici « secrestaire dud. chapitre. »

Le lendemain donc, à l'heure fixée par la proclamation de la veille, les capitulants assistèrent tous à la

(1) « De quoy j'ay receu l'acte de l'eslection et nomination en forme », ajoute Piémont, (p. 421). On peut en voir une copie aux Arch. du Rhône, H, fonds de St-Antoine, carton 214 : « Formulaire » coté « H. 1830. » Tous les actes concernant cette élection de l'abbé Tolosain étaient contenus dans le vol. 1597 d'Eust. Piémont ; cet important volume a malheureusement disparu (avec plusieurs autres) !

grand'messe du Saint-Esprit et y communierent, car il n'y eut pas d'autres messes, ce jour-là, à l'abbatiale; après quoi, ils entrèrent un à un « au revestiaire, » c'est-à-dire dans la chapelle Saint-Michel, qui était le lieu ordinaire des assemblées, et s'assirent à leur place respective.

Le commencement de la séance fut encore consacré à deux formalités préliminaires : d'abord le choix de deux témoins laïcs « adistans à lad. eslection » et qui furent noble Claude de la Porte, seigneur de l'Arthaudière, et M. M^e Antoine Brenier, docteur ès droit, avocat à Saint-Marcellin; puis, le serment prêté par chaque religieux « sur l'effigie Nostre-Seigneur.... de procéder sainement, suivant leurs statuts, à eslection d'un futur abbé, homme digne et capable pour telle charge, profex dud. ordre, et par M^{rs} les tesmoins et notaires ne révéler le secret et les voix de l'eslection qu'elle ne soit faicte et publiée. »

L'élection eut lieu immédiatement après, et voici le cérémonial et la forme qu'on y observa. Une table avait été préparée pour l'opération du scrutin derrière le maître-autel de l'église; les membres de ce que nous appellerions *le bureau*, c'est-à-dire les trois scrutateurs avec les deux témoins et les notaires, prirent place auprès de cette table.

Les religieux furent ensuite appelés individuellement, selon leur rang d'ordre. Ils renouvelaient, au nom du Sacrement qu'ils venaient de recevoir, le serment déjà prêté de n'élire qu'une personne digne et capable, et déposaient leur vote rédigé par écrit entre les mains des scrutateurs. Chaque religieux signait après avoir voté, et s'en retournait à sa place au revestiaire, sans que l'électeur suivant pût savoir « ce qu'avoit dict et nommé l'autre. »

Quand tous les votes eurent été déposés de la sorte, et les religieux de nouveau rassemblés au revestiaire, les scrutateurs et leurs assistants s'y transportèrent à leur

suite, pour présider au dépouillement des bulletins; ce qui fut fait par le secrétaire de l'abbaye, c'est-à-dire par Eustache Piémont lui-même, auquel nous empruntons tous les détails de ce compte-rendu.

Le résultat fut que l'unanimité des suffrages, moins une voix (1), se trouvèrent réunis sur la personne du « Révérend Père frère Antoine Tolozan..., docteur en théologie, homme doctissime » et universellement estimé dans l'ordre, bien qu'il n'eût encore que quelques semaines de profession (2). Aussitôt, les quatre promoteurs, au nom

(1) La voix de l'élu fut donnée à noble frère Antoine de Gramont, commandeur de Vienne, et non grand prieur, comme l'affirment Dassy, *L'Abbaye...*, p. 277 et J. de Loyac, *Le bon Prélat*, p. 50, 130. On sait qu'Antoine de Gramont devint, en 1615, le successeur du P. Tolosain dans la charge abbatiale.

(2) Le P. Antoine Tolosain était issu de la noble famille des Tolosany, de la ville de Carmagnole, en Piémont. Il naquit à la fin de 1555 dans la ville de Castelnaudary, en Languedoc, où son père remplissait alors les fonctions de juge majeur. Après avoir été quelque temps chez les PP. Jésuites, Antoine Tolosain s'adonna à la prédication et parut avec succès dans les chaires de Soissons, Laon, Rouen, Orléans, Reims et Paris. Il vint ensuite à Vienne en Dauphiné, où il se lia d'amitié avec l'archevêque Pierre de Villard et prêcha en diverses villes de la province. A Romans il entama une lutte énergique contre les huguenots, et c'est de là qu'il sollicita et obtint, par l'intermédiaire de Pierre de Villard, son admission dans l'ordre de Saint-Antoine. Il reçut l'habit de religion des mains d'Ant. Anisson, commandeur de Chambéry et vicaire général de l'abbé absent, le samedi dans l'octave de l'Ascension (25 mai 1596). Son année de noviciat s'écoula par dispense en grande partie à Romans, où il continuait le cours de ses prédications. Quand il fit profession, le 8 sept. 1597, entre les mains d'Ant. Grillet, commandeur d'Aubenas, aussi vicaire général de l'abbé, il voulut « par humilité » changer son nom de Tolosany en celui de Tolosain. Peut-être voulait-il simplement donner à son nom une désinence française. C'est ainsi que la ville de Lyon possède aujourd'hui la *rue Tolozan* et la *place Tolozan*, et aussi la *rue Gasparin*, nom qui lui est venu sans doute de la célèbre famille lyonnaise Gasparini, d'origine italienne. — Parmi toutes les variantes du nom de notre pieux abbé, nous adoptons de préférence la forme *Tolosain*, car c'est ainsi qu'il se signait lui-même. Cf. les *Minutes d'Eustache Piémont*, *passim*.

Nous empruntons ces détails, à deux sources jusqu'ici inconnues, et que vient de retrouver un de nos confrères, dom Germain Maillet-Guy,

des quatre nations, se levèrent de leurs sièges et « dirent qu'ils approuvoient lad. eslection comme sainte et venue par le Saint-Esprit. »

Après cette reconnaissance officielle, mais privée, restait à accomplir la proclamation publique; on voulut y procéder sans retard, pendant que le peuple était assemblé dans la grande église. Les religieux allèrent se ranger dans leurs stalles au chœur, et le P. François Roy, étant monté « sur la turbine » c'est-à-dire au jubé, « où l'on avoit préparé un tapis vert, » fit la déclaration solennelle de l'élection. Le *Te Deum* fut alors entonné; les religieux « y répondirent en musique, » en même temps qu'ils venaient, par ordre, présenter au nouvel abbé leurs hommages et leur obédience (1).

de l'abbaye de St-Antoine. La première est une *Vie de Messire Antoine Tolosain, abbé de St-Antoine*, ms. aux ARCHIVES DU RHÔNE, H, fonds de St-Antoine, carton 185. — La deuxième source est : *Memoyres prins sur le Livre de raison de feu M. de St-Laurent*, ms. au même fonds, carton 214. — Nous prévenons le lecteur que, sur plusieurs points, ces documents d'origine antonienne rectifient, d'une manière certaine, deux autres biographies de l'abbé Tolosain, à savoir : *Le bon prélat, ou Discours de la vie et de la mort du Rév. Père en Dieu Messire Antoine Tolosany...*, par Messire Jean de Loyac. Paris, M.DC.XLV, in-12; — et : *Vie du P. Antpine Tolosan*, dans *Histoire de l'établissement de l'Ordre*, ms. U. 917, à la biblioth. de Grenoble. Ce dernier ouvrage, beaucoup plus biographique que le précédent, en a pourtant été tiré en partie, mais il a été augmenté de détails intéressants « forny par les mémoires des religieux. »

(1) Pendant plusieurs jours le P. Tolosain ne put se résoudre à l'acceptation de sa dignité. Au dire de son historien (*op. cit.*, p. 95), le chant du *Te Deum* d'action de grâces fut même interrompu à plusieurs reprises par ses protestations et ses sanglots. Puis, quand on eût vaincu les résistances de son humilité, la nouvelle se répandit que le roi avait déjà pourvu par ailleurs à la succession de l'abbé de Langeac. La solution de cette difficulté retarda l'envoi des bulles du nouvel abbé, qui ne furent expédiées de Rome que le 4 août 1599. Il prit possession le 13 janvier 1600, « et ledit jour après disner a confirmé ce que a esté fait et negotié par les régens. » Dans l'intervalle il n'avait voulu prendre que le titre d'*élu*, « M. l'Esleu », et concentrait exclusivement sa sollicitude sur la direction des novices et des nouveaux profès. Il fut

Le lendemain, 16 oct. (*al.* le 26), une cérémonie d'un autre genre réunissait encore, dans la grande église, tous les notables de Saint-Antoine et des environs (1). On y célébrait un service solennel pour l'abbé défunt; les « vicaires régens » avaient eu soin de faire préparer pour la circonstance vingt-quatre armoiries (2) et vingt-quatre torches pour le luminaire. L'oraison funèbre fut faite par l'abbé élu, et Piémont remarque que, parmi les vertus du défunt, l'orateur s'attacha surtout à mettre en relief la sollicitude de ce prélat pour sauvegarder le temporel de son abbaye. Le P. Tolosain n'aurait assurément pas pu étendre cet éloge et louer, au même titre, le zèle de son prédécesseur pour le maintien de la discipline intérieure et de l'antique régularité.

Cette grande œuvre de relèvement et de réforme était celle que le ciel destinait à lui-même de préparer, et qui allait faire l'objet principal de ses préoccupations pendant les quinze années de son gouvernement (3).

bénit par l'archevêque de Vienne, dans son église abbatiale, le mardi 21 nov. suivant, « en grande sollemnité, et après mond. sgr l'abbé a donné à disné à tous les religieux et à la noblesse..... »

(1) « MM. de l'Arthaudière, de la Forteresse, de St-Véran, frères ; noble Guy Antoine de Rostain, seigneur de Miribel ; noble Nicolas de Chapponais, seigneur de la maison forte de St-Bonnet, etc., etc. »

(2) Ces vingt-quatre écussons étaient probablement ceux des vingt-trois abbés prédécesseurs d'Antoine Tolosain, avec celui du nouveau prélat ou celui de l'ordre.

(3) L'abbé Antoine Tolosain mourut le 12 juillet 1615 avec la réputation d'un saint ; six mois après sa sépulture dans les caveaux communs à tous les religieux, dans l'église, on retrouva son corps intact et exhaltant une odeur suave. L'abbé de Gramont le fit mettre dans un autre cercueil en chêne (le premier était en sapin), avec une plaque de plomb sur laquelle était écrit un sommaire de sa vie. Il demeura au même endroit jusqu'en 1660 où l'abbé Jean Rasse le fit transporter, sans ouvrir le cercueil, « dans un petit cavot qui est sous la lampe du presbytère, devant le grand autel, et dont l'entrée est marquée par une étoile de cuivre plombée. » *Vie ms. du P. Tolosan*, à la biblioth. de Grenoble, citée plus haut.

Pièces Historiques Justificatives

I

INVENTAIRE DES « JOYAUX » CACHÉS DANS LA TOUR DU CLOITRE AU MOMENT DES PREMIÈRES GUERRES DE RELIGION (1).

Les abbé, grand prieur et religieux du monastère Saint-Anthoine en Viennoys, disent que les agentz dud. monastère, prevoyantz au commencement des troubles des guerres civiles dernieres, que plusieurs pilleries et voleries pourroient estre faictes, auroient donné ordre de resserrer entre autres chouses les ornementz d'esglise plus pretieux, mesmes en une maison appelée la tour, estant dans leurs cloistres, comme estant le bastiment plus fort et asseuré. » — (On ne mentionne ici que les ornements d'église.)

Premier : ung tapis de Millan de vellours vert, figuré avec les armoiries du duc de Millan, decosé au milieu ; ung flachet drap d'or, figuré de vellours vert ; une chasuble de vellours violet ; une chasuble de damas blanc ; une chappe de drap d'or ; une chappe de vellours cramaisy, figuré d'or ; une chasuble drap d'or, figuré de vellours cramaisy ; une chasuble drap d'or frizé avec son manupolle drap d'or ; ung parement drap d'or et vellours cramaisy ; une chappe de vellours cramaisy semée de rozes d'or ; une chappe de damas blanc semée de margarites de toutes couleurs ; une chappe de vellours cramaisy à foliaiges drap d'or ; une chappe drap d'or ; une chappe vellours violet et drap d'or ; une couverture d'hostel drap d'or et vellours bleu ; ung flachet vellours incarnat avec foliaiges d'or ; ung tapis vellours cramaisy ; une chasuble drap d'or frizé ; une chasuble satin frizé d'or ; ; une chasuble de vellours cramaisy à foliaiges d'or ; une chasuble de vellours vert ; une couverture de chässe drap d'argent ; une couverture vellours violet ; ung flachet vellours violet ; ung autre flachet de mesme ; ung flachet vellours drap d'or et vellours violet ; ung flachet damas blanc à folhaige ; une chasuble damas blanc ; une couverture vellours violet

(1) D'après une enquête faite le 3 septembre 1566. — Archives du Rhône, H. fonds de Saint-Antoine, carton 15.

cramoisy ; ung flachet damas blanc, figuré drap d'or ; ung flachet de vellours cramoisie à folhaiges d'or ; ung parement d'hostel vellours cramoisie ; une chasuble de vellours cramoisie ; une chasuble damas blanc, figuré de folhaiges d'or ; une chasuble satin bleu semé d'estoilles d'or ; une chasuble d'or et vellours cramoisie ; une chasuble drap d'or et vellours vert ; une estolle et manupolle drap d'or et vellours vert ; une estolle drap d'or frizé ; une estolle avec le manupolle drap d'or et vellours cramoisie ; une aulbe destoilée avec ses paremens et lamée drap d'or.....

II

PROCÈS-VERBAL-ENQUÊTE DU VIBAILLY DE SAINT-MARCELLIN
ANTOINE GARAGNOL, DU 26 DÉCEMBRE 1568 (1).

Continuation des exécutions et procédures faictes des mandemens et arrests de la court par nous vibailly et commissère, du vingt sixième décembre, M. V^e soixante huit.

Au lieu et ville de Saint-Anthoine.

Pour ce que nous serions esté advertis de la désollation et ruyne de l'église, maison abbatialle, du s^r grand prieur et autres particuliers dud. Saint Anthoine chef d'Ordre, nous vibailly juge maieur conseiller du Roi, commissaire en ceste partye pour entendre sy le service divin estoit continué et les relligieulx estoient logés et receuz, nous sommes acheminés de la ville de Saint Marcellin audit Saint Anthoine dans la maison d'honneste homme Odibert Roy, dans laquelle aurions faict appeler Pierre Périer et Jehan Cloct consuls, Loys Lavis vichastelain, Charles Toussaint, Theaud Du Croz, Antoine Odibert, Pierre Raffas [ou Caffiot], Claude Anysson, Antoine Bouveron, Anthoine Yserable, conseillers de la communauté ; avec lesquels nous sommes enquis sy le service divin estoit cotinué et sur les points décretez en l'arrestz du douz^{me} dernier. Sur lesquels les susdits vichastelain, consuls et conseillers ont dict et déclaré comme depuis Pasques floryes dernier ledit service divin a esté continué et célébré par les relligieulx de l'église et monastère dudit Saint Anthoine dans la chappelle estant dans l'hospital dud. monastère, ne s'estant trouvé après les susd. ruynes et desmollitions lieu plus

(1) Extrait d'une longue série de procédures encore inédites, et que nous devons de connaître à l'obligeance de M. le chanoine Jules Chevalier, de Romans. — Voir plus haut, chap. III, p. 46.

commode, et que pour encores lesdits relligieux ne seroient autrement logez sy ce n'est aux hostelleries et maisons de leurs parens que n'ont en appréhension que dans iceluy monastère il y aye aulcun relligieux pour le présent de la prétendue religion et oppinyon nouvelle ; ce que semblablement nous a esté dict et rapporté par vénérables relligieux frères : Philibert de Montagud, commandeur de Gollomy, François Roy, commandeur de Nysmes, Charles Anysson, ouvrier, Bastian Reynaud, commandeur de Billon, et autres relligieux d'icellui monastère avecq lesquels avons fait visitation de la susdite chapelle, de la maison abbatiale, de celles que appartenoient audit sieur grand prieur, et celles desd. relligieux présens et appelez avecq nous, M^e Guy Disdier, docteur en médecine, le susd. vichastelain et noble Enymond Teste, docteur en droictz, habitans à Saint-Marcellin ; nous estant apparu tant par lad. visitation et veue occullaire, rapport des dessusd. que lad. chappelle estoit couverte emparée de toutes pars, de façon que sans aultre réparation le service divin y pouvoit estre continué atendant myeux. Et quant aux susdites maisons, ilz estoient tellement ruynées que hors la chambre du rentier estant sur les degrez alant à ladite maison abbatiale, il ne seroit demourés lieu, chambre ou membre pour demourer lesdits sieurs relligieux ; lesquelz à ceste occasion nous ont requis leur pourveoir suivant et à la forme dudit arrestz. Sur quoy après qu'il nous est apparu par le rapport des susdits consuls, vichastelain, comme en ladite ville ny avoyt aulcune maison de confrayrye, maison commune ou hospital pour loger lesdits relligieux, nous avons commandé auxdits consuls en procédant oultre à l'execution de l'arrestz du dixième septembre dernier, nous baller par déclaration le nom et surnom de ceulx de ladite ville et mandement que depuis le dernier edict de pacification se seroient eslevez en armes contre le Roy ou bien s'estoient absentez contre leur sermant. Quoy faict et après que les dessusdits consuls vichastelain et notables nous ont ballé par déclaration Pierre Ageron filz de Jacquemet, M^e Claude Dupinet, notaire, Claude Bastard dict le Loup, Bastian Brunet, filz de Romanet, Anthoine Vignon dict Paris, M^e Pierre de Frize, docteur en droictz, Pierre Beche dict Lambert, Anthoine Jasserre filz de Jehan, les deux Bayardons frères, Forbeillon, Eymard Coulon, Romans Moyet, le fils de M^e Tougye gascon, Jehan Charmeil Pyollant, Jean Marchant dict Blanchon, le Brochet Massot, le gendre d'Arnollet Alard, Audibert Viollet, le mercier Masson, Anthoine Jacob et M^e Jauguet. Nous avons au susdit M^e Jacques Thomé, procureur du Roy octroyé contre iceulx, et chacun d'eulx lettre et prise de corps et à faulte de ne les pouvoir appréhender, comissaire pour les appeller à trois brefs jours mis et réduit sous la main du Roy leurs biens, enjoinct aux consuls pour le requis et gouvernement de leurs biens

nommer personnes capables et suffisantes à peyne de les en charger et...audit vichastelain et à M^e Oudin Devalloys pour escrire soubz nous pour procéder à l'inventaire des biens meubles et immeubles, papiers, documentz et instrumentz en présence desdits consuls, deux ou trois desdits capables silz se peuvent trouver, ou au deffaud de ce, de deux ou trois des voisins assignant auxdits sieurs relligieux au jour suivant pour leur estre pourveu plus amplement que sera le vingt septième de décembre. Auquel jour les dessusdits comparant par devant nous sur l'inquisition faicte sur la commodité ou incommodité, nous estant comme dessus apparu de la nécessité, en présence et sur la réquisition des susdits relligieux et de M^e Jaques Thomé, substitut de Monsieur le procureur général du Roy... avons ordonné pour logis audit noble frère Hector de Rux, grand prieur et vicaire général de noble frère Loys de Langhac abbé du monastère dudit Saint-Anthoine, la maison de Claude Bastard dict le Loup, (et en son absence, à celluy ou ceulx que lui plaira nommer); audit noble frère Philibert de Montagud, la maison dudit de Frize, pour son habitation et de six relligieux telz qu'il luy plaira appeler choisir et eslire; et au surplus pour l'habitation des autres sieurs relligieux et nommés, les maisons d'Anthoine Vignon dict Paris, et où il ne souffrira des autres desdits absens jusques à suffisance pour y habiter, tant seullement (lesdites maisons assises dans la ville et faulxbourgs Saint-Anthoine.... comme dessus). Et jouir des meubles et boys qui s'y trouveront jusques ad ce qu'autrement il soit ordonné et que lesdits relligieux ayent moyen de construire, redifier et rebastir leursdits édifices, ordonne qu'à ces fins lesd. maisons seront deslaissées par lesdits sequestres d'en laisser la possession, vuidier et rendre lesdits meubles quant sera ordonné. Et lesdits consuls nous ont nommez pour sequestres les sieurs Anthoine Yzerable, Jehan Yzerable, Pierre Rivail, Pierre Raffiat [ou Caffiot], tous habitants dud. Saint Anthoine; lesquels après plusieurs enjonctions à eulx par nous faictes d'accepter la charge par foy et sermant, ont promis de bien et deuement regir et gouverner les biens dont il leur sera fait déclaration par les inventaire ou extraict que ordonnons leur soit balhié et en rendre compte et prester reliqua à qui appartiendra et sera ordonné avecq obligation et submission de corps et de biens. Et pour assurance de ce que dessus, se sont soubsignés et fait leurs marques, sieur Claude Anysson de Saint Anthoine, M^e François Boisset, procureur de Saint Marcellin, et Estienne Julian, clerc, natif de Luppé, pays de Forestz.

Anthoine YZERABLE, Jehan YZERABLE, Pierre LAMBERT.

Ant. GARAGNOL, vib. comissaire.

III

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSASSINAT DU P. CHARLES D'ARZAG
DE LA CARDONNIÈRE, 1580.

EXTRACTUM EX ARCHIVIIS ABBATIE S. ANTONII VIENNENSIS PER ME
CUSTODEM DICTARUM ARCHIVIARUM SUBSIGNATUM (2).

« Anno 1580, die lunæ quarto julii, nouum hæreticorum agmen ex arce Bellouacensi in Delphinatu (Muguetio quodam antesignano) prorumpens in hanc ecclesiam aurora micante insiliit, dum religiosi Matutinas horas Deo persoluerent, quorum octo psalmodiam non derelinquentes ab hæreticis aurum sitientibus ad concussionem captiui facti sunt. Inter hos stridentium armorum fragores probus quidam religiosus jam nonagenarius, cui nomen Carolus Darzag e familia Du Sauel de la Cardonniere in Delphinatu, infixus altari sacra faciebat, a quo non dimouebatur captiuitatis terrore, cui author libertatis præsens erat, imo a sicariis hæreticis consummandæ hostiæ copiam impetrauit, a quibus deinde extra portam oppidi uulgo de Chaste nuncupatam, sacris adhuc indutus vestibus, scopeto in fidei et religionis catholicæ odium occiditur.

« Sic ebulliente adhuc in pectore ejus Christi sanguine, suum pro Christo constanter fudit, seipsumq. in sacrificium Deo obtulit, ad quod iam a multis annis variis bonis operibus maximeque eleemosinis se disposuerat. Nam consulto suæ vestis manicas cæteris latiores deferebat, ut pane frustulento semel repletas pauperibus uicatim occurrentibus, maxime pudibundis arcana liberalitate et ardenti charitate erogaret. Sic bonus ille religiosus duplex sacrificium, primum quidem ut sacerdos, secundum ut victima perfecit.

« F. J. THEVENIN »

(1) Collation de la présente a esté faite à son original estant en papier, ce que requérant les abbé et religieux de Saint-Antoine de Viennois comparants;... et fust rendu l'original, le vingt-neuf des présents mois et an (1666), par moy huissier du roi en sa cour de Parlement, commis et soubsigné.

Ainsy signé : COCQUELEY.

(2) D'après une copie authentique qui se trouve à la bibliothèque de Grenoble, ms. R, 80, t. VIII, fol. 200. « L'extrait ci-dessus, lisons-nous en vedette, vers le bas de la copie, a été deubement vidimé et collationné sur son original par moy notaire royal soubsigné, ce 11 mai 1667.

FOURNET, notaire.

EXTRAIT DES ARCHIVES DE L'ABBAYE DE SAINT-ANTOINE EN VIENNOIS
PAR MOI GARDIEN DESDITES ARCHIVES, SOUSSIGNÉ.

« Le lundi 4 juillet de l'année 1580, une nouvelle troupe d'hérétiques conduits par un chef nommé Muguet, s'avança du château de Beauvoir et pénétra dans cette église au point du jour, pendant que les religieux chantaient matines. Huit de ces religieux qui ne quittèrent pas la psalmodie furent faits prisonniers par les hérétiques que poussait la soif de l'or. Au milieu de tout ce fracas des armes, un religieux nonagénaire, Charles d'Arzag, de la famille du Savel de la Cardonnière en Dauphiné, n'en continuait pas moins à célébrer la messe à l'autel, et ainsi en présence du Dieu auteur de toute liberté, il ne se laissait pas émouvoir par la crainte de la captivité ; bien plus, il demanda et obtint de ces sicaires hérétiques de pouvoir consommer la sainte Hostie. Saisi ensuite par eux, il fut entraîné, encore revêtu des ornements sacerdotaux, en dehors de la porte du bourg, vulgairement appelée Porte de Chatte, et là, tué d'un coup d'arquebuse, en haine de la foi et de la religion catholique.

« Et ainsi au moment où le sang du Christ était encore comme bouillonnant dans sa poitrine, il répandit généreusement son propre sang pour le Christ et s'offrit lui-même à Dieu en un sacrifice auquel depuis de longues années ses bonnes œuvres et surtout ses aumônes l'avaient préparé. Il portait, en effet, un vêtement dont les manches avaient été faites à dessein plus larges que les autres ; il les remplissait de morceaux de pain et distribuait ensuite ce pain aux pauvres dans les carrefours, ou en secret aux pauvres honteux avec toute l'ardeur de sa charité. C'est ainsi que ce bon religieux acheva son double sacrifice, l'un comme prêtre, l'autre comme victime.

« F. J. THEVENIN. »

IV

ENQUÊTE JURIDIQUE FAITE PAR M. LE LIEUTENANT AU BAILLIAGE
DE SAINT-MARCELIN, DANS L'ABBAYE DE SAINT-ANTOINE, AVEC
PLUSIEURS GENTILSHOMMES ET NOTABLES, 25 AOUT 1605 (1)

Le 25^e jour du mois d'aoust, après midi, 1605, dans la ville de Saint-Antoine de Viennois, et dans la maison d'habitation du seigneur et re-

(1) Cette enquête montre à quel point l'abbaye de Saint-Antoine avait été atteinte dans ses forces vives par les guerres de religion, puisqu'il est néces-

verendissime abbé dudit lieu, par devant nous Pierre Bernard, docteur en droits, conseiller du roy, lieutenant particulier du bailliage de Saint-Marcellin, auroit comparu frère Gaspard Brenier, religieux de l'ordre dud. Saint-Antoine, comme procureur et sindic, en cette partie deputé par les sieurs grand prieur et chanoines cloistriers du chapitre dudit couvent de Saint-Antoine en Viennois. Lequel nous auroit représenté qu'au sujet des guerres civiles qui auroient eü cours en cette province de Dauphinés plus qu'au demeurant du royaume de France, les rentes, pentions, droicts et revenus dudit chapitre seroient tellement diminués, les bastiments des esglises et des hospitaux en dependants et de ladite abbaye, et ceux des religieux d'icelle, que ce qu'il reste à present desdits droict, et revenus, tant s'en fault qu'ils fust suffisant pour remettre et restablir lesdits édifices abatus; que mesme il ne seroit bastant de fournir à l'entretienement et nourriture desdits chanoines cloistriers profex, qui sont en grand nombre, outre les novices, et aux aulmosnes et distributions ordinaires, desquels ledit chapitre est chargé envers les pauvres en affluance, outre ceux qui sont continuellement nourris dans lesdits hospitaux. Ce qui auroit occasionné lesdits religieux et chapitre, pour le zele et desir qu'ils ont eü de veoir restablir toute chose en leur ancienne splendeur et dignité, à l'honneur et gloire de Dieu, et de faire encor reverdir et resfleuir son saint et sacré service audit lieu, après tant de tempestes et orages eslevées pour l'anéantir et le perdre; fortifiés de l'ardente devotion et zele, et du consentement tant du Reverendissime abbé dudit lieu, que de frère François Roy, titulaire de la commanderie d'Aulmosnières, recourir à Sa Sainteté pour, au sujet que dessus, obtenir d'icelle l'union de ladite commanderie à la table conventuelle dudit chapitre, pour ayder à satisfaire et fournir aux choses sus mentionnées. Lequel, inclinant à leur juste desir, leur auroit accordé ladite union par ses bulles du [IV^e kal. jun.] de la presente année. Et neantmoins, pour la fulmination desdites bulles et signatures apostoliques concedées aux fins de ladite union, auroit delegué le reverend official de Langres, luy apparoissant des ruines, diminutions et pertes susnarrées. A quoy desirants satisfaire lesdits religieux et chapitre, et justifier par moiens legitimes la verité de ce qui auroit esté desduit et représenté de leur part à N. S. P. le Pape, nous auroit requis comme juge royal et majeur du terroir où ladite abbaye de Saint-Antoine en Viennois se treuveroit enclose et située, nous transporter en ce lieu où

saire maintenant de chercher l'augmentation de ses revenus par l'union de commanderies étrangères. La présente enquête énumère les motifs de l'union de la commanderie d'Aumonières à la mense capitulaire. — Archives du Rhône, fonds de Saint-Antoine, H., Carton 363.

il auroit fait assigner par devant nous aux jour, lieu et heure, les tesmoins cy après nommés, scavoir noble Antoine de Chastelard, sieur de Vaux, noble Joachim Rabot, sieur de Bussièrès, noble Claude de la Porte, sieur de Saint-Lathier et Larthaudière, noble Nicolas de Bourchenu, noble Gaspard de Chapponaix, sieur de Saint-Bonnet, M^e Antoine Brenier, docteur en droicts, juge ordinaire dudit Saint-Antoine, frère Joachim Darsag, prieur de Saint-Vallier, honneste Gaspard Charron, honneste Gabriel Charreard, honneste Bon Jassoud, honneste Jean Piemont, honneste Noel Marchand, Antoine de Champ, tous habitants ou proches voisins dudit lieu de Saint-Antoine. Tous lesquels tesmoins icy presents ledit sindic nous auroit produits pour la preuve et justification des choses susnarrées resultant d'ailieurs de l'inspection et veüe d'icelle ; nous requerant d'iceux requerir le serment en tel cas requis ; puis iceux ouys et examinés sur la notoriété de ce que dessus, requerant Messire Antoine Tholouzain, abbé de Saint-Antoine, comme collateur ordinaire de ladite commanderie d'Ausmonières, de laquelle on poursuit l'union susdite, et ledit sieur de Saint-Laurent, titulaire d'icelle à present, declarer en notre presance s'ils ne consentent à lad. preuve, production et verification, et de ce nous requerent leur estre faicts actes. Et après que lesd. reverendissime abbé et sieur de Saint-Laurent auroient fait declaration en nostre presence et des susnommés, approuver et agréer lesdites formalités et preuves, et l'union du benefice susdit aux conditions et charges ennoncées auxdites bulles et signatures apostoliques, et sous les reservations à eux accordées, dont aussi ils nous auroient requis leur estre faicts actes pour leur servir et valoir ce que de raison. Et après que tous les susnommés tesmoins, en leur presence, auroient tous levé la main à Dieu et promis avec serment solemnel de dire et deposer verité entre nos mains sur ce qu'ils seront enquis de nostre part, avons iceux tesmoins reueus comme tesmoins sont à recevoir, et octroïé tant audit seigneur reverendissime abbé et sieur de Saint-Laurent et audit sindic actes de leurs comparants, productions, declarations et protestations pour leur servir et valoir ce que de raison. Puis nous estants separés avec nostre greffier sousigné et tous les tesmoins susnommés produits à la part dudit sindic, et entrés avec iceux dans une chambre estant du costé du levant de la maison dudit sgr abbé, avons derechef à iceux fait prester le serment de dire verité, leur aiant fait faire lecture à nostre dict greffier, tant des bulles susdites et signatures apostoliques de N. S. P. le Pape, que de la requeste à nous présentée par le sindic au nom dudit chapitre, et leur aiant le tout bien particulierement fait entendre, ont tous d'une voix nul discrepant, par l'organe neantmoins dudit noble Joachim Rabot, sieur de Bussièrès, dict et affirmé bien savoir qu'audit monas-

tère sont le nombre de 50 chanoines cloistriers profex, outre les novices, pour la celebration du divin office, desquels la portion tant en pain, bled, vin, que argent, revient annuellement, pour le chascun du moins, à la somme de 50 escuz (1) : outre ce que dans iceluy monastère il y a deux grands hospitaux, où, de temps immémorial les pauvres de l'un et l'autre sexe, estants atteints du mal que vulgairement on appelle le feu Saint-Antoine, sont reçus et admis, nourris et médicamentés en grand nombre, et pour la pluspart vestus, aux despens dudit couvent. Lequel couvent est aussi accoustumé toutes les années, la veille de la Nativité de N.-S., faire une aumosne generale à laquelle aborde et vient plus de quatre cents personnes, à chacun desquels on distribue six livres pain blanc et noir par moitié ; aussi le Jeudi-Saint, de 500 petits pains, aux pauvres affluants de tous endroits ; et encore, depuis les festes de Pasques jusques à la feste de S. Jean-Baptiste, trois fois la sepmaine on fait audit couvent une aumosne generale auxdits pauvres, pour laquelle entretenir à peine deux cents sestiers froment y peuvent fournir ; et chascune feste de Toussaints, [on] distribue grande quantité de drap noir suffisante pour vestir trente pauvres ; outre autres aulmosnes et œuvres pies, accoustumées estre exercées audit couvent envers les pelerins y arrivants. Disants en outre bien sçavoir que les bastiments tant de l'esglise, hospitaux susdits, que des maisons particulières des religieux, ont esté par l'injure des guerres, violence et ravage des ennemis de la religion apostolique et romaine, tellement ruinés, desmolis et abbatus, que avec grande incommodité le divin service y est célébré en l'esglise, les pauvres receus aux hospitaux, et les religieux logés dans leurs maisons, bien que auparavant la naissance des guerres civiles, les bastiments fussent des plus grands et celebres de ce royaume, desquels à present il ne reste que des vestiges affreux ; ladite abbaye ayant esté exposée à la mercy et discrétion des heretiques et autres gens de guerre, pour estre située en un lieu ouvert, depeuplé et baudres (*sic*), qui a causé aussi le bruslement et perte de leurs principaux papiers, documents, terriers et autres instruments et tiltres auxquels concisoient leurs principaux et plus specieux droicts et revenus, à tant que ce qui leur reste aujourd'huy de revenu annuel après tant et si frequentes pertes, ruines, saccagements et ravages, n'est suffisant de subvenir non à la reparation desdits edifices ruinés, mais à l'entretennement des religieux susdits, attendu leur grand nombre ; disants et affirmants les choses susdites estre certaines et veritables. Et pour cause de science ont dict estre tous habitants ou proches voisins de ladite abbaye de Saint-Antoine, et avoir veu et sceu puis

(1) Cinq escus ! ADVIELLE, *loc. cit.* p. 182.

longues années tout ce que dessus estre arrivé au monastère susdit ; outre que l'inspection et veue des edifices justifie assés la ruine d'iceux ; le surplus estant evident, clair et notoire à tous ceux de cette province. Puis à l'instant, aiant tous les susdits tesmoins repetés, separement l'un après l'autre en leurs depositions generales susdites, ont déposé en la forme cy-après escripte et se sont signés.

Ainsy signé : BUSSIÈRES, LARTHAUDIÈRE, BOURCHENU, G. DE CHAPPONAYS, SAINT-BONNET, A. BRENIER, et plus bas, CHASTELLARD.

Suivent les dépositions particulières des témoins, que nous omettons, parce qu'elles ne font que confirmer ce qui précède, sans ajouter aucuns nouveaux détails.

Ainsy a esté par nous procédé.

Signé : BERNARD, lieutenant audit bailliage.

Et moy, substitut du greffier, escrivant sous ledit lieutenant.

Signé : Nicolas LACEM, substitut.

V

LISTE DES CONSULS DE SAINT-ANTOINE PENDANT LES GUERRES DE RELIGION (1).

Années 1561-1562 Elias Artaud et Pernet Isérable.

- » 1562-1568
- » 1568-1569 Pierre Perier et Jean Cloct.
- » 1569-1570 Pierre Pain et.
- » 1570-1573
- » 1573-1575 M^e Claude du Pinet notaire et Georges Jassoud.
- » 1575-1577 Jean Bèche dit Lambert et Louis Ducroz.
- » 1577-1578 Pierre Chapotton Forest et.
- » 1578-1579 Pierre Artaud et.
- » 1579-1580 Jehan de la Garde et Claude Grillet.
- » 1580-1581 Antoine Fay et Sébastien Clot.

(1) Nous avons dit dans le cours de cet ouvrage que l'élection des consuls à Saint-Antoine avait lieu chaque année à la fête de Saint Jean-Baptiste, 24 juin.

Années 1581-1582 Antoine Chapuis et Balthazard Grillet.

- » 1582-1583 Jean Iserable (qui subroge Antoine Isérable) et . .
- » 1583-1584 Jean Gonnet et Caffiot.
- » 1584-1585 Eymard Mignon et Eustache Piémont.
- » 1585-1586 Antoine Vourey dit Billet et Louis Guillermet.
- » 1586-1587 Baptiste de la Grange et Jean Bermondie.
- » 1587-1588 Michel Isérable et Pierre Villard.
- » 1588-1589 Antoine Jassermé et Gabriel Charréard.
- » 1589-1590 Pierre Ageron et Jean Clerc.
- » 1590-1591 Jean Piémont et Bon Jassod.
- » 1591-1592 Antoine Lavis et Pierre Vivier.
- » 1592-1593 Antoine et Pierre Mignon, frères.
- » 1593-1594 Pierre Artaud et Jean Vatileu.
- » 1594-1595 Antoine Guillermet et Nicolas Pain.
- » 1595-1596 Etienne Brunet et Jean Perret, dit de Rossat.

D. HIPPOLYTE DIJON,





NOTE SUR LA MARCHÉ D'ANNIBAL

D'ESPAGNE EN ITALIE



La marche célèbre du général carthaginois, qui demeure sans exemple dans les annales de notre pays, a déjà fait l'objet de recherches aussi savantes que documentées, aussi nombreuses que contradictoires.

Parmi elles, nous aimons surtout à en retenir deux : l'ouvrage si complet, mais malheureusement un peu diffus, de M. le colonel Hennebert et la brochure si intéressante et si suggestive de l'érudit M. Gilles d'Eyragues.

En abordant un sujet que tant de penseurs ont tour à tour étudié, nous serions inexcusable si nous n'avions l'intention : premièrement, d'être très bref de manière à n'ajouter qu'une goutte d'eau à l'océan de dissertations dont l'épopée d'Annibal a fourni le prétexte ; deuxièmement, de développer une interprétation qui nous paraît de nature à concilier les textes que nous possédons sur cette question.

Car il ne faut pas l'oublier : dans une semblable matière, nous ne pouvons guère songer qu'à interpréter la pensée des historiens anciens qui en ont traité et au premier rang desquels se trouvent Polybe et Tite Live.

Le premier était l'écrivain clair, précis, probe et consciencieux par excellence ; aussi bon géographe qu'excellent historien ; auteur d'une histoire de la République Romaine remarquable autant par les qualités du style que par l'élévation des pensées et la sûreté des jugements.

Le second était plus crédule et moins impartial ; il se substitue fréquemment aux personnages dont il parle et leur fait tenir des propos de rhéteur ; aveuglé par l'amour et l'orgueil de son pays, son opinion est souvent suspecte ; néanmoins, son Histoire Romaine est un véritable monument d'érudition qui, dans l'espèce, complètera d'une manière heureuse les narrations parfois un peu concises de Polybe.

Ce sont donc les textes de ces deux historiens que nous allons étudier en détail et soumettre à une critique rigoureuse ; nous verrons à quoi conduit leur interprétation rationnelle, et c'est au lecteur qui aura eu la bonne volonté de nous lire jusqu'au bout qu'il appartiendra de décider de la valeur de notre travail et de nos conclusions.

I. — PASSAGE DU RHONE

Nous nous proposons de démontrer qu'Annibal a franchi le Rhône à Beaucaire conformément à l'opinion émise et soutenue par M. Gilles d'Eyragues.

Nous allons examiner successivement les arguments qui nous font considérer cette version comme une quasi certitude.

1° Distance à Emporium. — Nous lisons dans Polybe que l'on compte 1600 stades (soit environ 300

kilomètres) depuis Emporium jusqu'à l'endroit où le Rhône a été franchi par Annibal.

Il ajoute qu'à l'heure où il écrit cette route est entièrement toisée et garnie de bornes milliaires que les Romains ont emplacée avec beaucoup de soin.

Emporium, que certains auteurs placent à Castillon de Ampurias, se trouvait avec plus de vraisemblance à l'embouchure même de la Fluvia, soit à quelques kilomètres au sud de Roses.

Suivant l'opinion de Daudé de Lavalette, que M. Hennebert a eu le tort d'accepter sans contrôle, cette condition exigerait que les Carthaginois aient passé le Rhône entre Avignon et Orange.

De Perpignan à Nîmes on admet sans contestation qu'Annibal a suivi sans écart sensible l'ancienne voie phénicienne, devenue plus tard la via Domitia et coïncidant à très peu près avec nos routes nationales actuelles n° 9 et 87 ; or, en nous basant sur des documents officiels, nous trouvons :

d'Emporium à Perpignan, environ	65 kil.
de Perpignan à Nîmes	217 454
de Nîmes à Avignon par les routes	
87 et 100	41 302
	323 756

soit 24 kilomètres (130 stades) de plus que ne l'indique Polybe. Or, celui-ci est généralement très précis et, puisqu'il donne les distances en centaines de stades, elles doivent être exactes au moins à 50 stades près.

Vérifions maintenant la distance d'Emporium à Beaucaire :

d'Emporium à Perpignan, environ	65 kil.
---------------------------------	---------

de Perpignan à Nîmes.	217 454
de Nîmes à Beaucaire par la	
route 99	25 148
	307 602

L'erreur, quoiqu'en dise Daudé de Lavalette, est moindre que la précédente et cette simple vérification nous montre nettement que, non seulement Annibal n'a pas remonté jusqu'à Avignon, mais qu'il s'est rendu directement au Rhône par le chemin le plus court en suivant tout naturellement la voie qui existait déjà à cette époque.

2° Distance au campement de la mer. — Nous lisons dans Polybe : « Annibal se trouvant environ à « quatre journées de marche du campement de la mer » se disposa à traverser le Rhône. »

De quel campement s'agit-il dans cette phrase ? Du dernier campement d'Annibal en vue de la mer, c'est-à-dire de celui à partir duquel il s'éloigna de la mer pour rentrer dans l'intérieur des terres en prenant la direction du Nord-Est ?

Ou bien du campement de Scipion que nous savons être à l'embouchure du Rhône la plus rapprochée de Marseille ?

Presque tous les commentateurs admettent cette dernière interprétation et en déduisent une nouvelle condition pour la détermination du point où passa Annibal.

En comptant 28 kilomètres environ par journée de marche, ils en concluent que le passage du Rhône eut lieu aux environs de l'Ardoise ou de Montfaucon.

Il nous sera facile de prouver que, si telle est l'interprétation de la phrase de Polybe, celui-ci a été induit

en erreur, et pour cela nous n'aurons qu'à rappeler ce qu'il dit lui-même sur la marche de Scipion.

Le général romain, parti de Pise, se rendait en Espagne où il croyait qu'Annibal se trouvait encore. Arrivé à Marseille, il y apprend que l'armée carthaginoise a franchi les Pyrénées. Il débarque alors sur les collines de Fos, et à peine est-il débarqué qu'on l'instruit de l'arrivée d'Annibal sur les bords du Rhône ; cette nouvelle qui dut lui parvenir très probablement par l'intermédiaire des espions marseillais, lui parut tellement surprenante qu'il ne voulait pas tout d'abord y ajouter foi.

Après un conseil de guerre sommaire, il envoie en reconnaissance pour observer l'ennemi 300 cavaliers d'élite guidés par les espions marseillais ; ce détachement parvint au camp d'Annibal après avoir soutenu un combat terrible avec le détachement punique, *six* jours après l'arrivée du général carthaginois sur le Rhône.

Or, les informateurs marseillais ne pouvaient pas aller plus vite que le détachement ; il avait donc fallu six jours pour aller du camp d'Annibal à Marseille, de Marseille au camp de Scipion et retourner de ce dernier au camp d'Annibal, ce qui prouve d'une manière péremptoire que ces camps étaient au plus distants de trois journées de marche,

Nous allons d'ailleurs en fournir une autre preuve.

Le détachement romain, après avoir reconnu le camp d'Annibal et examiné les dispositions principales, retourna en toute hâte au camp de Scipion. Celui-ci mit immédiatement son armée en marche et arriva en ordre de bataille à l'emplacement du camp d'Annibal *quatre* jours après le combat des détachements ; c'est la preuve directe qu'en deux jours de marche forcée on pouvait aller d'un camp à l'autre.

L'indication de Polybe, si elle se rapporte au camp romain, est donc erronée ; il en est de même lorsque cet historien dit que Scipion mit ses bagages sur ses vaisseaux et fit marcher son armée tout le long du fleuve dans le dessein d'attaquer les Carthaginois.

Il est prouvé en effet, qu'à cette époque, des marais presque infranchissables s'étendaient depuis la mer jusqu'à Arles ; pour aller de Bouc à Tarascon, il fallait nécessairement passer par St-Mitre, Istres, Miramas, Merle, Eyguières, Orgon, Eygalières et Saint-Remy. Total : 75 kilomètres qui peuvent parfaitement être parcourus en deux jours de marche forcée ; il n'en sera plus de même si le camp d'Annibal étant à Montfaucon, il faut faire 112 kilomètres et franchir deux fois la Durance ; il suffirait, croyons-nous, de rappeler ce fait pour faire écarter cette dernière hypothèse.

3° Description des lieux. — Nous savons par Polybe et par Tite-Live qu'Annibal traversa le Rhône en un lieu où toutes les eaux du fleuve étaient concentrées en un même lit et qu'à vingt-cinq milles en amont (200 stades = 37 kilom.) se trouvait une île au droit de laquelle le détachement conduit par Hannon passa le fleuve.

La majorité des écrivains admet aujourd'hui que la traversée d'Annibal eut lieu à Montfaucon et celle d'Hannon à Pont-St-Esprit.

M. Hennebert, dans son tome I, avait accepté sans contrôle l'opinion de M. Martin de Bagnols (1), et il

(1) Bagnols est un chef-lieu de canton du département du Gard situé à 10 kilom. de l'Ardoise. Cette proximité n'est-elle pas de nature à rappeler l'épigramme d'Herzog : « Suum quisque locum invenit » ?

écrivait (p. 434) : « On peut conclure en toute sûreté
« qu'Hannon est passé à Pont-Saint-Esprit et Annibal
« à l'Ardoise. »

Il est cependant facile de s'assurer que le port de l'Ardoise est exactement en face de la grande île de la Piboulette, ce qui est en contradiction formelle avec le texte de Polybe ; aussi dans son tome II (page 31), M. Hennebert place-t-il le camp d'Annibal sur les pentes que domine le signal de Roquemaure, de sorte que le passage aurait eu lieu au droit de Montfaucon (soit sept kilomètres en aval du port de l'Ardoise) entre les îles de la Piboulette et de Miémart.

Entre ces îles, nous avons une longueur de rive d'environ deux kilom. que M. Hennebert ne paraît pas connaître exactement ; s'il avait parcouru les lieux il aurait remarqué que sur 500 mètres environ, en aval de l'île de la Piboulette, la berge de rive droite forme un véritable à pic dominant le fleuve, et il est impossible qu'Annibal ait pu faire en cet endroit ses préparatifs de passage ; c'est là que la Compagnie Générale de Navigation entretient une vigie permanente chargée de signaler les bateaux qui s'engagent dans ce coude dangereux du fleuve.

Sur la plaine située à proximité nous trouvons une dépression nettement accusée et dont le thalweg est encore occupée par une robine importante qui va déverser ses eaux dans le bras de Roquemaure.

La construction de la digue insubmersible de Montfaucon a réduit considérablement cette robine sans toutefois la faire disparaître entièrement, ce qui permet d'affirmer que nous sommes en présence d'un ancien bras du Rhône ; nous en trouvons une nouvelle preuve

dans la dénomination de ce quartier qui s'appelle les Ilons et qui est défendu contre le Rhône par la digue des Ilons et le perré des Ilons.

Il est donc à peu près certain qu'à l'époque d'Annibal il existait une ou plusieurs îles entre les emplacements actuels de Montfaucon et Roquemaure ; dès lors, ce n'est pas en ce lieu que le Rhône a été franchi par Annibal.

Mais continuons notre critique.

M. Hennebert, continuant à suivre l'opinion de M. Martin (de Bagnols), admet que le détachement commandé par Hannon est passé par Bagnols, St-Laurent-des-Carnols, le col du Lapin, Carsan et Pont-St-Esprit.

M. Martin prétend que cette voie, *préexistante au passage d'Annibal* servait de communication entre Pont-St-Esprit et Nîmes. Nous demanderons où M. Martin puise les renseignements qu'il nous donne au sujet de l'antiquité de L'Ardoise et de Pont-Saint-Esprit ainsi que des voies qui y aboutissent. Sur des textes ? qu'il les cite ; sur des monuments ? qu'il les indique ; sur des traditions ? qu'il les développe, afin qu'on puisse les analyser et les discuter ; mais sa parole, si autorisée qu'elle soit, ne saurait nous suffire.

Admettons néanmoins qu'Hannon ait passé au Pont-St-Esprit. Mais dans ce cas, où se trouve l'île qui facilita son passage ? Où se trouve également le « poste avantageux » dont le détachement s'empara immédiatement après la traversée ?

Le Pont-St-Esprit est situé presque immédiatement à l'aval de l'embouchure de l'Ardèche et du Lauzon. Il n'existe actuellement aucune île en cet endroit, car on ne peut appeler de ce nom des dépôts instables de gra-

vièr provoqués par la construction de la digue séparative du Lauzon. Nous le répétons, il n'existe pas en face le Pont-St-Esprit d'île portant un nom spécial qui permette de lui attribuer une haute antiquité. L'Ardèche, d'ailleurs, avec ses crues rapides et effroyables, est trop rapprochée pour qu'une île puisse subsister dans des conditions aussi défavorables.

Une fois parvenu sur la rive gauche, le détachement d'Hannon se serait trouvé au bord d'une plaine immense qu'aucun « poste avantageux » voisin ne lui permettrait de dominer. Au contraire, en admettant que la traversée d'Annibal ait lieu à Beaucaire, nous savons qu'il y avait là un passage connu et pratiqué de toute antiquité ; il n'y a aucune île entre Beaucaire et Tarascon, car l'île Gernica commence un peu en aval ; les châteaux des deux villes sont établis sur des affleurements de roches néocomiennes qui jalonnent pour ainsi dire ce passage.

Hannon serait donc allé à Remoulins en suivant à peu près le tracé de la route nationale n° 86, là il aurait franchi le Gardon, puis il serait arrivé à Pont-d'Avignon en empruntant le tracé de la route nationale n° 100 ; il aurait parcouru ainsi environ 37 kilomètres comme le veulent les textes de Polybe et de Tite-Live.

En face d'Avignon on trouve les îles de la Barthelasse et de Piot, qui sont réunies aujourd'hui par la chaussée du Pont. Après la traversée, Hannon s'empara de l'émminence qui domine la ville d'Avignon, sur laquelle devait se trouver une ancienne oppidum, et qui constituait un poste véritablement avantageux. De même qu'à Beaucaire nous trouvons ici des affleurements de roches néocomiennes qui, grâce à leur éloignement, ont permis aux îles intermédiaires de subsister.

Enfin, pour terminer ce paragraphe par un dernier argument, comment Hannon, après avoir franchi le Rhône au Pont-Saint-Esprit, aurait-il pu parcourir avec son détachement l'immense plaine d'Orange sans éveiller l'attention des ennemis ? comment aurait-il pu tourner le camp des Barbares sans faire un trajet trop considérable pour une nuit de marche ?

Au contraire, dans notre hypothèse, Hannon s'empare de l'oppidum d'Avignon, passe la Durance près de son confluent et arrive au camp des Barbares, défilé par le massif de la Montagnette où il avait la possibilité de faire à Annibal les signaux optiques convenus.

Nous l'affirmons avec M. Gilles : « ces lieux parlent « si clairement qu'aucun argument ne vaut leur éloquence » ; il suffit de les avoir parcourus après avoir lu Polybe et Tite-Live, pour qu'aucune autre solution ne paraisse acceptable.

4° Voies existantes. — Ainsi que Polybe le dit avec tant d'insistance, il faut bien se garder de considérer l'entreprise d'Annibal comme ayant un caractère presque divin et surhumain.

Le général carthaginois avait envoyé des messagers en Italie avant de se décider ; ces messagers avaient suivi une route bien déterminée ; ils n'avaient pas marché au hasard et, à fortiori, devait-il en être de même d'Annibal qui traînait à sa suite une armée d'environ 50.000 hommes. Une semblable armée ne pourrait prendre des sentiers ; elle a besoin d'une voie large et battue et, si nous en croyons Polybe, c'est par la voie phénicienne qu'Annibal alla des Pyrénées au Rhône ; cette voie fut remplacée ensuite par la via Domitia et elle appartient aujourd'hui à notre réseau de routes

nationales ; ce qui prouve bien que les routes, pas plus que les cités, ne disparaissent complètement et que le présent est une transformation, non une résurrection du passé.

Or, la *via Domitia*, d'après les recherches les plus autorisées, aboutissait à Beaucaire où elle franchissait le Rhône ; de là elle se dirigeait sur St-Gabriel (*Ernaginum*) et Saint-Remy (*Glanum*) où elle se bifurquait en divers embranchements. Ce sont les Romains qui conduisirent cette route jusqu'à Arles d'abord par une annexe qui suivait la rive droite du Rhône et plus tard, lorsque Arles devint une capitale, par une route directe qui partait de Nîmes.

Il dut y avoir également une route de Nîmes à Remoulins près duquel se trouve le fameux pont aqueduc du Gardon mais aucun texte, aucun monument n'indique, à notre connaissance, qu'il y ait eu une voie antique de Remoulins à Roquemaure, à travers les marécages de Pujaut et les rochers de Rochefort.

Il est donc de toute vraisemblance qu'Annibal, suivant la voie existante, arriva à Beaucaire ; il ne s'est pas détourné de sa route à partir de Nîmes car, ainsi que nous le verrons plus loin, il n'avait aucune raison de le faire ; s'il avait pris un chemin aussi pénible et aussi dangereux, Polybe, l'écrivain consciencieux et précis, l'aurait dit et en aurait fourni une explication ; car, nous le répétons, une armée, forte de 50.000 hommes, ne se lance pas ainsi en pays ennemi à l'aventure sur une piste destinée à devenir à notre époque un simple chemin vicinal.

De même Hannon qui, d'après le colonel Hennebert, se trouvait à la tête d'un détachement de 10.000 hom-

mes, n'aurait pas pu, même avec des guides, traverser de nuit l'épais et confus massif boisé de la Valbonne ; quoi qu'en dise M. Martin (de Bagnols), nous considérons cette route comme impraticable pour une armée un peu importante, ce qui d'ailleurs ne diminue en rien son antiquité hypothétique.

Au contraire, si l'on admet le passage à Beaucaire, la marche d'Hannon se lit très bien sur les deux routes nationales qu'il a empruntées.

5° Achat d'embarcations. — Nous lisons dans Polybe et dans Tite-Live qu'Annibal acheta aux habitants de l'endroit où il se trouvait toutes les nombreuses embarcations dont ils se servaient pour leur commerce par mer et pour leurs communications avec les deux rives. C'est donc que le général carthaginois se trouvait à l'emplacement d'un lieu habité par une population nombreuse et très commerçante.

Si nous plaçons Annibal à Beaucaire cette phrase est parfaitement compréhensible ; mais il n'en est plus de même si nous le mettons à Montfaucon. D'une part, ce village est pour ainsi dire dépourvu de voie de communication, ce qui nous empêche de lui assigner une haute antiquité et une importance commerciale quelconque ; l'examen des lieux et ce que nous savons de ce village nous permettent au contraire d'affirmer que sa création remonte à peine au moyen âge et qu'elle est due surtout à la situation stratégique qu'il occupe au sommet d'une colline ; d'autre part, il n'existe en face de Montfaucon aucun port dont la présence aurait justifié la fréquence des communications entre les deux rives ; aucune route ancienne ne franchissait le Rhône en cet endroit, ce qui aurait nécessité également de nombreuses embarcations ;

enfin nous ne croyons pas que la navigation maritime ait jamais remonté jusqu'à Roquemaure.

Au contraire, l'existence de la foire de Beaucaire dont l'origine remonte à la plus haute antiquité, le voisinage de Tarascon, la proximité de la mer, la construction de la voie phénicienne, toutes ces considérations nous permettent de comprendre les facilités exceptionnelles que trouva Annibal pour effectuer le passage du Rhône.

6° Arrivée du roi Magile et des ambassadeurs boïens. — Nous savons par Polybe et par Tite-Live qu'Annibal ayant à peine terminé le passage du Rhône vit s'avancer vers lui le roi Magile et les ambassadeurs boïens qui étaient venus le trouver des bords du Pô.

Ceux-ci arrivaient d'Italie et allaient au devant d'Annibal qui venait d'Espagne ; ils avaient certainement pris le chemin le plus court et le plus facile, c'est-à-dire qu'après avoir franchi les Alpes au mont Genève ils étaient descendus par la vallée de la Durance et étaient arrivés à Beaucaire par Apt, Cavaillon et St-Remy en suivant une route ancienne qui, plus tard, devait devenir une voie romaine.

Nous avons dès lors une nouvelle raison de penser qu'Annibal était à Beaucaire et non à Montfaucon, car, en admettant que les ambassadeurs boïens aient pris la vallée de la Durance, ils n'auraient jamais eu la pensée de remonter jusqu'à Montfaucon, et s'ils étaient venus par la vallée du Rhône ils seraient passés par Orange, Courthézon, Avignon et n'auraient eu aucune raison d'incliner vers le Lampourdier et Roquemaure, route qui ne conduisait à aucun passage connu du Rhône et les écartait de leur itinéraire arrêté certainement d'avance.

A. AURIC.

UN TORRENT LA DROME

(SUITE. — Voir les 127° à 131° livr.)

V

DE LUC A DIE. — LA PREMIÈRE PLAINE DE LA DRÔME :
VIGNES, NOYERS, MURIERS. — LES AFFLUENTS. — LA
BÉOUX, LE BEZ. SES MONTAGNES, SES VALLÉES, SES
MYSTÈRES, (COMBEAUX, ARCHIANNE, CHATILLON, MEN-
GLON, AIX). — LE VALCROISSANT, LA MEYROSSE.

Enfin paraît la vigne. Comme cela prête des moyens à une contrée ! comme un horizon, grâce aux pampres verts, prend tout de suite air de gaîté et d'abondance ! A la voir seulement, il semble qu'on respire une haleine plus clémente, qu'une intimité fraternelle vous rapproche des êtres et des choses. La vigne réchauffe d'humanité le site le plus grave et le plus sauvage, elle marie les terres arides à des idées confuses de bien-être et de belle humeur. Ici, elle ne constitue pas naturellement la richesse comme dans certaines provinces, car elle ne saurait être la culture essentielle, mais soit qu'elle tapisse le plafond du val, soit qu'elle ébouriffe d'un vert vigoureux les rudes pentes de la montagne, elle est l'objet des mêmes soins jaloux ; quelques bouteilles de vin paillet chambrées au nord de la grange, avec cela le paysan accepte de bonne grâce ses misères éventuelles.

Saluons donc le clocher de Luc, pourtant débile et nu. Il annonce la vigne et il chante avec la voix fluette de son humble cloche l'hymne du Diois Heureux, l'hymne sensuel de la douce clairette. Ce Diois Heureux, d'ailleurs, est encore plus que libéralement Pétré, mais le malin montagnard en tire même avantage. Sans les innombrables murs en pierres sèches que l'on voit de toutes parts, il n'y aurait sur les pentes trop rapides de la montagne ni de ces charmants étages de culture, ni de ces agrestes jardins suspendus. Puis, le pays s'amende tous les jours et peu à peu ses plaies se ferment grâce au reboisement. Un troupeau magnifiques de hêtres, de sapins, de pins, d'épicéas, a escaladé les croupes voisines de Luc : monts de Cerne, de Clamontard, d'Aucelon. On rend à la chèvre inique la vie de plus en plus difficile. Le rendement en fromages sera moins grand, mais il sera compensé par un rendement inappréciable en fraîcheur, en beauté. De l'horrible mort sylvestre dont l'homme l'avait frappée, n'est-il pas merveilleux que l'homme, par le bénéfice de la sagesse et de la science, ressuscite une terre à la vie, lui redonne ses décors naturels, la fasse remonter dans les siècles ?

Mais en piquant un ciel plus bleu, le clocher de Luc donne aussi le branle à une végétation plus franchement méridionale. Les granges, les fermes isolées se multiplient et dans la plaine, presque toutes se doublent d'une magnanerie. Aux dômes d'or brun de leurs *paillers*, dont le nombre, suivant un dicton, représente autant de centaines d'écus de rentes et gonfle d'orgueil le cœur de l'*ancien*, on reconnaît des situations à l'aise. Dans les bas-fonds, de petits mûriers, dans la joie de se poursuivre le long des héritages, rient à feuilles déployées dans la lumière d'un soleil déjà provençal. Pruniers, poiriers, pommiers, amandiers, châtaigniers, noyers, s'équilibrent tant bien que mal sur les pentes, en éteignent de touches pâles et discrètes tantôt l'ocre féroce, tantôt le gris livide. Les

noyers surtout intéressent. Cet arbre harmonieux donne au Dauphiné une partie de ses grâces et l'on peut dire qu'il tient à sa physionomie. Malheureusement il tire l'œil, il est trop puissant, trop beau, trop généreux, et un quatre-vingt-treize mercantile médite d'en découronner nos Alpes. L'instituteur qui est presque toujours le camarade et souvent le conseiller du paysan dans nos villages, ne pourrait-il, par la persuasion, faire entrer l'amour de l'arbre dans les mœurs ? C'est par l'humble fonctionnaire des campagnes que l'idée récente de la protection des sites a quelque chance de réussir. Mais il y a mieux qu'un intérêt *d'agrément* en cette affaire, il y a une raison de bien-être et d'existence même pour le montagnard. Ce que, dans le Diois en particulier, l'abatage systématique des noyers a ruiné de gens et provoqué d'exodes est inimaginable. L'instituteur le moins sagace aurait là une bien intéressante leçon de choses à enseigner. Il serait une force à opposer au vandalisme de ces exécuteurs qui, courant la montagne, marquent partout des victimes pour leurs sacrifices barbares.

De seuil en seuil, nous voilà bellement descendus de près de cinq cents mètres depuis La Bâtie des Fonts. C'est dix fois la hauteur de la fière tour de Crest, près de vingt fois celle des *Jumeaux*, ces deux personnages formidables de la scène du Claps, que j'ai cités plus haut sans les nommer. Et nous n'avons guère parcouru que 33 kilomètres. D'autre part, supposons un instant le Rhône de Loriol coulant sous Luc. Nous ne le verrions pas à plus de quatre cents mètres au-dessous de nous, — abîme, certes, des plus honorables, envisagé de la sorte, mais assez lent affaissement en somme s'il s'agit de l'incliner sur soixante-dix-huit kilomètres. Telle est, en effet, la distance qui sépare Luc du confluent de notre rivière. La dénivellation

entre les sources et le palier du Claps s'établit donc dans des proportions environ trois fois plus fortes qu'entre ce palier et la fin de la Drôme à Loriol, en amont qu'en aval de Luc. Il ne faut pas s'étonner qu'un ingénieur en chef du département (1), ait songé, dès le commencement de ce siècle, à rendre navigables ces soixante-dix-huit kilomètres à faible pente. Cette idée, à laquelle l'œuvre du reboisement donne un regain d'intérêt, germera-t-elle un jour ? Nous le souhaitons sans l'espérer.

Maintenant une plaine appréciable s'offre à nos regards. Il faudra compter cinq lieues et plus avant une nouvelle cluse, et la vallée, dans sa fuite lumineuse, orientée vers le nord, mettra désormais un peu d'ordre dans le chaos calcaire du Diois. Les montagnes, sans s'abaisser, (*Aucelon, 1523 mètres*), (*col de Pennes, 1244 mètres*), (*Serre Chauvière, 1214 mètres*), (*hauteurs de Saint-Justin*) à gauche ; (*monts de Cerne, 1133 mètres*), (*Glandas, 2025 mètres*), (*Dent de Die et pic de Romeyer, environ 1800 mètres*) à droite, ont pris en s'espaçant, des nuances plus tendres, des formes moins revêches. La rivière, à peine évadée du Claps, qui dans ses tenailles la mordait à vif, s'est ressaisie. Son sans-gêne de va-nu-pieds reprend bien vite le dessus. Elle accapare le fond du val, mendie effrontément son eau, tantôt à gauche, tantôt à droite et reçoit trop souvent les rebuffades des torrents d'occasion. Quand par hasard, la copieuse aumône d'une eau constante lui arrive, elle devient double, triple, elle essaie de faire croire, mais vainement, qu'elle est un fleuve. Comme jadis, quand le val, empourpré de sang, hurlait de souffrance, la plupart des villages, Montlaur, Jansac, Recoubau, Barnave, Montmaur, Aix et Molières, demeurent à *mi-chemin du ciel*, pour me servir de l'expression exquise du poète Champavier.

(1) M. d'Ingler. (Delacroix, Statistique de la Drôme).

La Drôme, dans ce bassin de Die, fait beaucoup de mauvaises rencontres. Généralement fort courts, ses affluents se fâchent au moindre orage et se ruent dans la plaine. On réussit à les éteindre un peu en embarrassant leur lit de branchages, en les cassant pour ainsi dire de distance en distance. Enumérons seulement les ruisseaux de *Charel*, de *Montlaur*, de *Jansac*, de *Barnavette*, d'*Esconavette*, des *Auches*, de *Satayac*, de *la Salle*, celui-ci né à peu de distance de la grotte de Salaure, jonchée de débris préhistoriques et qui porte le nom d'une ancienne villa épiscopale [rive gauche]; ceux de *Luzerand* appelé *Blanchon* dans son cours inférieur, de *Saint-Roman*, de *Laval d'Aix* et de *Beaufayn* [rive droite]. Aucun n'atteint dix kilom., aucun n'a d'importance topographique. Plus longue, plus sauvage, la louche *Béoux*, en éventrant toute une pouillierie de monts mal assis, permet aux vallées de l'Aygues et de la Drôme de communiquer ensemble. En guerre éternelle avec ces terribles cônes schisteux, semblables à distance, à de rigides pièces de soie grises drapées par des géants, la *Béoux* dévaste plus qu'elle n'arrose les territoires de Jonchères et de Poyols. Nous avons gardé pour la fin : le *Bez*, le *Valcroissant*, la *Meyrosse* [rive droite], eaux candides où, à n'en pas douter, se baignèrent les *Matræ* agrestes du Vocontium.

Ce *Bez*, ainsi que le remarque l'abbé Moutier, est déjà passablement étonnant pour l'étymologie. *Grimone* ou *Vierre*, puis *Charans*, puis *Gas*, puis *Bez*, il change quatre fois de nom en vingt-six kilomètres. A considérer le volume des eaux, l'*Archianne*, avec ses dix mètres cubes à la seconde devrait être son maître courant ; si l'on tient compte de la seule longueur, c'est au ruisseau des *Gas*, formé de l'appoint presque simultanée de la *Borne*, de la *Grimone* et de la *Vierre*, que cet honneur doit revenir.

Au bec de Mensac, comme la Garonne au bec d'Ambès, le torrent trouve sa Gironde en s'appelant *Bez*. Mais que dire de sa capricante beauté ? comment apprécier les crispations fabuleuses de ses paysages ? Quand on monte de Die à Lus-la-Croix-Haute en passant par le charmant village de Châtillon enfoui dans une somptueuse verdure, on s'abîme il est vrai dans un des plus longs et des plus saisissants défilés des Alpes, on contemple, après avoir salué au passage son Irrévérence le Mont Vente-Cul (1691 m.) sur lequel le Jocon (2056 m.) s'empile, le site de Lus dans sa reposante majesté, mais on ne soupçonne pas les mystères du *Ruisseau Noir*, entaille à peine familière aux pêcheurs de truites, et on laisse de côté la solitude grandiose du vallon de Boulc et les splendeurs mystiques du calcaire d'Archienne. Contrée fabuleuse d'innocence et de renoncement que celle-là, où fréquente l'ours, où se pavane le coq de bruyère et qui exhale je ne sais quel relent préhistorique. Contrée minée, sans doute, d'insondables catacombes, de cryptes audacieuses, aussi intéressante dans ses dessous que dans sa forme extérieure. L'œil d'intrépides Châtillonnais fouillait tout récemment les grottes de *Pelebi*, qui s'ouvrent en vue de Mensac, sur son haut promontoire, et reconnaissait quelques-unes de leurs galeries. Mais comme les braves gens ne s'attendaient pas à un accueil aussi *profond* et aussi durable de la nature, ils durent, à ce que raconte M. Darly, revenir avec le regret des choses inexplorées.

En une seule journée, j'ai eu la satisfaction, partant de Die, d'y revenir par un point opposé en faisant le tour du Glandas. Au cours de ma promenade je tombai tout à coup sur Archienne. Loin de moi la prétention d'avoir découvert ce coin de grâce primitive. Les habitants de Die en savent le nom, ceux de Châtillon en savent l'emplacement.

Les guides, d'ailleurs, parlent d'Archianne. L'un enseigne qu'on y fait de bons fromages, l'autre qu'on y voit des grottes remarquables. Un troisième cite les grottes et les fromages. Le précis Guide Bleu de Stéphane Juge indique seulement le chemin terrible qui y glisse du Glandas. Mais de l'étrangeté grandiose du site, bernique ! il n'en est pas question.

C'est surtout ici qu'il me semble avoir pris contact avec Glandas, avoir goûté avec une vraie joie d'artiste les magnificences mystiques de son architecture. De Die, on sent très bien la complexité de cette masse monumentale, mais les lointains, en unifiant les arêtes, en façonnant les crocs et les aspérités, en enveloppant d'ombres mauves toute la montagne, ne permettent pas de la juger dans ses détails. A Romeyer et à Valcroissant, autres habitacles de la singulière montagne, on est plutôt en présence d'une citadelle imprenable, inouïe, avec tours, bastions, donjons, échauguettes et machicoulis. A Archianne, rien de pareil. Le Glandas s'idéalise en un envol de flèches aiguës, de pignons, de dômes, de clochetons, de pilastres, de dentelures. C'est une cathédrale surhumaine, rayonnante de gothicité. On se prend à chercher des croix d'or aux cîmes de ces flèches, aux sommets de ces dômes, mais en vain, la nature n'a pas poussé plus loin la figure. La nature ignore les religions et ne s'inquiète pas des symboles. Voilà tout de même un but de sain et réconfortant pèlerinage, sans les images polychrômes, sans les patenôtres, sans les mendiants et avec, pour encens, l'arome fort des pins et des buis. Le paysage écrasé de soleil, semble agenouillé devant cette merveille, et un rieu, plein de fougue, y murmure éternellement sa prière spumante.

Archianne se compose d'une douzaine de cabanes en chaume, semées sans soin dans la poche d'un petit vallon. Quelques familles y végètent, dont les ascendants ne sont peut-être jamais sortis de leur horizon natal. Il me sou-

vient d'un type de mère-grand aux cheveux en broussaille et aux yeux électriques, dont l'expression me remua soudain comme si je venais de frôler l'époque farouche des Burgondes. Jamais je n'oublierai la façon dont elle nous poursuivait dans son champ de pommes de terre que nous traversions fort innocemment pour nous rendre à la grotte, — car Archianne à une grotte qui vomit tout un torrent à certaines époques de l'année. A notre sortie, le fantôme des âges de proie nous guettait et j'imaginai le plus aisément du monde une scène terrible où la vieille, un peu moins scrupuleuse, enfumait l'étranger dans son trou comme un renard. M. Martel, le célèbre spéologue, et M. Etienne Mellier, le premier explorateur de notre Vercors, venus, sur la foi des guides, visiter cet antre négligeable, ont dû — et cette communion dans le même sentiment m'honore — se rabattre eux aussi sur le spectacle du Glandas, commotion sublime. Et maintenant, la part d'admiration satisfaite, louons les fromages à l'instar d'un simple guide. Il s'en fabrique assez peu à Archianne, où la population des chèvres est peu dense ; davantage à Grimone et à Glandage, C'est une des variétés véhémentes de ce *picaudon* vénéré, gloire de Bourdeaux et des Tonils, qui fait qu'on se passe quelquefois de dîner, et après lequel le bouquet d'un vin si bien se dénonce. Quelle hérésie, goûter le vin sans picaudon ! Autant, ma foi, vaudrait goûter le picaudon sans vin !

Treschenu, que vient de nous restituer M. Lacroix, dans une de ses savantes notices, comprend outre Archianne, les écarts de Menée, Benevise et des Nonnières. Or, Treschenu n'est qu'un mythe, il n'existe pas. Il étiquette seulement la fédération administrative des quatre groupes. On dirait que tout se concerte pour le mystère en ce coin du Glandas.

Les Nonnières perpétuent la très dramatique histoire d'un des plus anciens moutiers de France. C'est aux Combeaux (4 kil. de ce hameau) qu'il fut fondé vers l'an 610 par Meltride et trois légataires de Sainte Radegonde, femme de Clotaire I^{er}, Maxime étant évêque de Die. Malgré la solitude hérissée de pics de 1800 à 2000 mètres, malgré l'inconnu de leur retraite et l'éloignement des voies naturelles, les Sarrasins, flairant les moniales et leurs trésors, dénichèrent les Combeaux. Piller la maison, puis y mettre le feu après avoir sans doute violé les filles de Sainte Radegonde, fut l'affaire de peu d'instant. Bien des noms, bien des légendes dans nos vallées, témoignent des incursions de ces barbares et de la terreur qu'ils inspiraient. Il y a naturellement beaucoup de réserves à faire sur les récits du moyen-âge relatifs au Sarrasin. Il serait difficile de mesurer la hauteur de ce flot d'Islam dans nos vallées, et tout à fait impossible d'en rechercher le dépôt dans l'âme Dauphinoise, mais j'ai trop souvent surpris dans de hauts villages la flamme mystérieuse d'un œil noir, j'ai trop souvent senti un sang étrange gonfler certaines veines, pour ne pas soupçonner les porteurs de cimenterie. Hantés par les âpres souvenirs des Sierras, ils n'étaient point trop dépayés en ce pays de rocs altiers, de forêts noires, de solitudes farouches. Individus fatigués d'invasions, individus gagnés au charme d'une patrie semblable à la leur, ou même qui sait, retenus par les liens de l'amour, un sédiment arabe, très sporadique, il est vrai, finit par s'attacher au sol diois.

Châtillon, dans son creux, n'a rien qui impose. Assis entre des rochers feutrés de mousse et des collines dominées par l'inévitable Glandas, toute sa vie, comme à Luc, se concentre en sa longue rue, parallèle au Bez. Des jardins, des vergers l'entourent, grimpent sur les hauteurs

dont des murs en pierres sèches soutiennent les larges gradins, et lui font une parure exquise. Les agneaux appelés *truands* et les truites d'Archianne, des Gas et du Ruisseau Noir, sont la renommée de Châtillon, dont les mines de zinc voisines des Boidans (comme de Menglon) pourraient faire un jour un petit centre prospère. Ces mines, exploitées par la Compagnie Asturienne, qui recherche très activement d'autres gisements dans la Drôme, (à Brette, à Gumiane), occupent de cent-vingt à cent-cinquante ouvriers. Le minerai lavé au préalable est transporté à la gare voisine de Recoubau qui l'expédie dans le Pas-de-Calais. La gare de Châtillon est Pont-de-Quart. C'est là que la grande route de Dié à Sisteron passe de la rive droite de la Drôme sur la rive gauche, après avoir envoyé le tronçon de la vallée du Bez sur lequel se grefferont à leur tour le chemin de Menée, d'Archianne et des Nonnières et le chemin de Boulc et de Bonneval. Pont-de-Quart, hameau de la commune d'Aix, voit de jour en jour son chef-lieu dépérir à son profit. Les habitants d'Aix, insoucieux de l'ancienneté fabuleuse de leur dieu (1) aquatique Bormanus, et peu confiants dans la forteresse caduque des La Tour du Pin Gouvernet, bâtie par la ferveur huguenote avec les pierres noircies et fumantes encore de la cathédrale de Die, lâchent leur colline pour la plaine, et peut-être la proie pour l'ombre. Les noyers d'Aix et de ses environs passent pour donner les meilleurs cerneaux du Diois. Dans son ensemble, la Drôme est — que nul ne l'ignore — le premier département de France pour les noix « de Grenoble. »

Le Bez, déclaré flottable sur dix kilom., paraît ne pas s'être soumis encore à cette décision arbitraire des Ponts et Chaussées. Il n'en double pas moins la Drôme, en s'y jetant en face de l'Esconavette par 475 mètres d'altitude.

(1) Divinités indigètes du Vocontium — Florian VALLENTIN.

Le *Valcroissant*, aux reins souples, franchit en une lieue et demie de cours, les 233 mètres qui séparent son commencement sous Glandas de sa fin dans la Drôme sous le tertre calciné de Molières. Il porte à juste titre le nom fanfarant d'une ancienne abbaye de l'ordre de Cîteaux, fondée vers 1188, ruinée ensuite pendant les guerres religieuses, et finalement transformée après la Révolution en exploitation rurale. Imaginez une courbe d'à peine deux cents pas de large, s'insinuant ainsi qu'un calme fiord de verdure entre des à pic rocheux de douze cents, dix-huit cents, deux mille six cents pieds. Une brèche extrêmement étroite, par où fuit le torrent lui sert de seuil. Partout ailleurs elle est close. Des moines vécurent là sans bruit et presque sans faire parler d'eux durant quatre siècles — chose rare pour une grande communauté du Moyen-Age. Une ferme est dans la ruine, mais c'est la ruine que l'on vient voir, jolie à souhait : restes de chapelle, arcs solitaires, escaliers rompus et pierres descellées baignant dans les hautes herbes. Au moment de notre visite, un coq qui a choisi pour son perchoir un vénérable reste de pilier, claironne ses amours, cependant que de petits porcs noirs, agiles et charmants, se lutinent avec frénésie sous les voûtes écroulées du cloître. O cette animalité mutine parmi les souvenirs de pénitence, parmi cette solitude redoutable ! Quel fil de mélancolie à dévider pour une âme sensitive que le spectacle d'un pareil tableau ! Mais au lieu de chercher des raisons à la nature, ne vaut-il pas mieux mêler le rêve et la vie dans une juste proportion ? Ne vaut-il pas mieux, comme le paysan, accepter la force des choses, et au besoin s'en accommoder et en jouir ? Les siècles imposent à l'ouvrage des hommes des superpositions impayables, inattendues.

Le Valcroissant, ou du moins quelques-unes de ses

sources, admirablement limpides, servit, sous les Romains, à l'alimentation de Die. Ces eaux étaient amenées par un aqueduc dont quelques pierres se voient encore. Courant sur les confins méridionaux du vaste territoire de Die (près de 7000 hectares), le ruisseau, avant de terminer sa courte carrière, regarde en passant Salières-les-Bains (vapeurs à la thermo-résine) et sa fontaine ardente, petite sœur de l'ex-merveille de Dauphiné (1).

La *Meyrosse* ou *Mérosse* est également redevable au Glandas de ses plus belles fontaines. Née au Pas-des-Econdus (1736 mètres), elle descend très rapidement jusqu'aux Vignons (2) au sein d'une admirable vallée close que dominant les crêtes turriformes de Glandas, reçoit le *Rays*, dont les eaux glacées abreuvent la cité des Voconces, franchit au pont de la Roche un arc de triomphe naturel célèbre, atteint Die, s'y souille et ribaude quelque peu dans les profondeurs malsaines d'un vieux faubourg et gagne la Drôme après une course de douze kilomètres.

(1) La Fontaine Ardente de Vif (Isère).

(2) Commune de Romeyer.

(A suivre.)

FÉLIX GRÉGOIRE.



ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102^e à 131^e livraisons).

VII. — Procès de la Prébende préceptoriale.

Le Chapitre de St-Barnard avait le droit d'inspection sur les écoles de la ville. Les régents nommés par les consuls devaient être approuvés par lui, et il nommait directement l'un d'entre eux. L'une des 15 prébendes dont il pouvait disposer était affectée à son entretien, et appelée pour ce motif *Prébende préceptoriale*. Ce droit, comme la plupart de ceux de l'église de St-Barnard, fut l'objet de contestations entre le Chapitre et les Consuls. Il s'en suivit différents procès, dont nous trouvons trace dès le xvi^e siècle ; mais le principal arriva avec le xviii^e, et se prolongea pendant près de 70 ans.

Voici, au sujet de cet important débat, les pièces qui sont à notre connaissance :

314 — *Arrêt conventionnel entre les sieurs Consuls de la ville de Romans et Messieurs du Chapitre Saint-Barnard de lad. ville, tant à raison des honoraires et jugement du prédicateur de ladite ville, que de la prébende affectée à un des régents du collège d'icelle, et nomination dudit régent.*

Petit in-fol. de 3 pp., s. l. ni date, mais « fait à Grenoble, en Parlement, le 17 mai 1565. »

Ce document n'est certainement pas le plus ancien concernant cette affaire, puisqu'il contient l'arrêt du Parlement intervenu après débats. Trois objets différents y sont réglés, dont le second est celui qui nous intéresse. Pour

n'avoir pas à revenir sur cette pièce, nous mentionnerons aussi les décisions relatives aux deux autres. Il est donc réglé que le Chapitre sera tenu : 1° de payer annuellement, « pour l'entretien d'un Théologien en ladite ville de Romans, pour la prédication et lecture de la parole de Dieu, la somme de 200 livres tournois..., et accorder ledit Théologien de maison honnête et convenante à sa profession et qualité ; » 2° qu'il devra payer pareillement la somme de 150 livres pour l'entretien du régent des écoles de la ville, et ce, par provision, en attendant « que liquidation soit faite de l'estimation de ce à quoi peut se monter plus ou moins une des quinze prébendes d'icelle église... Item, que des fruits séquestrés des prébendes et portions canoniales des chanoines décédez depuis deux ou trois ans, la somme de cent écus d'or sol sera baillée et délivrée aux consuls de Romans pour le payement des gages des Régents desd. écoles de Romans... Que l'hôpital de Sainte-Foy sera régy et gouverné par le Don (1) qui sera député par devant lesdits sieurs chanoines et Chapitre, et qu'il sera nourri et alimenté honnêtement du revenu dudit Hôpital, à la charge aussi qu'il fera le service divin audit Hôpital, et moyennant ce, sera déchargé du service ordinaire qu'il doit faire en ladite église Saint-Barnard, sans que on lui puisse diminuer les distributions ordinaires qu'il convenoit faire pour lui en ladite église. » Quelques autres objets de moindre importance sont encore prévus et réglés.

315. — *Avertissement* de la part des Consuls au Chapitre au sujet des régents et de la prébende préceptoriale, signifié le 12 juin 1704.

(1) Titre d'honneur qui était donné au prêtre directeur de l'hôpital Sainte-Foy.

Cette pièce nous manque. Il en est fait mention dans le *Précis servant de réponse...* (ci-après, n° 317), p. 6.

316. — *A Nosseigneurs de Parlement, supplient humblement les Sieurs Maire, Lieutenant en la Mairie, Consuls et Notables Habitants de la ville de Romans, deffendeurs à l'oposition déclarée par les actes du 19 octobre 1702 à l'exécution de l'acte d'assemblée et délibération de ladite ville du 19 dudit mois d'octobre. — Contre les Sieurs Syndics, Chanoines et Chapitre de l'Eglise Saint-Barnard, Conseigneur avec le Roy de ladite ville, et sieur Jean Brieude opposant ; — Et encore lesdits Sieurs Maire, Lieutenant en la Mairie, Consuls et Notables habitants, demandeurs en requête des 29 novembre sus-dite année 1703, et 19 juin 1704, contre les-dits Sieurs Syndic, Chanoines et Chapitre, Deffendeurs et Demandeurs.*

Petit in-fol. de 57 pp. (s. l. n. d.), signé Sibuet, Monsieur de Pina de la Balme, Rapporteur, Sapey, Procureur. — Signifié le 7 juillet 1704.

Outre la question de principe au sujet des droits contestés entre le Chapitre et les consuls, pour la nomination du régent des écoles grammaticales, il s'agit dans ce factum d'une affaire personnelle relative au s^r Brieude, nommé à cet office par les chanoines et récusé par les consuls. Ceux-ci combattent la « maintenue provisionnelle » demandée par le Syndic de St-Barnard.

Ce procès, dit le mémoire, est le plus important que la ville ait jamais été obligée de soutenir, « puisqu'il s'agit de l'éducation de la jeunesse de ladite ville et de conserver aux suppliants la liberté de choisir les précepteurs pour l'instruction de leurs enfans, en les maintenant dans le droit de nommer, instituer et destituer ceux dudit collège et écoles que ledit Chapitre leur conteste très injustement. »

« Tous les actes employés par les parties, continue le mémoire, prouvent que depuis deux cents ans, l'Assemblée de lad. ville a nommé, institué et destitué sans interruption, le principal et régens dudit collège, qu'elle a eu un pouvoir absolu sur eux, qu'elle a réglé leur conduite, décidé de leurs différens, imposé des lois et des conditions, déterminé la durée de leurs services, les a continué ou congédié comme elle a trouvé bon, et qu'enfin, elle a toujours et entièrement et absolument disposé à son gré desdits régens. »

Ce mémoire est mentionné dans le *Précis servant de réponse...* (ci-après), qui en donne de longs extraits (pp. 4 et 5), pris aux pp. 21 et 23.

317. — *Précis servant de Réponse, pour le Sieur Syndic du Chapitre de Saint-Barnard de Romans. — Contre les Sieurs Consuls et Communauté de la même Ville.* (Dans un bandeau : *Ex typ. A. Giroud*).

In-fol. de 66 pp. (s. d., vers 1704), *signé* Enfantin, Chanoine, *Syndic*, Pison, *Avocat*, Monsieur de Reynaud, *Rapporteur*, Perrotin, *Procureur*.

Trois questions sont examinées et débattues dans ce factum : 1° l'institution de tous les régens par le Maître de chœur (ils étaient nommés par les consuls) ; 2° la nomination *d'un seul* par le Chapitre ; 3° la liquidation de la prébende préceptoriale. Dans un long préambule intitulé : *Principes* (pp. 8 à 20), on donne un aperçu historique sur les anciennes écoles attachées aux monastères et sur l'enseignement public au moyen-âge. Les *Applications*, qui suivent, nous montrent le Chapitre de St-Barnard en possession de temps immémorial de la direction et de la surveillance des écoles. On cite plusieurs actes dont on reproduit les textes, notamment une sentence arbitrale rendue par le gouverneur de la province en 1471 pour ré-

gler différents griefs de la ville contre le Chapitre, principalement au sujet des régents. Ce mémoire, tant par l'important sujet qu'il traite que par les renseignements qu'il contient sur l'histoire de l'enseignement public à Romans, est des plus intéressants. On y désirerait toutefois plus de précision et plus de méthode. Il conclut en résumé : 1° à ce que le Chapitre, en la personne de son Maître de chœur, soit maintenu dans le droit « d'examiner sur les mœurs, religion et doctrine, tous les régents et précepteurs qui seront préposés à l'enseignement et instruction de la jeunesse dans les écoles publiques de la ville de Romans ; » 2° à ce que le Chapitre en corps soit pareillement maintenu dans le droit de nommer celui des régents qui est stipendié par lui, en exécution de l'arrêt conventionnel du 17 mai 1565 ; 3° maintenir la prébende préceptorale au chiffre de 150 livres, à payer annuellement pour les gages du précepteur qui est à la charge du Chapitre.

318. — *Mémoire pour les Sieurs Maire et Consuls de la ville de Romans, défenseurs. — Contre le Sieur Syndic du Chapitre de l'église Collégiale de Saint-Barnard, Coseigneur en partie de la Ville de Romans, demandeur en opposition contre une délibération de la ville, du 15 octobre 1702.* (De l'imprimerie d'André Giroud, au Palais). — In-fol. de 68 pp. *signé* : Chièze, *Avocat*, Monsieur de Reynaud, *Rapporteur*, Reymond, *Procureur*.

Dernière date exprimée : 1759.

Ce mémoire nous apprend que le procès, prêt à être jugé en 1704, n'a été prolongé que par le mauvais vouloir du Chapitre, et il proteste que les consuls ont mis tout en œuvre pour arriver à une entente amiable, mais sans résultat. « Il s'agit, continue le document, de l'éducation des enfans de cette ville considérable ; il s'agit du droit de leur nommer un principal pour leur apprendre à lire,

à écrire, et deux régens capables de leur enseigner les premiers principes de la latinité. » La ville fondatrice de ce collège en a seule payé les régens, jusques à l'Ordonnance d'Orléans en 1560 ; à cette dernière époque, le Chapitre, qui devait y contribuer pour onze ou douze cents livres, valeur de la prébende préceptoriale, s'est contenté de fournir annuellement, par provision, une modique somme de 150 livres.

Le curieux document que nous avons déjà cité contient les renseignements suivants au sujet de ce procès : Dans l'Assemblée des Trois-Ordres de la Ville tenue le 14 novembre 1757, il fut arrêté qu'on ferait un emprunt de 8,000 livres pour subvenir aux frais « de trois procès très intéressants, qui exigeoient des recherches à la Chambre des Comptes, l'extraction d'anciens titres, des voyages, des députations... Le premier étoit sur le droit prétendu par le Chapitre de St-Barnard de nommer, à l'exclusion du conseil général de la ville, les régens d'un collège qu'elle a fondé et dont elle a eu la disposition depuis plus de deux cents ans avant l'entreprise du Chapitre... Ce procès de la prébende préceptoriale était à la veille d'être jugé et les secours manquoient. Le 12 mars 1769, nouvelle délibération pour un emprunt de 8,000 livres. » (1).

VIII. — Procès avec l'abbé de Léoncel.

Le Chapitre avait le droit de dîme sur le territoire de Pizanzon, qui formait une partie de sa dotation primitive. Les religieux de Léoncel, établis au domaine de la Part-Dieu, lui en payaient une grosse part, ainsi que différentes redevances sur d'autres terres qu'ils avaient acquises autour de leur domaine principal. Par suite de transactions et d'aliénations successives, les droits du Chapitre, devenus moins évidents,

(1) *Réponse au sr Viriville*, pp. 35 et 38.

furent contestés par l'abbé H. de Servien. Il s'agit surtout du domaine de St-Martin de *Alamenco*, qui avait appartenu quelque temps au comte de La Roche, gouverneur de Romans, et qui fit ensuite retour à Léoncel. L'abbé de Saint-Félix de Valence, qui avait quelques intérêts dans la région, fut intervenant au procès.

Ce débat dura peu; mais il fut très animé. Les *Mémoires* succédaient aux *Avertissements* et les *Répliques* aux *Observations* avec beaucoup de rapidité. Comme la plupart des autres, notre dossier sur cette affaire est incomplet; il nous manque plusieurs factums, tant du demandeur que des défenseurs, notamment les premiers, dont l'existence est mentionnée dans d'autres pièces. Nous n'en possédons qu'un de l'abbé de Léoncel, qui a dû en produire au moins trois, et aucun de l'abbé de St-Félix, qui eut aussi à se défendre contre les prétentions de l'abbé de Servien. A en juger par le Mémoire que nous avons de lui, celui-ci paraît avoir été d'un caractère excessivement violent, et de nature à rendre impossible tout accord et toute transaction amiable (1).

319. — *Mémoire pour l'abbé de Léoncel*, communiqué le 12 juin 1709. Il y avait eu une première signification du Chapitre à l'abbé de Servien le 20 décembre 1707; mais nous ne connaissons aucun document intermédiaire jusqu'à celui-ci, qui paraît marquer une nouvelle phase du débat. Voici, en effet, ce qui en est dit dans le *Sommaire du procez* (ci-après, n° 324) : « Cette redevance annuelle de 27 sestiers..., pour transport de dixme, n'a point fait la matière des contestations de ce procez jusques au 12 juin 1709 » (p. 8).

Nous ne possédons pas cette pièce; mais elle nous est connue par les mentions qui en sont faites dans les documents subséquents.

320. — *Avertissement* communiqué par le syndic du Chapitre le 26 juin 1709. Ce document est mentionné

(1) Le *Gallia Christiana* fait de cet abbé le portrait peu flatté que voici : *N. de Servient, commendatarius abbas. a rege creatur anno 1601; qui in villam dictam Partem Dei, ad monachos pertinentem, secedens, otiosam ibi vitam agit, et sibi subjectæ domus nullam prorsus curam habet.* (B. HAURÉAU, *Gallia Chr.*, t. XVI, col. 538.)

dans le même n° 324, qui renvoie aux pp. 5 à 10, puis aux pp. 51 à 53. Il nous manque pareillement.

321. — *Réplique pour le S^r Syndic du Chapitre de St-Barnard de Romans, aux exceptions proposées par Messire Hugues-Humbert de Servien, abbé commandataire de Léoncel, — contre — la demande de vingt-sept sestiers, tiers froment, tiers seigle et tiers avoine, dans ses écritures et plans employés et communiqués par ledit sieur abbé de Léoncel le 26 juin présente année.*

Gr. in-4° de 36 pp. (s. l. n. d.) signé : Piémont Saint-Disdier, Monsieur de Montrivier, *rapporteur* ; Armand, *procureur*. — Communiqué le 9 juillet 1709.

Comme on le voit, un mémoire n'attendait pas l'autre. On peut s'étonner de la rapidité avec laquelle l'abbé de Léoncel répliqua au syndic du Chapitre, lui opposant de nouvelles écritures le jour même où celui-ci lui avait signifié les siennes. Mais il nous paraît bien difficile que ce factum, rédigé en toute hâte pour être communiqué immédiatement au Chapitre, ait pu être imprimé. Le temps rigoureusement nécessaire à cette opération aurait manqué. Cependant, on peut voir, par le n° 325 ci-après, avec quelle promptitude l'abbé de Servien faisait face à ses adversaires. Le document dont le titre est ci-dessus est pour répondre à ce mémoire inconnu et probablement inédit. Il se divise en deux parties : la première tend à prouver que les droits et titres de possession du Chapitre sur les redevances par lui réclamées sont de telle nature, qu'ils ne peuvent pas être contestés, et que leur adjudication définitive en faveur des défendeurs s'impose.

L'abbaye de St-Barnard était en possession de percevoir les dîmes sur plusieurs domaines aux environs de la Part-Dieu, dépendance importante de l'abbaye de Léoncel, sur la paroisse actuelle de Châtuzanges. Depuis plu-

sieurs siècles déjà, le mas appelé champ Ducros y avait été uni, sous la redevance annuelle de six sétiers de grains, tiers froment, tiers seigle et tiers avoine, et d'une sommée de vin rouge; neuf autres mas y furent aussi unis plus tard, savoir : Favilas, Artaud, St-Alban, Le Plantier, le Vignal, Ferriol, Charbonnel, L'Abbé et Verdaret, faisant ensemble vingt sétiers de grains dans les mêmes proportions, et une sommée de vin pour dîme à l'abbaye de St-Barnard. Une transaction avait eu lieu pour le règlement de ces dîmes au moment de l'union; la date n'en est pas connue; mais cette transaction fut ratifiée par Jacques Quatre (1), abbé de Léoncel, le 28 février 1402, et depuis, confirmée par différents actes, reconnaissances, baux à ferme, etc. La redevance fut payée sans contestation jusqu'en 1583, époque où l'abbaye commença à soulever des exceptions. Elle en fut déboutée par un arrêt du 2 juin de cette même année. Les domaines de la Part-Dieu et de St-Martin d'Allemand (*de Alamenco*) étant devenus ensuite la propriété du comte de La Roche, gouverneur de Romans, dame Marthe d'Amboise, son épouse, les arrenta à Antoine Magnat, le 13 mai 1591, à la clause expresse pour ce fermier d'avoir à payer les redevances susdites au Chapitre de St-Barnard. — L'abbaye de Léoncel étant rentrée en possession de ces mêmes domaines peu d'années après, l'abbé s'avisa de contester de nouveau les droits du Chapitre; mais, ayant reconnu le mal fondé de ses prétentions, il se désista de son opposition, et il intervint à ce sujet un nouvel arrêt, le 10 décembre 1601.

Le Chapitre invoque une possession de plus de trois

(1) C'était son nom. C'est par erreur que le syndic, dans son *Mémoire*, l'écrivit *Jacques IV*. Son rang parmi ses homonymes était Jacques II. (BRUNDURAND, *Notes pour l'histoire du dioc. de Die*, p. 82.)

siècles, établie sur une foule d'actes qui le mettent en mesure de ne « rien craindre de tous les prétextes mis en avant par ledit sieur abbé... ny de tous les projets qu'il a fait pour renvoyer aux siècles avenir le paiement d'une redevance aussi légitimement établie, sur des plans figurés, inutiles pour la décision de ce procez, non pas même pour servir de prétexte à plus ample éclaircissement pour l'adjudication de ladite redevance... »

La seconde partie a pour objet de réfuter les exceptions proposées par l'abbé de Léoncel et de démontrer qu'elles sont injustes. Dans le cours de l'argumentation, il est fait mention d'un premier *Avertissement* du syndic du Chapitre signifié le 26 juin, en réponse aux écritures de l'adversaire communiquées le 12 juin. Ces deux pièces absentes (n^{os} 319 et 320) sont analysées dans celle-ci, dont la seconde partie n'est qu'une reproduction abrégée des arguments développés dans l'*Avertissement* susdit à l'encontre des objections du contendant. Ce dernier opposait une fin de non recevoir à l'assignation qui lui avait été donnée, le 20 décembre 1707, sous prétexte qu'il fallait mettre en cause le syndic du monastère de Léoncel ; or, les fonds dont les dîmes faisaient l'objet du litige étaient précisément le lot exclusif de l'abbé. Aucun fait particulier à relever dans cette longue plaidoirie, où les moyens de droit sont à peine assaisonnés de quelques noms propres, notamment de celui de Dom Genot, syndic de l'abbaye, lequel est accusé de s'employer activement à éterniser le procès.

Un *dernier point* porte, comme conclusion, *qu'au cas qu'il plût à la Cour d'ordonner des procédures, ce qu'on n'estime pas, il y a lieu d'adjuger cependant le paiement de ladite prestation.*

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.

NOTES HISTORIQUES

SUR

BARNAVE

(FIN. — Voir les 126^e à 131^e livraisons.)

NOMS DES DÉPUTÉS DU DAUPHINÉ AUX ÉTATS-GÉNÉRAUX :

Clergé

Mgr l'archevêque de Vienne, Lefranc de Pompignan.
— L'abbé de Dolomieu. — L'abbé de St-Albin. —
L'abbé de La Salcette.

Noblesse

Le marquis de Blacons. — Le marquis de Langon. —
Le comte de La Blache. — Le comte d'Agoult. — Le
comte de Virieu. — Le comte de Morges. — Le baron de
Chaléon. — Le comte de Marsanne-Fontjulianne.

Tiers-Etat

Mounier. — De La Cour d'Ambésieux. — Barthélemy
d'Orbanne. — Pison du Galand. — Béranger. — Barnave.
— De Bertrand de Montfort. — Revol. — Bignon de Coy-
rol. — Chabroud. — Blancard. — Allard-Duplantier (1).

Suppléants

Commandant de Monspey. — Marquis de Baronnat. —
D'Agier-Dedelay. — Cheynet. — Richard. — Grand de
Champrouet. — Chevalier de Murinais.

(1) *La Révolution en Dauphiné*, par Xavier Roux.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE

L'Assemblée des Etats-Généraux était composée de 1208 députés; parmi les députés du clergé, on comptait 48 archevêques ou évêques, dont 3 prélats étrangers; 35 abbés, chanoines ou autres ecclésiastiques, 208 curés; — ordre de la noblesse; 18 grands baillis ou grands sénéchaux; 28 magistrats des Cours supérieures; 224 autres gentilshommes. Tiers-Etat : 212 avocats; 162 officiers de bailliages, élections ou autres sièges; 176 bourgeois ou négociants, propriétaires ou cultivateurs; 2 ecclésiastiques; 16 médecins; 12 nobles.

*Ministres et secrétaires d'Etat en fonctions
à l'époque de la convocation des Etats-Généraux*

Il ne faut pas confondre les ministres d'Etat et les secrétaires d'Etat ayant un département (1). Les secrétaires d'Etat n'entraient au Conseil d'Etat que lorsque le roi les y avait spécialement appelés, ce qui leur donnait la qualité de ministre. Il n'y avait que quatre secrétaires d'Etat ayant un département : ceux des affaires étrangères, de la marine, de la maison du roi, de la guerre. Les seuls agents responsables du pouvoir royal étaient les secrétaires d'Etat :

I. Ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères : Armand Marc, comte de Montmorin de Saint-Herem;

II. Ministre secrétaire d'Etat au département de la marine : César Henri, comte de la Luzerne, lieutenant général des armées du roi;

Ce département comprenait la marine, les galères, toutes les colonies françaises, le commerce des Indes, les îles de France et de Bourbon et les établissements français au delà du cap de Bonne-Espérance, la chambre de commerce de Marseille, les consulats, les pensions, les brevets, dons et expéditions dépendant de ce département.

(1) *Documents relatifs aux Etats-Généraux*, par Armand BRETTE. — 1894, Imprimerie Nationale.

III. Secrétaire d'Etat au département de la maison du roi : Pierre-Charles-Laurent de Villedeuil. Ce département comprenait : A. la maison du roi, le clergé, affaires de la religion prétendue réformée, feuille des bénéfices, économats. B. Provinces et généralités : généralité de Paris, Languedoc (Haut et Bas-), Provence, Bourgogne, Bresse, Bugey, Valromey et Gex, Guyenne (Haute et Basse), Normandie et Champagne.

IV. Département de la guerre : Pierre-Louis de Chastenot, comte de Puységur, lieutenant général des armées du roi. Ce département comprenait : A. la guerre, le taillon, la maréchaussée, artillerie, génie, les fortifications de terre et de mer et tous les états majors. B. Provinces et généralités : les trois évêchés, la Lorraine, le Barrois, l'Artois, la Flandre, le Hainaut, la Franche-Comté, le Roussillon, le Dauphiné, la Corse.

Administration des finances : ministre d'Etat, secrétaire général des finances : Jacques Necker.

VI. Garde des sceaux de France, chancelier : Charles-Louis-François de Paule Barentin. C'était le chef de la justice de tout le royaume. C'était une situation qu'on ne pouvait perdre qu'avec la vie, suivant le langage des anciens auteurs.

Seulement le roi pouvait lui enlever les sceaux, soit par suite d'une disgrâce, soit sur sa demande. Il était alors institué un chancelier qui remplissait en tout ou en partie les fonctions de chancelier et qui, dans ce dernier cas, siégeait au Conseil avec le chancelier.

BIBLIOGRAPHIE. — ICONOGRAPHIE

Œuvres de Barnave et Notice historique, par Bérenger de la Drôme, pair de France (1843), archives de la Drôme.

Académie Delphinale, quatrième série, tome XII, année 1898, pp. 539 et suiv. Communication de M. de Beyhé relative à Barnave. On y lira des portraits vraiment curieux : le grand seigneur, le courtisan, l'Allemand, le

parisien, le provincial, le montagnard; un passage plus intéressant est celui qui est intitulé : *Pensées diverses*, et qui a pour sous-titre : *Séparation des ordres*.

Voir pages 561 et 562, un portrait de Barnave et même volume, p. 564, une étude du même auteur sur Barnave, maire de Grenoble.

Notices sur Barnave, par Loustauneau, avocat à la Cour d'appel de Paris; — par Gariot, avocat à Grenoble; — par Anatole de Gallier, président de la Société d'Archéologie de la Drôme.

Moniteur universel (Gazette nationale). *Vie de Barnave*, par M. de Salvandy. — *Barnave*, par Jules Janin. — *Souvenirs et portraits*, par le duc de Lévis. — *Biographie générale* de Firmin Didot (verbo Barnave).

Ernest Hamel, *Echo des lectures et Conférences* (samedi 19 février 1870), conférence sur Barnave.

Causeries du lundi, par Ste-Beuve, t. II, art. Barnave.

Histoire de la ville de Saillans, par A. Mailhet, pasteur protestant (1893).

Jeunesse de la Fayette, par M. Bardoux.

Statistique de la Drôme, par Delacroix.

Affiches du Dauphiné. Bertrand de Moleville.

Histoire de France, par Henri Martin.

La Révolution en Dauphiné, par X. Roux (1888-1891).

Mémoires, par l'abbé Morellet.

Histoire de la Révolution française, par Louis Blanc.

Biographie du Dauphiné, par Rochas, article Barnave, t. I^{er}, pp. 75 et suivantes (Charavey, éditeur, 1856).

La France révolutionnaire, par Ch. d'Héricault (1789-1889), chez Perrin, éditeur, Paris.

Chaudon et Delaudine, *Dictionnaire historique critique et biographique* (1810, Prudhomme, éditeur, Paris).

Barnave de Jules Janin réfuté par l'histoire ou la branche royale d'Orléans, Paris, 1831, in-8°.

PORTRAITS

Portrait de Barnave dans sa prison (*Histoire de Sail-lans*, par A. Mailhet).

Portrait de Barnave, *France révolutionnaire*, p. 41.

Caricature de Barnave, p. 168, homme de la cour et homme du peuple.

Barnave (Furne, éditeur, Geoffroy, sculps.).

Les adieux de Barnave. Barnave est représenté baisant la main de la reine. Typographie Claye, signé : Dupré.

Barnave, d'après Bonneville, dessiné par Boulay, gravé par Barbaut.

Barnave dans sa prison, publié par Amie l'ainé, de Paris. A. Lacauchie de Lev.-Leguay, sculps.

Portrait de Barnave, *fêtes du centenaire*, Alexandre Grattier, éditeur, grande rue et angle de la rue Jean-Jacques-Rousseau, Grenoble. — En face est le portrait de Mounier.

Autre portrait, Mauduit, sc.

Autre portrait, *histoire de Michelet*.

Autre portrait, Jules Chapelle et Guiller (1).

Portrait, par J.-M. Fontaine.

Barnave, iconographie, portraits, caricatures, bustes. Rochas, *Biographie du Dauphiné*, t. I^{er}, pp. 75 et suiv.

De la collection de M. Victor Colomb, une assiette coloriée représentant Barnave, l'homme de la cour et l'homme du peuple.

D'un côté, l'homme de la cour; il tient à la main une bourse avec ces mots : « Liste civile, opinion sur les hommes de couleur. »

De l'autre, l'homme du peuple : « 1789, droits de l'homme, serment du jeu de Paume. » Au bas de l'assiette « le vrai Barnave. »

(1) Collection de M. Victor Colomb à Valence.

MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122^e à 129^e livraisons.)

III

Né le 3 juillet 1423, Louis, fils du roi Charles VII, n'avait pas encore vingt-quatre ans, lorsqu'il prit en main le gouvernement effectif du Dauphiné et des comtés de Valentinois et de Diois (1). Il s'était acquis une grande réputation d'habileté et de bravoure; il avait dirigé d'heureuses expéditions contre les Anglais et s'était trouvé à des sièges célèbres; il avait, au commencement de l'année 1444, à la tête d'une armée, réprimé la révolte du comte d'Armagnac et, peu de mois après, remporté sur les Suisses une éclatante victoire: mais les événements politiques auxquels il avait été mêlé, les complots,

(1) Par ses lettres données à Charlieu le 28 juillet 1440, Charles VII avait cédé à son fils le gouvernement du Dauphiné (Duclos, *Hist. de Louis XI*, La Haye, 1750, in-12, t. III, p. 20-2). Jean de Gamaches et Gabriel de Bernes se présentèrent à Grenoble, le 13 août 1440, dans la salle du Conseil, porteurs des lettres royales et de celles du dauphin, à l'effet de prendre possession au nom du jeune prince. Le président Etienne Guillon fit, à cette occasion, une singulière harangue, expliquant que chacune des lettres du mot *Ludovicus* désignait une des qualités du dauphin. (MATHIEU, *Hist. de Louis XI*. Paris, 1628, in-4^o, p. 585-7.)

les intrigues qu'il ourdissait à la cour et qui avaient créé à son père beaucoup d'ennuis et de difficultés, le signalaient déjà comme un prince rusé et avide de pouvoir, peu scrupuleux dans le choix des moyens pour arriver au but.

Ce fut à la fin de décembre 1446 que le dauphin Louis, après des événements qui n'ont pas à trouver place dans ce récit, obtint de Charles VII l'autorisation de se rendre dans les terres de son apanage (1). Dans la pensée du roi, ce voyage n'avait pas simplement pour but d'éloigner pour un temps son fils de la cour et de donner un aliment à son esprit inquiet ; il devait permettre au monarque de surveiller de plus près les intérêts de la France dans le Comtat, dans la Provence, et à Gênes. La politique royale qui avait reculé jusqu'aux Alpes les limites de la France, songeait maintenant à atteindre la Méditerranée et à donner à notre commerce une voie facile du côté de l'Italie et de l'Orient. Louis « n'eut congé de demeurer que quatre mois » en Dauphiné (2). Il y venait avec l'intention bien arrêtée de s'y fixer et de ne revoir la cour que quand il pourrait y retourner en maître. Le 7 janvier, il était à Lyon, et quelques jours après, le 13, on le trouve sur le sol dauphinois, à Saint-Symphorien-d'Ozon, accompagné d'un certain nombre de gentilhommes, jeunes et actifs, qui s'étaient attachés à sa fortune et qui, pour la plupart, occupèrent dans la suite des charges importantes.

A peine arrivé dans son petit Etat, le dauphin se rendit compte des désordres qui régnaient dans toutes les branches de l'administration et qui en paralysaient l'exercice. Avant d'y porter remède, il voulut en connaître les causes, et les enquêtes, faites à l'occasion des *revisions de feux* dont nous parlerons bientôt, lui apprirent que le mal provenait surtout de l'impuissance de l'autorité souveraine, en face de grands seigneurs ecclésiastiques et laïques, qui gardaient encore avec

(1) DE BEAUCOURT, t. IV, p. 201.

(2) MATHIEU D'ESCOUCHY, *Chronique*, t. II, p. 339.

un soin jaloux leur ancienne indépendance féodale. Dans une même région, comme dans le Valentinois et le Diois, dans le Viennois, dans le Gapençais, quelquefois dans une même ville, comme à Montélimar, la population se partageait entre plusieurs juridictions également souveraines : de là de perpétuelles querelles qui entretenaient dans le pays l'anarchie et la misère. Travailler à réunir entre ses mains toutes les parcelles de souveraineté qui existaient encore çà et là, constituer l'unité politique de la province sur des bases solides, par de sérieuses réformes dans l'administration de la justice, la perception des finances, en un mot dans tous les rouages d'un bon gouvernement, procurer à ses peuples la sécurité et le bien-être matériel par la protection du commerce et de l'industrie : telle est la tâche que s'imposera dès le premier jour un jeune prince de vingt-quatre ans et qu'il ne cessera de poursuivre toute sa vie et par tous les moyens. Sans doute, on ne saurait approuver l'audace, le froid calcul, le cynisme avec lesquels il intervient dans les affaires de ses voisins, leur suscite mille embarras pour confisquer à son profit leurs droits les plus certains ; mais pour porter sur lui un jugement vrai et équitable, il ne faut pas perdre de vue l'état lamentable de la province, l'effroyable misère des populations ; l'on doit bien considérer que, pour rétablir l'ordre, la persuasion et la douceur n'auraient point suffi, et qu'il fallait une main ferme qui ne craignît pas de mettre le fer et le feu sur des plaies invétérées. L'histoire est obligée de lui rendre cette justice : aucun des princes, qui ont gouverné le Dauphiné, ne s'est plus occupé de notre province, aucun n'y a séjourné plus longtemps, aucun n'y a fait de plus utiles et plus fécondes réformes. Aussi ne doit-on pas être étonné si le nom du dauphin Louis est celui de tous les dauphins de France qui soit demeuré le plus vivant dans le souvenir des populations. Du reste, par l'analyse des documents qui concernent le Valentinois et le Diois et que nous placerons sous ses yeux, le lecteur pourra lui-même juger des qualités et des défauts de ce prince.

De Saint-Symphorien-d'Ozon, Louis se rendit par Vienne à Romans, où les Etats du pays avaient été convoqués pour le samedi, 4 février. On sait que le Dauphiné était *pays d'Etats*, c'est-à-dire que les trois ordres de la province jouissaient du privilège de se réunir en assemblée régulièrement constituée, périodiquement convoquée, pour traiter certaines affaires politiques et administratives, dont la principale était le vote de l'impôt. Ce privilège avait été octroyé au pays par Humbert II lorsqu'il fit abandon de ses domaines à la France et, depuis, les dauphins, fils aînés du roi ou rois eux-mêmes, l'avaient plusieurs fois reconnu et solennellement confirmé (1). L'impôt, qu'on appelait *don gratuit*, était réputé un subside volontaire que les sujets allouaient au prince pour suppléer à l'insuffisance des revenus de ses propres domaines, revenus qui, régulièrement et en temps ordinaires, devaient lui fournir les moyens de faire face aux dépenses de son administration. Lorsque les comtés de Valentinois et de Diois furent joints au Dauphiné, ils furent représentés aux Etats de la province. Ces grandes assemblées se tinrent sous le dauphin Louis à peu près tous les ans.

Le 4 février 1447, les représentants des trois ordres se réunirent donc à Romans, dans l'église des frères mineurs. Comme ils s'étaient aperçus que le dauphin entendait gouverner par lui-même et qu'il donnait les charges de la province aux étrangers qui l'avaient accompagné, ils lui firent, par l'organe de Charles de Grolée, seigneur de Châteauvilain, certaines admonitions tendant à subordonner ses choix pour les grands offices à l'opinion du conseil delphinal. Cela eût presque été une tutelle imposée. Louis ne se soumit point à cette exigence. Ils votèrent une aide de 46,000 florins à titre de don gratuit,

(1) Sur les Etats du Dauphiné, voir : GARIEL, *Delphinalia*, Grenoble, 1852, in-8°, p. 1-40 (opuscules de Murinais, de Guy Allard, de Philibert Brun, de Fontanieu et d'un anonyme); D^r CHEVALIER, *Les Etats du Dauphiné*, Grenoble, 1869, in-8°, 35 pp.

en ajoutant que c'était sans engagement pour l'avenir et sans préjudice de leurs libertés (1). Malgré toutes ces réserves, l'aide tendait de jour en jour à perdre cette qualité de don volontaire et à se transformer en un impôt annuel. Le vote fut à peu près le même les années suivantes. Au mois de décembre 1451, comme la peste sévissait en Dauphiné et qu'il ne fallait, dès lors, pas songer à réunir les Etats, le dauphin chargea Louis de Laval, gouverneur du Dauphiné (2), d'écrire aux diverses communautés de la province pour leur réclamer, à titre de subside, une somme égale à celle qui avait été votée l'année précédente, sans préjudice de leurs libertés (3). Il ne fut, du reste, jamais en retard pour demander de l'argent à ses sujets. Il est juste, toutefois, de faire remarquer qu'il tenta de faire ce qui était alors possible pour répartir également les charges publiques, qu'il s'enquit avec soin de l'état matériel du peuple, qu'il accorda aux populations éprouvées des exemptions de tailles et qu'il sut les défendre contre l'injustice et la violence des officiers du fisc.

(1) LEGEAY, *Hist. de Louis XI*, Paris, 1874, in-8°, 2 vol., t. I^{er}, p. 140. En 1437, les Etats réunis à Romans avaient voté 10,000 florins; en 1441, 30,000.

(2) Louis de Laval fut nommé gouverneur du Dauphiné par lettres du dauphin, données à Grenoble le 1^{er} janvier 1448, en remplacement de Raoul de Gaucourt, qui occupait cette charge depuis le 1^{er} novembre 1428. Louis de Laval fut destitué par lettres données à Bruges le 14 janvier 1458 (n. s.) et remplacé, à son tour, par Jean, bâtard d'Armagnac. Cf. PILLOT, *Catalogue des actes du dauphin Louis II, devenu le roi de France Louis XI, relatifs à l'administration du Dauphiné*. Grenoble, 1899, in-8°, 2 vol., t. I^{er}, p. 11 et 201.

(3) Archives de l'Isère, B, 3508. « ... et quia obstante pestilentia, nunc quasi in hac patria per omnia bona loca vigente, suos subditos seu gentes trium statuum congregare non poterit (delphinus), confidens de dictis suis subditis, qui in suis arduis negociis semper succursum et juvamen prestiterunt, ipse dnus noster voluerit et ordinaverit levare et imponi, per modum subsidii, citra derogationem libertatum delphinalium, talem summam qualem anno proximo preterito eidem per dictas gentes trium statuum fuit concessa, solvendam similibus terminis... Datum Coste, diē xii mensis decembris m. cccc. l. primo.

Le 23 septembre 1447, parut une ordonnance établissant qu'à l'avenir tous les sujets du dauphiné contribueraient aux subsides et dons gratuits votés par les Etats, nonobstant tous privilèges, concessions ou affranchissements, concédés précédemment par lui ou ses prédécesseurs, à la seule exception des clercs vivant cléricalement et des nobles vivant noblement (1). Quantité de gens revendiquaient le privilège de l'exemption, les clercs qui n'avaient que la simple tonsure et exerçaient divers métiers, les docteurs, les licenciés, etc. C'étaient un désordre et une injustice, car la portion d'impôts dont ils prétendaient s'affranchir retombait sur les autres.

Les *dénombrements* qui accompagnaient d'ordinaire la prestation de l'hommage féodal dû au dauphin, et les *revi-sions de feux* constituaient les deux principales mesures destinées à assurer une répartition régulière et équitable de l'impôt.

Tous les vassaux du dauphin, clercs et laïques, devaient à certaines époques déterminées ou quand ils en étaient requis, prêter hommage à leur seigneur et lui fournir un état détaillé des seigneuries et des terres nobles qu'ils possédaient. Par là, le prince se rendait un compte exact du nombre et de la fortune de ceux qui formaient les deux premiers ordres, des ressources qu'il était en droit d'espérer de ses sujets en cas de guerre, etc. Nos archives renferment encore un grand nombre d'actes de dénombrement et d'hommage, qui sont pour l'histoire de la noblesse une source abondante de précieuses informations.

Un des premiers soins du dauphin, en arrivant dans la province, avait été d'enjoindre à tous ses feudataires de venir s'acquitter du devoir de l'hommage. On vit bientôt accourir à Romans, à Valence, à Montélimar, villes d'où le dauphin ne s'éloigna guère durant les mois de février, mars et avril, une foule de nobles qui s'empressèrent de répondre à son

(1) Archives de l'Isère, B, 3181. — PILOT, n° 687.

en ajoutant que c'était sans engagement pour l'avenir et sans préjudice de leurs libertés (1). Malgré toutes ces réserves, l'aide tendait de jour en jour à perdre cette qualité de don volontaire et à se transformer en un impôt annuel. Le vote fut à peu près le même les années suivantes. Au mois de décembre 1451, comme la peste sévissait en Dauphiné et qu'il ne fallait, dès lors, pas songer à réunir les Etats, le dauphin chargea Louis de Laval, gouverneur du Dauphiné (2), d'écrire aux diverses communautés de la province pour leur réclamer, à titre de subside, une somme égale à celle qui avait été votée l'année précédente, sans préjudice de leurs libertés (3). Il ne fut, du reste, jamais en retard pour demander de l'argent à ses sujets. Il est juste, toutefois, de faire remarquer qu'il tenta de faire ce qui était alors possible pour répartir également les charges publiques, qu'il s'enquit avec soin de l'état matériel du peuple, qu'il accorda aux populations éprouvées des exemptions de tailles et qu'il sut les défendre contre l'injustice et la violence des officiers du fisc.

(1) LEGEAY, *Hist. de Louis XI*, Paris, 1874, in-8°, 2 vol., t. I^{er}, p. 140. En 1437, les Etats réunis à Romans avaient voté 10,000 florins; en 1441, 30,000.

(2) Louis de Laval fut nommé gouverneur du Dauphiné par lettres du dauphin, données à Grenoble le 1^{er} janvier 1448, en remplacement de Raoul de Gaucourt, qui occupait cette charge depuis le 1^{er} novembre 1428. Louis de Laval fut destitué par lettres données à Bruges le 14 janvier 1458 (n. s.) et remplacé, à son tour, par Jean, bâtard d'Armagnac. Cf. PILOT, *Catalogue des actes du dauphin Louis II, devenu le roi de France Louis XI, relatifs à l'administration du Dauphiné*. Grenoble, 1899, in-8°, 2 vol., t. I^{er}, p. 11 et 201.

(3) Archives de l'Isère, B, 3508. « ... et quia obstante pestilentia, nunc quasi in hac patria per omnia bona loca vigente, suos subditos seu gentes trium statuum congregare non poterit (delphinus), confidens de dictis suis subditis, qui in suis arduis negociis semper succursum et juvamen prestiterunt, ipse dnus noster voluerit et ordinaverit levare et imponi, per modum subsidii, citra derogationem libertatum delphinalium, talem summam qualem anno proximo preterito eidem per dictas gentes trium statuum fuit concessa, solvendam similibus terminis... Datum Coste, diē XII mensis decembris M. cccc. L primo.

Le 23 septembre 1447, parut une ordonnance établissant qu'à l'avenir tous les sujets du dauphiné contribueraient aux subsides et dons gratuits votés par les Etats, nonobstant tous privilèges, concessions ou affranchissements, concédés précédemment par lui ou ses prédécesseurs, à la seule exception des clercs vivant cléricalement et des nobles vivant noblement (1). Quantité de gens revendiquaient le privilège de l'exemption, les clercs qui n'avaient que la simple tonsure et exerçaient divers métiers, les docteurs, les licenciés, etc. C'étaient un désordre et une injustice, car la portion d'impôts dont ils prétendaient s'affranchir retombait sur les autres.

Les *dénombrements* qui accompagnaient d'ordinaire la prestation de l'hommage féodal dû au dauphin, et les *révisions de feux* constituaient les deux principales mesures destinées à assurer une répartition régulière et équitable de l'impôt.

Tous les vassaux du dauphin, clercs et laïques, devaient à certaines époques déterminées ou quand ils en étaient requis, prêter hommage à leur seigneur et lui fournir un état détaillé des seigneuries et des terres nobles qu'ils possédaient. Par là, le prince se rendait un compte exact du nombre et de la fortune de ceux qui formaient les deux premiers ordres, des ressources qu'il était en droit d'espérer de ses sujets en cas de guerre, etc. Nos archives renferment encore un grand nombre d'actes de dénombrement et d'hommage, qui sont pour l'histoire de la noblesse une source abondante de précieuses informations.

Un des premiers soins du dauphin, en arrivant dans la province, avait été d'enjoindre à tous ses feudataires de venir s'acquitter du devoir de l'hommage. On vit bientôt accourir à Romans, à Valence, à Montélimar, villes d'où le dauphin ne s'éloigna guère durant les mois de février, mars et avril, une foule de nobles qui s'empressèrent de répondre à son

(1) Archives de l'Isère, B, 3181. — PILOT, n° 687.

appel. Nous ne relèverons ici les noms que de ceux du Valentinois et du Diois. Le 8 février 1447, Raymond de Theys, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur de Poët-Laval, comme procureur de frère Bertrand d'Arpajon, grand prieur de Saint-Gilles, fit hommage pour les châteaux et seigneuries de Poët-Laval, Dieulefit, La Bâtie-Saint-Pierre, Manas, Faucon, Charrière et pour tout ce qu'il possédait dans les mandements de Saint-Gervais et Cléon-d'Andran (1). Le 10 février, à Romans, Charles Blain, seigneur de Poët-Célar, fit hommage pour la parerie qu'il avait à Saint-Médard, avec toute juridiction, ainsi que pour tous les autres droits et revenus qu'il avait dans les mandements de Crest, Montmeyran, Barnave et Chabeuil (2). Le lendemain, Aimon Alleman, seigneur de Champ, fit hommage pour Champ et Béconne, et en outre, comme procureur de Marguerite Ainard, sa mère, pour la moitié, par indivis, des terres et juridiction de Taulignan (3). Le même jour, Humbert Bérenger, seigneur de Morges, fit le sien pour Morges, le Monestier-de-Percy, et pour tous les droits qu'il percevait à Omblèze, Ansage, et dans les mandements de Crest, Montmeyran, Upie, La Rochette, etc. (4). A noter encore, le même jour, l'hommage de Gaspard de Bologne pour les terres d'Alençon, la Roche-St-Secret, la Beaume-de-Lance (5) ; celui

(1) PILOT, n° 218. — LACROIX, *L'arrond. de Montélimar*, t. V, p. 37.

(2) PILOT, n° 221. — Charles Blain, mort avant 1458, eut pour fils autre Charles Blain, père de Louis Blain, capitaine de 50 hommes d'armes, lieutenant du roi au marquisat de Saluces, seigneur du Poët, mort sans enfant en 1598, et de Marguerite Blain, qui épousa André Marcel et porta dans cette famille la seigneurie du Poët

(3) PILOT, n° 228.

(4) PILOT, n° 235.

(5) PILOT, n° 236. — Gaspard de Bologne était fils de Giraud de Bologne qui reçut en 1428 la moitié de la Roche-Saint-Secret du roi Charles VII et qui fit l'acquisition de la parerie d'Alençon et de la seigneurie de Salles. Cette famille de Bologne tire son origine de celle des Poitiers. En 1324, Reynaud de Forez ayant contracté mariage avec Marguerite de Savoie, divers personnages importants furent cau-

d'Antoine de Clermont, pour la vicomté de Clermont-en-Trièves (1), et celui de Jean de Taulignan, pour la terre de Marches (2). Le 12 février, à Romans, hommages de Guillaume de Tournon, chevalier, pour le péage de la Roche-de-Glun et la ville de Tain (3); d'Antoine Forez dit Coppe, en son nom et comme tuteur de Jacques Forez, fils de Pierre, son neveu, pour le château de la Jonchères (4). Le 13, hommage de Claude d'Urre pour la seigneurie de Vercoiran (5).

A Valence, le 16 février, le dauphin reçut l'hommage de Simon Messe, doyen du chapitre de Die, qui agissait tant en son nom que comme procureur de ce chapitre : il reconnut tenir du prince la vallée de Tréminis, inféodée par le chapitre à Humbert Bérenger, seigneur de Morges, la moitié du château de Feuillant, inféodé à Raymond Ainard, seigneur de Montaynard et de Prébois, les fiefs de Toranne, Saint-Martin de Clelles, Saint-Michel-lès-Portes, une part de Chichilianne, le fief d'Avane, etc. (6). Hâtons-nous de terminer une énumération qui pourrait paraître fastidieuse. Citons toutefois encore les hommages de Guillaume de Vesc pour sa

tions des dons nuptiaux, notamment Aymar de Poitiers, fils aîné du comte de Valentinois, par acte passé à Châteauneuf-de-Mazenc, en présence de noble et discret Guillaume de Poitiers dit de Bologne. Le surnom devint peu à peu le nom patronymique. — LACROIX, *L'arrondissement de Montélimar*, t. VII, p. 251-3.

(1) PILOT, n° 238. — Voir sur Antoine de Clermont, ANSELME, t. VIII, p. 319.

(2) PILOT, n° 254.

(3) PILOT, n° 258. — Archives, B, 3507.

(4) PILOT, n° 261. — Pierre et Antoine Forest, dit Coppe, avaient acheté le 12 mars 1422 la ferme de la monnaie de Romans, à condition de prêter au dauphin 6,000 livres de tournois. Ils acquirent, par échange du seigneur de Montchenu, le château de la Jonchère et la parerie de Beauregard qu'ils hommagèrent le 10 septembre 1429.

(5) PILOT, n° 265.

(6) PILOT, n° 276. — Simon Messe mourut le 6 septembre 1447 et le chapitre de Die élu à sa place, le 9 septembre, Bertrand d'Urre, prévôt de Crest. — Archives de la Drôme, E, 1476, f° 219-25.

maison forte de la Touche (18 février) (1); du commandeur de Poët-Laval, au nom du grand prieur de Saint-Gilles, pour le château de Venterol et les possessions de l'ordre à Mirabel et dans le Trièves (21 février) (2); de Michel de Valpergue, pour la seigneurie de Puygiron (22 février) (3); d'Armand Odouard, comme procureur de Telmond Siboud, abbé de Saou, pour les possessions du monastère à Saou, à Crest, et à Chabeuil (23 février) (4); de Guy Pape pour la terre de Saint-Auban dans les Baronnies (5); de Jean Colonel, fils de François, de Saint-Nazaire-en-Royans, pour les biens de son père dans cette dernière localité (28 février) (6); de Jean Alleman pour le château de Rochechinard (28 février) (7); d'Antoine Cornilhan, écuyer, pour les châteaux de la Baume-Cornilhane, Barcellonne, Ourches, et diverses propriétés à Châteaudouble et à Chabeuil (5 mars) (8). La plupart de ces hommages étaient reçus pour le dauphin par son chancelier Yves Scépeaux, qui en donnait acte au nom du prince.

(1) PILOT, n° 301. — Voir tome I^{er}, p. 466.

(2) PILOT, n° 313. — Archives de l'Isère, B, 2651.

(3) PILOT, n° 317. — Michel de Valpergue avait reçu cette seigneurie de Louis de Lantenay, gouverneur des comtés pour le duc de Savoie. Le 18 février 1449 (n. s.), il céda sa terre à Jeannet de Valpergue

(4) PILOT, n° 325.

(5) PILOT, n° 328. — Archives de l'Isère, B, 2651.

(6) PILOT, n° 353. — Archives de l'Isère, B, 3651. « ... Jehan Coullongnel, fils de Francoys Coullongnel, demourant à Saint-Nazaire, a aujourd'huy fait pour nous, ès mains de nostre amé et féal chancelier, comme procureur de son dit père, souffizant fondé, ainsin qu'il est deument apparu et qu'il a affirmé par son serment que son dit père estoit en extreme maladie, que pour l'eure il ne pavoit venir en personne... Donné au Montélimar, le dernier jour de febvrier l'an de grace mil cccc quarante et six. »

(7) PILOT, n° 357.

(8) PILOT, n° 375. — Archives de la Drôme, E, 569. — Le 3 mars 1447 (n. s.), à Romans, « Jehan Vinays, fils de feu Odibert Vinays, ecuyer, demourant à Saint-Jehan-d'Autavéon... comme noble et aussy à cause de son hostel appelé la Vinayerie, terres, vignes, au mandement de Pernans... », fit hommage au dauphin. — Arch. de l'Isère, B, 2651.

Bien plus importantes pour nous sont les *revisions de feux*, sorte d'enquêtes faites sur le mandat du prince pour établir les feux taillables d'une localité. Elles abondent en renseignements de tout genre et ont été jusqu'à ce jour une mine trop peu exploitée par les historiens. Mais avant de recueillir quelques-uns de ces renseignements, il ne sera pas inutile, croyons-nous, d'entrer dans certains détails sur un mode de perception maintenant presque inconnu.

Le *feu* était l'unité financière, la base d'après laquelle se faisait l'assiette de l'impôt. Nous disons l'assiette et non la répartition, car ces termes ne sont pas synonymes et l'on va comprendre pourquoi il est nécessaire de les distinguer. A l'origine, le mot *feu* avait sa signification propre, c'est-à-dire qu'il désignait un ménage ou feu vif, mais bientôt comme le mot *caput* chez les Romains, il fut synonyme d'unité contributive et n'eut plus de valeur littérale. Il fallut plus ou moins de feux réels, suivant leur importance, pour faire un feu contributif. Chaque communauté ou paroisse était taxée à un chiffre déterminé et invariable de feux. On voit dès lors en quoi consistait le travail des répartiteurs : ils avaient à classer les chefs de famille, dans chaque localité, par unité ou par groupe, selon leur fortune, de manière à établir le nombre exact de feux contributifs qu'indiquait le cadastre pour cette localité. Les clercs vivant cléricallement et les nobles vivant noblement étaient exempts de l'impôt. Les habitants qui avaient un revenu moindre de dix livres étaient réputés pauvres et par là même échappaient à toute contribution (1). Comme la fortune des particuliers est très variable, fréquemment on procédait à la revision des feux, c'est-à-dire à un nouveau classement des habitants. Mais ce qui était censé

(1) « Quicumque domicilium faciens, habens in valore, in bonis hereditatibus et possessionibus valorem decem francorum auri, deducto ere alieno et solutis suis debitis, ille reputari debet pro solubili, alias vero non habens in bonis et hereditatibus valorem decem francorum, ille reputatur et reputari debet pro non solubili... »

immuable, c'était le chiffre des feux de la localité : la taxe restait la même, que la population de la paroisse augmentât ou diminuât ; tant pis pour le village s'il était pillé par les gens de guerre, dépeuplé par une épidémie ou ruiné par la famine. La réduction des feux d'une localité ne se faisait qu'après de longues enquêtes, vérifiées au conseil delphinal, et sur une ordonnance du gouverneur. La liste générale des feux de la province et les listes particulières des paroisses étant établies, rien n'était plus facile que de déterminer la part contributive de chacun. Supposons, par exemple, qu'il s'agît de lever un impôt de 20,000 florins et que le nombre des feux de la province fût de 2,000, on divisait 20,000 par 2,000, pour avoir la valeur d'un feu, soit 10 florins ; alors une paroisse de 2 feux était imposée 20 florins, une de 3 et demi, 35 florins, etc. (1).

Le subsidie de 46,000 florins votés par les Etats tenus à Romans, donna lieu à beaucoup de réclamations de la part des habitants du Valentinois et du Diois, qui se plaignirent de ce que le nombre des feux de leurs localités était trop élevé, eu égard à celui des paroisses du Dauphiné. Les guerres et les désordres de tout genre qui avaient désolé le pays depuis la mort du dernier comte en 1419, avaient diminué la population ; plusieurs familles menaçaient encore de s'expatrier si l'on ne consentait à alléger le poids des impôts. Ces plaintes n'étaient que trop fondées. Depuis plus de quarante ans aucune revisions de feux n'avait été faite (2). Louis, se

(1) Voir sur ce sujet MOLINIER, *La sénéchaussée de Rouergue en 1340*, dans la Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, t. XLIV (1883), p. 457-5 ; — *Hist. gén. de Languedoc*, t. IX, p. 739-40 ; — *Revue historique*, t. XI (1880), p. 32.

(2) Archives de l'Isère, B, 2737, f° 153. — Revision des feux de Beaufort, le 31 mai 1447, par Jean d'Origny. Il y a dans le mandement 32 chefs de familles, dont onze extrêmement pauvres ; les autres demandent à être réduits à trois feux. « ... Et est dubitandum quin plures recedant, nisi fiat eis diminutio focorum solubilium numeri, quo sunt onerati et pro quo usque nunc fuerunt onerati, qui, ut dicitur,

trouvant à Valence, donna commission le 23 avril 1447 à Jean Baile, docteur en droit, à l'effet de visiter les diverses localités, occupées naguère par le duc de Savoie et d'y procéder à la revision des feux (1). Quelques jours après, étant encore à Valence, le dauphin mandait à ses conseillers Aimar de Poissieu, dit Capdorat, son maître d'hôtel, bailli du Valentinois

non fuerunt revisi nec diminuti lapsi sunt quadraginta anni... » Un noble, Jean d'Arbaletier (Balisterii). — Les habitants de Rochefort avaient demandé eux-mêmes en 1443 qu'on les rangeât parmi les tailables et qu'on établît les feux de leur mandement. En conséquence, « dominus iudex et commissarius... venit et applicuit in mandamento Rupis fortis, Valent. diocesis, in masso et parochia de Sansone, mandamenti jamdicti Ruppis fortis, die 7^a mensis novembris. » Sur 45 chefs de famille, il ne trouva, pouvant être compris au rang des contribuable, que Pierre Bouchier, Guillaume Genin, Reynaud Fremont, Guillaume de Despit, Dreton Escoffier et Guillaume Didier; tous les autres étaient misérables. Les charges qui pesaient sur les habitants augmentaient leur détresse, et pour comble de malheur, durant les deux dernières années, des épidémies les avaient grandement éprouvés : « Item fuerunt mortalitates magne, ita quod, a duobus annis citra, fuerunt clause decem domus in quibus erant boni habitatores, qui nullus remansit in domo. »

(1) Archives de l'Isère, B, 2737, f° 161. — « Ludovicus... Johanni Baiuli, juris utriusque doctori... Supplicationem hominum et habitantium castrorum et locorum nostrorum dictorum comitatum, que nuper tenere solebat carissimus et dilectus consanguineus noster dux Sabaudie et nunc tenemus et possidemus, ac aliorum de nostro feudo sive retrofeudo ad causam dictorum comitatum existentium, recipimus continentem, quod supplicantes ipsi mandati fuerunt, nostra ex parte, compelli et compelluntur ad causam ultimi subsidii, nuperime Romanis per gentes trium statuum delphinatus et comitatum nostrorum predictorum nobis largiti et concessi, ad solvendum magnas et eis insupportabiles pecuniarum quantitates, pro rata eisdem de dicto subsidio... attributa, et multo majores, habito respectu ad numerum habitantium predictorum et facultatum ipsorum, quam ceteri de dominio dictorum nostrorum comitatum, quorum foca fuerunt, intervenientibus legitimis informationibus, visa et inde ad certum numerum focorum solubilibus taxata... Datum Valentie, die vicesima tertia mensis aprilis anno Domini M. CCC. XL septimo.

et du Diois, et Humbert Rolland, docteur en décrets, de procéder à une nouvelle revision de feux des communautés du Valentinois et du Diois, où les habitants la réclameraient : les habitants, disait le prince, avaient dû pour s'acquitter des impôts précédents, contracter envers les juifs des emprunts usuraires dont ils ne pourraient jamais se délivrer (1). Nous possédons encore les procès-verbaux de ces diverses revisions. Ne pouvant ici tout résumer, nous nous contenterons de suivre le commissaire Jean Baile dans les localités où durant les dernières années avait flotté l'étendard de Savoie.

Jean Baile, muni des lettres delphinales, commence sa tournée par le village de Saou ; il y arrive le 30 avril et s'installe dans la maison d'Albert d'Urre. Son premier soin est de former une commission de vingt membres, dont cinq sont nommés par les habitants du lieu, et quinze par lui-même : sur ces quinze, sept sont choisis parmi les habitants et huit parmi des étrangers. C'est devant cette commission que seront portées toutes les réclamations ; c'est elle qui donnera son avis. Le délégué Jean Baile fera ensuite son rapport au conseil delphinal qui statuera définitivement. Les rôles de la communauté portaient 28 chefs de famille solvables formant 8 feux et un quart, 38 chefs de famille misérables. Il y avait deux familles nobles, celle d'Albert d'Urre et celle de Telmont de Flandènes. Les religieux de l'abbaye et Pierre *de Castellaria*, curé de l'endroit, composaient le clergé. Naturellement on réclame une réduction : la misère est grande et parmi les causes qui l'ont produite et qui l'entretiennent dans le pays, on cite en premier lieu ce fait que les meilleures terres appartiennent à l'abbaye et aux nobles qui ne payent rien. Dans les cinq dernières années, les récoltes ont été détruites, soit par la sécheresse, soit par la grêle et les orages ; des épidémies ont fait périr les bestiaux et pour s'en procurer d'autres les habitants, ne pouvant en acheter eux-mêmes, sont contraints

(1) Archives de l'Isère, B, 2737, f° 124. — PILOT, n° 444.

de les prendre à mi-fruit, ce qui leur enlève tout profit. Les officiers du duc de Savoie se sont montrés d'une telle exigence dans la perception des revenus de la seigneurie, que beaucoup d'habitants ont pris le parti d'émigrer. La communauté a été forcée de soutenir divers procès. Pour sa part contributive dans le don gratuit voté à Romans, elle est taxée à 95 florins et 5 ou 6 gros. Le délégué est d'avis qu'il faut ménager cette population. Désormais, d'après l'ordonnance du gouverneur, la paroisse de Saou est taxée à 10 feux, y compris ceux des nobles (1).

Le 2 mai, les élus, le châtelain et le curé de Soyans vinrent trouver le délégué à Saou et lui exposèrent que leur village, dont Guillaume, bâtard de Poitiers (2), était seigneur, comprenait en tout quatre chefs de famille solvables, formant trois quarts de feu, et 11 misérables. Ils firent un sombre tableau de leurs malheurs. Soyans avait été détruit de fond en comble durant la guerre de Raymond de Turenne et, le peu de biens qu'on put alors sauver fut perdu pendant la guerre de Livron. Jean et Bertrand Rémusat qui peuvent paraître relativement aisés sont en réalité misérables. Ce sont, ainsi que tous les autres habitants, des étrangers venus de la Savoie et d'ailleurs et à qui le bâtard de Poitiers, pour repeupler sa terre, a été obligé de donner les choses les plus nécessaires à la vie. Pour comble de malheur, le territoire est peu fertile, le village est sur un rocher, et sans eaux. Jean Baile voulut visiter lui-même Soyans et il constata que tout ce qu'on lui avait dit n'était,

(1) Archives de l'Isère, B, 2737. f° 161.

(2) Guillaume, bâtard de Poitiers, était fils de Charles de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, et d'une nommée Béatrix qui avait été domestique de son père. Il naquit à Romans. (Voir t. I^{er}, p. 319.) Guillaume joua un rôle important sous le gouvernement du dauphin Louis, qui le fit sénéchal du Valentinois en 1447. C'était un vaillant guerrier. Il trouva une mort glorieuse dans la guerre de Gênes en 1461. (Voir CHARAVAY, *Lettres de Louis XI*, t. I^{er}, p. 375 ; — PILOT, t. I^{er}, p. 16, 17, 46 et 371.)

hélas ! que trop vrai. Quelques misérables maisons, bâties à la hâte et depuis peu de temps, composaient tout le village. Soyans fut réduit à un feu (1).

Le 3 mai, le délégué était à Grane, un des principaux bourgs du Valentinois. Il y avait 20 chefs de famille solvables, 37 misérables, trois nobles, Guillaume Gambert, François de Vendores et Antoine Falco ou Faucon, ce dernier misérable, et six ecclésiastiques. Les familles solvables comptaient pour six feux, un demi, un tiers, et trois quarts de feu. Aux causes alléguées déjà ailleurs de la misère publique, pauvreté

(1) Archives de l'Isère, B, 2737. — « Prima, quia dictus locus fuit propter guerram domini Raymundi de Torena funditus destructus et dissipatus, sic et taliter quod quando pervenit ad manus nobilis Guillelmi bastardi de Pictavia, domini dicti loci, non erant in dicto loco nisi quinque habitantes et quasi omnes pauperes, et subsequenter, tempore guerre Liberonis, etiam illi pauci qui erant in dicto loco perderunt omnia eorum mobilia et animalia et remanserunt quasi in puris et nudis, et adhuc sunt pauperes et egeni, quia licet Johannes Ramusati fuerat competenter opulentus, cum a certis annis citra habuit tanta in bonis et personna infortunia quod est reductus ad modicum statum, alii qui erant ab antiquo et adhuc sunt egeni et pauperes, excepto Bertrando Ramusati, quem supra reddiderunt pro quarto foci, qui pauca habet et possidet. — Domino vero ad alias dixerunt et deposuerunt quod venerunt habitatum in dicto loco, ab octo annis citra, et plures, a duobus et tribus annis citra, et qui venerunt habitatum, ad exortationem dicti domini et officiariorum et servitorum ejusdem domini, tam de regno quam de Sabaudia et aliunde, qui dominus tradidit eisdem casalia et etiam bladum ad eos nutriendos et sustinendos, et quoque etiam calcem et tegulas ad reedificandum casalia que erant dirupta; tradidit etiam eisdem possessiones hermas ad cultivandum, boves, pecunias et alia eis necessaria, pro ipsos habitari faciendo in dicto loco, tenendo eos francos et subveniendo eisdem in suis necessitatibus, sic et taliter quod remanserunt et remanent in dicto loco; nihil aut parum habent nisi ea que tradidit eisdem prefatus dominus de Soyancio, et sunt omnes valde pauperes, exceptis illis qui supra sunt redditii pro quarta parte foci, qui modica habent, et ubi onerarentur talliis vel subsidiis recederent et locum absentarent, ut verisimiliter traditur... »

du sol, mortalité des bestiaux et mauvaises récoltes depuis quatre ans, les habitants en ajoutent d'autres qu'il est intéressant de rapporter. Ils ont eu beaucoup à souffrir, disent-ils, sous le gouvernement du comte Louis II de Poitiers, qui les accablait de corvées, à tel point qu'à l'époque de sa mort, Grane avait perdu la plupart de ses habitants qui étaient allés demander, sous une autre domination, des conditions de vie plus tolérables. Une trentaine de familles sont venues de la Savoie, sous le gouvernement ducal, mais elles sont très pauvres et obligées de gagner leur vie en louant leurs services. On ne trouverait pas dans toute la localité quatre propriétaires récoltant assez de blé pour subvenir aux besoins de leurs familles. Grane comptera désormais huit feux (1).

De Grane, le délégué passe le même jour à Montmeyran. Vingt-et-une familles solvables, formant huit feux, 45 misérables, un noble, Aymar *de Rubiaco*, châtelain, et Gauteron, curé, composent la population. Pour le subside voté à Romans, le village est taxé à 49 florins et deux gros. Le territoire, bien qu'ayant quelque apparence de fertilité, est d'un médiocre rapport ; beaucoup de gens venus de la Savoie, n'ont que la misère en partage ; les meilleures terres appartiennent au clergé et à la noblesse. Telles sont les plaintes recueillies dans l'enquête. On réduit les feux à six (2).

(1) Archives de l'Isère, B, 2737, f° 172. — « Item, quia tempore d. comitis, ultimo vita functi, homines dicti loci occupabantur quasi continue in operibus suis et non poternt vacare in operibus suis, et ideo multi absentaverunt locum, et tempore mortis dom. comitis, non erat medietas habitantium que nunc est, sed post mortem ejus venerunt extranei, tam de regno Francie quam de Sabaudia et aliis partibus, habitatum in dicto loco et de tempore tenure domini ducis Sabaudie venerunt circa trigenta homines habitatum in dicta villa ex superius nominatis, qui sine bonis aut paucis venerunt, et adhuc etiam sunt pauperes, saltem pro majori parte et, ut plurimum, loquant operas suas, et, de his que luçantur, se et familiam suam nutriunt... »

(2) Archives de l'Isère. B, 2737.

L'EMPLACEMENT D'AERIA

Valence, 31 octobre 1899.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

Je lis dans le dernier Bulletin de la Société que M. de Cham-belle a proposé un nouvel emplacement pour l'Aeria de Stra-bon.

C'est le vingt-huitième, ainsi que vous le faites remarquer malicieusement. Veuillez me permettre de vous adresser quel-ques réflexions à ce propos.

— Comme vous le disiez si justement à l'occasion d'une étude de M. l'abbé Robin sur ce même sujet : « Il faut suivre « Strabon le seul guide connu ; sans lui on va du Ventoux au « Plan-de-Baix, de Livron à Châteauneuf-de-Mazenc avec la « même facilité. »

Or, à mon humble avis, le texte du géographe grec a été mutilé par les commentateurs qui suppriment gratuitement les mots *καὶ Οὐάπων* comme une répétition inutile du mot précé-dent *Καονάπων*. De plus audacieux vont même plus loin et pro-posent hardiment de remplacer *Δουρῶν* par *Ἀδενιῶν*, *Ἀρανισίων*, *Λουσιῶν*, etc !! C'est certainement de l'imagination mais ce n'est pas de l'interprétation.

Je pense en outre qu'on a traduit à tort *Καονάπων* par un gén-i-tif pluriel alors qu'il s'agit d'un nom de fleuve.

Comment admettre, en effet, que Strabon écrive dans sa des-cription « deux fleuves entourent *la* ville des Cavares » alors qu'il cite précisément quelques lignes plus loin *quatre* villes appartenant à cette tribu.

Une pareille inconséquence est inadmissible chez un bon écrivain.

Dès lors il faut traduire ainsi qu'il suit le fameux passage de Strabon.

« Entre la Durance et l'Isère il y a d'autres rivières qui « descendant des Alpes se jettent dans le Rhône ; deux d'entre

« elles, le Cavaron et le Ouaron, entourent la ville (Dourion ?)
 « et réunies en un seul cours d'eau se jettent dans le Rhône ;
 « une troisième, la Sorgue, a son embouchure près de la ville
 « de Vindalie, à l'endroit où dans une grande bataille Oëno-
 « barbus mit en déroute plusieurs myriades de Celtes. Dans ce
 « même espace il y a plusieurs villes : Avignon, Orange, Aeria,
 « bien aérienne de fait, dit Artémidore, vu sa situation à une
 « grande hauteur. Tout ce pays est en plaines et en pâturages,
 « mais d'Aeria à Dourion, on traverse des défilés étroits et
 « boisés. »

Si l'on admet, et il me paraît difficile de faire autrement, que le Cavaron et le Ouaron sont devenus le Roubion (1) et le Jabron, Dourion, qui est visiblement la ville dont il est question dans le premier paragraphe, et qui aura été sous-entendue par Strabon, ou omise par le copiste, Dourion, dis-je, serait l'oppidum antique d'Acunum ; des fouilles ou des recherches entreprises sur le plateau de Géry, situé à l'est de Montélimar, seraient de nature à donner plus de force à cette hypothèse.

Enfin, avec une ressemblance bien voisine de l'évidence, on arrive à placer Aeria à Barry et à faire de cette cité l'oppidum de Senomagus, conformément à l'opinion émise par M. le Président de notre Société.

En effet, d'Avignon à Orange et à Senomagus, la voie d'Agrippa, seule route par laquelle on pouvait aller de la Durance à l'Isère, est établie au milieu de plaines et de pâturages ; mais de Senomagus à Acunum elle traverse les défilés étroits et boisés du massif de Donzère.

L'énumération de ces villes correspond à une description rationnelle du pays et à une phrase bien construite au point de vue grammatical.

A défaut d'autre avantage, mon interprétation aura celui de ne pas proposer une vingt-neuvième solution pour l'*emplacement retrouvé* d'Aeria.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

(1) Voir BRUN-DURAND. *Dictionnaire topographique*.



BIBLIOGRAPHIE

En Vivarais. Impressions, Descriptions, Notes historiques, Figures Ardéchoises, Grandes Industries, Presse, Pages Vivaraises, par Jean VOLANE. T. I^{er}. — Paris, Berger-Levrault, gr. in-8° de 196 p. avec 40 dessins.

L'Ardèche pittoresque. Descriptions, Mœurs, Impressions, Pages Vivaraises, par le même. — Paris, Berger-Levrault, 1897-1899, gr. in-8° de 207 p. avec 50 simili-grav. ou dessins.

Les jolis croquis que sont ces deux volumes, j'entends l'art fin et prime-sautier de la plume de M. Jean Volane, sans compter les dessins et gravures d'une nuance impressionniste. De plan logique, pondéré, n'en demandez pas. C'est une promenade à travers l'Ardèche et, comme dans toute promenade, on y rencontre de tout, mais particulièrement des surprises charmantes. Jean Volane est un chauvin, un poète, c'est-à-dire un peintre. Il nous montre, dans nos excursions à vol-d'oiseau à travers les pays ardéchois, « les plaines fertiles des bords du Rhône, les champs de blé, les coteaux caillouteux couverts de vignes, l'olivier de Provence et le figuier d'Italie..., de vertes prairies normandes, les forêts des Vosges et des Ardennes..., des paysans aussi beaux que ceux de Georges Sand..., des forestiers aussi intéressants que ceux d'André Theuriet..., un chaos de volcans crachant jadis

au ciel leur fumée rouge, tout un troupeau de monts coiffés de châteaux-forts..., les ruisseaux clairs, les rivières torrentueuses..., le Rhône mugissant aux pieds des ruines antiques de Rochemaure et de Crussol. » En un mot, la poésie se dégage du passé du Vivarais et de ses légendes fantastiques.

En son aimable et très spirituelle compagnie, nous visitons, avec son premier volume : Privas, Entraigues, Aubenas, Vals, Bourg-Saint-Andéol, Chomérac, Lavoulte, Saint-Pierre-ville, Rochemaure, Villeneuve-de-Berg, Viviers. Avec le deuxième, c'est : Largentière, Burzet, Montpezat, Thueyts, Valgorge, Les Vans, Joyeuse, Vallon. Sur chaque localité, nous avons la description du site, des notes historiques, une courte biographie des personnages qui l'illustrèrent, quelques données sur ses ressources naturelles ou industrielles. Puis, ce sont les silhouettes des vieux châteaux féodaux en ruines, les curiosités de la nature féconde en pittoresque dans cette Ardèche trop inconnue de ceux qui cherchent des impressions inédites.

Sous le titre de « Pages Ardéchoises » qu'on pourrait qualifier de « choses vues », il y a là des tableaux d'une couleur saisissante, d'une mélancolie infinie. Ce sont des impressions vécues sur l'automne ardéchois, le repos des âmes, les ouvrières en soie, un convoi à la campagne, le passage de troupeaux, sur l'aube privadoise, le Rhône vivaraisien, la cueillette des châtaignes, la pluie, la veille au moulin, etc.

Un troisième volume paraîtra bientôt et comprendra l'arrondissement de Tournon. Il sera intitulé : « Le Haut-Vivarais. » Une mesure administrative qui vaut tous les éloges, c'est que le Conseil général de l'Ardèche a souscrit très généreusement à cet important ouvrage d'art,

accessible néanmoins aux ressources les plus humbles. N'oublions point de dire combien nous avons été vivement intéressé par les gravures, en certain nombre originales, qui éclairent ces deux premiers tomes.

M. Jean Volane peut être assuré que son vœu le plus caressé est réalisé, à savoir de « faire connaître et aimer ce curieux pays ardéchois où se trouvent réunis dans un petit espace les vallons alpestres, les volcans de l'Auvergne, les dolmens de la Bretagne, les lacs de la Suisse ou de l'Ecosse, les grottes du Tarn et des paysages *ruiniformes* sans rivaux. »

Les Barons de Châteauneuf-de-Mazenc. Chroniques Dauphinoises, par Raoul de VISSAC. — Paris, H. Champion, 1899, in-8° de 222 p.

Nous avons déjà fait l'agréable connaissance de M. R. de Vissac, lorsqu'il livra au public son attachant volume : *Anthoine du Roure et la Révolte de 1670. Chronique Vivaroise*. Nous en fîmes un compte-rendu dans plusieurs périodiques, avec des éloges mérités.

Il a traversé le Rhône, pour nous conduire, séduisant cicérone, au pittoresque et antique bourg de Châteauneuf-de-Mazenc.

C'est un dilettante des choses des régimes passés et il s'y plonge, se consolant des écœurements présents, dit-il. Mon Dieu ! c'est bien cruel pour notre pauvre siècle expirant, où, comme dans tous les siècles, comme dans tous les royaumes, le bien et le mal, la lumière et les ténèbres, les grandeurs et les abjections morales se côtoient.

Il trouve « plus doux, plus reposant de se retirer dans la *Tour d'ivoire* du poète, de s'enivrer d'un hatchich

moral — moderne Léthé — en feuilletant de vieux grimoires desquels la poussière, en s'échappant, prend les mille formes diverses dont la revêt l'imagination » (p. 8). Et c'est avec une imagination charmeuse qu'il reconstitue le passé des barons de Châteauneuf-de-Mazenc, mais avec une originalité exagérée peut-être. Le lecteur sera si bien captivé que sûrement il ne songera point à s'en plaindre. L'origine de cet *oppidum* se perd dans les brumes des âges.

C'est vers la fin du XIII^e siècle seulement que commencent à apparaître les premiers titres écrits de la commune de Châteauneuf-de-Mazenc. Elle aurait été d'abord une colonie romaine, et c'est tout ce qu'on sait sur son origine. Son nom *Castrum novum Dalmaceni* (*dal*, article de la langue romane, et *macenus*, maison ou groupe de bâtiments), a une saveur toute romaine, si toutefois cette étymologie est bien assise. — Au point de vue documentaire, l'auteur a fait « de fréquents emprunts » à M. Lacroix dans son *Arrondissement de Montélimar*, et au baron de Coston dans son *Histoire de Montélimar* (p. 12). Ce livre possède donc, sous sa brillante forme littéraire, une robuste ossature. Il n'a point l'air rébarbatif des œuvres d'érudition; presque pas de notes au cours de l'ouvrage. Nous oserions même dire qu'il en est trop sobre, à notre époque d'informations méticuleuses, qui ne sont point pour déplaire même au troupeau de profanes ès choses érudites. Disons, cependant, tout de suite qu'il dédommage les chercheurs de pièces documentaires dans un copieux appendice (p. 167-218). Il poursuit l'histoire de Châteauneuf-de-Mazenc depuis l'époque romaine jusqu'à nos temps, avec un brio de chevalerie convenant à ces barons guerroyeurs qui contractèrent les plus illustres alliances. Voici quelques-uns des titres de l'appendice : Extrait des archives du château de Mazenc; Châ-

teau-neuf-de-Mazenc; Généalogie des Poitiers; Charte de 1292; Raymond de Turenne; La bataille du Jabron, Estyenne de Vesc; Procès-verbal contre M. de Chabrilan; Reconnaissances de vasselage; Mgr de Piolenc; Liste des biens de M. de Ravel en 1792.

Nous sommes particulièrement satisfait des idées de conversion exprimées avec une bonne grâce parfaite par l'auteur, trop chagrin au portique de son ouvrage. « Malgré l'histoire qui le consacre, dit-il en déposant sa plume, ce passé était peut-être, après tout, assez terne; peut-être, le dix-neuvième, dans l'ultime revue des siècles, fera-t-il pencher la balance en sa faveur; alors, si douteux que cela soit, ferions-nous bien de nous rallier, l'oreille basse, à cet aphorisme d'un prosateur aux velléités de poète, qui écrivait naguère : « Les truffes et les demi-teintes, voilà les merveilles de la Drôme » (p. 164). C'est spirituellement sensé.

Un Evêque de l'ancien Régime. Louis-Joseph de Grignan (1650-1722), par l'abbé LÉON CHARPENTIER. — Paris, Sueur-Charruey, 1899, in-12 de III-338 p.

Louis-Joseph de Grignan fut évêque de Carcassonne à la fin du xvii^e et au commencement du xviii^e siècle. Il fut l'une des grandes figures de l'épiscopat de cette époque, auquel on commence à rendre justice à la suite des études de Tocqueville, Taine et de l'abbé Sicard. Révision faite du procès dressé contre le Clergé d'avant la Révolution, il a fallu convenir que les prélats gentilshommes de l'ancien régime ne méritent pas, pour la plupart, l'espèce de réprobation générale dans laquelle on les enveloppait. On ne peut nier que, à part quelques exceptions regret-

tables, ils n'aient fait honneur au caractère dont ils étaient revêtus et qu'ils n'aient rendu de grands services à l'Eglise et à la France.

Combien d'entre eux s'illustrèrent par leurs écrits ou leurs actions ! Combien s'ensevelirent dans leurs lointains diocèses, remplissant les fonctions du ministère épiscopal, créant des séminaires, bâtissant des hôpitaux, allégeant les lourdes charges fiscales qui pesaient sur les propriétés rurales, faisant prospérer l'agriculture, le commerce et l'industrie. Mgr de Grignan fut l'un de ceux-là.

Il portait déjà un nom illustre, appartenant à la famille des Adhémar de Monteil qui remontait aux premiers âges de la Provence. Mais tant que vivront les lettres françaises, le nom de Grignan sera inséparable de M^{me} de Sévigné qui l'a rendu célèbre. Louis-Joseph était le propre frère du gendre de M^{me} de Sévigné et fut lui-même en correspondance avec la fameuse « épistolière. » M. Léon Charpentier l'étudie « soit dans les différentes fonctions qu'il eut à remplir comme agent général du Clergé de France et comme évêque, soit dans ses rapports avec sa famille, dont il fut le dernier et non le moins noble représentant. » D'une érudition bien avertie, il en fait un beau portrait d'une plume aisée et délicate, avec une absolue sincérité. Aussi est-ce en toute justice que Mgr Billard, évêque de Carcassonne, écrit à l'abbé Charpentier : « Je vous félicite d'avoir dépouillé avec un soin scrupuleux toutes les archives qui vous éclairaient sur la vie de ce Prélat..., je suis heureux de trouver en vous un historien, témoin incorruptible de la vérité. »

LOUIS ROBERT,
du Clergé de Paris.



NÉCROLOGIES

M. ALLMER (AUGUSTE)

Notre Société vient de perdre l'un de ses plus savants écrivains. Au moment de sa fondation, en 1866, de grands travaux de construction sur les boulevards de Valence amenaient chaque jour de nouvelles découvertes archéologiques. Comme j'avais rencontré à Hauterives le zélé épigraphiste dans ses excursions, je recourus à lui, et aussitôt il nous envoya de nombreux articles fort remarquables sur les inscriptions de notre ville, sur celles de la Drôme et des départements voisins. Sa collaboration au *Bulletin* nous valut l'attention et l'estime des antiquaires de France et de l'étranger.

Né à Paris le 8 juillet 1815, il devint percepteur à Estrablin, en résidence à Vienne et plus tard à la Guillotière. Là, de fréquentes révélations sur le passé romain de ces deux cités lui inspirèrent le goût de l'épigraphie. L'étude de l'histoire et des recueils spéciaux l'initèrent rapidement aux secrets de cette science, où il ne tarda pas à devenir un maître. On raconte qu'introduit chez un célèbre érudit parisien, sans avoir été annoncé, celui-ci lui montra une inscription qui l'embarrassait ; notre percepteur la lut aussitôt. « Vous êtes M. Allmer ou le diable en personne », s'écria l'archéologue.

M. Allmer avait une volonté si ferme qu'à l'âge de 80 ans, il se mit à l'étude de la langue allemande et parvint à traduire les ouvrages des savants d'Outre-Rhin. Que dire de

sés courses incessantes dans le Viennois, soit avec M. Girard, ancien libraire, soit seul dans la Drôme et Vaucluse ? Armé d'un parapluie, d'une brosse et d'un rouleau de papier pour estampage, il courait sans cesse à la recherche de quelque inscription nouvelle ou de quelque vérification de lecture. Ces voyages n'étaient pas pour lui toujours fort agréables, et il nous conta un jour en riant sa mésaventure à Pont-l'Isère. Il s'était arrêté dans une auberge près du pont. Survint le garde champêtre. « Vos papiers », lui dit-il, et M. Allmer lui exhiba la lettre officielle annonçant sa nomination dans la Légion d'honneur. — Un chevalier voyageant à pied parut à l'agent une exception étrange. « Que cherchez-vous, que vendez-vous ? » lui demanda-t-il. — Des inscriptions, répondit M. Allmer. Le garde, comprenant mal l'utilité d'une profession pareille, l'invita à le suivre chez M. le Maire, qui demeurait à la campagne. Ce voyage prit du temps, et vers minuit, le magistrat municipal offrit à notre savant un asile dans son grenier à foin. Or, le poulailler en était voisin, et de une heure du matin au jour, le chant des coqs l'empêcha de fermer l'œil. Le lendemain, nous déplorions ensemble les inconvénients des voyages et les maux attachés à la poursuite de la vérité historique.

Notre savant, d'une modestie exagérée, fut heureusement récompensé par l'estime des hommes compétents ; en 1879, il était nommé conservateur du Musée des Antiques de Lyon et peu après conservateur honoraire de ses Musées ; ses *Inscriptions antiques* de la même ville lui valurent à l'Institut le grand prix Gobert, et il devint membre de l'Académie de Lyon, de la *Société des Antiquaires de France*, chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'Instruction publique.

Le nombre de ses brochures est considérable ; mais ses principaux ouvrages comprennent les *Inscriptions antiques de Lyon* avec M. Dissard, en quatre vol. in-8° (1889), les *Inscriptions de Vienne* avec M. de Terrebasse, pour le moyen âge, en six vol. in-4°, avec un atlas dessiné par

lui et par son fils, décédé jeune encore; les *Gestes du dieu Auguste* et la *Revue épigraphique du midi de la France*.

De tels hommes constituent pour notre pays une gloire véritable; leur dévouement à la science est un encouragement et un exemple. En attendant que des renseignements plus complets permettent d'écrire la biographie de M. Allmer, la Société d'Archéologie tient à lui adresser un suprême adieu et à lui témoigner son éternelle reconnaissance.

M. BOREL-SOUBÉРАН (LOUIS)

Nous apprenons au dernier moment la mort de M. Louis Borel-Soubéran, de Crest, si justement surnommé le « père des pauvres ».

Cet homme de bien, toujours prêt à s'associer à toutes les œuvres de charité et de moralisation, s'est éteint le 23 décembre 1899, après de longues souffrances supportées avec résignation et courage. Il avait demandé qu'il n'y eût sur sa tombe ni discours, ni fleurs, ni couronnes; mais le grand concours de parents, d'amis et de personnes reconnaissantes a prouvé que ses bienfaits n'étaient pas ignorés, et que sa mort était un véritable deuil public dans sa ville natale.

Nous perdons en lui un collègue vénéré et un chrétien dont la vie a été constamment un exemple de bonté, de dévouement et de bienfaisance.

A. LACROIX.



CHRONIQUE



Le Bureau adresse à tous les membres de la Société ses meilleurs vœux pour l'année nouvelle et compte sur leur bienveillant concours pour la continuation de l'œuvre commune.

OUVRAGES REÇUS DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :

Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, année 1899, première livraison. Il s'y trouve une étude sur la tour de Chamaret, par M. l'abbé Fillet, et de nombreux articles intéressants.

Bulletin du même Comité, *Section des Sciences économiques et sociales*, année 1898.

Journal des Savants.

DES AUTEURS :

Mgr Bellet : *Un portrait inconnu de Bossuet*, conservé dans la famille de M. de Gallier et décrit avec art par l'auteur de la curieuse brochure de 20 p. in-4° (Lyon, Vite, 1899).

M. Bertrand (J.) : *La Sorcellerie*. Paris, Bloud et Barral, in-16 de 63 p., où sont révélés une foule de détails peu connus dans un style facile et agréable.

M. de Faucher : *Les duchés du comté Venaissin. Origine du mot Briant*, 3 p. in-8°. L'Auteur en mentionne cinq : Caderousse, Gadagne, Crillon, Baumes (de Venisse) et Caumont et en résume habilement l'histoire.

Dans les Sociétés savantes qui nous envoient leurs publications, nous signalerons diverses inscriptions de la Drôme dans les *Mémoires de l'Académie de Vaucluse* et des notes sur Barnave, par M. de Beylié, dans le *Bulletin de l'Académie delphinale*, année 1898.

A. LACROIX.



SÉANCE DU 7 NOVEMBRE 1899

PRÉSIDENCE DE M. VALLENTIN

Après la lecture des circulaires ministérielles relatives à l'Exposition de 1900, Mgr Bellet et M. Lacroix présentent, comme *membre titulaire* de la Société, Madame BONI, née de Gallier, dont l'admission est prononcée à l'unanimité.

M. le Président fait, à cette occasion, l'éloge de son prédécesseur et félicite M^{me} Boni de vouloir bien le représenter parmi nous. Il ajoute que plusieurs Sociétés savantes sont heureuses de compter des Dames dans leurs rangs et que celle de la Drôme se réjouit de l'adhésion de la nouvelle titulaire à l'œuvre si glorieusement dirigée par son père si regretté.

M. le Secrétaire donne ensuite des renseignements sur la formation du dépôt confié à sa garde et sur les fonds principaux déjà inventoriés ou qui le seront à l'avenir.

M. le Président exprime le désir de voir cette communication reproduite dans le *Bulletin*, lorsqu'elle aura été complétée.

Diverses communications terminent la séance.

A. LACROIX.



LETTRE DE J.-B. VEYRENC

NOTAIRE A GRIGNAN

A M. BIGNAN DE COYROL

Député à l'Assemblée Nationale

SUR LES ÉVÉNEMENTS DU PAYS EN 1790

Peu de villes accueillirent avec autant d'enthousiasme la Révolution française que le petit bourg de Grignan, et n'en saluèrent les premières lueurs avec des transports plus exubérants et plus effrénés. Les exaltés du pays firent plus de tapage que beaucoup de leurs coreligionnaires de haute volée. Leurs démonstrations ne furent pas exemptes d'excès : il y eut du sang versé, des tombeaux furent violés ; le beau château des Adhémar, qui faisait l'orgueil de la contrée, fut pillé, ruiné et réduit à l'état lamentable où nous le voyons aujourd'hui. Tous ces exploits, et d'autres encore, ont été relatées avec ingénuité et sympathie par M. Devès, ancien greffier de la justice de paix, dans une brochure peu répandue (1). L'auteur croit pouvoir attribuer cette violente réaction à la dureté du seigneur, M. du Muy (2), envers ses vassaux.

(1) *Grignan pendant la Révolution de 1789. Une page d'histoire des principaux épisodes de la Révolution, divisée en trois parties : La Ville, le Clergé et le Château, par L. Devès. — Montélimar, imprimerie du Progrès, Astier et Niel, 1890. — In-8° de 82 pp., avec une vue de Grignan.*

(2) Jean-Baptiste-Louis-Philippe de Félix du Muy, comte de Grignan, avait hérité de son oncle, le chevalier Victor du Muy, maréchal de

Nous croyons qu'il exagère. Quoiqu'il en soit, voici, sur cette époque, un document important que M. Devès n'a pas connu et qui précède de quelques mois les événements qu'il raconte. C'est une lettre adressée par le notaire de Grignan à M. Bignan de Coyrol, député à l'Assemblée nationale, contenant la relation de ce qui se passait dans le pays à ce moment. Outre l'intérêt particulier qu'elle présente au point de vue de l'histoire locale, cette curieuse pièce projette un grand jour sur l'époque tourmentée à laquelle elle se rapporte. Elle nous montre l'état des esprits dans un petit bourg de province au commencement de la Révolution. Nous y voyons d'un côté les hommes d'ordre et de jugement attendre des élus de la nation des réformes sages et des mesures prudentes, qui eussent amené sans secousse la suppression des abus et l'avènement d'un ordre social nouveau ; d'autre part, le gros populaire, comprendre d'instinct que c'était son règne qui commençait. Partout on voit ce nouveau souverain, tout ivre encore de sa fraîche émancipation, s'emparer du pouvoir et en user avec despotisme et brutalité, principalement à l'égard de ceux qui furent ses maîtres autrefois. Ce que nous voyons se passer à Grignan se produisit à peu près partout, sous une forme ou sous une autre, mais dans des circonstances analogues, et avec ce caractère uniforme de violence et de haine contre tout ce qui représentait ou rappelait le régime déchu ou en train de crouler.

Jean-Baptiste Veyrenc, l'auteur de cette lettre, était venu s'établir à Grignan, en qualité de notaire, en 1767, et il en

camp sous Louis XV, de la seigneurie de Grignan. Brigadier d'infanterie, puis maréchal de camp en 1788, il servit dans les armées de la République et devint Lieutenant-général en 1792. Pendant qu'il combattait pour la France, la convention faisait vendre et démolir son château (frimaire et nivôse an II). Le comte du Muy fut pair de France sous la Restauration. Il mourut à Paris, le 5 juin 1820, à l'âge de 69 ans. (NADAL, *Les Adhémar*, pp. 194-200 ; L. DEVÈS, *Biographie historique de Grignan*, p. 64).

remplit les fonctions jusqu'au mois de pluviôse an IX. Il était en même temps procureur fiscal du comté, charge qu'il avait acceptée, comme il le rappelle à son correspondant, sur les instances de celui-ci. Il avait épousé vers 1760, Jeanne-Claude Demard, dont il eut trois filles et un fils. Elle était la sœur de l'abbé Demard, qui fut aumônier des vaisseaux du roi (1). Dans les confidences qu'il fait à son ami et dans les réflexions dont il les accompagne, on reconnaît un parfait honnête homme, mais qui, comme beaucoup d'autres, se faisait de grandes illusions sur le résultat des événements dont il suivait attentivement le cours. Il ne dut pas tarder à les perdre. Toutefois il ne pouvait guère s'en faire sur la sagesse du peuple, abandonné tout à coup à lui-même, d'après les traits qu'il avait sous les yeux et qu'il raconte à son ami. Du reste, les événements allaient se précipiter et toujours dans un sens opposé à celui qu'il avait espéré. Cependant sa haute probité le fit respecter pendant les mauvais jours ; il devint juge de paix en 1798, et mourut le 6 février 1801 (2). Cet homme de bien était le grand-père de M. l'abbé Veyrenc, qui a laissé de si précieux souvenirs comme professeur au Petit-Séminaire de Valence, où il a passé presque toute sa carrière sacerdotale dans l'enseignement de la rhétorique et de la philosophie (3).

(1) Jeanne-Claude Demard, survécut près de 10 ans à son mari et mourut le 8 août 1810. Elle est qualifiée de Demoiselle dans l'acte de sépulture, rédigé par M. Martinel, curé de Grignan. On sait que ce titre était donné autrefois aux personnes de qualité.

(2) L. Devès, *Biographie historique de Grignan*, p. 9.

(3) Jean-Baptiste-Mathieu Veyrenc, né à Grignan, le 11 octobre 1809, professa la philosophie dès son entrée au Petit-Séminaire en 1834. Il y joignit la rhétorique en 1842, et il est resté titulaire de ces deux chaires jusqu'en 1857, où Mgr Lyonnet, à son arrivée à Valence, lui donna le titre, purement honorifique, de directeur des études. En avril 1865, il fut nommé aumônier de la maison-mère des religieuses du St-Sacrement, à Romans, et c'est là qu'il est mort, le 18 juin 1869, au retour

Quant au destinataire de cette lettre, Jean-Louis-Dominique Bignan de Coyrol, il était de Suze-la-Rousse et appartenait à une famille de riches propriétaires. Il avait augmenté sa fortune dans le commerce et il était le plus notable personnage de sa région, lorsqu'il fut élu député aux Etats de Romans, en 1788, puis aux Etats généraux l'année suivante (4 janvier 1789). Son rôle dans cette assemblée fut très effacé, et on ne voit pas qu'il y ait jamais porté la parole. Après qu'elle eût été dissoute, il se retira d'abord à Lyon, puis dans son pays natal. Il renonça à la vie publique, après avoir siégé quelque temps comme juré à la Haute-Cour, convoquée en septembre 1793. Il est mort à Orange, le 6 novembre 1824, auprès de sa fille M^{me} d'Hugues, mère du général de ce nom.

Dominique Bignan est le père du célèbre poète Anne Bignan, qui est mort à Paris en 1861, à l'âge de 66 ans. Mais ce n'est pas de lui qu'il est question au commencement de la lettre de J.-B. Veyrenc : ce fils, plus illustre que son père, n'était pas encore né à cette époque. Il s'agit sans doute d'un frère aîné qui était déjà en âge à ce moment et auquel l'auteur paraît témoigner beaucoup d'estime et de sympathie.

Le bourg de Grignan faisait partie des terres adjacentes de la Provence enclavées dans le Dauphiné. Il était le chef-lieu d'un comté duquel ressortissaient les communautés de Chamaret, Chantemerle, Clansayes, Colonzelles, Montjoyer, Montségur, Réauville et Salles. Il était en même temps le siège d'un baillage, ou tribunal qui connaissait des causes de tout le comté, sauf appel au parlement d'Aix. Cette petite judicature fit espérer aux habitants qu'elle leur vaudrait un chef-lieu de district ou d'arrondissement dans la nouvelle division administrative de la France ; mais ils ne pouvaient

d'un voyage à Rome. — L'abbé Veyrenc a publié quelques ouvrages, entre autres, un petit recueil de *Fables*, d'un naturel et d'une simplicité charmantes. C'est du La Fontaine au petit pied.

compter sur cet avantage que s'ils restaient unis à la Provence. Etant adjoints au Dauphiné et au département de la Drôme, ils étaient trop près de Montélimar pour former un district à part. Notre document nous fait connaître quelques détails sur cette affaire, à laquelle s'intéressa le fameux juriste Durand de Maillane.

On remarquera le passage où J.-B. Veyrenc se dit Dauphinois. Il n'était donc pas de Grignan. La famille Veyrenc, en effet, était originaire de Roussas, où elle exerçait le notariat depuis au moins deux siècles. C'est de là probablement que venait notre notaire, qui avait jugé avantageux de transporter au chef-lieu l'étude que géraient ses ancêtres dans ce petit village ; car, tout en dépendant du comté de Grignan, Roussas appartenait au Dauphiné. Un autre membre de la famille, Jean-François, peut-être un frère de Jean-Baptiste, allait en même temps s'établir à Suze-la-Rousse, où sa descendance subsiste encore (1). Il y est mort le 21 mai 1813, à l'âge de 73 ans (2). Un autre cousin, dont il est fait mention dans la lettre résidait à Paris. Ces relations de famille du notaire de Grignan à Suze expliquent ses rapports avec le député Bignan. D'ailleurs, résidant à peu de distance l'un de l'autre, l'un dans les affaires et l'autre dans le commerce, de condition plus que moyenne et à peu près égale, l'un et l'autre amis de l'ordre et de la paix, dans le même courant d'idées et animés des mêmes principes, ces deux hommes étaient faits pour se rencontrer, et, s'étant vus, ils ne pouvaient moins faire que de s'entendre et de se comprendre. C'étaient deux honnêtes gens ensemble.

(1) Jean-François était le grand-père de M. l'abbé Adolphe Veyrenc, mort curé de Mollans en 1888, lequel était aussi littérateur et poète à ses heures. Il était membre de la Société Archéologique de la Drôme.

(2) Renseignements dus à l'obligeance de M. le chanoine Isnard, curé de Suze-la-Rousse. Notre vénérable correspondant nous apprend qu'une autre branche de la famille Veyrenc existait à Clansayes. C'est peut-être celle qui est maintenant établie à Pierrelatte.

M. Devès nous apprend que Jean-Baptiste Veyrenc fut un des témoins de la violation des caveaux de l'église de Grignan et de l'exhumation des restes de Madame de Sévigné. Il se fit donner un fragment des ossements de cette femme célèbre, qu'il fit enchasser dans un médaillon, avec ce quatrain de sa composition inscrit au-dessous :

*De sa beauté voilà les tristes restes ;
Le trait fatal ne la respecta pas.
Mais si tout passe et s'enfuit ici-bas,
L'esprit survit aux temps les plus funestes.*

(1793)

Cette relique appartient maintenant à M. Louis Fayn (1).

La lettre que nous publions provient des papiers de M. l'abbé Veyrenc. On se demande comment elle était revenue entre ses mains, lorsque naturellement elle devait se trouver dans celles de la famille Bignan. Nous supposons, sans en avoir la preuve, que le poète Bignan n'était pas sans connaître son confrère en littérature, l'auteur des *Fables* et de tant d'autres écrits intéressants, et que, par un sentiment de bonne confraternité, en témoignage d'estime et pour lui être agréable, il lui fit cadeau de l'autographe de son grand-père. Cette lettre ne comprend pas moins de trois feuilles de quatre pages chacune. L'écriture en est fort régulière, et les formules étudiées et polies, mais pas toujours bien correctes, dans lesquelles elle est conçue rappellent bien le praticien de l'ancien régime, dont J.-B. Veyrenc paraît avoir été un parfait représentant.

C. P.

(1) L. Devès, *Grignan pendant la Révolution*, p. 24.

Grignan, le 26^e avril 1790.

MONSIEUR,

La réponse à ma lettre du 22 février me flatte beaucoup. Votre parfait rétablissement me fait un plaisir bien sensible. N'avais-je pas raison de vous exhorter à ménager votre santé ? Conservés-la, Monsieur ; elle est précieuse à votre famille, elle l'est à vos concitoyens. J'aurais appris avec plaisir des nouvelles de votre aimable fils, ce digne confident de vos pensées, à qui j'avais pris la liberté de présenter mes respectueux devoirs. Vous me donnés le chagrin de m'en priver. Je ne récidive pas moins l'offrande de mes hommages. Veüllés, je vous prie, le lui dire pour moi. J'avais projeté de vous prier de me faire trouver mon brave cousin Veyrenc, qui réside à Paris, et je n'osay prendre cette liberté. J'avais encore idée que son atelier put faire passer quelques moments à Monsieur votre fils. Vous avés prévu que je n'avais pas osé, et vous avés la complaisance de m'en donner des nouvelles, de me dire qu'il se porte bien et qu'il se rappelle de moi. Je vous en prie, Monsieur, n'osant pas insérer une lettre pour lui à votre adresse, engagés le à première vue de m'écrire. J'ay grand désir d'entretenir une correspondance avec luy, et qu'il aye attention de me donner son adresse et celle de mon ami l'abbé Reboul (1). Vous m'obligerez, Monsieur, bien sérieusement de luy dire

(1) Cet abbé Reboul résidant à Paris, ne nous est pas autrement connu. Il était probablement de Grignan ou des environs.

que je l'ayme et l'estime. Sa manière d'agir envers ses parents me le fait honorer et respecter. Il porte un nom qui, par ce qu'il en fait, est bien cher à mon cœur.

J'en reviens, Monsieur, à notre païs. Je ne vois pas qu'il puisse échapper au district de Montélimart. Si Grignan n'a pas agi pour s'y joindre, ça été et ça été uniquement, parce que Monsieur Durand de Maillanne, qui a eut correspondance suivie avec nos municipalités et consuls, avait fait espérer qu'en persistant de demander de rester réunis à la Provence, nous aurions icy un district de justice, et même de municipalité. M. Bouche (1), notre député, a écrit à M. Faure (2), le 1 du courant, que, sur la réunion des lieux du comté à Grignan et sur une adresse à l'Assemblée, on ne peut manquer un district, restant à la Provence. Les paroisses secondaires de cette chétive ville, que bien vous connaissés, aymeroient mieux St-Paul, et se rendront à Montélimart, si Grignan n'obtient pas un district de justice, par la

(1) Charles-François Bouche, avocat au parlement d'Aix, fut député de cette ville pour le tiers-état aux Etats généraux. Il devint ensuite membre de la cour de cassation et mourut vers 1794. Il est plus connu comme historien de la Provence que comme homme politique.

(2) Laurent Faure, avocat et notaire à Grignan, n'était peut-être pas encore, à ce moment, ce qu'il se montra depuis, un fougueux démagogue. Administrateur du département de la Drôme en 1792, commissaire dans le Comtat sous la Convention, il fut membre du tribunal révolutionnaire du district de l'Ouvèze, et enfin, juge de paix à Carpentras en 1801. Rétiré ensuite à Grignan, il contribua, par d'actives démarches, à lui faire rendre le titre de chef-lieu de canton, qui avait été transféré à Taulignan. On a de lui quelques écrits. Laurent Faure est mort à Grignan, le 1 octobre 1808. Il était né à Réauville en 1736.

force de son point central de la vallée. Pour moy, Monsieur, ne devant y avoir en France qu'une province, qu'une famille, j'ai toujours voté pour la proximité et mes connaissances. Au reste, je suis Dauphinois d'origine et ayme essentiellement le Dauphiné. Je ne serais pas en Provence sans les circonstances.

M. Cheynet (1) m'avait invité d'une manière bien engageante ; mais ici, certains esprits sont au dessus des espérances ; elles seront vaines, je le vois, je le sens, je le touche. Mais aussy, Monsieur, que fairiez-vous de Grignan ? où seroient les juges ? qui viendrait s'y habiter ? Aurions-nous encor des juges d'assises, qui ont tant fait crier jadis ? qui n'ont jugé, Dieu sçait comment, que le pied dans l'étrier ? Choisisés, Monsieur, vous connaisés le local, des endroits sains et habités. Je parle ici contre mes bulles, peut-être, sy je dus (2) rester pour quelque chose dans les nouvelles formations, surtout en ayant besoin ; mais pourrais-je, pour mon intérêt personnel, voir pâtir tant de citoyens ? Non, Monsieur, l'intérêt public me tient trop à cœur. Il faut donc croire que le païs et la vallée n'étant pas d'accord en petition, si Grignan n'est pas positivement assuré d'avoir un district de justice, il tourne, et tout ce qui y est annexé l'a constamment voulu ainsy, parce que le

(1) Jean-Louis Cheynet, collègue de Bignan à l'Assemblée nationale, était maire de Montélimar quand il y fut député avec lui, le 5 janvier 1789, par le tiers-état de l'Assemblée de Romans. Il était procureur impérial près le tribunal de Montélimar lorsqu'il est mort dans cette ville, le 29 septembre 1809.

(2) Le sens demande : *Je dois*.

Dauphiné est plus près de nous que la Provence. Du reste, Monsieur, je suis icy le plus petit saint dans l'occurrence présente, et je viens vous faire confidence de mon histoire, d'après quoy, vous jugerés encor plus sainement du païs.

Nous étions tous sur le quivive quand on nous annonçait des brigands. Je n'y crus sûrement pas, sur ce qu'on en disait ; mais, par un espèce de pressentiment, trois jours avant notre fausse alerte, j'avais voulu établir icy un guet qui avait anciennement été autorisé par arrêt de la Cour. Pour cella, j'avais mis en jeu notre jeunesse et l'avais fait agir auprès de notre consul d'alors, de manière qu'elle dut être prête pour le jour positif de la fausse alerte. On vint me faire lever, pour m'en prévenir, avant le jour, et de suite j'agis ; mais alors, nous fumes tous employés et armés, drôlement à la vérité, mais armés à faire trembler, de fusils, de piques, de fourches, de haches, de faux renversées. Environ 80 hommes furent à Montélimart, et le landemain, sur une seconde fausse alerte, mal combinée par notre troupe, de retour de cette ville, nous fumes tous en avant pour porter du secours. Je fus en tout cella l'homme utile ; mais à 53 ans, je ne dus pas figurer comme un jeune homme. Je devins volontiers soldat, et tous icy, sans distinction, montoient la garde (1). M. du Muy dut passer ici ; son

(1) M. de Coston a raconté cet épisode avec détail dans sa brochure intitulée : *Panique due à la prétendue invasion de dix mille Savoyards en Dauphiné, en 1789*. (Lyon, Louis Brun, s. d. — In-8° de 26 pp.) Ce ne fut pas seulement à Montélimar et dans la région que cette panique se produisit. Comme elle venait d'un mot d'ordre donné, on ne sait

arrivée fut annoncée ; il vint par le chemin de son moulin, et sa voiture fut entravée à l'entrée de la nuit, près dudit moulin. Je fus curieux, je fus en avant, et arrivé auprès de la voiture, M. et M^{me} du Muy étant descendus, étant nuit, je donnay le bonsoir à M. du Muy, qui me reconnut à ma voix et me chargea de conduire Madame au château. Je ne balançay pas ; nous arrivons au premier poste : la sentinelle crie, je réponds ; elle approche et nous dit de passer. A 30 pas plus haut, j'aperçois le comandant de la milice (M. Salamon, chev(alier) de S. Louïs) (1) ; je luy présente Madame du Muy. Ce comandant luy parle. Nous arrivons à la porte, à environ cent pas de là, où il y eut un renfort de soldats ; le commandant reparaît, parle encore à cette dame. Je la conduisis au château, après avoir essuyé encore deux postes. Je laisse Madame dans le vestibule du château, où M. Vigne (2) vint la prendre. Je

pourpui ni par qui, elle se produisit dans tout le Dauphiné. Voir à ce sujet les *Chroniques* de la Révolution, publiées par M. Champollion-Figeac, et pour Romans en particulier, une relation originale qui parut dans le temps même, sous ce titre : *Procès-verbal de l'alarme donnée dans la ville de Romans, le 28 juillet 1789*. (In-8° de 15 pp.) Voir encore : *L'alarme des brigands en Bas-Dauphiné*, par Fernand Baboin, dans la *Révolution française, revue historique*, année 1888, p. 1066 ; le *Dauphiné* du 29 septembre 1867, article de M. le docteur Chevalier, reproduit dans *l'Impartial de Romans* des 4 et 11 décembre 1884.

(1) Nicolas-Antoine Salamon devint, peu après, maire de Grignan. Il déposa sa croix de S. Louis sur l'autel de la patrie (style de l'époque), le 10 août 1793. (DEVÈS, *loc. cit.*, p. 21).

(2) Louis Vigne avait déjà géré, au temps de l'oncle de M. de Muy, l'intendance du château de Grignan. Il était le frère du chanoine Jean-François Vigne, qui, de protestant se fit catholique vers l'âge de douze ans, et détermina la conversion de ses parents, et le grand-père de Mgr Ange Vigne, mort archevêque d'Avignon en 1895, et de la supé-

ne vis point sa figure ; je me retirai. Croiriez-vous, Monsieur, qu'on complota le soir sur la place, pour me lanterner ? Ah ! païs, que tu t'égarais ! J'en fus quitte pour la peur et pour être mandé en plain conseil devant le peuple, où je me disculpay ouvertement, ma cauze étant bonne. Mais j'étais, et je suis encore, parce que vous l'avés voulu, *procureur fiscal*. Bien m'a vallu de m'être fait considérer l'amy de mon frère dans mes fonctions. On me craignait ; je n'ay fait aucun mal. D'ailleurs, j'ai toujours répugné contre les vexations et les injustices. Depuis cette époque, Monsieur, nos matadors icy, qui avoient jadis redouté la fiscalité, et devenus libres, sans autre examen que celluy de se méfier des officiers du seigneur et agents, ont pris certain tic, et surtout notre municipalité, dans certains, et qui est formée : 1° de l'oncle et du neveu, contrairement à vos décrets ; 2° d'un citoyen au reste qui, quoyque honnête, ne paye pas 3 l(ivres) d'impositions directes. Je crois même qu'il ne possède pas sorte de bien, mais bien son neveu ; mais il est honnête homme. Voilà cette première formation, lors de laquelle je crus devoir parler contre un placard invitatoire, pour se choisir des bons maires et procureurs de la commune, vu les grandes prétentions de la com(munau)té contre

rieure générale actuelle de la congrégation du Saint-Sacrement de Romans. — Le 30 mai 1790, le municipalité lui enjoignit d'avoir à enlever les armoiries des du Muy gravées au-dessus des portes de la ville (L. DEVÈS, *loc. cit.*, p. 16).

Louis Vigne est mort à Grignan, le 13 juin 1816, à l'âge de 84 ans, et son frère le chanoine, à deux ans d'intervalle, le 23 octobre 1818, à l'âge de 74 ans.

M. du Muy, dans la vue d'exclure, par une menée du peuple, certains citoyens qui eussent conduit la barque au vray but ; je fis sentir que tout vrai citoyen n'avait pas besoin d'invitation, qu'il fallait avoir le bien public en vûe. Qu'a fait notre municipalité ? 1° Elle a rendu une ordonnance de police qui a été affichée ; 2° elle a donné ordre à la maréchaussée de désarmer sur les chemins et les champs tous citoyens, sans distinction, et prohibé la chasse. Je crois bien qu'elle m'a eut en vûe, moi qui ne chasse pas, mais qui, obligé d'aller çà et là pour fonctions de mon notariat et à pied, porte, comme je l'ay toujours fait, mon fusil pour ma sureté et ma tranquillité, sans dessein de nuire à personne. Elle a donné l'ordre à la maréchaussée de chasser de la ville une femme citoyenne qui a son mari et famille, parcequ'on lui impute certains faits et dits, ou de recéler des enfants de famille ; à quel effet on m'a dit qu'ils avoient fait paraître des témoins. Le procureur de la commune se regarde comme partie publique en cella. Le brigadier notifia l'ordre à cette femme ; elle fut tellement sensible qu'elle courait les rûes, criant, se lamentant ; elle prit des accidents convulsifs qui faillirent l'enlever de ce monde ; fait qui a excité deux jeunes gens à faire passer des addresses tant à la municipalité qu'au brigadier. Malgré cella, on s'obstine, dit-on, à persister à faire exécuter cet ordre purement arbitraire. Je ne diray rien de trop lorsque j'exposeray que la municipalité s'autorise à faire des fonctions judiciaires. Voicy encore un singulier trait de Grignan.

Un domestique d'auberge est accusé d'avoir volé un

porte-manteau à un voyageur lyonnais. Le porte-manteau est trouvé ; ce drôle est mis arbitrairement en prison et on parle de le faire passer par les verges, par les soldats de la garde. Je me présente au conseil, alors chés le maire ; je lui observe que nul ne peut être emprisonné qu'en vertu de la loi. Le conseil, ne me donne pas satisfaction, persiste à faire punir cet homme. Le lieutenant de juge, notable qui entendait ce qui était dit, me prévint de ne pas me mêler de cette affaire. Je fus donc forcé de me rendre. J'avais déjà connu le païs. Cet homme a passé huit jours en prison ; les verges coupées le 7^e jour, il dut, le 8^e, danser aux champs la cêrébande (1) qu'on se proposait de luy faire jouër. Tout le voisinage fut instruit de ce fait, et le 8^e jour, dimanche, il y eut une affluence des étrangers dans le païs très nombreuse. Je gémissais, comme tant d'autres, d'un tel égarement, que je ne pouvais empêcher. Le maire, le même jour, le comandant de la milice et le neveu de celluy-cy, lieutenant de juge, lieutenant de la garde, neveu du commandant, frère du maire, s'absentèrent. Deux capitaines de la garde étaient chargés du comandement. Il y eut ordre à la garde de s'assembler sur la place. Je suis soldat, mon fils est soldat de cette garde et toujours prêt pour la bonne cauze, mais répugnant à la mauvaise. Je fis paraître mon fils (2) sur la place et me proposais de m'esquiver, pour

(1) Sarabande ?

(2) Cet unique fils de Jean-Baptiste Veyrenc, Jean-Baptiste-André Veyrenc, fut un homme d'une intelligence remarquable. Il était, jeune encore, adjudant de la garde nationale, lorsqu'il prononça, à la cêré-

n'être pas témoin de cet acte monstrueux à mes yeux, lorsque d'autres officiers, des bas officiers, et des soldats répugnèrent ; mon enfant, qui publiait que, s'il fut comandé pour boureler cethomme, il s'y refuserait et engageait ses amis à en faire autant. Il expliquait les décrets, qu'il respecte. Tant fut dit et fut fait, que les officiers m'envoyèrent prendre. Je parus dans un apar-

monie de la fédération générale (14 juillet 1790), un discours qui fut jugé digne d'éloges, d'après le procès-verbal de la fête. (DÈVÈS, *loc. cit.*, p. 19). Se sentant de l'aptitude pour la parole, il embrassa d'abord la carrière d'avocat au barreau de Montélimar ; mais il y renonça bientôt et revint à Grignan, où il se fit instituteur. Il donnait aussi des leçons de musique, et cultivait pour son propre compte la littérature et la poésie. C'est ainsi qu'il composa des cantiques religieux, d'une facture simple et naïve, auxquels il adapta des airs aussi de sa composition. Ces poésies ont été publiées plus tard par son fils, M. l'abbé Veyrenc, de concert avec M. l'abbé Giély, pour la partie musicale, sous le titre de *Soupirs de l'exil*, (Valence, Jamonet (1848), in-12 de 135 pp. et 155 pp. de musique). Elles ne manquent pas d'un certain mérite, et leur pieux éditeur nous apprend qu'« à une époque où les chants sacrés étaient bannis de toutes les églises, ces cantiques se répandirent dans les familles chrétiennes, et y conservèrent le souvenir et l'amour de la religion proscrite... Quand le culte eut été rétabli, ils furent admis dans les cérémonies religieuses et fournirent un aliment et un secours à la piété des fidèles. » J.-B.-André Veyrenc se maria sur le tard, (à 40 ans), à une jeune fille nommée Marguerite Devaux, qui l'avait charmé par la beauté et la justesse de sa voix. Il avait formé une fanfare avec les jeunes gens de son école, et presque tous les soirs, dans la belle saison, il faisait avec eux le tour de la ville en jouant quelque morceau de son répertoire. C'est lui qui tenait l'orgue de la paroisse. Sur la fin de ses jours, cet excellent homme devint aveugle, mais n'en continua pas moins de donner des leçons de musique. Il est mort à Grignan le 2 juillet 1813, à l'âge de cinquante ans environ. Dans un livre de raison de M. l'abbé Veyrenc, son fils, on trouve soigneusement inscrites les dates de décès de sa mère (3 mai 1849), de ses tantes et d'autres parents. Celle de son père n'y est pas. Il ne l'avait pas connu, n'ayant pas encore quatre ans quand il le perdit.

ment dit *Jubilation* ; là, on me demande mon avis. J'éclairay par mes discours sur la voye de fait. On finit par me charger de la poursuite de cette affaire. L'obergiste fut requis de faire sa dénonciation. J'ay été obligé de le faire. Cet homme a été jugé icy ; il est à présent à Aix. Voyés, Monsieur, où nous en sommes et où j'en suis. Jadis, je ne pouvais et ne devais agir que par le fait d'un agent ; à présent qu'il n'en est plus, c'est une municipalité mal instruite qui expasse (*sic*) les bornes de sa tâche.

Il peut se faire qu'à Grignan, on eut sumé⁽¹⁾ les principes de Monséгур. Voici ce qui y était arrivé avant.

Un homme de ce lieu avait pris un fusil à St-Paul. Il fut déçu ayant ce fusil. On l'enrole dans la garde, et pas plutôt enrolé, qu'on se saisit de lui ; on le soigne, on le condamne aux verges et on exécute ce jugement. Où est donc la justice ? Que servent les règles ? Où est l'exécution de vos décrets ?

Quelque tems après, un home est accusé d'avoir volé du fumier dans le champ de son voisin et de l'avoir placé dans le sien. Il est pris et il est condamné à porter un panier de fumier sous chaque bras, un écriteau devant et derrière : *Voleur de fumier*. L'exécution s'ensuit. Cet home, conduit par la garde, fait le tour du país. Où sont les droits de la justice ? Où trouve-t-on en cella les droits de l'homme et du citoyen conservés ?

Je n'entends pas, Monsieur, devenir dénonciateur. Je vous confie ces faits afin que vous les preniés en

(1) *Sic*, pour *pris*, du verbe latin *sumere*, qui a ce sens.

considération, et que s'il fut possible de remédier à de nouveaux abus, à mon avis, par des décrets toujours sages, qui indiquassent aux municipalités leurs uniques fonctions, ou leur attribuassent la connaissance de tous délits et la pleine juridiction, fut-il même question de vie et de mort, ce que je ne crois pas, mais ce qu'icy on voudrait, puisque l'arbitraire y est en vogue, comme vous le voyés.

Veuillés, je vous prie, Monsieur, en conférer avec M. Cheynet et pezer ensemble le moyen qu'il y aurait de donner un ordre et direction bien intelligible aux municipalités ; car, à mon avis, ou il faut les établir juges, ou leur inspirer que tout ce qui ne leur compète pas, ils doivent ne pas y concourir ny s'y entendre ; ou leur prescrire de vivre d'intelligence avec les off(ici)ers de justice, ou de demander avis sur les objets qui seroient en contradiction, à l'auguste assemblée nationale ; car ici on dit : Agissons toujours, il en arrivera ce qui pourra. Je m'étais proposé d'écrire à Monsieur Cheynet. Je profiteray d'une autre circonstance. Oseray-je vous prier, Monsieur, de lui faire agréer mes respects.

J'ay fait voir votre lettre à notre maire (1). Il m'a dit avoir écrit en dernier lieu à Monsieur de Maillane, dont la réponse déciderait le sort de Grignan, c'est) à d(ire) que si Grignan est sûr d'avoir un district, il reste à la Provence ; au cas de doute ou de non, il est à Montélimart. Je puis vous dire que d'autres com(mu-

(1) M. de Nogaret, qui fut maire de 1790 à 1793.

nautés du comté ou vallée sont décidés pour Montélimart, ne s'expliquent pas ; mais si Grignan avait district, ils s'y rendroient à cause du plus proche, et comme pas de district à Grignan, nous sommes à Montélimart vraisemblablement.

M. le chanoine Masson (1), qui, avec le Chapitre, font passer une adresse à nos seigneurs de l'assemblée nationale à l'occasion de leur maître de musique, me charge de vous présenter son respect ; il vous prie, et moy aussy, d'être favorable pour un traitement quelconque de ce maître de musique, sur les biens du clergé, et s'il est possible, qu'il y prenne part. Monseigneur le président recevra cette adresse par ce courrier.

Vous devés avoir appris la mort subite de M. de Suze à Carpentras, inhumé à Suze (2).

(1) Le chanoine Masson était le doyen d'âge du chapitre de Grignan, auquel il avait été promu en 1753.

(2) Louis-Charles de la Baume, comte de Suze, mourut à Carpentras, le 18 avril et fut enseveli à Suze, le 21 dudit mois. Voici son acte de sépulture, relevé dans les registres de catholicité de la paroisse : « L'an mil sept cent quatre-vingt-dix et le vingt-un avril, M. Charles-Louis de la Beaume, Comte de Suze, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, baron de Barbara, seigneur de l'Estagnol et autres lieux, âgé de soixante-six ans, mort le dix-huit, à six heures du soir, en la ville et diocèse de Carpentras, paroisse de St-Syffren, de mort subite, comme est constaté par l'extrait et certificat de M. le curé de Carpentras, cy-joint, en date du jour d'hier, signé *Denière, parochus*, a été enseveli dans le tombeau de ses ancêtres en présence des sous-signés : Malayrac, Roulet vicaire, Arnaud curé. »

Louis-Charles de la Baume avait servi dans les mousquetaires noirs, puis dans l'armée autrichienne : il avait assisté, en 1747, à la prise de Berg-Op-Zoom. De son mariage avec Emilie-Olympe de Suffren de St-Tropez, fille du célèbre amiral, il eut deux filles et un fils, Pierre-Louis de la Baume-Suze, mort sans postérité. Avec lui s'est éteinte

Puissiez-vous, Monsieur, jouir de la meilleure santé, et continuer d'opérer le bien public. Je suis l'exclave de vos décrets ; le cœur me saigne lorsque je les vois transgresser. Plus j'examine notre constitution, plus je la trouve belle ; mais il faut de l'exécution, surtout de la part de ceux qui sont faits pour la maintenir. Je voudrais chacun dans son état et les bornes de son devoir, ou une jonction tellement intime, que tout se fit fraternellement, et pour la bonne cause ; mais l'homme dans ce moment, n'est-il pas encor le même ? Vous l'aurés pourtant changé pour l'avenir, mais il faut du tems et des connaissances. Je sens que vous travaillés à une opération que des siècles ont médité, mais n'ont pas faite, et qu'il faut du tems pour cette construction. Je ne suis pas de ceux qui trouvent de la lenteur, bien s'en faut.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

VEYRENC.

l'illustre famille des comtes de Suze, et c'est à partir de là que commence la branche des Isnards-Suze, par suite de l'alliance de Gabriel des Isnards avec Aldonce-Marthe-Marie-Julie de la Baume-Suze, la seconde fille du dernier comte de Suze, grand-mère du marquis Albéric des Isnards, possesseur actuel du château. La sœur aînée de celle-ci, Olympé, avait épousé le marquis de Vento de Pennes. (*Renseignements dus à l'obligeance de M. le chanoine Isnard*).

MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122^e à 132^e livraisons.)

A Upie, on compte 16 chefs de famille solvables, 34 misérables, deux nobles, Bertrand d'Upie et Berton Chabert, et deux ecclésiastiques. Le territoire est de petite valeur ; les habitants, pour la plupart, sont des étrangers venus de la Savoie et d'ailleurs, qui non seulement ne peuvent acheter les animaux nécessaires à la culture, mais encore sont chargés de dettes. Réduction des feux à six (1).

A Barcelonne, le 4 mai, Jean Baile constate que la misère est extrême et qu'elle provient de plusieurs causes : d'abord le village est sur une roche élevée, d'un accès fort difficile ; il n'y a, tout autour, que très peu de terre, au point qu'il faut aller assez loin pour ensevelir les morts ; la juridiction et les droits seigneuriaux se partagent entre trois seigneurs, Antoine Cornilhan, seigneur de la Beaume, Jacques du Haut-Villars et Arnaud Odoard ; les corvées sont nombreuses, notamment pour travailler, vendanger la vigne du seigneur de la Beaume, vigne qui a une contenance de plus de vingt-cinq journaux ;

(1) Archives de l'Isère, B, 2737.

enfin les droits de lod ou mutation sont du tiers de la chose vendue. Réduction à un feu (1).

Le 4 mai, le délégué visita encore Ourches et fut hébergé dans la maison de Guillaume de Rivale, la meilleure du village et pourtant toute lézardée ; autant vaudrait habiter en plain champ. La population comprenait deux familles solvables, dix misérables, deux nobles, Artaud Baile, à qui on pourrait faire l'aumône, et Jean Baile, un ecclésiastique, Jean Revol, prieur et curé. Les charges que supportaient les habitants étaient lourdes : ils payaient au seigneur la vingtième partie des fruits, du blé et du vin ; à chaque décès, que le défunt eût des enfants ou non, le seigneur prenait le tiers des biens immeubles ; semblablement, au décès de chaque seigneur, ses héritiers prélevaient un droit sur les habitants qui représentait le tiers de tous leurs biens immeubles. Aussi ne pourrait-on trouver une seule personne dans le pays récoltant sur ses champs de quoi se nourrir (2).

A la Beaume-Cornilhane, où l'on compte neuf solvables, 21 misérables, deux nobles et deux ecclésiastiques, la situation n'est pas moins triste. Le peuple n'a que les mauvais terrains ; il paie au seigneur le vingtain des blés et du vin ; il est corvéable à merci et on l'emploie à faire les travaux d'exploitation des terres seigneuriales, de telle sorte qu'il n'est personne qui ne songe à désertter le pays, si quelque remède n'est apporté

(1) Archives de l'Isère, B, 2737. — « Primo, quia dictus locus est situatus in rupe multum alta et in ascensu multum difficili, sic quod et locum ipsum cum difficultate ascendunt grossa animalia, et durat ascensus circa quartam partem unius leuce... »

(2) Archives de l'Isère, B, 2737. — « Item, tenentur ad mutagia, videlicet quando decedunt, etiam relictis liberis, dominus habet tertiam partem bonorum immobilium, et pariter quando dominus decedit, heredes percipiunt pro mutagio tertiam partem dictorum bonorum... — ... Et domus Guillelmi de Rivalet, pro medio foci revelati, in qua fuit pro bibendo d. dom. commissarius, tanquam in meliori dicti loci, est valde male disposita, et quasi unum portile undique dies apparet, et est res quasi silvestris in eadem habitare... »

au mal : on consentirait, pour échapper à ces corvées, à payer au seigneur un impôt annuel de 5 florins par attelage de bœufs. Le seigneur prend aussi le tiers des biens des défunts et semblable impôt pèse encore sur la population au décès de chaque seigneur. On paie des cens pour des terres qui depuis longtemps demeurent incultes. On taxe le village à trois feux (1).

Nous entendons les mêmes plaintes et nous constatons les mêmes misères à Montoison, à Gigors, à Cobonne, à Suze, à Espenel, à Barry et à Vercheny (2). Dans ces deux dernières

(1) Archives de l'Isère, B, 2737, p. 200. « Quia sunt dicti habitantes multum adstricti domino dicti loci, nam primo sibi solvunt vintenum omnium bladorum et vinorum que recoliguntur in dicto mandamento. Item, tenentur sibi facere corvatas ad misericordiam, et ita fodere, vinare vineas, facere vindemias et portare racemos in castro Balme, prata ejus secare et recoligere et fenum charreare, terras etiam ejus arare, licta portare et multa alia facere, adeo quod nisi in aliis dulciter per d. dominum tractarentur, vix esset aliquis qui vellet in dicto mandamento habitare, nam unus homo qui habeat boves suos vel alienos esset contentus dare d. domino quatuor florenos pro anno et dominus ipsum teneret quitum de dictis corvatis. — Item, quando aliquis dictorum habitantium moritur, etiam relictis liberis, habet d. dominus Balme, ratione mutagii, tertiam partem bonorum immobilium talis decedentis, et pariter quando dominus Balme moritur, ejus heredes percipiunt tertiam partem bonorum dictorum habitantium, ratione dicti mutagii, et non sunt audaces heredes dictorum habitantium intrare, nec capere bona decedentium, quousque accordaverint cum domino ipsius loci super dicto mutagio, cui domino etiam faciunt multos census et multa servicia, etiam pro aliquibus rebus hermis quas nunquam cultivarent habitantes moderni, quos censusolvere tenentur. Sed dominus et domina moderni tractant eos dulciter. »

(2) A Montoison, 7 solvables, 23 misérables. Réduction à 3 feux. — A Gigors, 10 solvables, 24 misérables, un noble, Antoine Alexis, et un ecclésiastique, Jean de *Vercoyreto*, curé de l'endroit. Réduction à 3 feux. — Cobonne au seigneur de Montoison, 12 solvables, 21 misérables. Réduction à 4 feux. — A Suze, 12 misérables, un noble, Jean Chabert, et un ecclésiastique, Joseph Antelme, curé de l'endroit. — A Espenel, 5 solvables, 17 misérables, un noble, Lantelme de Puygros et un ecclé-

localités réunies, il n'y avait plus que six familles et deux nobles, Guillaume Lombard et François Lombard, assez misérables. Des vieillards se souviennent avoir vu 25 familles dans le mandement de Vercheny et huit au château de Barry. Mais la garde de ce château, situé sur un roc très élevé, à une grande distance de la plupart des habitations, était si pénible, si onéreuse, que pour se soustraire à cette charge beaucoup d'habitants ont préféré émigrer (1).

Tout en faisant la part d'exagération qui peut se trouver dans ces plaintes, formulées par des sujets désireux d'obtenir une diminution d'impôts, il est cependant bien certain, et de nombreux documents, de provenances diverses, sont là pour l'attester, qu'au xv^e siècle la vie était dure, surtout pour le peuple des campagnes. Les cens et rentes que sous des noms multiples il était tenu de payer à son seigneur, lui enlevaient la meilleure partie de son revenu ; les corvées et les exigences du maître lui prenaient encore une partie de son temps. Les exemptions dont bénéficiaient le clergé, les nobles et une foule de personnages que le prince, à des titres différents, voulait gratifier, constituaient encore pour le peuple un nouvel impôt, car en définitive, c'était lui qui payait toujours pour les autres. Tous ceux qui, de près ou de loin, tenaient à la maison du dauphin, tous ceux qui lui rendaient quelques

siastique, Etienne Issartel, prieur. Réduction à 2 feux — A Barry et Vercheny, 2 solvables, 4 misérables, nobles : Guillaume, Lombard ; François Lombard, ce dernier, ainsi que ses frères, misérables.

(1) Archives de l'Isère, B, 2737. « ... habuerunt tempore lapso, ad causam custodie dicti castri, multa onera supportare, quia castrum est in rupe altissima situatum, a quo domus dictorum habitantium, qui nunc sunt, distant per dimidiam leucam et ultra, de pessimo et multum erecto itinere existente, dicentes aliqui ex supra nominati antiqui, qui de tempore eorum memorie, scilicet a LX annis citra, viderunt circa viginti quinque habitantes in mandamento, et octo habitantes superius in castro, sed propter onus custodie et alia onera per tempora successiva recesserunt. »

services se considéraient exempts des tailles et ne manquaient pas de réclamer des lettres établissant leurs privilèges. C'est ainsi que par des lettres émanées de la chancellerie, nous voyons exemptés de toutes tailles le barbier et valet de chambre du dauphin (1), son cordonnier (2), son sergent d'armes (3), son fauconnier (4), son orfèvre (5), son chevaucher d'écurie (6), son médecin (7), son oiseleur (8) et jusqu'aux hôtes et hôtesse chez lesquels il descendait lors de ses fréquents voyages (9). Souvent même, sans aucune raison

(1) Archives de l'Isère, B, 2720, p. 303. 1450, 26 juillet, Valence. Louis, dauphin, exempté de tous impôts Thomassin Chabert, son barbier et valet de chambre, demeurant à Valence, ainsi que sa femme, leur vie durant. — 1454 (n. s.), 31 mars, Valence. Autre exemption de tailles, votée par les Etats, en faveur de Philippe du Puy, barbier, de Valence. *PiLOT*, n° 1076. — 1450, 22 novembre, Peyrins. Le dauphin écrit à Jean d'Origny et à Jean Botut, commissaires délégués, de ne point inscrire sur les rôles des feux de la ville de Die, Jean du Perrier, barbier de Jean de Poitiers, archevêque de Vienne. CHARAVAY, t. I, p. 48.

(2) 1452 (n. s.), 2 février, La Côte-Saint-André. Le dauphin exempté Jean Salsat, son cordonnier, ainsi que sa mère Catherine. Archives de l'Isère, B, 2720, f° 235. *PiLOT*, n° 313.

(3) 1452 (n. s.), 4 avril, St-Genis-d'Aoste. Exemption en faveur de Jean Johanin, son sergent d'armes. *PiLOT*, n° 927.

(4) 1452, 21 juin, La Côte. Exemption de Deniset Branchard, son fauconnier. *PiLOT*, n° 949.

(5) 1452, 2 juillet, Etoile. Exemption de Jean de Cotuol, son orfèvre, demeurant à Valence. *PiLOT*, n° 952.

(6) 1452, 7 juillet, Loriol. Exemption de Guillaume Bourgeois, son chevaucher d'écurie, dans la maison de qui il était logé. *PiLOT*, n° 955.

(7) 1452, 18 juillet, Romans. Exemption de Nicolas Remyard, physicien, qui s'était dévoué pour soigner les malades atteints de la peste à Romans. *PiLOT*, n° 957.

(8) 1453, 30 juin, Romans. Exemption de Pierre Lallement, son oiseleur. *PiLOT*, n° 1027.

(9) 1456 (n. s.), 14 janvier, Grenoble. Exemption en faveur de François Bachasson, son hôte, au lieu de St-Nazaire-en-Royans. *PiLOT*, n° 1203. — 1452, 15 novembre, Valence. Exemption en faveur de Michel-Aimar Bo-

apparente, tels et tels personnages recevaient des lettres d'exemption. Quand le dauphin eut acquis des droits de souveraineté dans Valence, il y multiplia tellement les exemptions que la ville dut faire entendre d'énergiques réclamations et le prince, qui tenait à ménager les habitants, retira quelques-unes des faveurs octroyées (1).

tonnier et de Matheline, son épouse. PILOT, n° 991. Matheline, en femme intelligente, sut tirer parti du privilège octroyé : de maîtresse d'hôtel elle se fit marchande de vin et prétendit échapper à tous les droits qui frappaient l'entrée des vins dans la ville. Il s'ensuivit une lutte entre les consuls et cette femme, lutte qui se prolongea bien au-delà du temps du séjour du dauphin en Dauphiné. Le 8 juin (1476), Louis XI écrit de Lyon à François de Genas, président à la Chambre des comptes, pour se plaindre de ce que « les gens d'esglise et ceulx de la ville de Romans ne veullent souffrir, ne laisser joyr ma pauvre hôtesse, dudit lieu de Romans, Marselline Bottonnière, de certaines franchises que je luy ai données... » *Bulletin du comité historique. Histoire*. Paris, t. III, (1852), p. 235. Voir LACROIX, *Matheline Botonier, ou un épisode de la vie de Louis XI*, dans *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. X, (1876), p. 114. 216, 241. Trois jours après, le 11, le roi écrivait encore à François de Genas : « Vous scavez eomme nous avons donné à Arthaud de Manissieu, fils de mon hôtesse Doulcette de Cizerin, de Romans, l'office de contregarde de la maison d'icelle ville de Romans .. » *Bulletin du comité historique*, l. c., p. 236.

(1) Archives de la Drôme, B, 8. Sur la plainte des habitants de Valence « pour occasion de plusieurs grandes charges et affaires qu'ils ont chascun jour à supporter, et principalement à cause d'aucuns des plus puissants desdits habitants en très grand nombre qui ont esté par nous affranchis, ils ne peuvent ne pourroient dores en avant nous payer leur cotte part et portions des aydes et subsides que nous sont et seront au temps advenir donné et octroyé par les gens des trois Estats, mais leur conviendroit s'en aller la plupart ou estre du tout destruit, si sur ce ne leur est donné par nous provision... » le dauphin veut « que tous lesdits affranchis de ladite ville payent lesdites tailles, aydes et subsides..... sauf et réservé tant seulement tous ceux que ci après s'ensuivent, lesquels nous en voulons estre quittes et francs et exempts, c'est à scavoir : Perenon de Combes, Jehan Louiet, Guillaume Sextre, Alexandre Sextre, son fils, Gillet Guerre, Jehanne Michaille, Guillaume Pepier dit Givodan et Louis Paulmier... » Donné à Valence, le 25 avril 1454.

Le peuple, ou ce que l'on appelait alors le tiers état, habilement dirigé par ses syndics et des hommes de lois, non content de protester contre les exemptions, commençait déjà contre les privilèges des nobles une lutte qui se perpétua à travers quatre siècles. Dans toutes les enquêtes qui se font pour les revisions de feux, retentit la même plainte, comme un cri de colère : les nobles et le clergé possèdent la plus grande et la meilleure partie du territoire ! Animé d'un esprit d'ordre et de justice, le dauphin voulut donner quelques satisfactions au tiers état, et peut-être aussi fut-il bien aise de faire planer une sorte de menace sur les classes privilégiées, dont il avait à redouter l'indépendance. Au mois de février 1449, les trois Etats réunis à Romans ayant voté, comme de coutume, le don gratuit, Louis demanda aux possesseurs de terres et fiefs en franc-~~alleu~~ de vouloir bien y contribuer, tout en déclarant que cette contribution ne tirerait pas à conséquence pour l'avenir (1). Puis sans attendre leur réponse, il fit expédier des ordres pour que dans toute l'étendue de sa souveraineté, on procédât au recensement des feux des terres allodiales de la noblesse et du clergé. Les commissaires chargés de cette opération dans le Valentinois furent Etienne Déagent, licencié ès-lois, vibailly au siège de Saint-Marcellin, et Simon Galbert, dit Bargine, secrétaire delphinal, procureur fiscal au même siège. Par lettre du 30 mai 1449, le châtelain et le notaire de Mens en Trièves, reçurent commission pour procéder à l'établissement des feux dans les terres du chapitre de la cathédrale de Die (2).

L'ébranlement était donné. Les clercs et les nobles murmurèrent. Quelques-uns d'entre eux néanmoins, soit par générosité, soit plutôt dans le dessein de plaire au dauphin, secondèrent ses bonnes dispositions : « Aymar de Bressieux, seigneur de Parnans, fut le premier des seigneurs du Dau-

(1) Archives de l'Isère, B, 3181. PILOT, n° 687.

(2) Archives de l'Isère, B, 2747, f° 294. PILOT, n° 710.

phiné qui, par un acte du 11 mars 1450 (n. s.), déclara que, puisque les Etats avaient stipulé que les terres possédées en franc-alleu contribueraient aux subsides pour la présente année, il voulait que sa terre de Parnans, qu'il possédait en franc-alleu, y contribuât, non seulement momentanément, mais pour l'avenir (1). » L'année suivante, les trois Etats du Dauphiné, assemblés à Romans, décidèrent que toutes les terres possédées alors en franc-alleu, soit par les gens d'Eglise, soit par les nobles, contribueraient à l'avenir à tous dons gratuits, aides et subsides qu'ils accorderaient (2). Le Tiers et le dauphin obtinrent ce qu'ils souhaitaient, assujétir à la taille les fonds allodiaux qui n'y étaient point sujets ; mais la lutte ne fut point terminée. Pour calmer les possesseurs de ces fonds, le prince renonça au paiement d'un certain droit appelé de sauvegarde, *jus salvagardiæ*, qu'il avait jusqu'ici exigé (3).

Si le dauphin Louis se montra très attentif à augmenter ~~ses ressources pécuniaires et froissa~~ les susceptibilités de la noblesse en ne tenant pas grand compte de ses privilèges, il est juste de le faire remarquer, le peuple, celui qui formait la classe laborieuse et pauvre de son petit Etat, n'eut qu'à se louer de sa bonne administration, et toutes ses mesures, toutes ses réformes n'eurent qu'un but, réprimer les abus,

(1) Archives de l'Isère, B, 3031. Aymar de Bressieux, était fils d'Artaud, bâtard de Bressieux, qui avait reçu en apanage la terre de Parnans, ancienne propriété de la famille de Bressieux, et qui avait épousé, le 26 janvier 1408, Jeanne, bâtarde d'Aymar, vicomte de Clermont, dotée de 600 florins d'or ; cette dame reçut encore de son oncle, Antoine de Clermont, seigneur de Montoisson, en considération de son mariage, une somme de 100 florins. Aymar de Bressieux avait épousé, le 28 janvier 1437, Odise Odde, fille de noble Joffrey Odde, de Viriville ; il mourut avant sa femme, qu'il laissa tutrice de Joffrey de Bressieux, seigneur de Parnans.

(2) PILOT, n° 687, note.

(3) SALVAING DE BOISSIEU, *De l'usage des fiefs*. Grenoble, 1731, in-f°, t. II, p. 6.

faire régner l'ordre et la justice. Le bourg de Savasse, qui était une des principales places du Valentinois, admirablement située pour commander la vallée du Rhône, avait beaucoup souffert durant les guerres de Raymond de Turenne. Louis, par ses lettres datées de Sauzet, le 21 mai 1449, exempte, pour une durée de trente ans, de toutes tailles et autres impositions, les habitants de l'endroit, ainsi que tous ceux qui viendront s'y fixer ; il leur concède gratuitement le paquelage de leurs bestiaux, les affranchit, eux et leurs marchandises, de tous droits de péage, dans l'étendue de la province, et les autorise enfin à se choisir des syndics et conseillers jurés, qui auront le pouvoir de lever des tailles pour faire face aux dépenses communes (1). Nous aurons l'occasion, dans le cours de ce récit, de faire connaître bien d'autres exemptions du même genre. Ajoutons que les officiers préposés à la perception des deniers publics furent, sous son gouvernement, l'objet d'une active et sévère surveillance. Le 15 octobre 1447, il nomme par lettres patentes une commission composée d'Aymar de Poissieu, de Nicolas Erland et de Jean d'Origny, auditeur des comptes. Elle est chargée d'examiner la gestion de tous les gens de finances, de faire cette délicate enquête avec la plus grande attention et même, au besoin, de les faire ressouvenir de leur responsabilité (2).

Mais une des réformes que le dauphin avait le plus à cœur de réaliser et à laquelle, avec un grand sens politique, il attachait une importance exceptionnelle, c'était celle de la justice ; il comprenait, en effet, que les institutions judiciaires sont un des instruments les plus puissants du pouvoir royal. En dépit des règlements faits en 1409, 1419, 1422 et 1430 (3), il régnait encore dans cette branche de l'administration des abus nombreux qui donnaient naissance à de

(1) PILOT, n° 706, et 1119.

(2) LEGEAY, t. I, p. 148.

(3) *Inventaire des archives de l'Isère*, t. I, préface, p. 10-13.

perpétuels conflits de juridiction et rendaient les procès interminables. Vers le milieu du ^{xiv}^e siècle, des changements notables avaient eu lieu en Dauphiné dans les cours seigneuriales : ce n'était plus le seigneur, entouré de ses feudataires, tenus d'assister à ses *plaid*s, qui rendait la justice par lui-même, mais les affaires se multipliant, se compliquant, il se faisait remplacer par des hommes de lois. Humbert II établit le conseil delphinal, cour suprême à laquelle ressortissaient les appels de tous les bailliages de ses Etats ; les bailliages, à leur tour, recevaient les appels des juges inférieurs ou châtelains, qui dans leurs mandements respectifs ne pouvaient connaître que des causes ou des délits dont la condamnation ne dépassait pas 60 sous de la monnaie courante. On comptait dans les Etats du dauphin sept grands bailliages. Chaque bailli était assisté de conseillers, versés dans la connaissance des lois, et d'un notaire, pour écrire les décisions, décisions que le procureur delphinal était chargé d'apporter et de soumettre, une fois tous les deux mois, soit au dauphin lui-même, soit au grand conseil. Il va sans dire que cet ordre de choses ne concernait que les terres delphinales. Quant aux possesseurs de terres en franc-alleu, ils étaient souverains chez eux (1). Les comtés de Valentinois et de Diois eurent, dès la première moitié du ^{xiv}^e siècle, un juge-mage, dont la résidence était à Crest : à son tribunal venaient les appels des sentences rendues par les châtelains et les juges inférieurs. Une fois dans l'année, le juge-mage se transportait dans diverses châtelainies pour y tenir des *assises*, ou toutes les affaires tant civiles que criminelles étaient jugées, quelle que fût leur importance ; il y recevait les appels et recueillait les plaintes qu'on pouvait formuler contre l'administration des comtés (2).

(1) VALBONNAYS, t. I, p. 5-15. — P. VIOLLET, *Hist. des institutions politiques et administratives de la France*, Paris, t. II (1898), p. 462 et suiv. — FAUCHÉ-PRUNELLE. *Essai sur les anciennes institutions des Alpes Cottiennes*, Grenoble, t. I (1856), p. 491 et suiv.

(2) Voir tome I, p. 311.

Tout cet ensemble d'institutions était remarquable et témoignait d'une tendance manifeste à centraliser les diverses cours de justice et à réprimer les écarts et les abus des officiers inférieurs. Il préparait l'unité politique de la province. Il était une menace pour l'indépendance des justices seigneuriales. Du reste, les officiers du dauphin ne se gênaient pas pour écouter les plaintes de sujets étrangers à leur juridiction, et il arrivait fréquemment que le prince, répondant à l'appel de quelques bourgeois des villes, ou de quelques habitants des campagnes, désireux de trouver un protecteur, leur accordait des lettres de *sauvegarde*, ce qui constituait un véritable empiètement sur les droits de ses voisins. Nous avons déjà vu les habitants de Valence et de plusieurs villages, sujets de l'évêque de Valence Jean de Poitiers, se placer sous la sauvegarde delphinale.

A peine arrivé dans la province, le fils de Charles VII, dans le dessein de relier plus étroitement entre elles les diverses parties de ses Etats, notamment le Valentinois et le Diois, ajoutés depuis peu à ses domaines, voulut diminuer le nombre des bailliages, créer de nouvelles circonscriptions judiciaires et déterminer en même temps les attributions et les salaires des officiers de justice. C'est ce qu'il fit par la célèbre ordonnance, donnée à Valence au mois de juillet 1447. Les considérants de cet acte font connaître les intentions qui l'animent : « Nous, dit-il, désirans justice en nosdits pays estre
« exaulcée et deuement régie et gouvernée, pour le bien,
« aussi utilité et conservation de nos sujets ; et pour obvier à
« plusieurs graves inconvénients et abus qui se faisoient en
« plusieurs et maintes manières au fait de la dite justice, au
« grand dommage de nous et de nostre dite seigneurie et de
« nos dits sujets. » Il déclare ensuite réduire les sept bailliages à deux seulement, le premier dit de *plein pays* ou *plat pays*, avec trois sièges, Grenoble, Bourgoin et Saint-Marcellin ; le second, dit des montagnes, avec quatre sièges, Briançon, Embrun, Serre et le Buis, Il y ajoute une séné-

chaussée pour le Valentinois et le Diois, avec trois sièges :
« Ladite sénéchaussée sera et ordonnons estre en Valentinois
« et Diois et comprendra les bailliages et jugeries du Crest
« et du Monteil et autres terres et seigneuries de nouvel
« venues à cause desdits contez, estant tant deçà la rivière
« du Rosne, comme delà au Royaume, et aussi la ville de
« Montélimar et toute la Vauldoine, à laquelle séné-
« chaussée aura trois sièges seulement, le premier sera en
« nostre ville du Crest et le second sera en nostre ville du
« Monteil, auxquels deux sièges du Crest et du Monteil aura
« seulement un lieutenant du sénéchal, lequel tant pour soy
« que pour autre lieutenant servira ausdits deux sièges, et le
« tiers sera à Chalancon pour les terres et seigneuries estant
« de la part du royaume. »

La compétence et les attributions des baillis et du sénéchal sont ainsi réglées : « Auront lesdits baillis et sénéchal, chascun en son bailliage, juridiction haute, moyenne et basse, mère mixte et impère, et en tout et partout telle puissance et telle auctorité comme ont et ont accoutumé d'avoir les baillis en France. » A chacun, il est assigné 366 livres tournois de gage (1), payables tous les ans par le trésorier du Dauphiné. Les appels de leurs décisions devront être portés immédiatement et « sans nul moyen », à la cour souveraine de la province. « Desquels baillis et leurs lieutenants, les appeaulx viendront et ordonneront qu'ils viendront, dores en avant, en nostre cour souveraine de nosdits pays, sans nul moyen, pour éviter multiplication de causes et

(1) D'après M. de Wailly, de 1438 à 1461, le cours de la livre tournois se maintient entre 7,97 et 7,01, ce qui donnerait une moyenne de 7,50. C'est un problème difficile que celui de fixer le pouvoir ou la valeur relative de l'argent aux différentes époques. En supposant, avec M. de Coston, que cette valeur était, dans la seconde moitié du xv^e siècle, environ trois fois plus considérable que de nos jours, ces 366 livres tournois auraient donc une valeur absolue de 2745 fr. et, relative de 8235 fr.

« involution de procès, et cessera nostre cour des appeaulx
 « qui souloit estre en nosdits pays. » Enfin, quant aux officiers de justice qui étaient changés tous les deux ans, il veut que leurs fonctions soient à vie et inamovibles, *sauf néanmoins son bon plaisir* (1).

On peut se demander pourquoi le dauphin Louis créait une sénéchaussée et un sénéchal dans le Valentinois, alors qu'en Dauphiné on ne connaissait que les noms de bailliages et de baillis. Si nous ne nous trompons, il nous semble que cette différence d'appellation avait pour but de bien caractériser la condition politique des comtés, qui par une clause de leur transport au dauphin ne devaient jamais être incorporés à ses Etats, mais garder leur autonomie et continuer à former une principauté distincte. Nous verrons, en effet, jusqu'à la Révolution, les dauphins et les rois-dauphins prendre dans les actes officiels les titres de *dauphins de Viennois, comtes de Valentinois et de Diois*. Ce mot de sénéchal était alors en usage dans la province de Languedoc, à laquelle appartenait la portion des comtés située sur la rive droite du Rhône et formant la juderie de Chalencon, juderie dont les appels ressortissaient, non point au conseil delphinal, mais au parlement de Toulouse (2).

Comme les baillis, le sénéchal avait des attributions nombreuses : il réunissait entre ses mains les diverses branches de l'administration, justice, armée, finances. C'était dans le Valentinois le représentant du prince. Sa profession étant celle des armes, il ne connaissait guère les lois ; aussi se faisait-il suppléer dans l'exercice des fonctions judiciaires par

(1) *Statuta Delphinalia, hoc est libertates...* Gratianopoli 1519, in-4° 2^e partie f° 29.

(2) Les Etats de Raymond VII, comte de Toulouse, comprenaient six sénéchaussées, l'une d'elles, la sénéchaussée de Venaissin comprenait des fractions des six diocèses de Cavaillon, Avignon, Apt, Carpentras, Vaison et Orange. Or, le dauphin jetait alors un œil de convoitise sur cette région.

un lieutenant ou vice-sénéchal gradué. Une ordonnance du 15 août 1449 autorise les baillis et le sénéchal à nommer en leurs sièges, à la manière de France, des lieutenants amovibles à leur volonté. Le premier sénéchal du Valentinois et Diois fut Guillaume, bâtard de Poitiers, seigneur de Barry et de Soyans, qui ne garda pas longtemps cette charge, car le 10 août 1450, le dauphin lui donna pour successeur Jean, bâtard d'Armagnac, surnommé de *Lescun*, fils naturel d'Arnaud-Guilhem de Lescun et d'Anne d'Armagnac (1). Le bâtard d'Armagnac avait suivi le prince dans sa retraite en Dauphiné et lui demeura constamment fidèle.

Enfin, complétant son œuvre de réforme, voulant donner plus d'éclat à son gouvernement, plus d'autorité à ses officiers de justice, par une ordonnance du 29 juillet 1453, Louis érigea le conseil delphinal en parlement (2).

Nous ne pouvons passer sous silence toute cette catégorie d'officiers, inférieurs au sénéchal, et qui formaient le second degré de la hiérarchie administrative ; nous voulons parler des châtelains qui étaient préposés à la défense du pays et au maintien de la tranquillité. Il y avait un certain nombre de châteaux-forts, commandés chacun par un châtelain et possédant une petite garnison. Comme nous l'avons vu, ces châtelains rendaient la justice pour des cas passibles d'une amende inférieure à 60 sous ; ils avaient en outre, à opérer la perception des revenus et rendaient compte de leur gestion financière, recettes et dépenses, au trésorier général du Dauphiné. Ils étaient nommé par lettres patentes, et révocables à volonté. Ils recevaient un traitement qui variait avec l'importance de la place confiée à leurs soins. Louis, en distribuant les châtelannies à ses fidèles serviteurs, trouva un moyen facile

(1) DE COSTON, *Hist. de Montélimar*, t. II, p. 26.

(2) *Inventaire des archives de l'Isère*, t. II, préface, p. 9. — *Decisiones Guidonis Papæ*... Lugd., 1601, in-1^{re}, p. 46.

de récompenser leurs services et de leur fournir des gages assurés. Voici quelques exemples : Amaury d'Estissac, venu avec le dauphin dans la province, touchait déjà une pension annuelle de 1200 livres ; le prince par lettres données à Grenoble le 14 novembre 1447, le nomma capitaine-châtelain de Châteauneuf-de-Mazenc, lui laissant pour ses gages tous les revenus de cette terre (1). Le 12 janvier 1448 (n. s.), Gaubert des Massues, nommé précédemment châtelain de Châteaudouble, en récompense de services, reçut encore, à titre d'indemnité pour frais de voyage, les revenus de cette terre et ceux de Charpey (2). Le 14 juin 1448, à Valence, le dauphin nommait Guillaume de Raucourt, châtelain de Saou, aux gages de 25 florins, nonobstant que les gages de cette châtellenie ne fussent que de 10 florins (3). Par lettres du 30 mars 1449, Hugues Arnaud de Château-Verdun, seigneur de Ste-Camelle, fut nommé, en remplacement de Guillaume, bâtard de Poitiers, châtelain de Montélimar, et quelques années après, le 26 juillet 1452, châtelain de Mens en Trèves, avec abandon de tous les revenus de cette dernière terre (4). Jean de Villaines, capitaine-châtelain de Romans en 1451 et 1452, années où sévit la peste, recevait pour ses gages 100 écus par an. Outre les emplois lucratifs de maréchal du Dauphiné, de sénéchal du Valentinois, le bâtard d'Armagnac eut encore la charge de châtelain de Crest, par lettres du 20 décembre 1453,

(1) Archives de l'Isère, B, 3225. Amaury d'Estissac avait acheté, le 17 août de la même année, au prix de 6,000 écus, la baronnie de Clérieu de Charles de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, qui, du reste, la racheta la même année. Il fut remplacé dans la châtellenie de Châteauneuf-de-Mazenc, le 13 avril 1452, par Pierre Audras écuyer d'écurie du dauphin. PILOT, n° 542 et 931.

(2) PILOT, n° 568, voir plus haut p. 123

(3) PILOT, n° 638.

(4) PILOT, n° 694 et 958. Il fut remplacé, le 14 juin 1458, dans la châtellenie de Mens, par Guigues Alleman, coseigneur d'Uriage, qui ne prit possession qu'en 1461.

charge précédemment remplie par Aimar de Poissieu dit Capdorat (1).

Ces détails sur l'administration intérieure du Valentinois seraient par trop incomplets si nous n'ajoutions un mot sur une autre catégorie de fonctionnaires dont le rôle devait d'autant plus attirer l'attention du dauphin qu'ils étaient plus souvent, plus immédiatement en contact avec la population. A une époque où peu de personnes savaient lire et écrire, les scribes ou notaires publics étaient devenus très nombreux. Ils se qualifiaient d'*impériaux*, d'*apostoliques*, de *royaux*, de *delphinaux*, pour marquer de quelle autorité ils tenaient leurs pouvoirs. Il y avait là, dans cette branche de l'administration, peut-être plus qu'ailleurs, de graves abus. Pour faire de l'argent, pour affirmer leur autorité, l'empereur, le pape et le légat d'Avignon délivraient des lettres de notaire, ou accordaient à certains personnages la faculté d'en créer un nombre déterminé. Louis fit de sages ordonnances, d'abord pour tenter de ramener à de justes proportions le nombre des tabellions, puis pour faire bénéficier le trésor des actes et des transactions qu'ils seraient appelés à rédiger. Le 7 mai 1446, il écrivait de Grenoble au gouverneur et au conseil delphinal pour leur enjoindre de faire publier dans toutes les villes et bourgs du Dauphiné, qu'à l'avenir nul n'exerçât les fonctions du notariat s'il n'en était investi, après examen, par le dauphin ou l'un de ses délégués. Il fallut quelques années plus tard, suspendre momentanément l'effet de cette ordonnance. Voici comment s'exprime le dauphin sur les causes de cette suspension : « Attendu, dit-il, qu'en aucuns lieux, esquels règne présentement certaine pestilence d'épidémie, plusieurs meurent sans faire testament ni

(1) PILOT, n° 1053. Par lettres données à Romans, le 25 avril 1456, le dauphin nomma capitaine châtelain de Saint-Nazaire-en-Royans, Jean Fartiz, dit Le Breton, écuyer, en remplacement de Guillaume Reynard, son échançon. PILOT, n° 1222.

« disposer de leurs biens, pour ce que par nos ordonnances
 « naguair faictes sur la réduction du nombre des notaires de
 « nosdits pays, nuls notaires n'osent recevoir aucuns instru-
 « ments, sinon ceulx qui sont deputez et ordonnez en chascune
 « chastellenie. » En conséquence, il autorise que, pendant la
 durée de la peste et deux mois après sa cessation, les testa-
 ments et codiciles des pestiférés soient reçus par tous les
 notaires, même par ceux qui ne seraient pas officiellement
 reconnus. (Romans, 28 juin 1451) (1).

Par des ordonnances du 23 novembre 1450 et du 23 juin 1451, le dauphin avait, en effet, fixé à deux le nombre des notaires pour chaque châteltenie et à quatre pour les châteltenies les plus importantes ; il avait en outre réglementé les tarifs. Chaque contrat, pour être valable, devait être scellé d'un sceau spécial à chaque châteltenie, ce qui constituait un droit d'enregistrement au profit du trésor (2).

Cependant toute cette réglementation minutieuse, qui témoigne chez ce jeune prince un sens politique, un esprit d'ordre bien au-dessus de son âge, ne lui fit jamais perdre de vue le but principal qu'il s'était proposé d'atteindre, agrandir ses domaines, unifier la province où il était venu chercher un asile. Deux ou trois ans avant son arrivée dans le pays, il avait déjà entamé avec le pape, en vue d'obtenir le protectorat, sinon l'abandon, du Comtat Venaissin, une série de négociations sur lesquelles nous ne possédons jusqu'ici que d'assez vagues renseignements (3). Nous savons seulement qu'Eu-

(1) Archives de l'Isère, B, 3311.

(2) PILOT, n° 880. Une procuration était taxée à 4 deniers ; une vente de la valeur de moins de 5 livres tournois, à 4 deniers ; de 5 à 10, de 6 d. ; de 10 à 20, de 12 d. ; un testament de cultivateur ou d'artisan, à 2 sous tournois ; celui d'un marchand, bourgeois, noble, ecclésiastique, à 5 sous ; celui d'un noble, baron ou banneret, ayant droit de juridiction, à 10 sous, etc.

(3) R. REY, *Louis XI et les Etats pontificaux de France au XV^e siècle*, dans *Bulletin de l'Académie delphinale*, 4^e série, t. XII, (1898), p. 268-79.

gène IV et son légat d'Avignon, le cardinal Pierre de Foix (1), s'inquiétaient des agissements des partisans de l'antipape Félix V et craignaient de leur voir tenter quelque entreprise sur les Etats de l'Eglise dans la vallée du Rhône. Les événements ne devaient pas tarder à montrer qu'ils ne se faisaient pas illusion sur l'audace des schismatiques, car le 15 sept. 1444, Hugolin Alleman, parent de l'archevêque d'Arles, schismatique ardent, essayait, avec une bande de Savoyards armés, de s'emparer d'Avignon. La sagesse et l'énergie du légat firent échouer cet audacieux coup de main (2). C'est sans doute à ces négociations qu'il faut rattacher certains faits que l'on expliquerait difficilement, en les prenant isolément ; nous voulons parler de la nomination du dauphin comme gonfalonnier de l'Eglise romaine, avec une pension de 15,000 écus romains sur les revenus de la Chambre apostolique, nomination faite par Eugène IV, le 29 août 1444, au lendemain de la tentative sur Avignon (3) ; nous voulons encore parler de la double cession de la seigneurie de Montélimar à un gentilhomme napolitain, Daniel Arrighi, cession faite par le dauphin, par lettres patentes délivrées à Nancy le 19 avril 1445, et par le souverain pontife, quelques mois plus tard (4). Les habitants de Montélimar firent des démarches

(1) Pierre de Foix, cinquième enfant d'Archambaud de Grailly et d'Isabelle de Foix, religieux de l'ordre de Saint-François, évêque de Lescar en 1405, de Cominges en 1426, administrateur de l'archevêché de Bordeaux en 1438, puis archevêque d'Arles en 1450. Il avait été créé cardinal par Benoît XIII, en 1408, à l'âge de 22 ans. Il assista au concile de Constance, termina le schisme et fit reconnaître le pape Martin V. Légat en Aragon, puis à Avignon, il mourut dans cette dernière ville le 13 décembre 1464, âgé de 78 ans. Il fut enterré dans l'église des cordeliers d'Avignon. ANSELME, t. III, p. 372.

(2) R. REY, *Op. cit.*, p. 272.

(3) R. REY, *Op. cit.*, p. 272. Archives du Vatican, Reg. d'Eugène IV, 368, f° 44.

(4) DE COSTON, t. II, p. 11. Les vassaux du pape se réunirent au nombre de 132 personnes dans le réfectoire des Frères mineurs pour

auprès de leurs seigneurs, le dauphin et le pape, pour que rien ne fût changé dans l'état politique de leur cité ; ils obtinrent ce qu'ils désiraient. De leur côté, les comtadins s'étaient émus des projets prêtés à la cour romaine, d'abandonner à la France ses domaines au-delà des monts ; ils avaient solennellement protesté de leur fidélité à l'Eglise et du désir où ils étaient de ne point changer de maître : aussi le pape Eugène, pour calmer les esprits, leur avait-il fait savoir par un bref de décembre 1444, qu'il n'avait jamais eu l'intention de se séparer de ses fidèles sujets du Comtat et qu'ils ne devaient point s'alarmer d'un bruit répandu touchant l'aliénation des terres que l'Eglise possédait sur les rives du Rhône (1).

protester contre cette cession faite à un étranger et envoyèrent à Rome deux délégués, qui obtinrent de la chancellerie romaine des bulles de révocation, mais qui furent obligés d'emprunter 168 écus viennois pour les payer.

(1) R. REY, *Op. cit.*, p. 278 et 424.

(A continuer.)

JULES CHEVALIER.



NOTE SUR LA MARCHE D'ANNIBAL

D'ESPAGNE EN ITALIE

7° Annibal ne prit pas le plus court chemin du Rhône aux Alpes. — Nous lisons à deux reprises dans Tite-Live qu'après le passage du Rhône, Annibal ne prit pas le plus court chemin pour arriver aux Alpes (... non quia via rector esset... non instituit iter a recta regione...). Cependant, si le passage avait eu lieu à Montfaucon, Annibal aurait été aussi vite au mont Genève par la vallée de l'Isère et le col du Lautaret qu'en descendant à Cavaillon et en remontant la vallée de la Durance. Le calcul est facile à faire et nous avons trouvé environ 325 kilom. dans un cas comme dans l'autre.

Ce que Tite-Live veut faire remarquer, et il insiste pour que le lecteur ne s'y trompe pas, c'est qu'après avoir franchi le Rhône, Annibal avait devant lui la voie la plus courte pour se rendre en Italie; c'était celle suivie par Magile et les députés boïens; mais Annibal ne la prit pas, parce qu'il était décidé à ne pas combattre l'armée romaine, qu'il croyait la trouver dans cette direction et qu'il voulait conserver toutes ses troupes pour combattre les Romains en Italie même.

Il faut observer, en effet, qu'après le combat des détachements, Annibal était en droit de supposer que

l'armée de Scipion suivait de près le détachement romain et qu'elle lui barrait la route de la Durance ; aussi, du moment où il fut décidé à ne pas la combattre, s'enfonça-t-il dans l'intérieur des terres et prit-il une route qu'il avait certainement envisagée d'avance comme pouvant être suivie, quoique plus longue et plus difficile que celle de la Durance.

Ce raisonnement ne tient plus debout, si l'on admet avec M. Hennebert qu'à partir de Nîmes, Annibal avait son plan arrêté et se dirigeait par le plus court chemin vers l'île des Allobroges.

8° Marche de Scipion. — Scipion apprenant qu'Annibal se trouvait à Beaucaire, qu'une partie de ses troupes avait déjà franchi le Rhône, mais que la plus grande partie, notamment les éléphants, était encore sur la rive droite, Scipion, disons-nous, pensa pouvoir arriver à temps pour combattre Annibal et l'empêcher de passer par la vallée de la Durance ; il se mit donc aussitôt en marche en position de combat.

Son raisonnement était tout à fait exact, sauf que les préparatifs d'Annibal étaient plus avancés que ne le pensait le général romain. Point n'est besoin dès lors, pour expliquer la conduite de ce dernier, d'admettre, avec le général Rogniat, qu'il ait voulu faire de l'esprit au détriment de ses troupes ou, avec le colonel Hennebert, que le commandant du détachement ait fait à Scipion un rapport inexact, hypothèses qui nous semblent des impossibilités manifestes.

Ainsi que nous l'avons dit précédemment, Annibal croyait Scipion beaucoup plus près de lui ; s'il avait eu la certitude que l'armée romaine était encore à Fos et

qu'il avait sur elle trois journées d'avance, nul doute qu'il se serait dirigé vers la Durance, et qu'il aurait pris le chemin le plus court et le plus facile pour lequel Magile et les députés boïens devaient lui servir de guides sûrs et dévoués.

Si le chef du détachement avait appris à Scipion qu'Annibal se trouvait à Montfaucon, est-ce que le général romain n'en aurait pas conclu qu'Annibal se disposait à remonter le Rhône ? Il n'aurait eu aucune raison de se lancer inutilement à sa poursuite et de remonter jusqu'au camp carthaginois ; en trouvant le camp vide, il n'aurait pas été surpris, comme le constant Polybe et Tite-Live, de la direction et de la détermination prises par Annibal.

L'hypothèse du passage à Montfaucon est donc inconciliable avec la marche de Scipion, et l'on se trouve étonné de voir des écrivains militaires aussi compétents admettre de semblables contradictions.

9° Passage de la Durance. — Le passage de la Durance, décrit par Tite-Live, ne se rapporte certainement pas à la rivière qui se trouve entre Embrun et Briançon. L'historien romain nous dit que cette rivière coule en plusieurs lits différents, qu'elle n'est resserrée par aucun rivage, qu'elle présente chaque jour de nouveaux gués et de nouveaux gouffres ; cette description n'est applicable qu'à la Durance aux abords de son confluent. Hannon l'avait traversée trois jours avant sans aucune difficulté, mais des pluies subites avaient produit une crue (*imbrius forte auctus...*), et c'est cette circonstance qui causa tant de perte et de frayeur à l'armée carthaginoise.

La crainte d'être rejoint par Scipion qu'on croyait tout près avec son armée, obligeait Annibal à franchir coûte que coûte cette rivière, sans attendre une diminution de la crue.

Peut-on appliquer cette traversée à la haute Durance, alors que les crues y sont aussi subites que momentanées et qu'aucune nécessité n'obligeait Annibal à franchir cette rivière ?

Polybe ne parle pas de cette traversée, parce qu'elle présentait une bien moins grande importance que celle du Rhône ; nous admettons volontiers que Tite-Live ait amplifié le tableau, mais s'en suit-il qu'il l'ait inventé de toutes pièces comme ses harangues ; et en tout cas, sa description ne peut s'appliquer qu'à la basse Durance.

10° Marche d'Annibal après la traversée du Rhône. — Nous lisons dans Tite-Live : « Annibal alla
« de la Durance aux Alpes par un pays presque tout en
« plaines et sans être aucunement inquiété par les Gau-
« lois habitant ces régions. »

Pour remplir la condition imposée par Tite-Live, il faut franchir la Durance en un point voisin de son confluent, car si le passage a lieu aux environs d'Embrun, Annibal se trouvera au sein des Alpes mêmes et ne rencontrera aucune plaine digne de ce nom jusqu'à son arrivée en Italie.

Nous lisons de même dans Polybe : « Annibal qui
« avait déjà parcouru 800 stades le long du fleuve
« commença l'ascension des Alpes après une marche
« de dix jours », accompagné par les Allobroges qui l'escortèrent jusqu'à son entrée dans les Alpes.

Polybe est très précis ; il ne parle pas *des fleuves* mais *du fleuve* ; il n'entend pas par ce mot « le fleuve » l'Isère, le Drac, ou tout autre sous-affluent, mais le Rhône lui-même ; il faut donc en conclure qu'Annibal a remonté le Rhône sur 800 stades, soit 149 kilomètres.

Or, il demeure incontesté qu'il est arrivé à l'Ile des Allobroges, au confluent de l'Isère ; il était donc parti de Beaucaire qui se trouve, en effet, à 150 kilomètres environ au sud et par la route et par le chemin de fer, qui ne s'écartent pas sensiblement de l'itinéraire d'Annibal.

Cela donne une marche journalière de 37 kilomètres environ, et l'on nous objectera que c'est beaucoup ; mais n'est-ce pas une étape semblable que parcourût Hannon dans la nuit qui précéda son passage à Avignon ? Ne trouvons-nous pas dans Végèce que les soldats romains avaient deux sortes de pas ou marches à faire sur les chemins lorsqu'ils allaient en expédition de guerre ? « L'un se nommait pas militaire et était le « plus commun de tous. En marchant de ce pas ils « faisaient ordinairement 20 milles (soit 30 kil^m) de chemin en cinq heures d'été. L'empereur Adrien a souvent fait à pied pareil espace de chemin, marchant « tout armé à la tête de ses gens. La seconde sorte « de pas ou marche des soldats romains se nommait « le pas plein ou pleine marche, qui était plus habile « d'autant qu'en pareil temps, ils faisaient 24 milles « (environ 36 kil^m) de chemin. Que si quelquefois ils « étaient obligés de doubler le pas, cela ne s'appelait « plus pas ni marche, mais course. » (1).

(1) Nicolas BERGIER, *Histoire des grands chemins de l'Empire romain*, page 636.

Nous savons d'ailleurs que les soldats espagnols ou carthaginois étaient de véritables coureurs que les romains ne pouvaient songer à égaler.

Nous obtenons ainsi dix arguments qui sont tous en faveur de Beaucaire et en contradiction avec tout autre emplacement ; nous pouvons donc en conclure, avec une probabilité voisine de la certitude, que le passage du Rhône par Annibal eut lieu à Beaucaire.

II. — DU RHONE AUX ALPES

Avant d'aborder cette deuxième partie, rendue plus facile par ce que nous avons exposé précédemment, il convient de rappeler le texte de Tite-Live et l'interprétation que nous en donnons. Ce texte est resté longtemps incompréhensible parce que les commentateurs ne voulaient pas admettre que le passage de la Durance ait eu lieu près de son confluent avec le Rhône ; ils plaçaient ce passage dans le pays des Tricoriens, ce qui les conduisait nécessairement à des impossibilités et à des contradictions.

Voici donc comment nous traduisons le passage
« *sedatis certaminibus Allobrogum.....* »

« Les divisions des Allobroges ayant été apaisées
« par Annibal alors qu'il se dirigeait vers les Alpes, il
« ne prit donc pas (à partir du Rhône) le chemin le plus
« court, mais il tourna à gauche vers les Tricastins puis
« par l'extrême limite du pays des Voconces il arriva
« chez les Tricoriens.

« Dans ce trajet, nulle part sa route ne fut davantage

« entravée que lorsqu'il parvint au fleuve de Durance.
 « Cette rivière qui descend aussi des Alpes, est cer-
 « tainement celle de la Gaule dont la traversée est le
 « plus difficile. Bien qu'elle ait une grande quantité
 « d'eau elle ne peut porter bateau, parce que n'étant
 « resserrée par aucun rivage, elle coule dans plusieurs
 « lits différents, ayant toujours de nouveaux gués et
 « de nouveaux gouffres ; aussi le chemin même des
 « gens de pieds est incertain, d'autant plus que roulant
 « avec elle une foule de gros galets, elle n'offre rien de
 « stable ni d'assuré à celui qui entreprend de la tra-
 « verser.

« Des pluies subites venaient de l'augmenter, en
 « sorte qu'elle causa de grands désordres lorsqu'il fallut
 « la passer, chacun étant troublé non seulement par sa
 « propre frayeur, mais aussi par l'embarras et les cris
 « des autres. »

. « Annibal alla de la Durance aux Alpes
 « presque toujours par un pays de plaine, sans être au-
 « cunement inquiété par les Gaulois de ces contrées. »

Le texte de Tite-Live nous donne à grands traits l'esquisse de la marche d'Annibal à partir de Beaucaire. L'armée carthaginoise remonta le Rhône, puis l'Isère, mais sans franchir cette rivière, puisqu'elle resta dans le pays des Voconces, dont elle cotoya la limite extrême.

De la vallée de l'Isère elle parvint au territoire des Tauriniens en franchissant le col du mont Genève, puisque le passage du St-Bernard, écarté formellement par Tite-Live, l'aurait conduite chez les Salasses et non chez les Tauriniens ; les seuls autres passages connus du temps de Polybe étaient celui des Alpes Liguriennes.

nes (route de la Corniche) et celui des Alpes Rhétiques (route de Splügen), et ils ne peuvent pas être sérieusement soutenus.

Voici ce que nous savons par Tite-Live, mais Polybe va nous fournir une indication plus précise.

Du passage du Rhône en remontant le courant de ce fleuve jusqu'à ce commencement des Alpes par où l'on va en Italie on compte, dit Polybe, 1400 stades. Les hauteurs des Alpes après lesquelles on se trouve en Italie s'étendent sur une longueur de 1200 stades. Or, Annibal a déjà parcouru 800 stades le long du Rhône, il lui reste donc à parcourir à partir du confluent de l'Isère jusqu'aux plaines d'Italie 1,800 stades (335 kilomètres) dont 600 stades (111 kilomètres) en pays de plaine.

Du mont Genève aux plaines de Turin par le col de Sestrières, nous comptons 100 kilom. environ ; nous devons donc trouver du confluent de l'Isère au mont Genève 235 kilom., dont 111 kilom. en pays de plaine.

Les routes nationales qui permettent d'accéder au mont Genève en partant des environs de Valence, sont au nombre de quatre et empruntent respectivement :

1° La route 93 : la vallée de la Drôme, le col de Cabre et la vallée de la Durance.

2° La route 75 : la vallée de la Gresse, le col de Lus-la-Croix-Haute et la vallée du Buech et de la Durance.

3° La route 85 : la vallée du Haut-Drac, le col de Bayard et la vallée de la Durance.

4° La route 91 : la vallée de la Romanche, le col du Lautaret et la vallée de la Guisane.

Si nous évaluons la distance de Valence au col du

mont Genève, en suivant ces diverses routes, nous trouvons :

Route n° 93 — 265 kilom.

Route n° 75 — 331 kilom.

Route n° 85 — 299 kilom.

Route n° 91 — 223 kilom.

La mesure des longueurs nous conduit donc à éliminer les trois premiers itinéraires et à ne conserver que le quatrième.

Si, d'autre part, nous posons en principe que la route suivie par Annibal a été également suivie par d'autres détachements romains et carthaginois et qu'elle est devenue plus tard une voie romaine, cette considération nous permettrait de ne conserver que les routes du col de Cabre et du col du Lautaret, et comme on compte à peine 40 kilom. de route en pays de plaine depuis le confluent de l'Isère jusqu'aux défilés de Crest et d'Aouste, il en résulte que seul l'itinéraire par la vallée de la Romanche mérite d'être retenu (1).

Nous arrivons donc à la conclusion qu'Annibal est allé de Beaucaire en Italie en remontant les rives gauches du Rhône et de l'Isère, en passant par la vallée de la Romanche, le col du Lautaret, la vallée de la Guisane, les cols du mont Genève et de Sestrières et enfin la vallée du Chisone.

(1) Nous trouvons, en effet, sur cet itinéraire : du confluent de l'Isère avec le Rhône à Gières (entrée de la combe d'Uriage) : 112 kilom., soit une concordance parfaite avec le chiffre de Polybe.

Si, en ce qui concerne la longueur totale du confluent au mont Genève, nous trouvons un chiffre inférieur (223 kilom. au lieu de 235 kilom.) cela tient à ce que la route moderne, grâce aux tranchées, aux tunnels et aux ouvrages d'art, est beaucoup plus courte que l'ancienne voie romaine, laquelle devait suivre à peu de chose près l'itinéraire d'Annibal.

Si les commentateurs contemporains n'ont pas accepté cet itinéraire c'est parce qu'ils voulaient rencontrer la Durance dans le territoire des Tricoriens, par suite d'une fausse interprétation du texte de Tite-Live.

Ainsi que nous l'avons dit au début de ce travail, la relation que nous présentons concilie complètement les textes de Polybe et de Tite-Live et fait disparaître les contradictions apparentes que certains commentateurs avaient signalées.

Nous croyons utile de rappeler que la voie romaine de Briançon à Grenoble, par la vallée de la Romanche, figure sur la table de Peutinger avec les stations intermédiaires de Stabatione, Durotinco, Mellosedo et Catorissium, et qu'il existe à Mont de Laus, à l'emplacement de la voie romaine, une porte triomphale qu'une tradition constante rapporte à Annibal.

Aucun indice de ce genre n'existe sur le tracé préconisé par M. le Colonel Hennebert ; en suivant cette voie l'armée d'Annibal se serait trouvée en présence de difficultés presque insurmontables, tant à cause de l'âpreté des lieux que de la présence d'ennemis acharnés ; enfin, cet itinéraire est trop long d'environ 70 kil., soit 400 stades, et il est inadmissible que Polybe ait commis une erreur aussi grossière sur un chemin qu'il a lui-même parcouru.

Donc, selon nous, l'armée carthaginoise, escortée par l'armée du brenn Brancus, remonta la rive gauche de l'Isère, passa le bec de l'Echaillon, franchit le Drac et arriva en face la combe d'Uriage. Elle ne remonta pas la vallée du Drac, parce qu'elle y aurait trouvé des marais impraticables.

D'autre part, Uriage paraît remonter à la plus haute

antiquité ; des restes de constructions romaines et des débris d'antiquités trouvés dans des fouilles, nous prouvent que ces eaux furent fréquentées par les Gallo-Romains. Ce fut probablement cet oppidum dont Annibal s'empara à son entrée dans les Alpes. Ce furent également les Uceni (habitants de l'Oisans) qui vinrent au devant de lui en agitant des rameaux de verdure, qui s'offrirent à lui servir de guides et qui lui tendirent une embuscade dans la combe de Mallevall où l'armée carthaginoise faillit succomber.

De même que pour le passage du Rhône, les lieux parlent ici clairement, et l'on peut suivre pas à pas l'itinéraire d'Annibal.

Nous ne referons pas ce travail qui a été exposé à plusieurs reprises par les commentateurs ; nous nous contenterons de donner en terminant, et jour par jour, les étapes de cette marche épique, car nous nous sommes aperçu que ce travail n'avait pas fait jusqu'à présent l'objet d'une étude sérieuse et surtout consciencieuse.

Les indications fournies à cet égard par M. Imbert Desgranges et M. Hennebert, renferment des affirmations erronées, qui ne résistent pas à l'examen, même le plus superficiel.

1^{er} JOUR. — Annibal arrive sur les bords du Rhône à Beaucaire.

2^e JOUR. — Préparatifs pour le passage.

3^e JOUR. — Continuation des préparatifs. Arrivée des Volsques sur la rive opposée. A la nuit Hannon remonte par Remoulins jusqu'à Pont-d'Avignon.

4^e JOUR. — Passage du Rhône par Hannon.

5^e JOUR. — Repos des troupes d'Hannon. A la nuit

le détachement franchit la Durance et s'avance sur le massif de la Montagnette pour faire à l'armée d'Annibal les signaux convenus et cerner le camp des Barbares.

6° JOUR. — Passage du Rhône par une partie de l'armée d'Annibal. Combat avec les Barbares qui s'enfuient.

7° JOUR. — Arrivée du roi Magile et des ambassadeurs boïens. Combat des détachements.

8° JOUR. — Passage des éléphants et du reste de l'armée. Départ d'Annibal, 1^{re} étape à Orange.

9° JOUR. — Marche. 2° étape aux Logis de Berre.

10° JOUR. — Marche. 3° étape sous Loriol.

11° JOUR. — Marche. Arrivée à l'Isère.

12° au 21° JOUR (?). — Séjour auprès du brenn Brancus qu'Annibal remet sur le trône. Equipement de l'armée Carthaginoise. Marche jusqu'à Grenoble en compagnie de l'armée de Brancus.

22° JOUR. — Annibal commence à s'engager dans la combe d'Uriage mais voyant que les hauteurs sont occupées il campe au pied des montagnes. Il envoie des Gaulois pour reconnaître les lieux. Ceux-ci lui apprennent que les postes élevés sont abandonnés pendant la nuit.

23° JOUR. — Annibal feint de s'avancer dans le défilé et campe en un lieu rapproché des ennemis. Dans la nuit il s'empare des postes.

24° JOUR. — Combat avec les montagnards. Prise de leur ville.

25° JOUR. — Repos.

26°, 27°, 28° JOURS. — Marche dans les gorges de Livet.

29° JOUR. — Arrivée des Uceni, porteurs de ra-

meaux de verdure, qui s'offrent à Annibal pour lui servir de guides et qui marchent à la tête de l'armée pendant deux jours.

30^e JOUR. — Embuscades des Uceni. Annibal passe la nuit sur un rocher séparé de sa cavalerie et de ses bagages.

31^e, 32^e, 33^e, 34^e JOURS. — Marche. L'armée passe à la Grave, au col du Lautaret, au Monestier, à Briançon, au col du mont Genève et arrive au col de Sestrières.

35^e et 36^e JOURS. — Repos au sommet du col.

37^e JOUR. — L'armée commence à descendre. Elle est arrêtée par un éboulement qui l'oblige à camper en avant du dit éboulement.

38^e JOUR. — Toute l'armée travaille à pratiquer un passage à flanc de coteau, pour y faire passer les chevaux et les bêtes de charge.

39^e, 40^e, 41^e JOURS. — Les Numides passent trois jours à agrandir le passage, afin de permettre aux éléphants de descendre dans la plaine. Pendant ce temps les autres soldats, d'ailleurs exténués de fatigue, se reposent.

42^e, 43^e, 44^e JOURS. — Marche. L'armée arrive dans la plaine d'Italie et Annibal, campé au pied des Alpes, plante ses étendards sur le territoire des Insu-briens.

Telles sont les principales étapes de l'itinéraire d'Annibal si l'on s'en réfère aux textes de Polybe et de Tite-Live. — Il en résulte que, contrairement à ce qu'en disent ces auteurs, la traversée des Alpes dura plus de 15 jours. En réalité il s'écoula 23 jours depuis l'arrivée d'Annibal en face des Alpes jusqu'à son entrée dans les plaines d'Italie. Ces 23 jours se décomposent ainsi :

- 15 jours de marche ou de combat.
- 4 jours de travaux de route.
- 4 jours de repos (un à l'entrée des Alpes, un après la prise de la ville, deux au sommet du col).

Si l'indication donnée par Polybe et Tite-Live n'est pas fautive, il faut dès lors admettre que ces auteurs n'ont entendu parler que des journées de marche de l'armée carthaginoise.

Nous voyons que la marche journalière moyenne, qui de Carthagène à Beaucaire atteignait à peine 50 stades, s'est élevée à partir de ce point et malgré les difficultés que présentaient les passages du Rhône et des Alpes, à 60 stades, c'est-à-dire environ 11 kilom.; cette réflexion seule nous montre la ténacité d'Annibal et l'ascendant extraordinaire qu'il a dû exercer jusqu'au bout sur l'esprit de ses soldats. On reste frappé d'admiration devant une si grande figure, incarnation réelle du génie des batailles et que l'adversité frappa si durement en récompense de tant d'efforts.

A. AURIC.





LES IMPRIMEURS ET LES JOURNAUX

A VALENCE

L'imprimerie, ce principal instrument de la civilisation moderne, a établi un lien commun entre les hommes ; en rapprochant les peuples et les générations elle a permis de multiplier à l'infini la pensée fixée par l'écriture, et de féconder ainsi rapidement les découvertes faites dans les sciences physiques et morales. Ce levier puissant de la presse, inconnu aux peuples de l'antiquité a introduit dans nos mœurs une foule de rapports nouveaux (1). L'instruction, les sciences, les arts ont été propagés à l'infini. Les lumières sont devenues générales et l'humanité a été en quelque sorte émancipée par cette belle découverte (2). Il faudrait entrer dans des détails que ne comporte pas ce travail pour suivre l'imprimerie depuis son origine jusqu'à nos jours ; mais tout en constatant l'importance de la presse pour l'amélioration et le perfectionnement

(1) *Bulletin de la Société de statistique, des arts utiles et des sciences naturelles du département de la Drôme*. t. III. p. 41, par de Payan-Dumoulin (1841).

(2) *Encyclopédie moderne*, t. XXIII. p. 205, par Courtin, art. Typographie.

de l'homme, pour la divulgation des sciences et des lettres, il est bien permis de déplorer l'abus qui a été fait de cette merveilleuse découverte.

Victor Hugo (1) écrit que l'invention de l'imprimerie est le plus grand événement de l'histoire. C'est la révolution mère. Le livre tuera l'édifice. On peut ajouter aujourd'hui : le journal a tué le livre.

Un pouvoir nouveau a pris, de nos jours, une importance considérable : je veux parler de la presse politique.

Dans son *Histoire de la Révolution Française*, Louis Blanc en donne une définition vraiment pittoresque :
 « Ce pouvoir multiple, incohérent, désordonné, parlant
 « mille langues diverses, attaquant toutes choses de ses
 « bras innombrables et sans cesse armé contre lui-même,
 « mais doué de la singulière vertu de pousser les
 « hommes vers la lumière par le chaos et d'enfanter tôt
 « ou tard, à force de confusion, l'harmonie » (2).

Le premier journal paraît à Valence, le 1^{er} janvier 1793 : *La vérité au peuple*, chez Pierre Aurel. Il portait comme épigraphe :

« Aux armes, citoyens. Volez à la victoire,
 « En mourant pour l'Etat, vous vivez pour la gloire ».

On n'en connaît pas de collection.

Pendant un siècle, la *Gazette de France* et le *Mercure* avaient suffi à la curiosité de nos pères. Le premier journal quotidien date de 1777.

Je donnerai d'abord, par ordre chronologique, les

(1) *Notre-Dame de Paris*, t. I, p. 275 (édition Hébert, 1875).

(2) T. I, chapitre VI, pp. 121 et suiv.

noms des imprimeurs valentinois avec quelques notes biographiques : puis la bibliographie des ouvrages imprimés à Valence. Quant à l'histoire des journaux, ainsi que l'a fait très judicieusement observer notre savant collègue, M. Lacroix, il est impossible de l'écrire, car nous n'en possédons pas la collection complète, ce qui serait indispensable pour un travail de ce genre. Je me bornerai aux titres des journaux en indiquant la date de leur apparition, les noms des rédacteurs et le temps pendant lequel ils ont paru.

IMPRIMEURS VALENTINOIS

A quelle époque l'imprimerie a-t-elle été introduite à Valence ? Quels sont les premiers monuments typographiques que la presse a mis au jour dans le sein de cette ville ? Ce sont là deux questions qui probablement resteront plongées dans l'obscurité des annales de la typographie et dont la solution échappe aux recherches des bibliographes. Il est permis de conjecturer que l'Université, fondée à Valence en 1452, par Louis XI, en attirant dans cette ville un concours d'érudits, en y consacrant le culte des lettres et des arts, dut aussi favoriser l'essor de l'imprimerie naissante ; d'après M. de Payan-Dumoulin (1), ce serait en 1496 que l'im-

(1) *Bulletin de la Société de statistique, des arts utiles et des sciences naturelles du département de la Drôme*, tome III, pp. 38 et 39.

primerie aurait été introduite à Valence, et voici le titre du premier ouvrage sorti des presses valentinoises :

« Per utilia ac summe in pratica necessaria excellentissimi juris utriusque consulti domini Guidonis Papæ, Gratianopolitani commentaria anno domini 1496. Helias Ollivelli imprimeur à Valence. »

L'épître dédicatoire donne cette indication.

Nous avons peu de renseignements sur Ollivelli, nous savons qu'il était libraire de l'Université de Valence ; il résulte d'une note insérée aux archives communales de cette ville, qu'il était exempté de la taille car il ne possède que des livres (1). On trouvera plus loin d'autres titres d'ouvrages imprimés par Ollivelli.

En suivant l'ordre chronologique, Belon (Jean), était imprimeur à Valence dans les commencements du xvi^e siècle (2). Il était originaire de Lyon, ainsi que cela résulte d'un colophon terminal du bréviaire imprimé à Privas, en 1503. *Cum sumptu et cura Johannis Belonis, civitatis Lugdunensis* ; mais il nous appartient comme ayant été le père de l'imprimerie valentinoise. Car, outre qu'il y a de graves raisons de croire qu'il habitait Valence, lorsqu'il transporta son outillage à Privas pour y imprimer le bréviaire de Viviers, de même qu'il fit quinze ans plus tard à Romans, puis à Meymans, pour l'impression du bréviaire de St-Barnard, nous savons d'une manière certaine qu'il habitait cette ville au moins

(1) Archives communales de Valence, BB. 3.

(2) Œuvre de M. Brun-Durand, collection de M. Victor Colomb. Brunet, *Manuel du libraire*, I, 583. *Bulletin d'Archéologie*, XXV, 233, art. de M. Lacroix et 363, archives de la Drôme, 2553-2556.

en 1504, date à laquelle il imprima un *Missale ad usum ecclesiæ Valentiniensis* décrit par Brunet. Quatre ans plus tard, notre imprimeur avait le titre de conseiller de l'Université de Valence. Il imprima, de concert avec Pierre de Mole, son associé, un missel pour l'abbaye de St-Ruf, sur lequel il n'y a pas d'autre marque que la sienne : un bouclier portant les lettres J. B. suspendu à un arbre et entouré d'une banderolle sur laquelle on lit Jehan Belon. Enfin, il prend la qualité de citoyen de Valence sur une plaquette intitulée : *Nova constitutio S. D. N. Leonis pape decimi : de judicum secularium in clericos delinquentes potestate*, dont l'impression ne saurait être bien postérieure à celle d'un bréviaire d'Agde qui eut lieu en 1510. Il était associé avec le libraire Ollivel, qui était également conseiller de l'Université de Valence en 1508.

Ce titre de citoyen de Valence, Belon le possédait encore en 1522, date à laquelle il reçut du conseil de cette ville 20 sols pour 200 tilles imprimées pour mander « ès bonnes villes hout il y a université, pour leur frère sçavoir la venue du docteur Alexandrini » ; et d'une obligation de 15 livres tournois, souscrites à son profit, le 3 janvier 1510, par Antoine Arson, libraire à Beauchastel, pour vente de *Matines à l'usage de Nîmes* ; il résulte que Belon imprimait des livres classiques, les Matines étant livres de lecture, ainsi appelés parce qu'ils commençaient par des psaumes latins. Après cette date de 1522, où alla Belon, voilà ce qu'il a été impossible de découvrir.

OUVRAGES IMPRIMÉS A VALENCE

« Missale ad usum ecclesie Valentinē p. optime ordinatum cōpletū a diligētī cura emendatū cum additione plurium missarum scz Visitationis Btē Marie. Transfigurationis Domini nostri Jesu Christi. De quinque plagis. De nomine Jesu ac mortalitatis vitande. De peccatis ac sctor Anthonii, Claudii, Lazari et Rochi cum pluribus aliis in locis p. priis, ac eciam cū bndictiōn. Ramor dominica in .palmis, cerei, fontiu. Sabbato sancto (et) in vigilia penthecostes, candelar in die purificationis beate Marie faciend. cum cantu et notulis. In locis suis necessariis. »

In-4° de 8 ff. non pag. et LXXII f. à 2 colonnes.

Colophon : « Missale ad usum Valentinensis | ecclesie peroptime ordinatum ac completum explicit impressum | Valen. per JOHANNEM BELON, im | pressorem, anno nativitatē Dñi | millesimo quingentesimo quar | to IX kl ianuar | Deo gratias. »

1508. Missale ad usum venerabilis abbacie canonicorum sancti Ruffi Valentie. JOHANNES BELON et PETRUS DE MOLE, calcographi. »

In-folio paginé en partie seulement. Ce missel est imprimé en lettres gothiques noires et rouges sur deux colonnes, excepté quelques passages, le canon de la messe entre autres, qui sont à longues lignes. Les lettres capitales sont ornées et fleuronées grossièrement, et quelques-unes sont encadrées dans de petites vignettes informes. Au verso du folio CLXXIX, en tête du canon de la messe, est imprimée une vignette sur bois représentant Jésus-Christ en croix entre la Vierge et S. Jean. Achevé d'imprimer au mois d'avril 1508, comme il est dit à la fin du volume :

« Missale hoc ad usum insignis abbacie Sancti Ruphi Valetie, p. optume ordinatū et cōpletū in eadē civitate Valetie per JOHER BELO et PETRU DE MOLE, socios īpressum. Anno incarnati et bi mille quingentesimo octavo, die ultima mensis aprilis, feliciter explicit. Deo gratias. »

Marque de Belon décrite plus haut. Il y en a un exemplaire à la bibliothèque de Valence, où il est catalogué comme incunable.

« 1510. Bréviaire de l'église d'Agde. »

« 1513. La fontaine de toutes sciences, du grand philosophe Sydrach. »

« 1513. Les advertissements ès trois états du monde, selon la signification de ung monstre né en l'an 1512. »

(Le bréviaire de St-Barnard, dont j'ai parlé dans la notice de Belon, a été imprimé à Romans.)

« Breviarium ad usum beatissimi prothomar | tyris Estephan, Agathen dyocesis patroni. » Colophon : « Impressum cura (et) indus | tria magistri BELONI, civitatis Valentine | impressoris anno domini MVCX. » In-8°.

Impression d'un in-4° gothique de 11 feuillets non paginés.

« Clarissimi oratoris Christophori Alongolio panegyricus, etc ; curavit. Valent, D. LUDOVICUS OLLIVELLI, Universitatis ejusdem, bibliopola juratus (1513) » (1).

« Aymarii Rivallii Allobrogis, iurisconsulti ac oratoris libri de historia iuris civilis et pontificii. Cum gratia et priuilegio in dorso huius paginæ posito. Icon regis cum lemmate. | LUDOVICUS OLLIVELLI, spes alit agricolas. Venumdantur Valentie in bibliotheca LUDOUICI OLLIVELLI, bibliopole Vniuersitatis Valen. iurati. »

(1) Voir CHORIER, *Histoire du Dauphiné*, in-folio, t. II, p. 512-536.

Petit in-4° et non in-8°, de 132 feuillets, sans compter l'index qui en a 16, sans date, mais dont le privilège accordé par François I^{er} est du 7 août 1515.

1547. Claude Laville imprime « la playsante et joyeuse histoire du grand géant Gargantua, prochainement reveue et beaucoup augmentée, par l'auteur mesme. » Figures sur bois, in-16, plus le second livre des « Dipsodes restitué à son naturel, avec les faictz et prouesses espouvantables, composés par Rabelais, » plus les « Merveilleuses navigations du disciple de Pantagruel. »

Brunet, t. VIII, p. 1067, dit que ces volumes ne sont qu'un pastiche de l'ouvrage de Rabelais (1).

En 1547 il y avait à Valence un libraire nommé Philippe Garin, ainsi que cela résulte du cadastre général d'octobre 1547 :

« La deuxième yse commence à la maison de Julian Chabas, charretyer, layssant carré sur la place des Clercs, que feust des hoirs à Phelippes Garin, libraire, etc. »

Cette maison de Philippe Garin, libraire, est aujourd'hui englobée dans l'angle sud-ouest de la maison Dumas, à l'angle de la place des Clercs et de la rue actuelle Notre-Dame-de-la-Ronde.

Cette librairie était mitoyenne, au levant, avec la maison et cour des études de l'Université, qui était en façade

(1) Sous le numéro 37.513 du catalogue de novembre 1899, de la librairie Damascène Morgand, à Paris, on lit : Rabelais (François) œuvres de Rabelais, à Valence, chés Claude Laville, 1547, 3^e part. en un volume in-16, fig. mar. bleu, chiffres, tr. dor. (Trautz. Bauzonmet). Titres séparés et pagination distincte.

sur viol ou rue de Cleyrac, aujourd'hui rue Notre-Dame-de-la-Ronde. C'est évidemment dans cette librairie que se fournissaient les élèves de notre ancienne Université (1).

En 1589, Mey imprime à Valence : « Regula et constitutiones ordinis sanctissime Trinitatis. »

De Laclostre est imprimeur à Valence, en 1639. Il meurt le 18 mars 1674. Je n'ai retrouvé aucun titre d'ouvrage imprimé par ses soins.

On peut lire, dans le onzième volume du *Bulletin*, une étude de M. de Gallier sur les imprimeurs de Tournon, L'imprimerie y a fait son apparition en 1588. De 1588 à 1660 il y a un grand nombre d'ouvrages imprimés dans cette ville, c'est ce qui explique la lacune qui se rencontre dans mon travail, de 1589 à 1653.

En 1653, Muguet est imprimeur et libraire à Valence. Sa maison se trouvait sur la place St-Jean et rue de l'Equerre et arceau sur la rue de l'Equerre, même maison. Vendue par Muguet au couvent de Ste-Ursule (2).

« De arte rhetorica libri tres ex Aristotele, Cicerone, Quintiliano præcipue deprompti ad exemplar Romanum ipsius auctoris omnibus mendis et purgati plurimorum locorum citatione locupletati | auctore CYPRIANO SOARIO, sacerdote Societatis Jesu. | Addito rerum notabilium auctore indice per breves quo singulis horum librorum capitibus respondent quo facilius precepta dicantur. VALENTIÆ apud LUDOVICUM MUGUET, Bibliopolam et typographum Universi-

(1) Note de M. Villard.

(2) *Inventaire de St-Apollinaire*, par Valette, notaire, 1680. Archives de la Drôme, note de M. Villard.

tatis. MDC.LIII. In-18 de 218 pp. pour tabulæ rhetoricæ Cypriani Soarii Societate Jesu, sive totius artis. Rhetoricæ absolutissimum. »

Louis Muguet fils, libraire en 1688, est cotisé au rôle de taille pour 2 livres 2 sols (CC. 14).

Chez le même :

« Institutiones theoricæ et practicæ seu rudimenta iuris canonici in quibus principia utriusque iuris proponuntur accurate explicantur et conferuntur (1).

Opus posthumum
Viri nobil et cl. Ant. Fabricii
Bleyniani in regia
Universitate Valentina
antecessoris
Et recognitum a doctis et
Clariss. antecessoribus regiis
Valentinis
Valentiæ apud Ludovicum Muguet
Typographum
Universitatis
M.D.CLX »
cum privilegio regis

Petit in-8°, épitres et 7 ff. Index et vocabulaire 33 ff. (2).

« Historiæ | sacræ | elegiacis versibus | accomodatæ idea (3).
« Induos libros | distributa. Compositore, Gaspard Boisset, sam-Marcellinensi, in senatu Delphinatæ causarum patrono.
« Valentiæ apud Ludovicum Muguet, Bibliopolam et Typographum illustriss. D. D. Valent. et Diens epis. M.DC.LXIV. »
Dédié à Daniel de Cosnac.

(1) Collection Villard.

(2) Note de M. Villard.

(3) Note de M. Lacroix.

VERDIER

« Le Tableau de la Ivrisprudence ou la théorique sous de riches traits est représentée, avec la pratique, ouvrage non moins utile que délectable, livre premier. Valence, Verdier, 1663. pet. in-8° de 16 ff. prélimin et 365 pp. » (1).

« Officia | propria secundum usum ecclesia cathedralis S. Apollinaris, Valentiaë, | summā cum cura et diligentia Domini Dyonisii | de Rollet, canonici et magistri Chori | venerabilis capituli dictæ ecclesie emendata. »

Valentiaë apud PETRUM VERDIER.

« Regis illustriss. Reuerendissimi que episcop. et comitis Valentin. et Diens, ac almeæ Vniversatis Typographum. »

Petit in-4° de 4 ff. non ch. et 82 pp. plus 1 f. non ch, contenant les noms des chanoines de Valence, « qui proprium et peculiare pensum horarium communi peculio et expensa typis mandari iusserunt. Kalendas sextilis, anno 1664. »

Titre rouge et noir, armoirie du Chapitre de Valence sur le titre.

Chez le même : « Philosophia Mariana auctore P. F. Bernardino Chovet, s. t. doctore ac professore ord. min. conventualium 1667. Officium | concepti | beate Marie Virginis a sacra rituum Congregatione | recognitum et approbatum | apponendum in Breviario Romano ex decretis S. S. D. D. | N. N. Pauli V, Gregorii XV et Urbani VIII, editis. Ex brevi S. D. N. Clementis papæ IX in universo regno Galliarum recitandum. Et ex mandato Illustr. D. Danielis de Cosnac Valentinensis et Diensis episcopi pro suis diocesibus publicandum. Apud Petrum Verdier, Regis Illustr. episcopi comitis Valent. et Diens. ac Universitatis Typographum. anno 1668. »

« Statuts, offices et litanies pour la confrérie de St-Fran-

(1) Note de M. Lacroix.

çois, érigée par ordre apostolique et licence des supérieurs, en l'église des religieuses de Ste-Marie de Crest, diocèse de Die, avec l'abrégé de la vie du Saint, selon l'ordre chronologique, réduit en sujets d'entretiens spirituels, suivant les évangiles de tous les dimanches de l'année, composé par une supérieure de la Visitation de Sainte-Marie (Françoise-Madeleine de Changy). an. 1673. »

« Ordonnances synodales de Monseigneur l'illustrissime et révérendissime Evêque et Comte de Valence et de Die, chez Pierre Verdier, imprimeur du Roy, de monseigneur l'Evêque et Comte de Valence et de Die, avec privilège. In-4° de 28 p, (1673). »

Le 15 mai 1677 sépulture à St-Apollinaire de Pierre Verdier.

BARBIER

« Ordonnances synodales de monseigneur l'Evêque et comte de Valence et de Die, vérifiées en parlement et publiées de nouveau dans les synodes tenus à Die le 19 octobre, et à Valence le neuvième de novembre 1678, Chez Charles Barbier, imprimeur du Roy et de monseigneur l'Evêque et Comte de Valence et de Die. M.DC.LXXIX, avec privilège. In-12 de 69 pp. (1). »

(1) Documents communiqués par M. le chanoine Perrossier, archiviste diocésain.

LÉON EMBLARD.

(A continuer.)



UN TORRENT LA DROME

(SUITE. — Voir les 127° à 132° livr.)

VI

LA VILLE DE DIE ET SES ORIGINES : LA DÉESSE ANDARTA, LE CULTE DE CYBÈLE ET LES TAUROBOLES. — LE CHRISTIANISME DANS LE DIOIS : LES ÉVÊQUES ET LES LUTTES DU MOYEN-ÂGE. — LA RÉFORME. — PROMENADE DANS LA VILLE DE DIE ET PARTICULARITÉS DU CARACTÈRE DIOIS.

A qui vient de Paris, de Lyon, ou même simplement de notre mégalomane Valence, la ville de Die peut paraître un village : venelles où les poules picorent, vastes bassins de pierre où bleuit la lessive et placettes mal aplanies où elle sèche ensuite sur des cordes entre de grands ormeaux, empiètement de la voie publique par l'oisiveté jaboteuse des commères, pavé rare et rouillé, trottoirs suspects, bruits innocents comme ceux du rabot, de la lime ou de la scie au sein des boutiques desuètes à ravir, quelques gendarmes en fait de garnison, tout cela compose un ensemble rural des plus évidents. Mais pour qui descend de la montagne avec des yeux non libérés encore de la mélancolie des sapins noirs et de l'immensité poignante des solitudes pastorales, Die se présente sous les traits

indéniables d'une cité : grande route, chemin de fer, promenades ombrées, eaux vives, bâtisses suffisamment hautes et bourgeoises, hôtelleries et cafés passables, cercle, petite gazette locale, lot de fonctionnaires prompts à se saluer, c'est en un mot la sous-préfecture qui a de l'amour-propre.

Mais quel parfum d'antique province en cette pauvre ville effacée où rien, parmi les ombres bleues, si favorables au sommeil de quelques mendiants — les plus heureux des hommes — n'attente à la douceur de votre promenade ! Et que de vieilles pierres pour y susciter l'émotion et ébranler le souvenir ! Chaque fois j'y viens pour y faire la même chose : songer, songer des Voconces, de Rome, du Moyen-Age, des guerres religieuses, et le soir me surprend dans ses rues muettes comme si j'allais, contribuable ému des empereurs, y voir passer parmi la foule impatiente les flamines, ou le curateur des jeux et spectacles, ou bien le bouillant évêque Amédée de Rousillon, mitre en tête et cuirasse à l'épaule, suivi d'une cavalerie fringante.

Die est une assez grande dame devenue servante, mais la servante dissimule imparfaitement la grande dame que l'on reconnaît à l'allure, à la physionomie, à la robe jadis galante, aujourd'hui passée et pleine de trous.

Die a compté dans l'histoire. Dans ses rêves ingénus d'humble chef-lieu d'arrondissement, elle se voit capitale. Par malheur, l'histoire — j'entends l'enseignement populaire, vulgaire — ne s'en inquiète pas. Et il en va de même ainsi pour des contrées, des villes, des bourgs qui tinrent une place honorable dans nos vieilles chroniques. On n'apprend à l'école ou au collège que l'histoire de Paris et de sa prodigieuse fortune et on l'appelle l'histoire de France. En réalité, l'histoire de France, c'est-à-dire l'histoire de l'en-

semble des provinces, ne fait ses confidences qu'aux savants. Ce n'est pas un objet de consommation courante, mais un article de luxe, inabordable de prix quand il n'est pas introuvable. Il y aurait peut-être mieux à faire. Loin de moi la pensée de réduire ou de contrecarrer l'enseignement général, et la méthode une et patriotique, en somme, des Universités. Mais on pourrait apprendre, ce me semble, son pays dans son pays, sans gêner beaucoup l'histoire de France et cela, familièrement, en quelques tableaux, en quelques leçons. Quoi de plus aimable, quoi de plus impressionnant, quoi de plus profitable à l'esprit que le passé dont on sent l'ambiance autour de soi, dans la poussière duquel on marche tous les jours.

La ville de Die devait me causer ces réflexions. Nulle n'a été plus célèbre dans la vallée de la Drôme et nulle ne garde tant de souvenirs. Chaîne bigarrée d'or et de sang que son passé deux fois millénaire.

Point de jonction de la plaine haute et des monts, et peut-être timide *emporium* d'un trafic celto-grec, notre ville hérite à coup sûr d'une très vénérable aïeule. En raison de ses avantages physiques, qui sait si elle ne fixa point l'une des étapes de l'expansion aryenne dans nos Alpes ?

Problème difficile à résoudre, et dont la solution, d'ailleurs, importe peu. Mais sans remonter à ce déluge d'hommes qui noya l'Europe, et du limon duquel sortirent la plupart des civilisations, il n'est guère présomptueux d'affirmer l'existence du bourg celtique dès les premiers vagissements de Rome. C'était un de ces *pagi* (1)

(1) Pagus, district, cercle, division territoriale.

des Voconces qui, soudés les uns aux autres, formaient la patrie commune, la cité. Cette cité des Voconces, vaste de plus ou moins d'un million d'hectares, soit l'étendue de deux départements moyens, se divisait en deux grandes circonscriptions, commandées par l'état des lieux. Comme nous l'avons vu, les capitales étaient Luc et Vaison. Mais Die, tout d'abord *ignobile oppidum* (1), suivant l'expression de Pline, devait se décrasser en un jour et ceindre, à la place de Luc, ruiné par la guerre, la couronne augustale.

Die, c'est le nom lumineusement frappant, le nom sacrosaint de *Dea* ou *Dia* (déesse). Mais de quelle déesse s'agit-il, ou plutôt de quel culte, puisque la déesse *Andarta* nous est connue par des inscriptions votives ? Savants, saluez encore, saluez toujours, Le vieux Chorier, humaniste avant tout et *très seizième siècle*, ne pouvait manquer de voir dans le mot une origine grecque. Pour lui, Dye, déesse sicyonnienne, a présidé aux destinées de la capitale des Voconces. Opinion naturellement reçue comme un chien dans un jeu de quilles par les celtisants. Pour eux, c'est tantôt une Borne — divinité un peu benoîte et disons le mot, un peu bornée pour mériter un tel honneur, — tantôt une Victoire, tantôt une Chasseresse, une Diane locale, et même beaucoup moins que cela, un simple composé grammatical, un humiliant et prosaïque agglutiné signifiant deux eaux (2), et, en effet, la ville de Die s'espace entre deux rivières : Drôme et Meyrosse. Les latins purs l'identifient soit avec Livie, femme d'Auguste, que la

(1) Ville de peu d'importance.

(2) Di et A, deux eaux, d'après Bullet.

vanité romaine mit au rang des Olympiens, soit avec Cybèle, la déesse par excellence, la Mère des Dieux. Et — comme pour vous mettre l'eau à la bouche — on a découvert dans le sol voconce huit ex-voto à Andarta ! Aucun, malheureusement n'exhume les attributs de cette mystérieuse déesse, aucun ne révèle sa figure morale. Scientifiquement, hélas, je n'ai pas de préférence, et j'ai dû borner ma curiosité de passant à cette énumération sans commentaires, mais toutes mes sympathies d'instinct vont à l'*Andarta* pré-latine de M. Florian Vallentin, à la simple, agreste et honnête divinité du foyer voconce, au génie aimable et parlant de ce vieux naturalisme que ni Grecs, ni Romains, ni Barbares, ni Chrétiens n'ont réussi à chasser complètement de nos montagnes.

Ces Voconces, alertes et gais, et qu'on nous dit pères de Novare la Lombarde, devaient s'amollir au contact latin et perdre quelques-unes de leurs vertus. Die, faite un peu comme alors toute capitale, à l'image de Rome, connu l'opulence, eut ses temples, ses palais (1), ses arènes, ses thermes, ses jeux publics, ses sévirs, à la fois prêtres et officiers municipaux, tout un collège de sacrificateurs et de prêtresses, ses libraires et jusqu'à ses onguentières ou parfumeuses publiques. Ville de montagnes, elle devait, dans une position aussi reculée. se suffire à elle-même, concentrer la somme de ressources et de distractions indispensables à une population vive, intéressée aux choses du luxe et du plaisir. Mais elle est surtout religieuse, elle est avide de mystères, de symboles, de sacrifices sanglants. Aussi la voit-on l'une des premières en Gaule, mettre à la mode les tauroboles dont elle devient en quelque sorte

(1) Un quartier de Die s'appelle de toute ancienneté le *Palat* ou *Palas*.

la ville sainte. Cybèle, honorée en Asie-Mineure sous le nom de Mère Idéenne, à cause du Mont-Ida dont les innombrables pins lui étaient consacrés, n'était pas là dépaycée autant qu'on pourrait le croire. Le Glandas, socle auguste lui aussi, montagne héroïque, nourrit cet arbre au port élégant, à la veine si sensible au couteau, et que gonfle la résine, ce sang miraculeux. Il dut impressionner les légionnaires retour d'Asie pleins des mystères de l'Ida ; accueillir et adopter la légende du bel Atyls le Phrygien, aimé de la Déesse et changé par elle en un pin toujours vert. On peut se représenter ces nouveaux adeptes de Cybèle comme des *décadents* du polythéisme latin, en grippe avec l'ancien culte parce que trop simple et trop grave ; comme des gens que n'amusaient plus, suivant le mot spirituel de M. Vallentin « la timide Vénus, déesse à moitié chaste d'un Olympe à moitié vertueux. » Il faut dire qu'au même temps, Isis l'Egyptienne et Mithra le Persan voyaient également s'agenouiller des fidèles devant leurs autels, mais leur culte, assez craintif, ne paraît pas avoir gêné le culte devenu tout puissant et en quelque sorte officiel de la Mère Idéenne. Cinq tauroboles attestent la ferveur Voconce envers Cybèle. On en trouve la description dans différents ouvrages, mais ce qu'il importe de savoir à leur sujet c'est que les sacrifices accomplis sur ces monuments visaient, comme l'a très judicieusement fait ressortir M. l'abbé Jules Chevalier (1), à une sorte de régénération. Pour grossier et hideux que fût le symbole de ce prêtre recevant en pluie sur la tête, les épaules et dans les mains le sang d'un taureau, il n'en rappelait pas moins la tradition chrétienne. L'officiant, à l'issue de cette

(1) Essai historique sur l'Eglise et la Ville de Die.

rouge cérémonie, se trouvait purifié pour toujours. L'oblation en l'honneur d'Atys le Phrygien consistait dans le sacrifice d'un bélier. Quelquefois le taureau et le bélier étaient immolés simultanément. Le plus grand des tauroboles de Die consacre précisément cette association symbolique, en montrant sur une de ses faces, sculptées avec un art très sûr, les têtes de ces animaux.

Die était donc malgré son éloignement de la mer et d'un grand fleuve une des villes privilégiées de la Gaule. Sans doute, elle le cédait de beaucoup en population, en richesse et en opulence à Lyon, à Vienne et à quelques autres villes majeures, mais elle n'avait pas de rivale dans les Alpes. On aime à se la représenter comme un groupe agreste et un peu fermé, maintenant de son mieux les types sociaux et les traditions du foyer voconce. Les bois, les vins, le miel, la poix et la résine y attiraient des trafiquants, mais, je le répète, on y venait en dévotion. On disait la ville de la Bonne Déesse, un peu comme on dit aujourd'hui le pèlerinage de telle ou telle Notre-Dame. Et les Ages ne changent pas tant les hommes. Quel endroit mieux préparé pour la fondation d'une église ? La piété attire la piété et les religions se superposent. Les plus solides chrétiens ne se recrutaient pas parmi les indifférents du paganisme, mais parmi ses dévots et c'est une des habiletés de l'Eglise d'avoir su faire siennes les attitudes et les passions du populaire. S. Augustin recommande de ne pas exproprier brutalement le paganisme de ses temples, de ses autels, de ses images ; il veut au contraire qu'on les fasse servir doucement aux desseins du Christ. Et voilà pourquoi nous pénétrons aujourd'hui dans la cathédrale de Die par un porche qui, peut-être, fut tout à la glorification de Cybèle.

L'histoire de Die va se confondre désormais avec celle de ses évêques.

Il était une fois... voilà comme j'aimerais aborder la plupart des mitres de Die, si voisines du conte par l'outrance ou l'ingénuité d'âme. Mitres blanches, penchant leur candeur sur les rognés et les squames du Moyen-Age. Mitres d'or, mitres conquérantes dominant la mêlée furieuse des guerres intestines.

On s'explique parfaitement aujourd'hui l'absorption qui se fit de la société dans l'Eglise, à partir des v^e et vi^e siècles. En face de la brutalité barbare, bien souvent, l'évêque, avec pour seule force, pour seules armes, l'idée morale qu'il représentait, s'était dressé défendant son peuple. Comment ne pas reconnaître de tels services ? Au surplus, écoutons Bancel : « Pour le pape Grégoire VII, dit-il, la société, l'humanité, c'est l'Eglise. Elle mérite d'ailleurs la souveraineté qu'elle s'arroge... Parmi les bestiales horreurs des rois francs et leurs atrocités, l'esprit n'avait d'autre refuge que l'Eglise. » L'évêque, déjà honoré un peu partout du beau titre civil de défenseur de la cité par la reconnaissance publique, n'eut qu'un pas à faire pour joindre à la mitre la couronne ducale ou comtale. Ce pas il le franchit d'un instinct sûr.

Hemico, évêque de Die, est à Mantaille au mois d'octobre 879, en compagnie d'autres prélats et d'un certain nombre de seigneurs. Pourquoi ? Tout simplement pour un coup d'Etat. Il s'agit de détacher du sceptre carolingien Bourgogne et Provence et d'en réunir les deux couronnes sur la tête de Bozon. Déjà le séparatisme ! Il faut dire que nos provinces, polluées par la domination franque, et reniant leur lien ripuaire, n'aspiraient qu'à renaître aux traditions latines, aux mœurs élégantes, à l'indépendance de l'esprit. Si Bozon triomphe, Hemico et ses compa-

gnons sortent du concile la tête haute. Que ne pourront des hommes qui viennent d'élire un roi et de sauver la patrie ? Chose digne de remarque. Ces évêques batailleurs ménagent leurs vassaux et la plupart des historiens s'accordent à reconnaître en eux le bon tyran, si on garde à ce mot sa signification antique, dénuée de malveillance. La main sur les évangiles, ils jurent de maintenir les libertés et les franchises communales de Die et demeurent fidèles à leur serment. Certains valent Louis XI par la ruse et la diplomatie, d'autres égalent les meilleurs capitaines par l'audace et la bravoure. Ils sont si convaincus de leur rôle représentatif et politique, que beaucoup ne se refusent pas les jouissances chères au commun des grands seigneurs, savoir : la chasse au faucon, la chasse à l'ours, les grandes chevauchées, les jongleries.

Et quelle mobilité ! En un temps où les communications sont difficiles, où la voirie est nulle, où les voyages par terre et par mer donnent une valeur exceptionnelle au mot fameux du poète : *Ille robur et æx triplex...*, ils vont en Palestine, en terre germanique, en Italie, à Paris, à Vienne, à Avignon, à Arles, ils vont partout ! C'est que, d'abord, le Diois, comme partie de la Bourgogne, relève nominalement des empereurs d'Allemagne, et il s'agit d'entretenir avec eux les meilleures relations possibles, soit pour l'obtention de nouveaux privilèges, soit pour la confirmation d'anciens droits. Puis, il ne faut pas perdre de vue cette société si incohérente et pourtant si unie dans les croyances, les arbitrages incessants, les conciles, les hommages, l'état de guerre quasi permanent, mais surtout l'amplitude de ce diocèse aux huit archiprêtres entrecoupés de monts, aux paroisses avoisinant les terres de seigneurs ambitieux, toujours prêts à un coup de main.

L'abbé Jules Chevalier a décrit consciencieusement ces époques d'énergie. Il a fait revivre ces existences d'évêques si fatalement partagées entre le spirituel et le temporel. Une analyse, même sommaire, des principaux faits de cette longue histoire est impossible ici, mais peut-être ne m'en voudra-t-on pas de croquer, d'après les vieilles chroniques du Diois, quelques silhouettes épiscopales.

Si la pauvre nef de la cathédrale enseigne des noms de saints : — *S. Martius*, entité pieuse, et souriant à la pure légende ; *S. Nicaise*, un des Pères du grand concile de Nicée ; *Pétrone* et *Marcel*, deux frères, dont Grégoire de Tours cite les traits édifiants ; *Etienne* et *Ismidon* ; en revanche, les ruines innombrables de la vallée de la Drôme résonnent de gloires plus sonores, plus militantes.

— C'est *Hugues de Romans* (1073-83), un fidèle de Grégoire VII, de ce formidable pontife, fils d'ouvrier, qui faisait attendre trois jours sous la neige son absolution à un empereur. Qui, légat, joue au pape en France, convoque des conciles, dépose un archevêque, et meurt primat des Gaules, tantalisé peut-être par la tiare ; — l'infortuné *Humbert III* (1222), massacré devant l'une des portes de sa cathédrale — depuis Porte Rouge — victime d'une de ces émeutes populaires, assez fréquentes à Die où les libertés communales trouvèrent d'indomptables champions ; — *Amédée de Roussillon* (1276-1281), surnommé *Heurtebise* et ouragan, en effet toujours armé, toujours casqué, hirsute, sobre, dur à lui-même et fraternel à ses Diois, infatigable, héroïque, inouï, qui assiste à vingt rencontres, mate son irréductible ennemi le comte de Valentinois, et est maté à son tour, et meurt enfin moins de ses glorieuses blessures que d'émotion, n'ayant pu foudroyer que d'anathèmes les Romanais révoltés ; — *Jean de Genève* (1283-98), discuté par ses chanoines dont

l'arrogance ne connaît plus de bornes, et obligé de reprendre sur ses propres sujets sa ville épiscopale ; — *Guillaume de Roussillon* (1298-1331), l'ennemi mortel d'Aymar de Poitiers, mais la providence des Juifs chassés alors de partout ; — *Pierre de Chatellux* ou de *Chalus* (1342-52), qui termine la guerre deux fois centenaire des *Episcopaux*, prélat magnifique et d'un goût éclairé, dont les papes d'Avignon, non moins artistes, non moins magnifiques, s'adjugent après sa mort, les riches collections ; — *Amédée* de Saluces, grand cardinal qui détient ses diocèses (1) en commende ; — *Jean de Poitiers* (1390-1447), que l'on voit en relations étranges avec Jean Sans-Peur, duc de Bourgogne, et qui par un vilain tour, dépouille, l'ayant fait prisonnier dans son propre château de Grane, son cousin, le vieux comte Louis II de Valentinois.

Les évêques de Die étaient seigneurs de leur ville épiscopale et des terres de : *Aouste, Aurel, Bourdeaux, Bezaudun, Chamaloc, La Chapelle-en-Vercors, Châtillon-en-Diois, Crupies, Jonchères, Mirabel, Montmaur, Poyols, Saillans, St-Agnan-en-Vercors, St-Julien-en-Vercors, St-Martin-en-Vercors, de Vassieux et de Valdrôme* pour partie. Ils étaient en outre détenteurs de quatre-vingt cinq fiefs, et jouissaient d'un revenu annuel de quatre à cinq mille florins d'or, soit plus ou moins de trois ou quatre cent mille francs de notre monnaie. Ils exerçaient encore la haute, moyenne et basse justice, gravaient leurs armes, moyennant deux sols par objet, sur toutes les mesures à l'usage de l'époque. Ils levaient des troupes, déclaraient la paix ou la guerre, battaient mon-

(1) L'évêché de Die fut uni à celui de Valence par le pape Grégoire X en 1276, sans confusion des diocèses, il en fut de nouveau séparé en 1687 sous Louis XIV.

naie, recevaient certains dons en nature, entre autres celui de toutes les langues de bœufs tués dans le diocèse

Pendant plusieurs siècles, leur pouvoir fut à peu près sans limite. Car des comtes *civils* de Die dont ils héritèrent à propos, on sait fort peu de chose. A peine les noms de Guillaume, d'Adalelme, d'Aleyris et d'Isoard, — celui-ci emporté dans la tourmente héroïque des croisades — sont-ils parvenus jusqu'à nous. Toutefois, la luminosité douce et poétique d'une femme viole cette nuit d'un éclair charmant. Béatrice, comtesse de Die, vécut, dit-on, au XII^e siècle, et épousa Guillaume de Poitiers, comte de Valentinois, tout en conservant, après son mariage, le titre du Comté apporté par elle en dot. Son lieu de naissance, sa famille, les principales circonstances de sa vie, sont autant d'énigmes. L'un lui fait tenir cour d'amour à Die, ce qui ne peut que flatter l'âme dauphinoise, l'autre fait du château de Bourdeaux, aux ruines si singulières, son séjour favori. Mais on sait qu'elle ressentit pour Rambaud d'Orange, baron du Languedoc, une passion des plus ardentes qui ne fut qu'à demi partagée. De là ses pleurs élégiaques en ce verbe ingénu, magnifique et sonore que devaient bosseler dans la suite tant de chocs barbares.

Une autre comtesse de Die, Alix ou Allix, que l'on croit fille de Béatrice, régna également, par l'esprit et la beauté sur la chevaleresque Provence.

A quelles causes attribuer le vif empressement du Diois à accueillir la Réforme ? Sans doute autant à son organisme moral qu'à son isolement, à ses barrières naturelles.

« Depuis longtemps, écrit M. Mailhet, la vallée de la Drôme était sillonnée par des *barbes*, prédicateurs vaugeois, des colporteurs évangéliques... » « C'est au sein des

vallées dauphinoises, ajoute Bancel, au pied des Alpes, parmi le calme et la sérénité des prés et des bois, simples comme ses agneaux et ses chevreaux, purs comme l'eau des glaciers, que vivaient et travaillaient les Vaudois, peuple pasteur. » Chrétiens libres, ils répudiaient l'alliance avec Rome. Ils firent sans doute une forte impression sur les gens simples et graves de la montagne. Cette foi primitive, toute nue, sans apprêt, sans latin, facile à pratiquer, et quasiment toute intérieure ; cette foi aux dogmes retranchés ou refroidis ne pouvait-elle flatter, en ces temps de guerre continuelle, les vagues rêves de fraternité universelle ? Quoi qu'il en soit, la Réforme fit de rapides progrès dans le Diois, et bientôt les guerres de religion y renouvelèrent, en les dépassant, les scènes sanglantes du Moyen-Age. On pille, on pend, on brûle, par devoir. L'incendie de la maison catholique semble au huguenot feu de joie et réciproquement. On éteint dans le sang, dont il reste toujours à propos quelque mare, la torche criminelle.

Jean de Monluc est ce singulier évêque de Valence et de Die que Brantôme nous dépeint : « Fin, délié, trinquat, rompu et corrompu autant pour son savoir que pour sa pratique. » Frère du fameux Blaise, c'est ce dernier qui est le croyant, le prêtre enflammé de colère et de foi. Lui, l'évêque n'a pas tant de vertu. C'est l'homme dont le souple opportunisme saura se couler sans dommage entre les événements tragiques de l'époque. Il sera même — chose incroyable — à propos *papiste* et à propos *bi-blard*.

Jean de Monluc, loin d'arrêter les progrès de la Réforme dans ses diocèses, y aida plutôt en protégeant ouvertement certains membres de la magistrature et de l'université de Valence qui « sentaient le fagot. » Il y eut bientôt

un si grand nombre de protestants dans le Diois, que Henri IV, à la demande des synodes provinciaux, se décida à y établir une académie de la Religion. Voilà Die ville sainte du protestantisme, comme Montauban, Nîmes, Montpellier, comme Genève. A son foyer intellectuel qu'entretient le zèle pieux d'un Chamier, jusqu'à 150 étudiants viennent dilater leurs esprits, affermir leur conscience. Die répare ses désastres, renaît à la vie industrielle et commerciale, voit ses draperies, ses tanneries, ses papiers reconquérir leur vieille renommée.

Ce temps de prospérité dura peu. Amputée de son académie en 1684 par Louis XIV, et par surcroît, vidée tout d'un coup de ses protestants par la révocation de l'édit de Nantes, la vieille cité éparpilla son âme un peu partout, en Suisse, en Allemagne, en Angleterre, en Afrique, et même en Amérique. La restitution de son évêché, rattaché à celui de Valence depuis environ quatre cents ans, ne compensa point les pertes qu'elle venait de faire. Ce titre de ville épiscopale, elle le perdit d'ailleurs à la Révolution.

FÉLIX GRÉGOIRE.

(A continuer).



Géry est-il l'Oppidum d'Acunum ?

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

Permettez-moi d'apporter ma modeste contribution à la thèse que soutient M. A. Auric, dans son article récent sur l'emplacement d' « Aéria » d'après le texte fameux de Strabon. Quoique les données de la science éthymologique ne jouissent pas d'un grand crédit auprès de plusieurs, elles peuvent cependant fournir un appui réel en matière de géographie ancienne.

Suivant l'opinion de votre savant correspondant, « Dourion » serait le lieu qu'entouraient le « Kavaron » et « l'Ouaron » au dire du géographe grec, deux rivières qui s'appelleraient aujourd'hui le « Jabron » et le « Roubion ». C'est là aussi qu'il faudrait placer l'antique *Oppidum* qui dominait *Acunum*, le faubourg actuel d'Aigu à l'est de Montélimar et au bas du plateau de Géry. Des fouilles et des recherches entreprises sur ce plateau, ajoute M. Auric, pourraient faire découvrir quelques vestiges favorables à l'hypothèse en question.

En attendant que la pioche amène ces précieuses découvertes, essayons de demander un peu de lumière à la philologie, en prenant pour guide l'interprétation des noms gaulois.

Toute la difficulté consiste à pouvoir identifier le nom de la ville de « Dourion » avec celui de « Géry », l'*oppidum* présumé.

Si grand que soit en apparence l'écart de ces deux mots, il est possible pourtant d'établir que le mot vulgaire remonte au mot gaulois par voie de dérivation.

Et d'abord le grec, « Δουριών » est un dérivé diminutif de « Δουρον » en latin « durum » identique au gaulois duro, que l'on rencontre souvent dans la composition des noms de lieu avec la signification du substantif, « forteresse », « château ».

Ainsi « *Duro-casses* » sont les habitants de Dreux, « les élégants de la forteresse », dans l'itinéraire d'Antonin.

Octo-Durus est le nom d'une petite ville du Valais et veut dire forteresse d'*Octos*.

Boio-durus est la citadelle ou l'oppidum des Boïens.

Pour compléter cette nomenclature, on peut consulter d'Arbois de Jubainville : *Les noms gaulois chez César*, pp. 195-212.

Il suit de là que *Dourion* ou *Durium* doit avoir le sens de « petite forteresse » *oppidulum*. En passant par le latin vulgaire et les transformations romanes *durium* a vu modifier notablement et simultanément sa terminaison et son radical.

La terminaison *ium* s'est effritée peu à peu et s'est réduite à un *i* bref, comme dans *cementèri*, *armàri*, *chàrri*, tirés des formes latines *cemeterium*, *armarium*, *carrium*. Rien de plus ordinaire.

En compensation, la voyelle du radical, *u* long s'est élargie sous le poids de l'accent, en remontant à une diphtongue rapprochée de la diphtongue gauloise, *oou*. Cette diphtongue est *ué* qui tombe souvent à *ié*. Comparez le français *muet* de *mutus* et le provençal *iéu*, *siéu*, du latin *tuus*, *suus*.

Si l'on a bien suivi ce raisonnement on constate que *durium* devient *dueri* et finalement *dieri*, en suivant les déductions rigoureuses de la phonétique. Reste à expliquer la dernière transformation, c'est-à-dire la chute du *d* initial et le changement de *i* en *j*.

Ce double phénomène est assez fréquent en linguistique romane. Ainsi nous avons « jour » pour *diurnus*, « ja » pour *dia* ; « jusque » pour *deusque*, passé à *diusque*. En fait de noms de lieux nous avons « Jouarre » en Seine-et-Marne, et « Jouars » en Seine-et-Oise, tous les deux tirés de *dio-durus* et signifiant « la forteresse du dieu. »

En résumé je propose comme probables les équations suivantes :

Dourion, — *durium*, — *duerium*, — *dieri*, — *jeri* ou *gery*.

D'où l'on peut conclure que Géry est le *Dourion* de l'historien grec.

J'aime à espérer, Monsieur le secrétaire, que l'intérêt que l'on porte à ces questions d'archéologie me vaudra l'indulgence des lecteurs pour l'aridité de ces diverses démonstrations.

L'abbé L. MOUTIER.



MOSAIQUE

DE SAINT-PAUL-LES-ROMANS

A propos de la découverte d'antiquités à Saint-Paul-lès-Romans, j'ai reçu de M. Nugues, notre dévoué vice-président, la lettre suivante :

« Romans, 14 février 1900.

MON CHER MONSIEUR LACROIX,

« Sur les indications de M. Penet et sur votre conseil je me suis rendu hier avec lui à St-Paul-lès-Romans pour voir la mosaïque mise à jour dans un champ (heureusement sans arbres), à environ un kil nord nord-ouest du village, appartenant à M. Pérard. M. Sidoine Drevetton, propriétaire à St-Paul, s'est obligeamment mis à notre disposition et nous nous sommes rendus tous les trois sur le lieu de la découverte. Le temps n'était pas mauvais, mais la terre détrempée par les pluies s'attachait aux chaussures et il n'était pas facile d'opérer. Quoi qu'il en soit, voilà où en sont les choses : la mosaïque dont vous a parlé M. Penet, a environ 5 mètres de large sur 6 mètres de long, à en juger par une partie que je crois centrale, ornement, médaillon ou figure, la seule qui ait des cubes de couleur, notamment du beau rouge, mais dont une grande partie a été emportée par le travail des fossés creusés pour la plantation de treilles. J'ai vainement essayé de déchiffrer ce motif que je considère comme le centre ; c'est bien dommage, car c'est un sujet qui n'a rien de

géométrique et qui eût été sans doute intéressant. Le fond et la bordure de la mosaïque, dont le dessin est assez élégant, ne se composent que de cubes noirs et blancs. Au nord de cette mosaïque on en a découvert hier une deuxième, dont le dessin est différent, mais toujours blanc et noir verdâtre : c'est un semis de fleurons divers. Nous n'avons pas trouvé de bordure ; en somme il a existé là une villa romaine d'une certaine importance, dont la façade regardait le midi, mais dont actuellement il est difficile de déterminer l'aire. Il faudrait enlever toute la terre sur une épaisseur de 60 à 70 centimètres et on mettrait ainsi à jour non seulement les parties cachées des mosaïques ci-dessus, mais peut-être d'autres inconnues. Je ne parle pas des tuiles antiques entières ou brisées, des fondations de murs et de voûtes, il faudrait un examen long et approfondi. On a trouvé aussi à une dizaine de mètres un fût de colonne sans base ni chapiteau.

Votre bien dévoué.

ALPHONSE NUGUES. »

Ce qui rend intéressante cette découverte à proximité de St-Paul-lès-Romans c'est l'existence, en cette localité ou de la ville gauloise de Ventia, ou de la terre de Génissieux et de Parthenis donnée à l'église de Vienne par Ephibius et par Rufina, sa sœur, sous Childebert III, où se trouvaient 1,400 serfs et 500 enfants (1), ou de la villa *Drotiana* mentionnée dans le cartulaire de St-Barnard.

(1) Voir *Bulletin de la Société d'Archéologie*, I, 180 ; XIX, 31, 337.





BIBLIOGRAPHIE

LE VERCORS, par ETIENNE MELLIER, Grenoble,
librairie dauphinoise, H. Falque et Félix Perrin,
1900, grand in-octavo de 4 ff.-82 pp.

Les lecteurs de ce Bulletin n'ont certainement pas oublié la savante étude de M. le chanoine Fillet sur le Vercors, ce canton de montagne qui semblait n'avoir pas plus d'histoire, qu'il n'avait d'accès avant le percement de la pittoresque route des Goulets. Eh bien, le travail de M. Mellier, qui nous revient sous la forme d'une superbe brochure, — presque un volume, — après avoir figuré dans la *Revue Dauphinoise*, est, ainsi que son auteur se plaît d'ailleurs à le dire, un complément de celui de M. Fillet. J'entends que ce dernier s'étant surtout occupé de l'histoire du pays des *Vertacomicori*, lui, M. Mellier, sans négliger complètement cette histoire, s'attache tout particulièrement à faire connaître les beautés naturelles de ce « bassin verdoyant, qui se décompose lui-même en une série de vallées étroites, sensiblement creusées dans une même direction et dont les beautés et les curiosités sont échelonnées de telle sorte que, réparties, elles feraient la fortune de cinquante contrées. » En un mot, son livre est une description, tout à la fois enthousiaste et vraie, non seulement du Vercors officiel et classique, c'est-à-dire de celui que de nombreux voyageurs visitent chaque été et qu'ils croient connaître parce qu'ils ont parcouru en *cars-alpins* ses belles routes dont les rubans sinueux coupent de raies blanches ses vertes pelouses ; mais encore et surtout du Vercors intime, autrement de celui qu'il faut chercher en dehors des sentiers battus, et dont les beautés ne sont pas moins dignes d'admiration que celles qui sont pour ainsi dire étiquetées dans les *Guides*. Tellement, qu'il n'y a presque

pas de montagne, de pic, de grotte, de caverne, de forêt, de cours d'eau, et surtout de site remarquable qu'il ne signale et ne dépeigne en artiste et même en poète au moins autant qu'en touriste, tant il a de bonheur dans les expressions et sur sa palette de riches couleurs.

Or, c'est naturellement par le Royans que M. Mellier conduit son lecteur dans le Vercors, et non moins naturellement encore qu'il le prépare à l'admiration qui l'attend, par la vue de cette « vaste et riche plaine, véritable jardin cultural et fruitier, d'une intensité productive inouïe, dont les végétations diverses se confondent dans un fouillis, un enchevêtrement rencontré nulle part ailleurs », notant à chaque pas ce qui doit attirer son attention ; ici, le petit bourg de St-Nazaire, pour qui « la nature a été plus que complaisante » et avec St-Nazaire la curieuse grotte du Taï, dont les cinq cent trente mètres de galeries explorées sont un « véritable labyrinthe chaotique, offrant à chaque pas des stalactites et des stalagmites affectant les formes les plus bizarres, les moins attendues, étincelantes, sous leurs parures diamantées quand les frap-pent et les animent les feux du magnésium ou les flammes du bengale » ; Là Rochechinard et son château, « beau spécimen de l'art défensif du Moyen-Age, » dans lequel un frère de Bajazet II, le légendaire Zizim, prisonnier de Barrachin Alleman, passa quelque temps « à rêver d'amour suivant les uns, à boire et à dormir selon d'autres » : plus loin, le Pont-en-Royans, « bourg plaqué contre la montagne et dont beaucoup de maisons semblent se cramponner aux roches pour n'être pas précipitées au fond de la rivière qui coule à cinquante mètres plus bas » ; enfin, tout à fait dans les flancs de la montagne, qui borne le Royans de ce côté là, « Echevis, chef-lieu d'une petite commune n'ayant d'autre agglomération que celle formée par l'église avec son clocher à la flèche de pierres grises, la maison d'école et le presbytère ; les autres habitations s'attachant, entourées de bouquets d'arbres, aux flancs des coteaux ; couronnant de pittoresques monticules contournés par leurs sentiers d'accès ou animant les étroites bandes vertes des prairies, au bord même de la rivière. »

Arrivé à ce dernier village par une route qui, « à peine

échappée aux cinq tunnels des Petits Goulets, voit ses accotements s'élargir en même temps que la gorge elle-même, qui, peu à peu s'ensoleille et se transforme en vallée ; route qui bordée de buis odorant, et de vigoureuses et enlaçantes frondaisons, descend, traversant de fraîches prairies, diaprées de rosée, émaillées des fleurs alpestres si diversement colorées et fleurant bon, » M. Mellier n'a pas cru devoir décrire ensuite, après tant d'autres, les Grands Goulets. On ne peut que le regretter, attendu qu'il l'aurait certainement fait mieux que personne ; mais en revanche, une fois entré dans le Vercors par le hameau de la Baraque dont les maisons propres servant presque toutes d'hôtelleries, ne sauraient donner une idée de la pauvre baraque en planches que l'on construisit en cet endroit-là, il y a cinquante et quelques années, pour les ouvriers qui travaillaient à la route des Goulets, et qui lui a donné naissance en même temps que son nom, l'enthousiaste et vaillant touriste vous fait pénétrer dans tous les coins et recoins d'une contrée, où il n'y a presque rien qui ne mérite d'être vu ; indiquant souvent les distances, presque toujours les altitudes, mesurant surtout, en fervent adepte de cette nouvelle science qu'on appelle la spéologie, la profondeur des grottes et des cavernes, et, pour tout dire, ne négligeant rien de ce qui peut faire connaître un pays dont il est véritablement amoureux.

J'aurais, du reste, bien voulu donner ici un compte-rendu de son livre ; seulement il est de ceux qu'on ne résume pas, parce que tout y est à citer et tout ce que je peux faire c'est de le signaler comme une lecture des plus agréables en même temps que des plus instructives ; heureux si je donne ainsi à ceux qui ne le connaissent pas autant d'envie de le lire, que ceux qui l'ont lu ont envie de visiter le pays auquel il est consacré.

J. B.-D.



NÉCROLOGIES

M. ALLMER (LOUIS-CHRISTOPHE-AUGUSTE)

La mort de ce savant distingué a excité les plus vifs regrets non seulement dans le Midi dont il a révélé le passé, mais encore dans tous les pays où la vraie érudition est en honneur. Dès le 5 décembre dernier, M. Morin-Pons, interprète éloquent de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon, rendait hommage à sa haute-valeur. « Il était, dit-il, au courant de la ville gallo-romaine, de son organisation, de ses cadres, comme un de ces préfets modernes de carrière, rompu aux détails du fonctionnarisme et que n'embarrasse jamais un seul des rouages soumis à son administration. Légats impériaux, proconsuls, sévirs augustaux, pontifes, nautes, utriculaires, tout cela dans son vaste cerveau était à sa place. »

Plus récemment, M. Espérandieu, continuateur autorisé de son œuvre, lui a consacré dans la *Revue épigraphique* une notice biographique complète, à la fois littéraire et émue, où nous puiserons quelques détails.

L'air modeste, timide et circonspect du savant n'aurait guères permis de lui donner une origine noble et des ancêtres guerriers ; cependant les Allmer de la Jaille remontent au xiv^e siècle et plusieurs de ses membres ont servi avec honneur dans les armées. D'autre part, qui aurait deviné chez l'interprète habituel du style lapidaire toujours concis, un dessinateur habile et un poète délicat ?

Il réunissait pourtant ces deux mérites, car on ne fréquente pas les auteurs anciens sans y puiser le goût des arts et des lettres.

Fils d'Alexis, chevalier de la Jaille, Jacques-François, vérificateur aux comptabilités et sous-chef au contrôle central du ministère des Finances, avait épousé en 1812, Adelaïde-Augustine Crétolle et de cette union naquit le 8 juillet 1815 l'épigraphiste distingué.

Il débuta en 1836, dans la division de son père et devint expéditionnaire en 1839. Nommé percepteur en Bretagne l'année suivante, et peu après d'Estrablin, près de Vienne, il entra en relations, dans cette ville, avec Girard, ancien libraire et collectionneur émérite, avec Delorme, conservateur du Musée et avec M. de Terrebasse. Il commença par dessiner toutes les pierres écrites du Musée viennois et voulut ensuite les comprendre. Dans ce but, il se mit à l'étude et consulta les maîtres renommés dans cette science. Telle est l'origine du grand travail sur les *Inscriptions de Vienne*.

Une fois en pleine possession de son talent, il étendit ses recherches à tout le midi, et voilà pourquoi il vint à nous d'abord, et collabora ensuite à l'*Histoire du Languedoc* avant de créer sa *Revue épigraphique*.

Dès 1856, M. Léon Renier lui obtenait le titre de correspondant du Ministère de l'Instruction publique; celui de correspondant de la Société des antiquaires de France et d'officier d'académie lui fut décerné en 1861.

Les deux premiers volumes seuls des *Inscriptions de Vienne* lui valurent, en 1874, la première médaille de vermeil au concours des antiquités nationales, et le grand prix Gobert, récompensa les *Inscriptions du Musée de Lyon*, où il s'était fixé en devenant percepteur à St-Priest.

Il avait été nommé chevalier de la Légion d'honneur en 1875 et correspondant de l'Institut l'année suivante.

M. Espérandieu énumère 76 articles, brochures ou livres de cet infatigable écrivain et 2 manuscrits.

Malgré la tristesse que lui causèrent la mort prématurée d'un fils chéri et la dure nécessité de vendre sa bibliothèque, il s'est éteint dans toute la force de son génie, après avoir servi la science avec une foi d'apôtre. Aussi, ajoute avec justice, son biographe, « du coin de terre où il repose, sa renommée dès maintenant s'élève grandissante et lui assure l'immortalité. »

Madame Honoré PALLIAS, née SAUNIER (Marie-Clotilde)

Nous avons le regret d'annoncer le décès, au commencement de février, d'une femme de grand mérite, qui s'associa à toutes les œuvres de bienfaisance de son époux regretté. Non content de travailler par ses recherches à la gloire du Dauphiné, son pays d'origine, celui-ci avait assuré des ressources aux Sociétés savantes de la province pour continuer leurs publications, et Mme Pallias s'est fidèlement conformée à ses vues généreuses. Une fortune loyalement acquise a de la sorte servi à des œuvres utiles et au succès de Sociétés créées pour développer l'amour du sol natal et asseoir son histoire sur des bases solides.

De tels dévouements méritent d'être rappelés, et la Société d'Archéologie a inscrit avec plaisir et reconnaissance M. et Mme Pallias parmi ses bienfaiteurs les plus chers.

M. DIDELOT (CHARLES)

Déjà la presse a rendu un légitime hommage au zèle et au dévouement de ce prêtre distingué, à ses talents d'orateur et d'écrivain, à ses goûts d'artiste et à ses vastes connaissances ; le temps ne peut que consacrer les premières impressions causées par sa mort prématurée, véritable deuil public. Son zèle et sa charité pastorale ont été magistralement loués par son vénérable chef hiérarchique, juge excellent et témoin de ses œuvres multiples pendant de longues années. L'artiste s'est révélé dans les restaurations du beau monument dont il avait la garde et dont il connaissait toutes les péripéties à travers les âges et toutes les beautés. A lui aussi revient l'honneur de la création d'un musée remarquable qui doit figurer, dit-on, à l'Exposition universelle de 1900. De nombreuses publications et notamment ses études sur *Les portes historiques récemment découvertes à la Cathédrale*, sur *Un antique autel chrétien découvert à St-Marcel-lès-Sauzet* et sur le *Pape Adrien IV à Valence*, parues dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, ont permis de voir en lui « un écrivain primesautier, ne reculant jamais devant le néologisme, l'expression hardie et imagée », au style très animé, empreint d'un dévot mysticisme.

Né en 1826, ordonné prêtre en 1849, il fut d'abord professeur à la Maîtrise, vicaire à St-Jean et aumônier de la Visitation, ensuite curé de Notre-Dame, paroisse créée par lui et dotée d'une église, d'un presbytère, d'une école et d'un hospice des vieillards, et enfin chanoine, vicaire-général honoraire et curé de la cathédrale. C'est là, pendant 32 ans, qu'il a su faire aimer et pratiquer la religion, diriger et consoler les âmes, répandre l'instruction et les bienfaits, fait preuve d'un esprit et d'un savoir supérieurs,

d'une tolérance sagace et conciliante ; c'est là qu'il a versé, en un mot, tous les trésors de son cœur, de son humanité et de son dévouement et mérité l'estime, l'affection et le respect de toute la population ; c'est là enfin qu'il est décédé, le 20 janvier dernier, à 74 ans, avec la réputation méritée d'un prêtre remarquable et d'un homme de bien accompli.

M. NADAL (JOSEPH-CYPRIEN)

Le 8 février dernier, le doyen du Chapitre, vicaire-général honoraire et directeur de l'Orphelinat agricole de St-Joseph s'éteignait, à 86 ans, au milieu des orphelins en pleurs qu'il formait au travail, à l'honneur et aux vertus de l'homme utile.

Vicaire, professeur et chanoine, il étudia de bonne heure l'histoire ecclésiastique du diocèse, celle de l'Université de Valence et celle des Adhémar, seigneurs de son village natal, et ses œuvres remontant à une époque, où les archives publiques étaient abandonnées, attestent son courage, sa science et ses recherches. Il était doué pour élucider nos annales. Toutefois, sa vocation véritable n'était point là. Il fallait à sa grande âme des jouissances autres que la gloire littéraire. Un orphelinat agricole venait d'être fondé avec de faibles ressources pour instruire de pauvres enfants, sans asile, sans famille et voués à la misère. Au lieu d'aspirer aux dignités que sa valeur scientifique lui assurait, il demanda la direction de ce nouvel établissement et de 15 pensionnaires il arriva au chiffre de cinquante. Par quel miracle ce résultat fut-il obtenu ? « Constamment il appliqua sa vertu, sa force de persuasion à obtenir qu'on lui vienne en aide ; tout ce que la charité la plus ingénieuse, la bonté la plus communica-

tive sut lui inspirer, il l'utilisa, et pour lui plus les sacrifices étaient grands, plus vives étaient ses jouissances. »
« L'élévation et la bienveillance de son caractère, son esprit large et conciliant, la direction qu'il avait imprimée à l'éducation des pupilles qui lui étaient confiés, les rapports qu'il entretenait avec les autorités et avec le public, lui avaient assuré de la manière la plus manifeste, le respect, la sympathie et l'admiration de tous. »

Ces paroles prononcées sur sa tombe font connaître l'homme dévoué, charitable et bienfaisant que sa famille adoptive pleure et que la ville et le département regrettent à juste titre.

M. FRANÇOIS (HENRI-EUGÈNE)

Avocat, ancien bâtonnier de l'ordre des Avocats

Il n'est pas un habitant de Valence qui ait oublié la figure sympathique, l'affabilité, le savoir et l'éloquence de notre cher et excellent confrère et ami. Il était bienveillant pour tous, toujours prêt à rendre service, à donner d'excellents conseils, et si la douleur physique l'avait poursuivi dès l'enfance, son esprit conserva toujours une vigueur prodigieuse et son cœur un sincère attachement aux idées qui consolent et fortifient. Désintéressé, studieux, doué d'une mémoire heureuse et d'une grande facilité de travail, il étudiait à fond les causes confiées à son examen et lorsqu'il les défendait, sa conviction, ne tardait pas à être partagée. On l'a vu plaider presque mourant, afin de rester fidèle à ses clients de plus en plus nombreux.

Au sortir de ses études, il fut nommé professeur à l'école de droit d'Alger et le seul désir de rentrer dans sa famille qui l'adorait le ramena à Valence, où il se fit

inscrire au barreau le 28 août 1883, et peu après arriva au conseil de l'ordre et ensuite au bâtonnat, en 1897.

D'abord avocat stagiaire à Grenoble, de 1876 à 1879, il prépara sa thèse sur l'emphythéose ou bail à long terme, très en vogue avant la Révolution. Au lieu de dissenter, il étudia ce contrat sur les documents existants, et le résultat de ses recherches forme un gros volume. La preuve exacte du mérite de l'œuvre, c'est que les conclusions en ont été rappelées dans un procès récent devant la Cour de Grenoble comme autorité doctrinale.

En politique, il était républicain et à ce titre membre de toutes les associations démocratiques ; mais ses convictions ne l'empêchaient pas d'être, comme bien d'autres, libéral et croyant, chrétien et catholique sincère.

Notre cher confrère, dans sa trop courte existence, s'est montré un homme de bien, un ami du faible et du pauvre, comme de la justice et de la vérité.

Il est décédé à 43 ans, le 5 février 1900, moins d'un an après son père, M. le docteur François.

M. GUIGUES DE MORETON

(HIPPOLYTE-CAMILLE-FORTUNÉ) COMTE DE CHABRILLAN

Le regretté défunt appartenait à l'une des maisons les plus illustres, les plus anciennes et les mieux alliées du Dauphiné. Depuis Guigues de Moreton qui prit part à la troisième croisade, de 1188 à 1195, jusqu'à Charles-Fortuné-Jules, comte de Chabrillan, chef d'escadron, il serait difficile de ne pas rencontrer quelqu'un de ses membres dans les plus hautes positions sociales, et longue serait la liste de ses vaillants officiers. Il suffira de rappeler ici que Joseph et Antoine, au XVIII^e siècle, furent lieutenants du

roi à Montélimar, où le dernier acquit, en 1757, l'emplacement de l'hôtel actuel de Chabrillan ; que Raymond, en 1366 suivit Duguesclin en Espagne ; que Pierre mérita l'affection du roi Charles VII et Sébastien, le gouvernement de Provins. Tous ces témoins vivants de notre histoire locale ont su conserver les traditions d'honneur, de bienfaisance et de dévouement aux œuvres utiles qui constituent chez eux un héritage familial et que notre respecté confrère possédait à un degré éminent.

Il est décédé à Paris, le 19 janvier 1900 à 72 ans et la Société d'Archéologie s'associe respectueusement aux légitimes regrets de sa famille.

M. FORCHERON (PAUL)

Enfant de Valence, où sa famille jouissait d'une considération méritée, notre cher confrère entra de bonne heure dans l'administration comme secrétaire particulier de M. le Préfet, de 1854 à 1859, ensuite comme premier adjoint au Maire, député au Corps législatif, qu'il remplaça souvent, de 1870 à 1872, et enfin membre et vice-président du Conseil de préfecture, de 1873 à 1877, fonctions qui lui valurent la décoration de la Légion d'honneur. Indépendamment d'une alliance avec la famille Grégoire du Colombier, il avait eu son père chargé du service médical à l'hospice et adjoint, et son grand-père à la tête de l'administration municipale, membre du conseil de préfecture de 1831 à 1844, et chevalier de la Légion d'honneur.

Ce passé glorieux, le rendait affable, bienveillant, dévoué, laborieux et toujours prêt à rendre service. Aussi l'affection de ses concitoyens lui était-elle acquise. A ses funérailles qui ont eu lieu le 23 février dernier, assistaient

les représentants de la municipalité et les notables de la ville, vivement émus de sa perte prématurée.

M. CAIZE (LOUIS-JEAN-HUGUES)

Nous apprenons au dernier moment un nouveau deuil pour la Société. M. Caize (Louis-Jean-Hugues), inspecteur divisionnaire des douanes, en retraite, membre correspondant, est décédé au Havre le 29 mars dernier.

Né à Valence (Drôme) le 21 novembre 1816, il appartenait à une ancienne famille de St-Vallier-sur-Rhône, et son père, après le licenciement de l'armée du premier empire, était entré dans les droits réunis à Carcassonne et ensuite à la préfecture de la Drôme comme employé.

De surnuméraire dans les douanes en 1836, le regretté défunt devint receveur des douanes à Saint-Claude, Saint-Valery, Fécamp, le Havre, St-Malo et Dunkerque, sous-inspecteur à Pont-de-Beauvoisin et au Havre, en 1855, inspecteur, en 1863, à Barcelonnette et, dix ans plus tard, inspecteur divisionnaire à Tarbes. Admis à la retraite, il se retira à Louveciennes et au Havre, auprès de son fils, Albert, membre de la Société des gens de lettres, écrivain distingué et auteur, notamment, d'une *Histoire de Saint-Vallier* fort intéressante. C'est là qu'il est décédé le 29 mars, à 83 ans. A ses funérailles assistaient les notabilités de la ville, tous les chefs de douane en uniforme, une délégation d'officiers de la garnison et une compagnie de douaniers. Il a été inhumé à Paris, dans le tombeau de sa famille.

Nous perdons en lui un confrère de la première heure aussi bienveillant que dévoué.

A. LACROIX.

CHRONIQUE

M. Perrin, libraire à Grenoble, créateur de l'intéressante *Revue Dauphinoise*, vient de faire paraître le t. 1^{er} du *Dictionnaire biographique de la Drôme*, préparé par M. Brun-Durand. Les articles nécrologiques trop nombreux de ce trimestre nous obligent à regret à renvoyer à la prochaine livraison une étude sur ce travail qui sera bientôt dans toutes les bibliothèques dauphinoises. Signalons, dès aujourd'hui, la belle exécution typographique de ce volume, si rempli de faits nouveaux, recueillis patiemment çà et là, avec une impartialité complète, digne complément du *Dictionnaire topographique* du même auteur.

M. Marius Villard, notre bienveillant confrère, nous signale la découverte à Valence, n° 184, par M. Thoranne, entrepreneur de bâtiments, de 167 monnaies romaines en bronze, petit module, très bien frappées et en bon état de conservation. Les journaux ont annoncé une semblable trouvaille à Nyons.

Espérons que les numismatistes décriront ces trésors.

OUVRAGES REÇUS

DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES AUTEURS

Le Journal des Savants.

Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques. Année 1899. 1^{re} et 2^e livraisons.

Anatole de Gallier, par J. Brun-Durand, Grenoble, H. Falque et Félix Perrin, 1900. Broch. in-4°.

Le Vercors, par E. Mellier, même éditeur, même form.

Auguste Allmer, (1815-1899), par Morin-Pons.

Observations sur une histoire de la ville de Die, de M. André Mailhet, pasteur à Saillans. Valence, impr. Valentinoise, 1899, br. in-12, 77 pp.

G. de Colvé des Jardins. *Le médecin volant*, comédie de Molière, (adaptation). Paris, Charles, 1899, in-16, 47 p.

Faute de place, à notre grand regret, ces publications ne pourront être étudiées que dans une livraison prochaine.

SÉANCE DU 5 FÉVRIER 1900

Après la lecture de circulaires ministérielles sur l'Exposition, M. le COMTE DE MAS, de Tain, est proclamé *membre titulaire* de la Société, sur la présentation de Mgr Bellet et de M. Lacroix.

M. le Président ayant fait connaître les statuts d'une fédération des Sociétés savantes du Dauphiné et du Vivarais et l'invitation à les approuver, les membres présents se prononcent pour la négative.

M. Cuoc demande: 1° que les séances trimestrielles aient lieu le *jeudi* au lieu du lundi; 2° que les articles d'histoire naturelle soient admis dans le *Bulletin* comme ceux d'histoire et d'archéologie; 3° que le budget de l'année soit voté chaque année en mars; 4° que les comptes des recettes et dépenses figurent au *Bulletin* et 5° qu'une somme quelconque soit votée à titre d'encouragement pour l'impression d'une nouvelle *Statistique* départementale.

Sur le 1^{er} point, les séances sont maintenues au lundi; sur le 2° l'histoire naturelle spéciale au département sera admise au *Bulletin*; sur les 3° et 4° satisfaction sera donnée; sur le 5°, les finances de la Société ne permettent pas la moindre distraction de fonds, mais chaque membre s'associera à l'œuvre projetée, selon ses moyens.

Enfin, à l'exemple d'autres Sociétés et par mesure d'économie, les séances trimestrielles auront lieu désormais sans invitation spéciale, les premiers lundis de février, de mai, d'août et de novembre et au cas où la Toussaint, jour férié, tomberait le 1^{er} lundi de novembre la séance se tiendrait le 2^e lundi de ce mois.

Chaque n° du *Bulletin* annoncera d'ailleurs le jour de la réunion qui suit sa publication.

M. Nugues termine la séance en montrant les beaux dessins qu'il a faits des monuments anciens de Romans.

A. LACROIX.



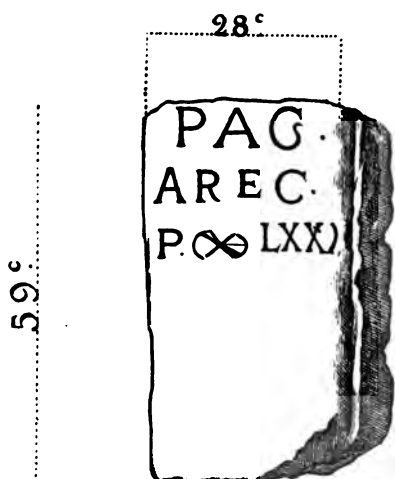
BORNE

INDIQUANT LA DISTANCE

D'ALBA A NEMAUSUS

J'ai acquis, tout récemment, une borne en mollasse compacte trouvée à Aps (Ardèche), au quartier du Palais, par Lucien Gaillard. Elle porte une inscription intéressante, encore inédite quoique sa découverte date de plusieurs années. Placée au 1^{er} étage, dans le fond d'une cour, masquée en partie par un escalier et recouverte d'un épais badigeon, elle n'avait pas attiré l'attention avant qu'on me l'ait signalée.

Les mutilations qu'on lui a fait subir ne permettent pas d'en préciser la forme et les dimensions primitives. Après avoir enlevé le cône triangulaire du sommet, retailé ou repiqué le côté gauche et le fond on l'a réduite à un tronçon de 0,59 c. de hauteur sur 0,28 c. d'épaisseur, pour la transformer en jambage de porte-fenêtre. Le côté droit lisse dans toute sa longueur sur une largeur de 0,07 c., le reste étant à peine dégrossi, paraît avoir conservé son ancien état. On peut en induire que cette borne était bâtie dans un mur et que la face de l'inscription faisait une petite saillie. Cette face a été heureusement respectée et les quelques éraillures qu'on y remarque n'altèrent pas le texte demeuré complet. En voici la reproduction exacte :



(a) *Pago Arecomicorum passuum millia septuaginta et quinque.*

Cette inscription présente dans son ensemble un caractère archaïque très prononcé. La forme particulière de certaines lettres et de quelques chiffres ainsi que la différence de son texte avec celui des milliaires attestent son ancienneté.

La panse du G se recourbe comme un S, mille est exprimé par le sigle ∞ qui ne se rencontre que deux fois sur les nombreux monuments lapidaires de la Narbonnaise (1) et cinq par un V ovoïde en monogramme avec le second X dont je n'ai pas trouvé d'autre exemple.

S'il est impossible d'en préciser la date, on peut la fixer approximativement en se basant sur de sérieux éléments. L'absence de dédicace impériale donne la certitude qu'elle est antérieure à Auguste et la désignation du *Pagus Arecomicorum* établit qu'elle fut gravée avant l'époque où ce

(1) *Corpus inscr. lat.*, t. XII, n° 670 add. et 4,397.

territoire reçut la dénomination de *Civitas Nemausensis* qui lui fut attribuée lorsque Jules César conféra le droit latin aux Arécomiques et aux Helves, vers l'an 45 (av. J.-C.).

Les Volques Arécomiques qui frappaient des monnaies aux types d'Apollon et de Diane avec les légendes VOLC·AR· et VOLCÆ AREC· n'en émirent plus qu'au nom de Nemausus (COL·NEM· et NEM·CO·) lorsqu'ils reçurent le titre de colonie. Dès l'an 27 (av. J.-C.) ils n'eurent plus qu'une monnaie coloniale impériale à la double effigie d'Octave et d'Agrippa, avec la légende COL·NEM· et le type du crocodile enchaîné à un palmier, si répandu dans toute la région méridionale (1). L'éthnique *Arecomicus* disparut complètement et le seul nom officiel de ce peuple fut *Nemausensis*. C'est celui que l'on trouve également sur les monuments lapidaires, il n'est fait mention des Arécomiques sur aucune autre inscription que la nôtre dans toute la Narbonnaise (2).

Dans son exposé préliminaire sur *Alba Helviorum*, le très regretté M. Allmer, en rappelant que cette cité était le point de départ de quatre routes, émet l'opinion qu'Antonin le Pieux fut *certainement* le créateur de celles tendant à Barjac et à Uzès au midi et au Doux, en longeant le Rhône au nord, il se base sur les milliaires qui les jalonnent et qui sont tous dédiés à cet empereur. La première de ces voies conduisait à Nîmes.

(1) *Numismatique de la Gaule Narbonnaise*, par de La Saussaye, 1842, in-4°, p. 149-160.

(2) L'inscription lieu à diverses inter- plus savants épigra-

T·CARISIUS·T·F·
PR·VOLCAR·DAT·

d'Avignon a donné
prétations, mais les
phistes, MM. Momm-

sen, Hirschfeld et Allmer y voient seulement l'éthnique Volques, il considèrent ce petit monument comme très ancien et de la plus haute importance en ce qu'il indique l'organisation primitive de la Gaule Narbonnaise par Jules César. (*Espérandieu, Mém. de l'Acad. de Vaucluse*, 1899, p. 106-108).

D'après M. Aurès (1), il y aurait par ce chemin 58 kilomètres *au moins* de Nîmes à Barjac, 3 kilomètres de cette ville au XXIII^e milliaire numéroté d'Aps, représentant 48 k. 889 mètres, soit en tout 109 k. 889 mètres, distance plus courte de 1239 mètres que celle de 75 milles équivalant de 111 k. 112 mètres indiquée sur notre borne comme longueur du parcours de la cité des Helves au *Pagus Arecomicorum*.

Faut-il en induire qu'il s'agit d'une autre route, je ne le pense pas. Cette différence est trop petite pour ne pas l'expliquer par une rectification postérieure. Si Antonin le Pieux n'a pas créé cette voie, il est incontestable qu'il la fit largement réparer en 144 et 145 de notre ère, ainsi que l'attestent les divers milliaires qui ont été retrouvés (2). Le tracé en fut sans doute remanié à cette époque et on peut facilement admettre qu'il ait été raccourci. C'est sa longueur, deux siècles environ auparavant, qui est indiquée sur notre borne. Pour être bien fixé sur la différence, il faudrait procéder à une mensuration exacte, celle donnée par M. Aurès n'étant qu'approximative, et connaître les points de départ et d'arrivée servant de base au calcul de la distance. L'emplacement d'Alba situé au nord et à l'ouest du village d'Aps, couvrirait un espace triangulaire d'un kilomètre à la base et de deux kilomètres sur les côtés (3). Si la mensuration partait du centre, cette différence disparaîtrait peut-être et serait en tout cas bien amoindrie.

Les inscriptions relatant des distances en bloc ou récapitulant des distances partielles, étaient fort utiles pour renseigner et guider les voyageurs. Elles devaient être assez répandues

(1) *Monogr. des Bornes Milliaires du Gard*, p. 208.

(2) *Hist. du Vivarais*, par l'abbé Rouchier, t. I, p. 100 à 102 ; — *Corpus I.-L.*, t. XII, p. 664-665 ; — *Hist. du Languedoc*, t. XV, p. 1096-1098 ; — *Aperçu géographique sur le pays des Helviens*, par F. St-Andéol, 1861, in-8°, p. 21.

(3) St-Andéol. *Aperçu géographique sur le pays des Helviens*, p. 23 ; — Rouchier, *Hist. du Vivarais*, p. 77-78.

puisqu'on en a retrouvé deux en Egypte et une en Nubie (1), et cependant on n'en connaît qu'un très petit nombre. Celles de la Gaule datent toutes, ainsi que ces dernières, de la période impériale (2). La nôtre prouve que l'usage en existait aussi sous la République dans la Narbonnaise comme en Italie. M. Mommsen en cite une donnant les distances de Pola à Nucérie et à Capoue, qu'il fait remonter à l'époque des Gracques (3).

Ce fut peu de temps après la conquête de la province, l'an 122 ou 121 avant notre ère, qu'eut lieu l'annexion des territoires des Helves et des Arécomiques.

Si le chemin qui en reliait les capitales n'était pas alors en bon état, il ne tarda pas sans doute à être amélioré, car les Romains se préoccupaient beaucoup de la viabilité dans tous les pays soumis à leur domination. Cette route avait d'ailleurs une certaine importance, elle traversait une contrée fertile et bien peuplée dont les Massaliotes eurent la suprématie pendant quelque temps (4). D'autre part, elle aboutissait à la *Via Domitia*, si fréquentée, qui allait d'Arles aux Pyrénées, et formait le prolongement de la *Via Aurelia* se dirigeant vers l'Italie. L'érection, à son point de départ, d'une borne indiquant la distance totale d'Alba à Nemausus, à une époque aussi ancienne, s'explique d'autant mieux, que les milliaires emplantés sous la République n'étaient pas numérotés (5).

(1) *Comptes-rendus de l'Acad. des Inscript. et Belles-Lettres*. 1900, pp. 73-83.

(2) Desjardins, *Géogr. de la Gaule romaine*, pp. 109, 189 à 192. — *Corpus inscr. lat.*, XII, n° 5,671.

(3) *Corpus inscr. lat.*, t. I, n° 551, p. 154.

(4) *Histoire du Languedoc*, t. XV, p. 1087-1089 — J. César, *Bell. civ.* I, 35.

(5) *Monogr. des Bornes milliaires du Gard*, par M. Aurès, p. 5 et 16 — *Géogr. de la Gaule romaine*, par Desjardins, t. IV, p. 17 à 175.



TABLEAU DES MEMBRES

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

ET DE STATISTIQUE

de la Drôme en 1900

Président d'honneur :

M. le Préfet de la Drôme.

Président honoraire :

Mgr l'Evêque de Valence.

Membres titulaires :

MESSIEURS,

ARCES (le marquis D'), à Mercurol.

AURIC, ingénieur des ponts et chaussées, à Valence.

BABOIN (Henri), ancien député, au château d'Alivet,
près Renage.

BELLET (Mgr), à Tain.

BELLIER DU CHARMEIL, ancien magistrat, avocat, à
Valence.

BERNON (J. DE), docteur en droit, à Paris.

BONY (M^{me}), née de Gallier, à Tain.

BOUCOD (Auguste), à Saint-Vallier.

BOUFFIER (Amédée DE), à Livron.

BRUN-DURAND (Justin), ancien magistrat, à Crest.

CÉAS (Jules), imprimeur, à Valence.

CHABRIÈRES-ARLÈS (Auguste), à Lyon.

- CHABRILLAN (le comte DE), à Paris.
CHABRILLAN (le comte Paul DE), à Saint-Vallier.
CHATENIER, directeur de l'Ecole supérieure, à Bourg-de-Péage.
CHEVALIER (le chanoine C.-U.-J.), membre non résidant du Comité des travaux historiques, à Romans.
CHEVALIER (le chanoine Jules), professeur au Grand-Séminaire, à Romans.
CLÉMENT (Emile), à Romans.
COLOMB (Victor), directeur de l'Assurance la *France*, secrétaire adjoint de la Société, à Valence.
CUOC, professeur à l'Ecole supérieure, à Valence.
DU PORT-ROUX, à Romans.
EMBLARD, ancien magistrat, à Valence.
FAURE-BIGUET, conseiller à la Cour de cassation, à Paris.
FAURE, ancien président du tribunal, à Valence.
FAVIER, pharmacien de 1^{re} classe, à Pierrelatte.
FILLET (le chanoine), curé de Grignan.
FLORANS (le marquis DE), à la Roque-d'Anthéron.
FONTGALLAND (Anatole DE), à Die.
FORQUET DE DORNE, premier président de la Cour d'appel d'Angers.
FRANCK (Maurice), conseiller de préfecture, à Angers.
FROMENT (l'abbé), pro-curé de Mercurol.
GAILLARD, avoué, à Valence.
GAILLARD-BANCEL (DE), député, à Allex.
GALLE, agent-voyer d'arrondissement, trésorier de la Société à Valence.
GALLIER (Humbert DE), à Paris.
GIRARDON, avocat, à Divajeu.
GUILLEMINET, ancien professeur, à Valence.
ISNARD (le chanoine), curé à Suze-la-Rousse.

LA BAUME (DE) marquis du Puy-Montbrun, à la Garde-Adhémar.

LACROIX (André), archiviste départemental, secrétaire de la Société, à Valence.

LATUNE (Gustave), à Crest.

MAS (le comte Pierre DE), à Tain.

MAURIN (Alcide), docteur en médecine, à Crest.

MAZET (le chanoine), aumônier, à Valence.

MEAUDRE (Lodoïs), ancien magistrat, à Paris.

MELLIER, propriétaire, à Valence.

MESSIÉ, avocat, à Montélimar.

MEYNOT (Adolphe), à Donzère.

MONIER DE LA SIZERANNE (le comte), à Beausemblant.

MONTEYNARD (le comte DE), à Montelier.

MONTLUISANT (DE), capitaine d'infanterie, officier d'ordonnance du général au XVII^e corps d'armée, à Bordeaux.

MORIN-PONS, auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné*, à Lyon.

MORIN (Henri), à Dieulefit.

MOSSANT (Charles), conseiller général, vice-président de la Société, à Bourg-de-Péage.

NOYER (Charles), conseiller général, à Dieulefit,

NUGUES (Alphonse), vice-président de la Société, à Romans.

PELOUX (Jules), inspecteur général honoraire des ponts et chaussées, vice-président de la Société, à Valence.

PERROSSIER (le chanoine Cyprien), archiviste diocésain, à Bayanne, par Alixan.

PROMPSAL (Emile), à Châteaudouble.

REBOUL DE LA JUILLIÈRE, ancien auditeur au Conseil d'Etat, au château de Vaire, par Roche-les-Beaupié.

REY, architecte, à Valence.

- REYNAUD, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat,
maire de Die, à Paris.
REYNAUD (l'abbé), curé de Loriol.
SABATIER (Paul), à Crest.
SAYN (Gustave), à Montvendre.
SOUBEYRAN DE SAINT-PRIX, juge, à Marseille.
THOMÉ, ancien notaire, à Lyon.
TRACOL, architecte, trésorier adjoint de la Société, à
Valence.
URTIN (Marc), avocat, maire de Bourg-lès-Valence, à
Valence.
VALLENTIN, ancien magistrat, président de la Société,
à Montélimar.
VILLARD (Marius), architecte-voyer de la ville, à Valence.

Membres correspondants :

MESSIEURS,

- ADHÉMAR (le comte Victor d'), à Toulouse.
AUTANE (le comte d'), au prieuré d'Ardènes, à Mane
(Basses-Alpes).
BATTENDIER (le chanoine), directeur de la *Semaine reli-
gieuse*, à Viviers.
BAUME-PLUVINEL, (M^{me} la marquise DE LA), à Paris.
BELMONT, à Lyon.
BENOIT D'ENTREVAUX, à Lyon.
BENOIT D'ENTREVAUX, au château d'Entrevaux, près
Privas.
BERNARD, conseiller à la Cour d'appel de Grenoble.
BERTHIN (Eolde), à Beaurepaire (Isère).
BERTRAND (l'abbé Isidore), à Bar-le-Duc.
BÉTHOUX (l'abbé), à Saint-Michel-en-Beaumont (Isère).
BEYLIÉ (Jules DE), ancien magistrat, à Grenoble.
BLANCHET (Augustin), manufacturier, à Rives.

- BLANCHET (Paul), manufacturier, à Rives.
 BLANCHET (Victor), à la papeterie, à Rives.
 BOISGELIN (le marquis DE), à Aix (Bouches-du-Rhône).
 BOISSIEUX (Maurice DE), à Lyon.
 BOURG (Gontran DU), au château de l'Ile-Vieille, près Montdragon.
 BROSSET-HECKEL (Edward), à Lyon.
 BOYER DE BOUILLANE, avocat, à Paris.
 CAIZE (Albert), membre de la Société des gens de lettres, au Havre.
 CHAPER, à Grenoble.
 CHAMPAVIER (Maurice), à Paris.
 CHAPON (Jules), à Paris, (agence Parisienne de la *Gironde* et la *Petite Gironde*), conseiller général de la Drôme.
 CHENAVAS, député, conseiller général de l'Isère, à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs.
 COLAS DE LA NOUE, ancien magistrat, à Angers.
 COURCIVAL (DE), à Paris.
 DUPRÉ-LATOUR, ancien magistrat, avocat, à Paris.
 FALAVEL, notaire, à Saint-Marcellin.
 FAUCHER (Paul DE), à Bollène.
 FAURE (Maurice), député de la Drôme, à Paris.
 FAYARD, ancien conseiller à la Cour d'appel de Lyon, à Lyon.
 FLACHAIRE DE ROUSTAN (Marcel), à Lyon.
 FRANCLIEU (Mlle Aimée DE), au château de Longpraisur-Saint-Geoirs.
 FUZIER (Louis), à Lavoulte.
 GAP (Lucien), instituteur, à Aubignan (Vaucluse).
 GAUDUEL, ancien greffier à la cour de Grenoble, à Grenoble.
 GRÉA (R. P.), supérieur des chanoines réguliers à Saint-Antoine.

GRÉGOIRE (Félix), rédacteur au cabinet du Préfet de Police, à Paris.

GUILLAUME (le chanoine), archiviste des Hautes-Alpes. à Gap.

GUILLEMIN (Paul), inspecteur de la navigation et des ports de la Seine, à Paris.

JOUFFROY (A.), chef d'escadron d'artillerie, sous- directeur de la manufacture d'armes, à Saint-Etienne.

JUIGNÉ DE LASSIGNY (DE), à Lyon.

LAGIER (l'abbé), curé de Saint-Antoine (Isère).

LAVAUDEN, ancien préfet, avocat à Grenoble.

LOMBARD, avocat, à Grenoble.

MAIGNIEN (Edmond), bibliothécaire de la ville, à Grenoble.

MENTEYER (Georges DE), membre de l'Ecole française, à Rome.

MARBEI DE GOOMENS, pasteur, à St-Fortunat (Ardèche).

MASIMBERT, avocat, à Grenoble.

MAZON, publiciste, à Paris.

MIRIBEL (comte DE), à Villard-Bonnot (Isère).

MONTCLAR (le marquis DE), consul général à Caracas.

MONTALIVET (Georges DE), à Paris.

MONTRAVEL (le vicomte DE), à Joyeuse.

MONTS (le comte DE), au château d'Armanais, à Balbin, près la Côte-Saint-André.

MOREL (Louis), à Chazay-d'Azergues (Rhône).

MOULIN (Martial), à Paris.

ORIOI (l'abbé), à Annonay.

PARISOT DE LA BOISSE (Jules DE), à Montpellier.

PERRIN (Félix), libraire, à Grenoble.

PERROSSIER (Ernest), colonel en retraite, à Toulouse.

PETIT (l'abbé), curé à Bourgoin.

PERROT, chef de division en retraite de la préfecture de l'Isère, à Grenoble.

- POIDEBARD (William), à Lyon.
 PONCINS (le comte DE), à Feurs.
 PRUNIÈRES (le comte DE), au château de la Baume-Seyssins, près Grenoble.
 REYNAUD (Horace), avocat, ancien magistrat à Lyon,
 ROBERT (l'abbé Louis), à Paris.
 ROMAN (Joseph), avocat, à Gap.
 SAGNIER, de l'Académie de Vaucluse, à Avignon.
 SAINT-GENIS (Victor DE), ancien conservateur des hypothèques, délégué cantonal du 2^e arrondissement, à Paris.
 SAINT-VICTOR (Ch. DE), à Lyon.
 SAUREL (le chanoine), trésorier à l'Académie de Montpellier, à Montpellier.
 SOLLIER (Léon), à Saint-Georges-d'Espéranche.
 TERREBASSE (DE), à Ville-sous-Anjou.
 TOUR-DU-PIN-CHAMBLY (marquis DE LA), au château d'Arreny par Festieu.
 TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE (Humbert, comte DE LA), au château de Bezonville, par Sermaize.
 TOUR-DU-VILLARD (marquis DE LA), à Nîmes.
 TRUCHET (l'abbé), curé de Four (Isère).
 VACHEZ, secrétaire de l'Académie de Lyon.
 VALLENTIN DU CHEYLARD (Roger), receveur de l'enregistrement, à Saint-Péray.
 VASCHALDE, directeur de l'établissement de Vals.
 VELLOTT (A.), avocat, à Grenoble.

Communes abonnées :

ANNONAY (Bibliothèque). — AOUTE. — BARBIÈRES. —
 BOURG-DE-PÉAGE. — CREST. — GRENOBLE (Bibliothèque). — MONTÉLIMAR. — MONTRIGAUD. —
 ROMANS (Bibliothèque). — Châteauneuf-de-Galaure.
 ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ISÈRE.

MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122^e à 133^e livraisons.)

Une fois établi en Dauphiné, Louis reprit ses projets avec cette ardeur fébrile qui ne lui laissait pas un instant de repos, et même, étendant ses vues ambitieuses par delà le Venaissin, il rêvait déjà, dans un avenir plus ou moins éloigné, l'annexion de la Provence et du littoral méditerranéen. Les circonstances paraissaient vouloir le favoriser. Le légat d'Avignon, le cardinal Pierre de Foix, diplomate consommé, habile à se ménager la confiance de tous, lui était secrètement dévoué. Le cardinal, étant venu le saluer à Romans, il fut question, dit-on, dans cette entrevue, des conditions auxquelles la cour romaine consentirait à faire abandon au prince de ses droits sur Montélimar (1). Quoi qu'il en soit, après un court séjour à Romans, le dauphin n'avait pas tardé à descendre à Valence et de là à Montélimar, où nous le trouvons du 21 février 1447 au 2 mars, recevant différents hommages et signant plusieurs ordonnances, celle entre autres qui crée une chancellerie en Dauphiné (2). Il repassa à Montélimar vers la fin d'avril, alors qu'il se rendait en Provence pour y accomplir de pieux

(1) CHORIER, t. II, p. 439.

(2) PILOT, n° 313-371. — DE COSTON, t. II, p. 13.

pèlerinages aux tombeaux de sainte Marie-Madeleine (1), de sainte Marthe (2) et de saint Lazare (3), car il aimait ce genre de dévotion, et aussi, il ne faut pas en douter, pour nouer des intrigues, préparer les voies à la réalisation de ses vastes desseins. A son retour, il s'arrêta à Carpentras le 13 mai. Il y avait donné rendez-vous au cardinal Pierre de Foix, et ils signèrent le traité par lequel le pape renonçait à tous ses droits sur la portion de Montélimar qui appartenait à l'Eglise romaine, moyennant la cession de la terre et seigneurie de Grillon. Comme cette terre était alors possédée par Giraud Adhémar, seigneur de Grignan, le dauphin s'engageait à la retirer des mains de ce seigneur, à lui payer toutes les réparations qu'il aurait pu y faire et enfin à lui en donner une compensation convenable. Le souverain pontife conserverait sur Montélimar sa juridiction d'appel, ainsi que l'hommage du dauphin. De plus, il était statué que cet acte ne serait définitif qu'après la sanction pontificale (4).

Le 25 mai, Louis était à Montélimar, entouré des principaux membres de son conseil : c'étaient Jean Girard, archevêque d'Embrun, Guillaume de Poitiers, évêque de Viviers, Yves Scépeaux, chancelier, Louis de Laval, seigneur de Châtillon, Amaury d'Estissac, Guillaume de Coursillon, Charles de Berton, seigneur de Crillon, Antoine, seigneur de Prié, Théolde de Valpergue, bailli de Lyon, Jacques de Chabannes, sénéchal du Bourbonnais, Guillaume, bâtard de Poitiers, Romanet Veilheu, administrateur perpétuel de l'évêché de Saint-Paul-Trois-Châteaux. En présence de tous

(1) FAILLON, *Monuments inédits de l'apostolat de sainte Marie-Madeleine*..., Paris, in-4°, t. I^{er}, p. 999-1000.

(2) FAILLON, *Op. cit.*, p. 1245. — BOUCHE, *Hist. de Provence*, t. II, p. 459.

(3) ALBANÈS, *Armorial et sigillographie des évêques de Marseille*, in-4° (1884), p. 116.

(4) CHORIER, t. II, p. 439. — DE COSTON, t. II, p. 15. — PILOT, n° 451. — *Cartulaire de Montélimar*, p. 283. — Archives de l'Isère, B, 3031.

ces hauts personnages, Giraud Adhémar céda au dauphin la terre de Grillon, et reçut du prince, en échange, celle de Marsanne, ainsi que la moitié du péage de Lène et des Anses de Savasse. Il en fut mis en possession le 27, par Aimar de Poissieu dit Capdorat (1). Le dauphin étant dès lors en mesure de s'acquitter de ses engagements envers le légat, la terre de Grillon, qui avait autrefois appartenu à l'Eglise romaine (2), lui fit donc retour. Nicolas V qui venait de succéder à Eugène IV, et qui avait le plus grand intérêt à entretenir de bonnes relations avec le dauphin, ratifia par une bulle du 14 octobre, tout ce qui avait été conclu par son légat (3).

Les Montiliens n'avaient donc plus qu'un seul seigneur, le dauphin de Viennois. Ils s'inquiétèrent des conséquences que pourrait avoir pour eux ce changement, attendu que si on les assimilait aux dauphinois, il leur faudrait désormais prendre leur part des impôts votés par les Etats, et ils savaient que le prince demandait toujours de l'argent. Eux-mêmes, en lui offrant 500 florins comme don de joyeux avènement, avaient pensé lui faire un présent convenable, et voici qu'il n'avait pas trouvé le don suffisant et qu'il en réclamait 600. Les conseillers suivaient l'exemple du maître : Guillaume, bâtard de Poitiers, demandait 60 florins au lieu de 50 qu'on lui offrait (4). Louis voulut calmer les esprits, et le 30 mai, il confirma les franchises de la ville et en accorda de nouvelles. Il dispensa, notamment les consuls de se rendre aux assemblées des trois Etats, quand même ils y seraient con-

(1) — PILLOT, n° 455. Archives de l'Isère, B, 2983, f° 164 v° et B, 2990, 3031.

(2) Le 24 octobre 1383, Clément VII avait acquis de Giraud Adhémar, seigneur de Grignan, le moitié de Montélimar et lui avait donné en échange la terre de Grillon. *Cartulaire de Montélimar*, p. 201, — DE COSTON, t. I, p. 342.

(3) *Cartulaire de Montélimar*, p. 289.

(4) DE COSTON, t. II, p. 17.

voqués, et exempta les habitants de tous subsides, dons et impôts qui y seraient votés (1). Il accorda dans la suite d'autres privilèges, non moins précieux, à ses sujets de Montélimar et se plut à rehausser l'importance de leur ville. Par lettres patentes délivrées à Sauzet, le 17 mai 1449, il leur accorda deux foires franches par an, de trois jours chacune, l'une le lendemain de la Sainte-Croix, et l'autre le lendemain de la Saint-Martin (2). Il affranchit ensuite les Montiliens, présents et à venir, de tous les péages domaniaux. Il créa dans leur ville un grenier à sel (3). Enfin il obtint du pape Nicolas V une bulle du 10 juin 1449 qui autorisait l'érection de l'église paroissiale de Sainte-Croix en collégiale, supprimait l'ancien prieuré d'Aygu et affectait ses biens à l'entretien du doyen, du sacristain, des huit chanoines, des six choriers et des six petits clerics chargés du service de la nouvelle collégiale (4). Mais l'exécution de cette bulle ne put se faire sans provoquer les plus vives réclamations de l'abbé et des religieux de l'Isle-Barbe, à qui appartenait le prieuré d'Aygu (5).

Sur la route de Valence à Montélimar, se trouve le bourg d'Etoile : c'était au xv^e siècle une des places les plus importantes du Valentinois. Les comtes aimaient autrefois à y fixer leur résidence, parce qu'ils y rencontraient tout à la fois la sécurité et les agréments que pouvait offrir un château féodal admirablement situé et défendu par de hautes et solides murailles. Depuis le traité de 1426, qui avait mis fin aux revendications des Poitiers-Saint-Vallier sur l'héritage de leur cousin le comte Louis II, Etoile appartenait à cette famille ; elle lui avait été engagée pour lui faire 900 florins de rente à valoir sur les 5000 qui lui étaient promis par le traité ; mais il avait été stipulé qu'au bout de 9 ans, le roi retirerait cette

(1) *Cartulaire de Montélimar*, p. 283-5.

(2) *Cartulaire de Montélimar*, p. 285-7.

(3) DE COSTON, t. II, p. 19.

(4) *Cartulaire de Montélimar*, p. 287.

(5) DE COSTON, t. II, p. 38-44.

terre en assignant toutefois au seigneur de Saint-Vallier d'autres revenus équivalents. Les 9 ans écoulés, le roi n'avait rien changé à l'état des choses, et Charles II de Poitiers, jouissait paisiblement de sa belle seigneurie d'Etoile, comme d'un bien désormais acquis à sa famille. Le dauphin Louis, vint tout-à-coup le troubler dans ses illusions. Devenu maître de Montélimar, il voulut avoir Etoile, et le 22 août 1448, il enjoignit au conseil delphinal de faire rentrer dans le domaine la terre d'Etoile, celle de la Vache et le péage de Parpailon (1); on offrit en compensation au seigneur de Saint-Vallier 900 florins de rente sur les grandes gabelles de Romans (2). Charles refusa de souscrire à cet échange, et il est aisé de comprendre qu'il ne fut pas à court de raisons pour justifier sa résistance. Louis qui ne supportait pas qu'on mît les moindres obstacles à ses volontés, et qui, sans doute, était bien aise d'humilier un des seigneurs les plus puissants de la province, fit aussitôt occuper Etoile et ne laissa dès lors échapper aucune occasion de créer des ennuis à son vassal récalcitrant (3).

Pierrelatte excitait encore la convoitise du dauphin, à cause surtout de la situation stratégique du lieu, qui est, pour ainsi dire, la clé de la Provence. Il n'est rien de plus obscur que l'histoire féodale de ce petit pays, partagé au xv^e siècle entre plusieurs familles seigneuriales, vassales de la cour romaine (4). Louis éleva des prétentions à leurs hommages; il excita à la révolte les vassaux du saint siège, qui se déclarèrent exclusivement les feudataires du prince. Bientôt un coup plus grave est porté aux droits du pape. « A la suite d'une rixe qui avait « éclaté entre les habitants de Caderousse et des sujets de la « couronne, au passage du Rhône, quelques-uns de ces der-

(1) PILOT, n° 651.

(2) ANSELME, t. II, p. 203.

(3) Archives de la Drôme, E, 2486, f° 174-8.

(4) LACROIX, *L'arrondissement de Montélimar*, t. VII, p. 19-28.

« niers ayant été blessés ou tués, le dauphin exigea des Etats
 « (du Venaissin) et du légat d'Avignon, une somme de
 « 4,000 écus comme compensation des torts faits à ses vas-
 « saux, et n'étant qu'à demi satisfait de ces concessions, Louis
 « met la main sur Pierrelatte (1). » Il veut ensuite posséder
 à lui seul cette terre et achète aux quatre seigneurs qui la
 tenaient leurs parts de juridiction. Le 13 mai 1450, noble
 Etienne Moreton, procureur d'Antoine Moreton son père,
 un des co-seigneurs de Pierrelatte, étant venu le trouver à
 Alixan, lui abandonne ses droits et reçoit en échange la sei-
 gneurie de Chabrillan ; le dauphin ne se réserve sur le man-
 dement que les hommages des nobles qui l'habitent (2). Le
 même jour, Aymar d'Urre échange la quatrième partie des
 château et terre de Pierrelatte contre la terre et seigneurie
 de Vaulnaveys, que le dauphin se réserve de recouvrer
 moyennant une somme de 1200 florins (3). Quelques jours
 auparavant, à Etoile, Antoine d'Urre, habitant d'Allex, en
 qualité d'administrateur des biens de Jean et d'Antoine
 d'Urre, dit Cornillan, héritiers d'Aymar Cornillan, co-sei-
 gneur du Puy-Saint-Martin, vendait au dauphin, pour le prix
 de 250 florins, une autre portion de la terre de Pierrelatte (4).
 Enfin, Claude Audigier, de Saint-Paul-Trois-Châteaux, tant
 en son nom qu'en celui de son épouse, vendait à son tour au
 prince, tous ses droits sur la huitième partie de cette même
 terre, moyennant 250 florins (5). Louis confirma l'année
 suivante et le 15 février les libertés de Pierrelatte (6).

Le bourg fortifié de Pierrelatte, avec son donjon au som-
 met du célèbre rocher, fut pour le dauphin, une sorte de

(1) R. REY, *Op. cit.*, p. 287-8.

(2) Archives de l'Isère, B, 3049, f° 78. Antoine Moreton était fils de
 Raymond et avait pour frère Pierre Moreton, auteur de la branche des
 Granges-Gontardes.

(3) PILOT, n° 756.

(4) PILOT, n° 757.

(5) PILOT, n° 758, 759, 760 et 1051.

(6) LACROIX, *L'arrondissement de Montélimar*, t. VII, p. 67.

poste militaire, de citadelle avancée, de laquelle il surveillait les terres de l'Eglise, ne se gênant guère pour y fomenter le désordre, et se préparant, à la première occasion, d'y intervenir à main armée. C'est ainsi que s'étant porté en revendication des biens et héritages des neveux du maréchal Boucicaut, les fils de Geoffroy Le Meingre, mort en 1429, Louis et Jean Le Meingre, il faisait, en cette même année 1450, réclamer aux Etats du Venaissin une somme de 6000 francs, usant de menaces et de violence pour chercher à intimider les Comtadins (1). Mais ce sont là des faits qui ne se rattachent qu'indirectement à notre sujet ; ils permettent, du moins, de saisir au vif les procédés de ce prince fourbe et audacieux, pour qui tous les moyens menant au but devenaient légitimes.

L'année 1450 est précisément celle qui marque le triomphe de l'autorité delphinale, la disparition de tous les restes de souveraineté, d'indépendance féodale, la formation complète, définitive de l'unité politique de la province. Cette année vit successivement l'évêque de Valence et de Die, l'archevêque de Vienne, l'évêque de Grenoble, les chanoines de St-Barnard de Romans, jusqu'alors princes indépendants, signer avec le dauphin des traités de *pariage*, qui dans une certaine mesure, sauvegardaient leur dignité et leur amour-propre, mais qui, en réalité, n'étaient autre chose que l'abdication de leur pouvoir souverain, et la reconnaissance officielle de la suzeraineté delphinale.

Les *traités de pariage* étaient pratiqués en France depuis longtemps. Sous Philippe-Auguste, ils avaient déjà pris une extension considérable. Les lettres de sauvegarde ou de protection, dont nous avons plusieurs fois parlé, portaient une grave atteinte aux seigneuries particulières ; les pariaages furent le moyen dont se servit souvent le roi pour étendre sa domination directe sur des villes et des territoires qui leur appartenaient. Les pariaages étaient des contrats en vertu desquels

(1) R. REY, *Op. cit.*, p. 284-7.

les seigneurs associaient la royauté au *dominium* de leurs terres. Ils avaient lieu le plus souvent pour les seigneuries ecclésiastiques. Les évêques et les abbés, menacés par les convoitises des hauts barons, avaient senti la nécessité d'une association qui leur offrait de sérieuses garanties contre leurs ennemis. Les conditions du pariage n'étaient pas partout les mêmes ; elles étaient stipulées entre les contractants. D'une manière générale, on peut dire que l'administration de la localité en pariage appartient aux co-seigneurs qui l'exercent en commun. Tous deux ont les mêmes droits judiciaires et politiques ; ils ont chacun leur juge, et le juge de l'un ne peut faire aucun acte de justicier sans la présence et l'assentiment de son collègue. Les revenus de toute nature, cens, justice, moulins, fours, champs, vignes, prés, pêcheries sont partagés exactement par moitié entre les deux seigneurs. Le roi toutefois a la propriété exclusive du donjon de la localité, et il peut construire les fortifications qu'il jugera convenable. Enfin, il est toujours stipulé que le roi ne pourra, en aucun cas, céder à un autre prince sa part de souveraineté dans la ville, objet du traité (1).

Telles sont les grandes lignes de ces sortes de contrats. Il nous faut maintenant expliquer au lecteur comment notre jeune dauphin, avec habileté, disons le mot, avec perfidie, mit tour à tour en œuvre la diplomatie et la violence pour vaincre les résistances des prélats et leur imposer le joug. Il faut le reconnaître, il fut heureusement servi par les circonstances et les hommes, surtout en ce qui concerne les Eglises de Valence et de Die, celles dont nous avons tout particulièrement à nous occuper ici.

Dans ces dernières années, les Eglises de Lyon et de Vienne avaient été profondément troublées par des luttes de partis, en vue de faire monter sur ces sièges métropolitains, tels ou

(1) PAUL VIOLLET, *Hist. des institutions politiques et administratives de la France*. Paris, t. II (1898), p. 171-4.

tels compétiteurs ; luttes dont l'Eglise de Valence ressentit le contre-coup. Les faits sont assez instructifs et assez peu connus pour mériter d'être rappelés sommairement. Amédée de Talaru, archevêque de Lyon, était mort le 11 février 1444, le roi et le dauphin, qui cherchaient à placer leurs créatures sur les grands sièges du royaume et tendaient à annihiler le droit d'élection appartenant aux chapitres, invitèrent les chanoines de Lyon à diriger leur choix sur Geoffroy Vassal, archevêque de Vienne, ancien président du parlement de Paris. Ceux-ci, fiers de leurs privilèges, lui préférèrent Charles de Bourbon, chanoine-comte de Lyon, âgé à peine de onze ans, et l'élurent le 7 avril. Geoffroy s'adressa à Rome, et le pape, cassant l'élection faite par les chanoines, le pourvut du siège vacant. Mais les chanoines protestèrent, s'appuyant sur les statuts de leur église, sur la pragmatique et sur les ordonnances royales. Les efforts du chapitre, secondés par ceux de la maison de Bourbon, finirent par l'emporter, et le 29 octobre 1445, il recevait notification officielle que l'élú de son choix était agréé par la cour, sous la réserve d'une pension de 1000 ducats en faveur de Geoffroy Vassal (1). L'attitude des Chanoines de Lyon ne fut pas, sans doute, sans influence sur la conduite que ceux de Vienne tenaient en ce même temps. En remplacement de Geoffroy Vassal, Eugène IV avait nommé à Vienne Jean Girard, archevêque d'Embrun, et donné pour successeur à ce dernier Jean de Montmagny (2). Le chapitre de la métropole viennoise refusa de recevoir le pasteur que le pape lui avait choisi, et il élut Louis de Poitiers, abbé de Saint-Félix, neveu de Jean de Poitiers, évêque de Valence.

(1) ALLMER et TERREBASSE, *Inscriptions antiques de Vienne*. Moyen âge, t. I, p. 334-9.

(2) CHARVET, *Hist. de Vienne*, p. 507. — *Gallia Christiana*, t. XVI, col. 213. Jean Girard continua à demeurer sur le siège d'Embrun jusqu'à sa mort, le 17 janvier 1457.

Quand le dauphin arriva dans la province, ces difficultés étaient loin d'être apaisées. Avec le sens politique, l'absence de scrupules, la décision prompte que nous lui connaissons, il eut bientôt déterminé sa ligne de conduite. L'archevêque et le dauphin avaient depuis de longues années une juridiction commune sur le comté de Vienne, pour la portion des territoires s'étendant hors de l'enceinte des murailles de la ville, mais pour le territoire de la ville elle-même, dans l'intérieur des murs, la juridiction spirituelle et temporelle appartenait exclusivement à l'archevêque. Le père de Louis avait naguère entamé des négociations avec l'archevêque Jean de Nant, en vue de comprendre la ville dans le traité de pariage ; les événements n'avaient point permis de les faire aboutir. Louis fut plus résolu. Sous divers prétextes, « dont les principaux » furent la régle et les réparations publiques », il s'empara de l'administration intérieure de la ville, et il « pratiqua si » heureusement le chapitre de l'église cathédrale et le peuple « de Vienne » qu'ils ne lui opposèrent aucune résistance (1). Plus encore dans le dessein d'amener les prélats à subir son protectorat et à partager avec lui leur autorité temporelle, que pour expliquer sa conduite, il leur envoya à tous, de Romans, une lettre datée du 31 mars (1447) pour les inviter à se rendre auprès de lui dans cette ville, le mardi après Quasimodo, 18 avril, afin de conférer ensemble « sur aucun débat et questions qui sont et peuvent estre de jour en jour, disait-il, » entre nos officiers et ceux de l'Eglise, à cause des juridictions et subgez d'une part et d'autre, et pour iceulx « pacifier et entretenir en bonne union par le temps à venir » et garder nos subgez des oppressions indues, ainsi qu'il « appartient (2). »

Nous ne savons ce que fit Jean de Poitiers en présence des agissements du dauphin. Peut-être n'y aurait-il aucune

(1) CHORIER, t. II, p. 441.

(2) *Bulletin de l'Académie delphinale*, t. II (1848), p. 454.

témérité de supposer que le prince chercha à vaincre son opposition et à le gagner à sa cause, en s'employant auprès du pape Nicolas V pour lui faire obtenir l'archevêché de Vienne et pacifier ainsi le différend qui existait entre le chapitre de cette métropole et la curie romaine. C'était flatter l'ambition d'un vieillard pour arriver à lui imposer sa volonté. Ce qui est certain, c'est que Jean de Poitiers, parvenu à l'âge de soixante et dix-neuf ans, après avoir gouverné pendant cinquante-sept ans les deux diocèses de Valence et de Die, fut autorisé par une bulle du 1^{er} août 1447, à céder à son neveu Louis de Poitiers ses diocèses, en échange du siège métropolitain de Vienne, auquel celui-ci, comme nous le savons avait été élu (1). On aurait pu craindre que le pape, gardien des droits et des prérogatives des Eglises, ne mît des barrières aux envahissements du dauphin et n'intimât aux évêques l'ordre formel de demeurer fidèles à leurs serments de conserver et de transmettre intacte à leur successeurs la temporalité de leurs églises. Mais le nouveau pape, incliné vers la paix et la conciliation, était favorablement disposé pour ce jeune prince, qui s'était empressé de lui envoyer une ambassade avec des félicitations à l'occasion de son avènement au trône pontifical (2) et qui s'employait en ce moment à éteindre le schisme en négociant les conditions auxquelles Félix V renoncerait à la papauté (3). On le voit, l'heure était bien choisie pour porter le coup décisif à la puissance temporelle des évêques de la province et l'on pouvait se promet-

(1) Voir notre *Essai hist. sur l'Eglise et la ville de Die*, t. II, p. 369.

(2) Parmi les personnes envoyées à Rome pour féliciter Nicolas V, nous trouvons Charles de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, et le célèbre Guy Pape.

(3) On sait que Félix V renonça à ses prétentions au concile de Lausanne, le 7 avril 1449. et qu'ayant reçu le titre de cardinal de Sainte-Sabine et les dignités de légat et de vicaire apostolique à vie pour la Savoie, il se retira dans la solitude de Ripaille, sur le lac de Genève, où il mourut le 7 janvier 1451.

tre que la soumission du métropolitain de Vienne entraînerait celle des autres.

Louis occupait la ville de Vienne; Jean de Poitiers dut subir les exigences du maître. On voulut toutefois y apporter certains ménagements et donner à la soumission du prélat toutes les apparences de la légalité. Des plénipotentiaires furent nommés par les deux parties, à l'effet de discuter les conditions du pariage de la cité métropolitaine. Nous savons qu'au mois de février 1450 ils poursuivaient leurs travaux et ne parvenaient pas à tomber d'accord sur tous les points (1). Ce ne fut que le 21 septembre de cette année, à Moras, que l'acte définitif du pariage de Vienne fut signé (2). Le 2 mars 1451, le dauphin étant à Chalaire près de Romans, le ratifiait et mandait au gouverneur ou à son lieutenant, aux gens du conseil et de la Chambre des comptes, d'en observer et d'en faire observer, à l'avenir, toutes les clauses (3).

Pendant que le métropolitain subissait avec résignation la loi du plus fort, son neveu, l'évêque de Valence et de Die était aux prises avec les officiers du dauphin, qui lui avaient suscité une de ces querelles que la mauvaise foi trouve toujours moyen de faire naître. Louis de Poitiers avait fait arrêter et gardait dans ses prisons un certain Charles de Saint-Saturnin, ouvrier de Pierre Thomasi d'Avignon, qui

(1) Archives de l'Isère, B, 3429.

(2) Archives de l'Isère, B, 2651. Les procureurs fondés des deux parties furent Yves Scépeaux, pour le dauphin, et Charles de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, et Guillaume, bâtard de Poitiers, pour l'archevêque. *Acta fuerunt hec Morasii, in domo nobilis viri Francisci de Bellacumba, domini Murinaysii.* Etaient présents Louis de Laval, gouverneur du Dauphiné, Amaury d'Estissac, Jean, bâtard d'Armagnac, Jean de Vilayne, bailli des montagnes, Aymar de Poissieu, Antoine Bolo-mier, Jean Bochetel, Jean Bourré, etc. L'archevêque avait nommé ses procureurs par acte fait à Valence, in domo episcopali Valentina, in camera constituentis, le 20 septembre 1450. — Il est à remarquer que Charvet, p. 509-10, assigne à cet acte la date du 31 octobre 1449.

(3) *Ordonnances des rois de France*, n° 425.

avait fabriqué et essayé de mettre en circulation sur le territoire delphinal 1400 pièces fausses. Les officiers du dauphin prétendaient juger l'affaire et réclamaient que le faux monnayeur leur fût livré. Guy Chourpe, Aymar de Poissieu, Guy Pape et Jean de Cizerin vinrent à Valence et menacèrent l'évêque d'une amende de 50 livres d'or s'il n'obéissait pas. C'était, comme on le voit, en prendre à l'aise avec le prélat sur les terres duquel le coupable avait été arrêté ; c'était la souveraineté même de l'évêque qui était en jeu et à laquelle on s'attaquait. Louis de Poitiers ne se fit pas illusion sur la portée et probablement sur l'issue de cette lutte. Il fit entendre des protestations, en appela au roi, au pape et soumit son cas au parlement de Toulouse. Les officiers du dauphin menacèrent d'user de représailles, comme on disait alors d'user du droit de *marque*, c'est-à-dire de saisir des gages pour contraindre l'évêque à s'exécuter (1).

Ce fut à la suite de cet incident, ménagé sans doute en vue de bien établir la nécessité d'une entente entre les deux pouvoirs à l'effet de faire cesser ces conflits de juridiction, que commencèrent les négociations qui devaient aboutir au traité de pariage. Le célèbre Guy Pape fut délégué par le conseil pour en discuter avec les plénipotentiaires de l'évêque toutes les clauses ; il reçut même à cet effet des instructions très complètes que nous possédons encore, une formule où tout était prévu, devant servir de modèle pour la rédaction de l'acte définitif. Les conférences se terminèrent à Die et c'est dans cette ville, le 10 septembre 1450, que Louis de Poitiers signa sa propre déchéance, reconnut le dauphin pour son souverain, tant en son nom qu'en celui de ses

(1) GUID. PAPE, *Decisiones*. Lugduni, 1610, in-folio, p. 38, quest, xxxiv. Columbi, p. 324. CHORIER, p. 444. Dans le registre des délibérations consulaires de Valence, nous voyons que le 26 janvier 1447 (n. s.) le conseil décide de faire un emprunt pour se préserver de la marque dont les menacent Guy Pape et Copier au nom du dauphin.

successeurs, et soumit à l'hommage le temporel des Eglises de Valence et de Die.

Nous avons sous les yeux le texte authentique de cet acte qui marque une date mémorable dans l'histoire du Valentinois; il comprend huit articles. Le premier déclare que l'évêque a reconnu le dauphin pour son souverain. On entre ensuite dans beaucoup de détails sur les droits seigneuriaux, notamment sur ceux de justice, laissés à l'évêque ou désormais accordés au prince :

« Item, a été transigé, convenu et accordé entre lesdites
 « parties que doresnavant, paisiblement, sans aucun contre-
 « dit, singulièrement et pour le tout, appartiendra à mondit
 « seigneur et aux siens, la souveraineté et ressort desdites
 « villes, cités, forteresses, villages, mandements, juridictions,
 « hommes, vassaux, sujets, hommages, habitants et appartene-
 « nances d'icelles, et de toute la temporalité dessus dites,
 « ensemble toutes appellations, et que dores en avant lesdits
 « hommes, vassaux, sujets et habitants, leurs successeurs et
 « autres survenants en icelle, auront recours, pour raison de
 « ladite temporalité à mondit seigneur, comme souverain et à
 « ses officiers et commis, en tout cas de souveraineté, ressort et
 « seigneurie avec la perception de tous droits, émoluments
 « et prééminences, lesquelles appartiennent pour raison de
 « souveraineté et ressort, sans que doresnavant ledit évêque,
 « ses hommes, vassaux, sujets et habitants puissent ni doivent
 « pour raison de ladite temporalité, appeler ni avoir recours
 « autre part que devant mondit seigneur et ses officiers à ce
 « commis sur peine de l'indignation de mondit seigneur et
 « autres peines de droit.

« Et au regard des appellations a été déclaré qu'on en
 « userait en la manière qu'on faisait, c'est-à-dire qu'en tant
 « que touche lesdits sujets mouvant dudit eveque, les ap-
 « peaulx, et ressorts de son juge ordinaire en viendront tout
 « droit et sans moyen devant le sénéchal de Valentinois ou
 « son lieutenant, et y auront iceux sujets recours par appel,

« sans contradiction. Toutefois les condamnations et sentences donnés sur iceux sujets par ledit eveque ou son juge ordinaire, jusqu'à la valeur de vingt florins et au-dessous se pourront exécuter, nonobstant quelconques appellations, pourvu aussi que ceux qui se sentiront grevés et auront été condamnés et sentenciés jusqu'à ladite valeur, comme dit est, puissent relever et poursuivre leur appel suivant la forme du droit, nonobstant ladite exécution, et que tous ceux qui induement appelleront, encourront les peines accoutumées et ordonnées en Dauphiné, dont la moitié appartiendra à mondit seigneur et l'autre audit eveque. Et au regard des vassaux dudit eveque, qui ont justice, que le premier appel en vienne devant son juge commis ou à commettre, et dudit juge vienne et ressortisse audit sénéchal de Valentinois.

« Item, et pour ce que ledit eveque dit qu'il a intérêt de ce qu'il n'a juge d'appeaux qui cognoisse du premier appel de sesdits sujets, mondit seigneur le recompensera au dire et ordonnance de deux hommes l'un de par mondit seigneur et l'autre de par mondit eveque, et lui donnera 10 livres de rente plus qu'il ne sera trouvé ladite chose valoir, assise auprès de Valence ou de Die, ainsi qu'il avisera. »

Il fut ensuite convenu que dans le courant de septembre tous les hommes de l'évêque prêteraient serment au dauphin, « à scavoir, les gentilhommes en particulier, les communautés par leurs syndics ou procureurs. » De plus, l'évêque s'engagea à solliciter du souverain pontife la ratification de l'abandon de sa souveraineté (1).

Cet abandon, en effet, était contraire à toutes les lois canoniques. L'évêque n'avait que la jouissance des biens et des

(1) *Recueil des chartres, hommages, déclarations, édits, lettres patentes, dispositifs d'arrêts, de règlements et d'autres actes établissant la juridiction territoriale de la sénéchaussée de Valence sur les terres de cet évêché et de celui de Die...* (Grenoble, 1785, in-4°, 148 pp.) pp. 23-33.
— Archives de la Drôme, B, 8. — Archives de l'Isère, B. 2984.

droits de ses Eglises ; il ne pouvait donc en disposer. Il avait promis, du reste, avec serment, le jour de son sacre et le jour de sa prise de possession, de les défendre et de les transmettre intacts à son successeur ; le pape seul pouvait le relever de ce serment. Il eût donc été de toute justice et de toute convenance de faire une démarche à Rome, avant de rien conclure ; mais on risquait ainsi de ne pas arriver au but. Le mode employé violait la loi et attirait sur les contractants les censures ecclésiastiques, mais il était plus sûr, plus expéditif, et l'on savait bien qu'en mettant Rome en face des faits accomplis, on finirait par obtenir d'elle une ratification.

Quatre jours après la conclusion de ce fameux traité, Louis de Poitiers qui s'était rendu à Chabeuil, auprès du dauphin, lui prêta serment de fidélité. On entoura cette cérémonie de tout l'éclat que demandait l'importance de l'acte qui venait d'avoir lieu. De grands personnages de la province s'y trouvèrent : Jean Girard, archevêque d'Embrun, Louis de Laval, seigneur de Châtillon, gouverneur du Dauphiné, Jean, bâtard d'Armagnac, seigneur de Gourdon, sénéchal de Valentinois et du Diois, Amaury, seigneur d'Estissac, conseiller et premier chambellan du dauphin, Jean de Villayne, bailli du haut pays du dauphiné. Bernard de Brion, sieur d'Argental, Antoine Bolomier, « général conseiller sur le fait et gouvernement des finances, » Aymar de Poissieu, dit Capdorat, « maistre d'hostel » du Dauphin, Louis Bastet, seigneur de Crussol, Bernard de Murat, dit de Lestrangle, Guy Pape, Jean de Cizerin, Ozias Jonin, Aynard Raynard et Guillaume Raynard son fils, Jean Artaud, seigneur d'Aix, Jean Roux, prieur de St-Marcel de Die, et beaucoup d'autres. L'évêque reconnut tenir en fief du dauphin « toute la temporalité de « ses Eglises » ; il lui en fit hommage lige et serment de fidélité, « étant droit sur ses pieds, à la manière des nobles, « les mains jointes entre les mains de mondit seigneur le « Dauphin et le baisant en la bouche, en signe de fidélité et « perpétuelle considération et amour, promettant mon dit « évêque, pour lui et pour ses successeurs, au temps à venir

« et jurant sur les saints évangiles, et aussi en mettant la
 « main sur la poitrine, à la manière des prélats, et sous
 « obligation et hypothèque de tous ses biens et de sesdites
 « Eglises présents et à venir, que doresnavant et à toujours,
 « il sera loyal, obéissant et féal à mondit seigneur le Dau-
 « phin et à ses successeurs..... »

Le lendemain, 15 septembre, « en une maison ou hostel
 « que le réverend père en Dieu l'évesque de Valence a(voit) en
 « la ville de Valence, en la rue _____, en la grant
 « salle d'iceluy hostel, monseigneur le gouverneur de Dau-
 « phiné et le sénéchal de Valentinois et Diois » reçurent
 l'hommage des chanoines de Valence, qui approuvèrent
 pleinement le traité conclu par le prélat. Puis, le même jour
 et au même lieu, se présentèrent devant les délégués du
 prince, les syndics de Die, Jean Dupuy et Jean de Gresse,
 qui, « pour et au nom de l'Université de la ville de Dye
 « (promirent et jurèrent) estre bons et loiaulx envers mondit
 « seigneur et le recognoistre et tenir doresnavant luy et ses
 « successeurs, souverain seigneur dudit evesque et d'eulx. »
 Aussitôt après, les chefs de familles nobles de Die, s'acquittèrent
 du même devoir. Il y a intérêt à recueillir ici leurs
 noms. C'étaient Jean Artaud, seigneur d'Aix, Jean Artaud,
 seigneur de Beaumont, Aynard Raynard, seigneur de Saint-
 Dizier, Ozias Jonin, seigneur de Pennes, Reymond de Rosans,
 seigneur de Bonneval, Aynard Faure de Vercors, seigneur en
 partie de Vercors, messire Guillaume Faure, « docteur ès
 lois » et Hugues Faure, de Die. Les syndics de Saillans,
 Antoine Sestier et Berton Regnault, vinrent à leur tour faire
 hommage, au nom de leur concitoyens. Ceux d'Alixan, Pierre
 Guignard et François de Crozon s'acquittèrent du même
 devoir.

Le 16 septembre, se présentèrent les syndics de Valence,
 qui prêtèrent le serment et firent l'hommage demandés (1).

(1) Archives de l'Isère, B, 2984, folios 378-81 verso. Voir notre *Essai sur Die*, t. II, p. 376-81.

On a vu qu'une des clauses du traité accordait à l'évêque une compensation en argent, pour la perte de ses droits de souveraineté et aussi pour le tort qui lui était fait en réservant au sénéchal les dernières appellations de ses sujets. La compensation fut déterminée le 14 septembre et les experts nommés par les parties allouèrent à l'évêque une somme de 14,000 écus à prendre sur les aides et subsides qui pourraient à l'avenir être imposés sur le pays de Dauphiné et les comtés de Valentinois et de Diois, jusqu'à parfait payement de la dite somme (1). En attendant, le dauphin céda au prélat le château et la terre de Pisançon, qui furent estimés à 600 florins de revenu (2).

Dès que le dauphin eut fait reconnaître son autorité, il s'empressa « de mettre et réduire à feux les terres tenues de l'Eglise » de Valence et de Die. Par lettres datées de Crémieu, le 29 octobre 1450, il chargea Jean d'Origny, son conseiller, et Jean Botin, secrétaire delphinal, de parcourir les diverses paroisses, de fixer le chiffre des feux contribuables et d'y opérer la répartition sur les données fournies par les notables (3). Les commissaires étaient à Die le 23 novembre. L'évêque leur remit l'état de toutes les villes, châteaux, bourgs et villages qu'il tenait en fief et arrière-fief du dauphin. On en compta quatre-vingt-cinq (4). De plus, il leur remit l'état des

(1) Archives de l'Isère, B. 3049. « Louis de Poitiers donna à Nicolas Erland, trésorier du Dauphiné, au sujet de ce don, les quittances suivantes : le 12 juin 1451, quittance de 4,000 écus d'or ; le 17 mars 1453, autre quittance de 4,000 écus ; le 19 avril 1454, quittance de 1,200 écus ; enfin, le 4 mai 1459, il signa une quittance générale de 9,200 écus d'or qu'il avait reçus précédemment et déclara s'en tenir pour satisfait (B. 3049, folio 366). PILOT, n° 784.

(2) Ce détail est rappelé dans l'acte du 6 février 1456, par lequel, comme nous le verrons plus loin, le dauphin rendit à l'évêque la plupart de ses droits sur Valence.

(3) Archives de l'Isère, B. 2747.

(4) M. Pilot, n° 809 (note), nous fournit une nomenclature très complète des fiefs et arrière-fiefs des évêchés de Valence et de Die. Nous sommes heureux de pouvoir ici la reproduire :

feux allodiaux de ses évêchés avec l'indication de la somme que chacun d'eux lui payait annuellement pour le droit de

1° Fiefs appartenant à l'évêché de Die : ville de Die ; châteaux et terres de Châtillon, Montmor, Jonchères, Poyols, Valdrôme, la Bâtie-des-Fonts, Chameil, y compris ce que possède Pierre de Beauvoir ; La Bâtie-en-Vercors, Chamaloc, Saillans, Mirabel, Aouste, Bezadun, Crupies, Vesc, Roche-sur-Grane, les châteaux d'Aurel, ceux de Bourdeaux, partie de Saint-Ferréol ; partie de Vassieux avec ce que possède dans ce fief le seigneur d'Aix, et Pont-de-Varces.

2° Fiefs possédés par les vassaux de l'Eglise de Die : Aix, Saint-Roman et Molières, Recoubau, Aucelon, Beaumont, Charens et Saint-Jacques, Ponnet, Boulc, et Sur-Roche, au seigneur d'Aix et à son frère le seigneur de la Roche ; les deux tiers de Lus et le fief de Glandage, au seigneur de Montmaur ; un tiers de Lus, au seigneur de Saint-André ; Luc-en-Diois, Miscon, Lesches, Rochebrianne, Fourcinet, Le Pilhon, à Guillaume, bâtard de Poitiers ; Chalancon, Montlor, Piégu, au seigneur de Chalancon ; La Motte-Chalancon, Volvent et Bellegarde, au seigneur de la Motte-Chalancon ; Beaurières, les Prés, La Bâtie-Cremezin, partie de la Val-de-Toranne, de Charens et de Mirabel, au seigneur de Beaurières ; Saint-Benoit, Rimont, la Chaudière, Beconne et la parerie de Revel, au seigneur de Morges ; Treschenu, les Nonnières, et Archianne, au seigneur de Treschenu ; Creyers et Mensac, au seigneur de Creyers ; Bonneval et Sérionne, au seigneur de Bonneval ; Saint-Didier et partie de Valdrôme, au seigneur de Saint-Didier ; Paris, Saint-Nazaire, et Montanègue, Rochefourchat, Gensac, au seigneur de Paris-au-Désert ; Prébois et Feuillant, au seigneur de Prébois ; Villeperdrix et Léoux, au seigneur de l'Epine ; Chaudebonne, aux épouses de Claude de Laire et du seigneur d'Aspremont ; Divajeu, à Aymar d'Urre ; le mandement de Pennes, à Alzias Johannin ; Brette, à Philippe, bâtard de Poitiers ; Establet, à Raoul de Commiers ; Redortier, à Jean de Taulignan.

3° Fiefs du chapitre de Die : Menglon et Luzerand, Marignac, Justin, Romeyer.

4° Fiefs de l'évêché de Valence : ville de Valence, châteaux et terres de Mirmande, Auriol, Livron, Châteauneuf-d'Isère, Montvendre, Alixan, Beaumont, Cléon-d'Andran, Pellafol.

5° Fiefs du chapitre de Valence : Allex.

6° Fiefs des seigneurs féodataires de l'Eglise de Valence : château de Condillac, au seigneur de Fourcades ; château d'Eurre, aux coseigneurs du même lieu ; Montéliér, au seigneur de Sassenage ; Montléger, au seigneur du même lieu ; Barnave, à l'abbé d'Aurillac.

sauvegarde ou de protection (1). Les commissaires commen-
cèrent la revision des feux par la ville de Die, qui fut taxée à

On peut consulter sur le même sujet : *Mémoire pour M. le procureur général en la Chambre des comptes opposant, intervenant et demandeur, contre messire Gaspard Alexis de Plan des Augiers, évêque de Die, et dame Marie-Madeleine Morin, veuve de noble Jacques de Verdelhandes Fourniels et M. de Chabrillan*. Grenoble, Giraud, 1766, in-4°, 138 pp. Nous avons donné dans notre *Essai historique sur Die*, t. II, p. 385, la liste des 85 fiefs relevant de l'Eglise de Die et hommages par l'évêque en 1450.

(1) Archives de l'Isère, B, 3507. Foca allodiala in episcopatu Diensi. Domanii domini episcopi :

Homines civitatis Diensis	III ^c XL flor.
et ultra super alia medietate	X flor.
Homines Castillionis	XLV flor. III gr.
et ultra	XVI gr.
Homines Montismoris.	XXV fl. VI gr.
et ultra	IX gr. II quint.
Homines de Juncheriis	XXVIII fl. III gr.
et ultra	X gr. II q.
Homines de Podiolis	XXVIII fl. III gr.
et ultra	X g. II q.
Homines Vallisdrome.	LVI fl. VIII g.
et ultra	XXI gr.
Homines Bastide Fontium	VII fl. VI gr. II t.
Homines de Camelis cum nobili Petro de Bellovidere et ultra.	III gr.
Homines Bastide de Vercorcio.	VII ^{xx} XVIII fl. VIII gr.
et ultra.	III fl. X gr. II t.
Homines de Chamalosco	XXII fl. VIII gr.
et ultra	VIII gr. I t.
Homines de Aurellis	XLV fl. III gr.
et ultra	XVI gr. II t.
Homines de Saillente.	LXXIII fl. VIII gr.
et ultra	II fl. III gr. I q.
Homines Mirabelli	XXXIV fl.
et ultra	XII gr. et dim.
Homines de Besauduno	XVI fl.
et ultra	VI gr. II q.
Homines de Augusta	LVI fl. VI gr.

19 feux 1/2 roturiers et à 3 feux 1/2 nobles. On trouva que le nombre des familles pouvant payer était de 213 et celui des familles pauvres de 186. Les nobles se nommaient Alzéar Jonin, Guigues, Aynard et Marcel Faure, Jean du Perrier, barbier de l'archevêque de Vienne, Aynard Raynard, seigneur de Saint-Dizier, et Jean Raynard, notaire. Le clergé de la ville, tant régulier que séculier, comprenait vingt-six chanoines et prêtres de la cathédrale, 25 frères mineurs, 25 frères prêcheurs, 15 moines du prieuré Saint-Marcel, 15 chanoines réguliers du prieuré Saint-Maurice, le prieur du Chastel et celui de Saint-Pierre, soit en tout 109 ecclésiastiques (1).

Le document qui nous fournit ces détails, se fait ensuite l'écho des plaintes des habitants, qui trouvent à leurs misères diverses causes, notamment le peu de fertilité du sol, l'âpreté des saisons, et surtout les cens et rentes de toute sorte que perçoivent les chanoines et les religieux de la ville, cens et rentes qui enlèvent aux cultivateurs une notable partie de la récolte. « C'est ainsi, disent nos Diois, que les chanoines de « la cathédrale retirent chaque année en argent, plus de « 1200 florins, et en nature plus de 1000 setiers de blé ; les « frères mineurs et les frères prêcheurs, beaucoup de rentes ;

et ultra	XXI gr.
Homines de Bordellis	LXXIII fl. VIII gr.
et ultra	II fl. III gr. I q.
Homines de Crupis	XVII fl.
et ultra	VI gr. II q.
Homines de Vaesco	XIII fl. II gr. II test.
et ultra	VI gr.
Homines sancti Ferreoli pro parte epi. . . .	VII fl. VI gr. II t.
et ultra	III gr.
Homines de Vacivo cum domino de Aysio et Poncio de Varcia	XXVIII fl. III gr.
et ultra	X gr. II q.
Dominii de Aysio.	

(1) Archives de Madame de Félines, à Die.

« le prieur de Saint-Marcel, 300 setiers de blé et 25 florins,
 « sans parler des redevances d'autre genre, poules, miel, etc. ;
 « le prieur de Saint-Marcel, 140 setier de blé et 18 florins ; le
 « prieur du Chastel, 40 setiers de blé, 4 saumées de vin et
 « 4 florins ; le prieur de Saint-Pierre, 240 setiers de blé.
 « Aussi, ajoutent-ils, la misère est-elle générale ; tout le
 « monde se plaint. Ceux qui ont des récoltes (les vignes
 « ayant même assez produit cette année) ne trouvent personne
 « qui ait de l'argent pour les acheter et plusieurs n'ayant pas
 « de ressources laissent leurs terres en friche. Il n'est pas
 « jusqu'aux curés de la ville qui ne se plaignent de ce que les
 « fidèles, à cause de leur pauvreté, ne font plus d'offrandes ;
 « les choses en sont à un point que s'ils voulaient affermer
 « leurs bénéfices, on ne leur en donnerait pas plus de
 « 10 florins. »

Nous possédons encore les procès-verbaux des revisions de feux de la plupart des communautés des paroisses dépendant de l'ancien évêché de Die (1) ; nous ne répéterons pas ici ce que nous avons déjà dit plus haut sur l'intérêt historique de ces documents, dont on pourrait extraire une foule de renseignements précieux sur l'état matériel et moral des populations. Ce que l'on constate partout, c'est que le pays avait besoin d'ordre et de tranquillité ; il pensait que le gouvernement du dauphin était seul capable de lui assurer ces biens si désirables, et il ne se trompait pas. Comme nous l'avons vu déjà, si l'administration du prince gênait les grands seigneurs aux allures trop indépendantes, elle était de tout point favorable aux bourgeois des villes, aux habitants des campagnes, au petit peuple jusqu'ici assez abandonné. Une plainte, une réclamation venue de la classe inférieure, quand elle paraissait juste et fondée, était certaine d'être toujours bien accueillie. Signalons, à l'occasion de cette revision des feux, la plainte collective des habitants de Luc, Miscon, Saint-Cassien, le

(1) Archives de l'Isère, B. 2737, 2758, 2766, 2776.

Pillon, Fournet, Montlaur et Beaurières. Vers l'année 1443, un banc de rocher considérable du Puey ou Pic de Luc, à son versant oriental, se détacha subitement de la masse totale et glissa dans le lit de la Drôme, interceptant sur deux points le cours de cette rivière et celui du ruisseau venant de Miscon. Les eaux formèrent deux lacs, le grand et le petit lac de Luc ; elles couvrirent sur une longueur de 5 kilomètres une étendue de territoire de plus de 300 hectares, la portion la plus fertile de la vallée. Le village de Rochebrianne disparut sous les eaux du grand lac. La petite ville de Luc, le Luc du moyen-âge, qui se trouvait sur la rive droite de la Drôme, sur le flanc oriental du Puey, entre les deux coulées de rochers, encore très visibles, et dans ce qu'on appelle aujourd'hui le petit lac (1), fut aussi envahie par l'inondation, et ses habitants

(1) La position de l'ancien Luc du moyen âge, dans ce que nous appelons aujourd'hui le *Petit Lac*, est indiquée par la lettre de Louis dauphin, où il est dit que l'éboulis ou amas de rochers qui a intercepté le cours de la Drôme est *auprès et au-dessous du chastel et ville dudit lieu de Luc*, ce qui ne serait pas exact si l'on suppose l'ancien bourg à l'endroit occupé actuellement par Luc ; enfin, et cet argument nous paraît devoir clore toute discussion, nous avons le témoignage du chroniqueur Aymar du Rivail, qui, une cinquantaine d'années après la catastrophe, vint sur les lieux et nous a laissé une description très détaillée de tout ce qu'il a vu. Voici comment il décrit l'emplacement du vieux Luc : « ... est locus rupibus undique clausus in formam medii circuli septentrionem respicientis, et duos exitus sive egressus satis inter se distantes habebat, quemlibet latitudinis circiter duodeviginti passuum, superiorem scilicet omnino ad septentrionem versum, alterum ad occidentem parum spectantem septentrionem, et per eos exitus Droma agebat, ingrediens per septentrionalem et egrediens per occidentalem, deorsum profluendo... Intra illum circulum Lucus oppidum positus erat, situ loci turribusque et mœniis horribilis, antiquus et fortis moreque vetusto angustus, habens unam ad quemlibet exitum januam et, in medio fere sui, arcem fortissimam, quadratam, magnæ altitudinis et structuræ delectabilis, cum pluribus fornicibus et fenestris aspicientibus meridiem ad occidentem inclinantem... » AYMARI RIVALLII, *De Allobrogibus*, Viennæ Allobrogum, 1844, in-8°, p. 120-1.

allèrent reconstruire leurs demeures un peu plus bas, là où avait été la vieille cité romaine (1). Ce désastre, dont le souvenir s'est perpétué dans la population, fut la ruine de beaucoup de familles, non seulement de Luc et de Rochebrienne, mais de plusieurs localités voisines. Or, les commissaires, ayant sans doute sous les yeux d'anciens cadastres, avaient fixé le chiffre des contributions du pays à 8 feux, comme si aucun malheur ne l'eût frappé. Louis fit droit aux plaintes de ces pauvres gens ; il écrivit le 18 mars 1451 (n. s.), au gouverneur et aux conseillers delphinaux, pour leur enjoindre de les taxer seulement à 2 feux (2).

Les commissaires, qui avaient fait la revision des feux dans les terres de l'évêché de Die, exécutèrent le même travail dans celles de l'évêché de Valence. Nous eussions bien voulu posséder l'enquête faite par eux dans Valence ; malheureusement ici nos recherches n'ont pas eu de succès. En revanche, nous avons toute une série de pièces qui témoignent de l'intérêt tout particulier que le dauphin portait aux Valentinois, depuis surtout qu'en vertu du traité de pariage, il lui avait été donné de placer ses armes à côté de celles de l'évêque, sur les principales portes de leur cité. Louis aimait Valence, avec son grand fleuve, ses plaines vastes et fertiles, sa population de riches marchands. Il y faisait de fréquents séjours et il songeait à en faire la capitale des comtés de Valentinois et de Diois, comme Grenoble était celle du Dauphiné.

(1) Le fait est encore attesté par Aymar du Rivail. On découvre, du reste, assez souvent dans le village actuel des constructions romaines. Voir : LONG, *Recherches sur les antiquités romaines du pays des Vocontiens*, dans *Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, t. II (1849), p. 409-29.

(2) Archives de l'Isère, B. 2773. Voir : *Essai historique sur Die*, t. II, p. 387-8 ; LONG, op. cit., p. 415-7.

LES IMPRIMEURS ET LES JOURNAUX A VALENCE

(SUITE. — Voir la 133^e livraison)

Panégérique du Roy, prononcé dans l'église cathédrale de St-Apollinaire de Valence, en Dauphiné, le sixième août 1690, en présence du Présidial, de l'Université et des autres Corps de cette ville, assemblés pour assister au *Te Deum* chanté en actions de grâces, des victoires de terre et de mer remportées par les armées de Sa Majesté.

Présenté à Monseigneur le Dauphin par André François de Tournon, Capucin.

A Valence, de l'imprimerie de Charles Barbier imprimeur du roi et de Mgr l'évêque et comte de Valence. MDCLXXXI. 5 ff. de 2 pp.

Anne Lacroix, épouse de l'imprimeur, meurt le 23 avril 1694.

Je crois devoir faire observer que j'ai mis ensemble les divers ouvrages imprimés chez Barbier. Mercadier, dont je vais parler, était imprimeur à Valence en même temps que Barbier.

Modus aquæ benedicendæ quâ utebatur Sanctus Gratus Vallis Augustæ episcopus adversus animantia fructibus terræ nocentia. Valentia, apud Carolum Barbier, Regis, illustrissimi episcopi et comitis Valentiniensis et Diensis typographum. S. d.

Petit in-8° de 16 pp., armes de Daniel de Cosnac sur le titre. Approbation de Gilles de Le Feron.

Recevil (*sic*) de plusieurs instructions chrétiennes, dressé par l'ordre de Monseigneur l'illustrissime et révérendissime Daniel de Cosnac, évêque et comte de Valence et de Die. Pour l'instruction des nouveaux convertis de ses diocèses, avec la messe en français.

A Valence, chez Charles Barbier, imprimeur du Roy, et de Monseigneur l'évêque et comte de Valence et de Die. S. d. — Petit in-12 de 108 pp.

MERCADIER

Mercadier, (Joffrey), fils de Claude, maître relieur et peintre en la Chambre des Comptes, et d'Angélique Guilherme, se maria, le 29 avril 1656, à Grenoble, avec Angélique Cochat. Les registres paroissiaux de Valence l'appellent Couchat et même Souchat. Il en eut plusieurs enfants : François, en 1670, Blanche, en 1673, Charles en 1678 et Elisabeth, qui épousa, le 10 février 1697, Jean Gilibert, fils de Laurent, imprimeur libraire (1).

Bibliographie :

La Vie
De la
Très Sainte Vierge
Marie Mère de
DIEU.

Divisée en sept livres avec sept sortes d'exercices spirituels pour l'honorer, l'aimer et la servir dans tous les tems.

PAR IE PERE IACQUES

(1) Note de M. Lacroix.

Teyssier, de l'ordre des frères Prêcheurs, du couvent de Valence en Dauphiné (1).

Première et deuxième parties à Valence, chez Jeoffroy Mercadier, Imprimeur et libraire du Roy, de l'Vniversité et du collège, MDCLXXXVI, avec approbation et permission.

Selectæ sententiæ ex institutionibus civilibus cum supplemento definitionum et differentiarum iuris adusum studiose legum juventutis Valentia. Apud, G. Mercadier, typographum regis collegii et Universitatis 1688. Cum permiss.

In-16 de 5 ff. n. ch. et 540 pp., préface signée : Antonius Marvillius, antecessor regius. P.VI.

Brevis
accurata et perelegans
in quatuor
Institutionum
Libros Sinopsis veras Definitiones, divisiones et Iuris principia continens.
Etiam
quædam ad Praxim
Conducentia edocens
Avthore
Nobili Iacobo de Bovet
Consiliario Regio et Professore
Juridico in Alma Vniversitate Valentina
Valentia, apud G. Mercadier, Typographum
Regis Vniversitatis et Collegis. cum privilegio 1689 (2).

(1) ROCHAS, *Biographie du Dauphiné*. T. II, p. 455, indique cette vie de la Ste Vierge, mais il ajoute qu'il n'en connaît pas le titre complet. Documents communiqués par M. Lacroix.

(2) Il en a été donné une autre édition, en 1701, par J. Gilibert. Note de M. Lacroix.

GILIBERT

Jean Gilibert (1) était le cinquième enfant de Laurent Gilibert, imprimeur à Grenoble, où il s'était établi vers 1670. Jean Gilibert naquit à Grenoble. Il fit son apprentissage chez son père, Laurent Gilibert pendant trois ans ; il servit en qualité de compagnon pendant l'espace de six années environ, en diverses villes du royaume et entre autres dans celle de Lyon, environ une année chez Coutavan, libraire et imprimeur, dans celle d'Avignon, chez Offray le jeune ; pendant six mois, à Toulouse, chez Henot, libraire imprimeur ; dans celle d'Oche ? (Auch ?), chez la veuve Dorion ; dans celle d'Agen, chez Gayot, outre le temps de son apprentissage il s'est exercé dans l'imprimerie et dans la librairie pendant six ans.

Il vint s'établir à Valence le 13 septembre 1695 (2). En 1697, il épousa Elisabeth Mercadier, fille de Geoffroy, imprimeur, et d'Elisabeth Couchat. A cette époque il n'y avait à Valence aucune maîtrise, aucune communauté de librairie et d'imprimerie. Gilibert installa une boutique de librairie et travailla comme imprimeur sans autre formalité. Monseigneur l'évêque et comte de Valence lui accorda des provisions de son imprimeur ordinaire, de même que MM. de l'Université. Gilibert était bedeau de l'Université.

Il y avait à la même date, à Valence, comme libraire, Louis Muguet, fils de Louis Muguet, lui-même libraire

(1) Archives de la Drôme, t. 796.

(2) Archives de la Drôme, G. G. 34.

et imprimeur. A établi une boutique de librairie depuis 15 ans, attendu qu'il n'y a aucune maîtrise à Valence.

En 1734, Gilibert reçoit 99 livres pour impression d'affiches et de billets de logement.

En 1736, le 11 novembre, Gilibert, imprimeur, est désigné avec M. de Planta, avocat, MM. Pansu et Vialet père, pour répartir la capitation : il est déchargé du rôle des industries et moyens secrets attendu le privilège de son art.

En 1738, le 5 septembre, Philippe Gilibert succède à son père. Jean Gilibert était alors premier consul de la ville de Valence. Il reçoit 30 livres pour avoir imprimé le règlement de l'octroi ; 45 livres pour cent exemplaires in-folio du mémoire de M. de Villiers, ingénieur sur les réparations à faire le long du Rhône.

Le 8 mars 1743, Philippe Gilibert, gradué en droit, avocat et imprimeur du roi, fils de Jean et d'Elisabeth Mercadier, épouse Philisé Viret.

Bibliographie :

Edit du Roy concernant la juridiction ecclésiastique, (donné à Versailles au mois d'avril 1695), chez Jean Gilibert, imprimeur du Roy et de Monseigneur l'illustrissime et révérendissime évêque et comte de Valence. M.D.CXCV (1).

In-4° de 12 pp.

Règles et statuts pour la confrérie | des Agonisans | érigée et établie | en l'église cathédrale de Saint-Apollinaire, dans la ville de Valence | pour le secours des Moribons | sous la protection de Notre | Dame de Grâce. | Avec les prières que les

(1) Documents communiqués par M. le chanoine Perrossier, archiviste diocésain.

confrères doi | vent faire, et la manière d'être reçu dans cette confrérie.

A Valence, chez Jean Gilibert, imprimeur ordinaire du Roi, de Monseigneur l'évêque et de l'Université, 1704, avec permission. In-16 oblong de 60 pp.

Ordonnances | synodales | de Monseigneur l'illustrissime et révérendissime | Gabriel de Cosnac, | par la grâce de Dieu et du Saint | Siège apostolique, évêque et comte de Die, conseiller du Roy en tous ses conseils. | Publiées dans le Synode tenu à Die, le 15 du mois de juin 1706.

A Valence, chez J. Gilibert, imprimeur ordinaire du Roy, de Messeigneurs les évêques de Die et de l'Université. MDCCVI. Petit in-8° de 162 pp. et 3 ff., armoiries de Mgr G. de Cosnac au revers du titre.

Dissertatio De Hygiene
Tuendæ sanitatis
Et procavendorum imminentium
morborum præcepta tradens
Opus
Clinicis curandæ procerum valetudini
propositis in primis utile,
nec non literatis omnibus viris
ab ipsomet Autore, quanta potuit diligentia
Emendatum
Valentiæ Cavarum
apud J. Gilibert prope Universitatem.
cum privilegio Regis. M.D.CCX.

Un volume, plus un index xvii de 320 pp. et épître dédicatoire à Mgr de Catelan, évêque de Valence.

Officia | propria | Sanctorum Diocesis Valentiniensis. Valentia apud Joannem Gilibert, Regis illustrissimi reverendissimi que episcopi | Cleri ac universitatis | Typographum prope eandem Universitatem.

In-4° de vi = 152 et 8 pp., armoiries de Mgr de Catelan sur le titre.

Lettres patentes du Roy, du mois de janvier 1716, portant établissement d'un hôpital général en la ville de Crest, avec union de l'hôpital ou Hôtel-Dieu qui y était déjà établi Registrées en parlement avec les délibérations prises sur ce sujet par les notables et habitants de la même ville, les 10 e. 23 juin 1715.

A Valence de l'imprimerie Gilibert, imprimeur de l'Université, MD.C'C'XVI. In-4° de 34 pp.

Mandement | et prières | pour gagner | le Jubilé | accordé par notre Saint-Père le Pape Benoît XIII, afin d'implorer le secours Divin au commencement de son Pontificat pour la conduite salu | taire de la Ste Eglise catholique. | Avec stations pour le diocèse de Valence.

A Valence, chez Jean Gilibert, imprimeur ordinaire du Roy, de Monseigneur l'évêque, de l'Université. MD.CCXXIV. avec privilège du Roy. Petit in-12 oblong de 47 pp., avec armoiries de Mgr de Catelan.

Les antiquités de l'Eglise de Valence, par M. de Catelan.

In-4°, volume double.

Ordonnances Synodales du diocèse de Valence, publiées dans le synode général tenu par Mgr l'illust. et Rev. Alexandre Milon, évêque et comte de Valence, le premier septembre 1728.

Chez Jean Gilibert, imprimeur ordinaire du roy, de mondit seigneur, évêque et comte de Valence. MD.CCXXVIII.

Un volume in-12 de 388 pp. -4 ff.

Recueil d'ordonnances, | de déclarations et arrests concernant le Tabac ou la | Jurisprudence qui y a rapport.

A Valence, chez Jean Gilibert. Imprimeur ordinaire du Roy pour ses fermes générales en Dauphiné. MD.CCXXI.

Instructions de Mgr l'évêque et comte de Valence, adressées aux confesseurs du diocèse de Valence, en renouvelant et appliquant les anciens réglemens donnés à ce sujet.

Sans date. Armoiries de Mgr de Milon. Ordonnances synodales de Valence. quadruple in-8°.

Tarif des douanes de Lyon et de Valence, et celui des marchandises et denrées sujettes au paiement des droits de la Foraine, domaine forain, denier de St-André et autres et traites domaniale dûs au Roy et que le fermier de Languedoc, de Provence et de Dauphiné, prend suivant les lettres patentes de Sa Majesté du 12 octobre 1632, etc.

248 pp. in-16, sans date. Observations sur 16 pp. Tarif de la douane, 42 pp. Titre complet. 58 pp.

Abrégé de la dévotion du Rosaire, 5 septembre 1738. Chez Philippe Gilibert : Dissertatio ad tuendam sanitatem. Valentiae.

Un volume double. Canons de l'église, (sans date). Ordonnances synodales de Die. 1742.

VIRET, JEAN-JACQUES (1765)

Philippe Gilibert continua d'exercer la profession d'imprimeur, jusqu'en 1765, époque de son décès. Il eut pour successeur Viret (Jean-Jacques) son neveu. Viret était né à Valence le 2 février 1724. Il fit ses études au collège de Valence, certificat du Préfet, du 3 décembre 1756. Il fut placé comme apprenti chez Gilibert, puis chez le s^r Arnaud, imprimeur à Grenoble, chez la veuve de Saint, chez Pierre Jorry et Simon, imprimeurs à Paris.

Le 20 janvier 1707 son père est désigné comme notable chargé d'élire le maire les échevins et autres officiers municipaux.

Suivant acte du 15 juillet 1765, passé chez M^e Blache, notaire à Valence, Félix Viret, veuve du S^r Gilibert, a donné sa démission du droit qu'elle avait d'exercer l'imprimerie de son mari.

Un arrêt du conseil d'Etat privé du roi, du 12 mai 1759, dispose que la ville de Valence n'a droit qu'à un seul imprimeur (1). Suivant un autre arrêt du 23 septembre 1765, Jean-Jacques Viret est reçu imprimeur pour remplir la seule place fixée par le règlement. En 1768, Jean-Jacques Viret est élu échevin. La maison d'habitation de Viret se trouvait à l'angle midi de la rue Jonchère et de la rue Jeu de Paume ; elle a été ensuite la propriété de Mlle Laurier, puis de Mme veuve Félix Nugues, née Monier (cadastre de 1896) (2).

Quant à l'imprimerie, elle se trouvait au midi de la maison des têtes, dans la Grande Rue, dans une maison qui est aujourd'hui la propriété de Mme Talon, née de Montal.

Bibliographie :

A Mgr le chancelier de France, mémoire présenté par les échevins de Valence pour le maintien de l'Université.

Observations sur la demande faite par la ville de Valence, d'un quai et d'un arsenal (s. d.)

(1) Archives de la Drôme, dossier du personnel des imprimeurs.

(2) Note de M. Villard. Suivant une note de M. Rochas, le 20 août 1790, on proposa d'installer le Directoire du département dans la maison Viret, située près de l'ancien jardin du roi.

Catéchisme | du diocèse | de Valence qui explique tous les mystères de la Religion, ses dogmes, etc., | à l'usage des anciens et nouveaux catholiques | et de ceux qui sont chargés de leur instruction, | avec l'abrégé de la doctrine chrétienne pour les enfants et les | Prières du matin et du soir. Imprimé par ordre de monseigneur l'évêque et comte de Valence pour être seul enseigné dans son diocèse.

A Valence, de l'imprimerie de J.-J. Viret, avec privilège du roi, sans date. Petit in-12 de xxiv-35 pages, armoiries de Mgr de Grave sur le titre ; le mandement qui est en tête est du 24 juin 1773.

Officium S. S. Cordis | Christi, illustrissimi et reverendissimi | Fiacri | Francisci de Graves, episcopi comitis Valentiniensis, | jussu et auctoritate ac venerabilis capituli consensu editum in tota diocesi celebrandum Valentiae, apud Joannem Jacobum Viret, regis et illustr. DD. episcopi Typographum.

MD.CCLXXIII. In-8° de 56 pp.

Jubilé universel de l'année sainte, accordé par N. S. P. le Pape Pie VI, avec le mandement de monseigneur l'évêque de Valence, les instructions et les prières imprimées par son ordre, chez Jean-Jacques Viret, imprimeur du Roi et de monseigneur l'évêque, (1776) avec privilège.

Petit in-12 de xviii-16 pp. Armoiries de Mgr de Grave sur le titre.

Lettre de Sa Majesté pour faire chanter le *Te Deum* dans toutes les églises du royaume pour rendre grâces au Seigneur du succès de ses armées navales.

In-4° de 4 pp.

Ordo divini officii recitandi | et missæ celebrandæ juxta liturgiam Provinciæ Viennensis | ad usum diocesis Valentiniensis Dioceseos | pro, anno MDCCLXXXI Paschâ occurrente 24 Aprilis | ordinatus et editus | de mand. D. D. Gabrielis Melchioris de Messey, episcopi Valentiniensis.

Valentiæ apud Joannem Jacobum Viret, episcopi Typographum, MD.CCLXXXI.

In-16 carré de 64 pp.

Mémoire pour messire Fiacre-François de Grave, évêque comte de Valence, contre les officiers de la sénéchaussée présidiale de Valence.

In-4° de 47 pages, signé Fiacre-François de Grave. (1785).

Lettres patentes du roi qui autorisent l'établissement définitif de la Société académique et patriotique, fondée à Valence en 1784.

Plaquette in-8° de 25 pp., avec les noms des sociétaires (1).

Oraison funèbre de très noble et très pieuse dame Catherine de Sibeud de St-Ferriol, marquise de Bayane, prononcé dans l'église abbatiale de Soyons, de Valence en Dauphiné, par Dom Pierre Toussaint, 1785. — In-4°.

Extrait du registre des délibérations de l'Université de Valence (2).

S. d. In-8°, 10 pp.

Il s'agissait d'examiner cette question : les Universités doivent-elles envoyer des députés particuliers aux Etats-Généraux ? Le recteur de l'Université de Valence, J.-B. Clerc, écrivit à l'archevêque de Vienne ; les Etats du Dauphiné assemblés à Romans, opinèrent pour la négative. 1789.

(1) *Annales Valentinoises*, de M. VILLARD, p. 141.

(2) *Bibliographie historique des écrits, proclamations, adresses, etc., en Dauphiné pendant la Révolution*, par E. MAIGNIEN, bibliothécaire de la ville de Grenoble.

Délibération de la garde nationale de Valence, 20 av. 1790.

In-8°, 4 pp.

Procès-verbal des citoyens actifs de la Garde nationale de Bourg-lès-Valence en Dauphiné.

In-8°, 3 pp.

Serment prêté à la fédération faite à Valence, le 31 janvier 1790.

N'étant point conforme à celui renfermé dans le procès-verbal imprimé, les citoyens de Valence donnent la teneur exacte de celui qui y fut prononcé

Délibération de la ville de Crest, 21 avril 1790.

In-8°, 4 pp.

Délibération du conseil général de Montélimar, 5 mai 1790.

In-4°, 4 pp.

Discours de M. de Bauthéac de Grandval, maire.

Il soumet la lettre écrite par quelques citoyens de la ville de Nîmes, du 20 avril dernier. Le conseil général, par sa délibération, la dénonce au roi, à l'Assemblée nationale, à la France entière, comme contraire au respect dû à Sa Majesté.

Société des amis de la constitution de Valence, 7 mai 1790. Chez J.-J. Viret, à Valence.

Assemblée électorale de Chabeuil, département de la Drôme.

S. d. In-8°, 21 pp.

Service 1790. Administration du département de la Drôme. Assemblée électorale de Chabeuil. Etat de messieurs les députés électeurs du département de la Drôme présents à Chabeuil, dont les pouvoirs ont été vérifiés, et qui ont été inscrits suivant l'ordre observé par les décrets de l'Assemblée nationale.

S. D. In-4° de 37 pp. Chez J.-J. Viret, imprimeur à Valence.

Procès-verbal de la prestation du serment civique.

Extrait des registres de la maison communale de la ville de Romans, 23 juin 1790. Discours du maire Duport-Roux aux gardes nationales, au bataillon des chasseurs royaux, aux citoyens ; de M. de Gilliers, commandant les gardes nationales ; de M. Duport-Roux, chanoine de St-Barnard ; de Mme Sablière, au nom des dames et mères de familles ; de Mlle Dartan, âgée de sept ans, et de Mlle Sablière âgée de dix ans.

Discours prononcé le 29 janvier 1790, jour de l'assemblée du district de Valence, pour la nomination des députés à la fédération nationale du 14 juillet prochain.

In-4° de 4 pp.

Lettre adressée à l'Assemblée nationale, par les ecclésiastiques du district de Valence, 30 juin 1790.

In-folio placard sur 2 colonnes.

Adhésion aux décrets de l'Assemblée.

91 prêtres prêtent le serment civique. — Adhésion donnée à la résolution prise par les sociétaires de n'user que de marchandises des manufactures françaises ; société de Valence, sous la présidence de Mallevall. Cette délibération est envoyée à Barnave, à Paris.

Fête civique célébrée à Châtillon, district de Die, le 14 juillet 1790. Extrait collationné sur le registre des délibérations de la municipalité de Châtillon. Chancel-Villeneuve, greffier.

In-8°, 4 pp. Bibl. de M. Cyp. Perrossier.

LÉON EMBLARD.

(A continuer.)



LES NOTAIRES PIÉMONT

DE

SAINT-ANTOINE

A notre époque, les savants scrutent les secrets du passé, et en voyant le fruit de leurs laborieuses recherches, on en vient à se demander si, dans un temps prochain, il restera encore quelque trouvaille à faire à ceux qui viendront après eux. Il semble que rien n'échappe à leur sagacité et à leur perspicacité, qui voudrait pénétrer partout et tout connaître; toutefois, disons-le, ils doivent se résigner à ignorer beaucoup de choses de ce passé qui a disparu sans retour, dont les traces difficiles à suivre paraissent défier la science des plus habiles, et qui parfois ne se laisse entrevoir que pour infirmer leurs déclarations trop aventureuses et trop précipitées.

Les recherches des amis de l'histoire sont singulièrement facilitées par les derniers travaux des érudits. Les choix ou recueils de documents inédits, les répertoires, les catalogues des bibliothèques et les inventaires des fonds d'archives publiques et particulières se multiplient chaque année; désormais, l'on peut sans trop de peine connaître le travail déjà exécuté et s'épargner des fatigues longues et inutiles.

Mais en même temps et dans les mêmes proportions, le public devient plus exigeant. Quiconque traite un point

d'histoire doit connaître tout ce qui est déjà publié sur le même sujet, et son ignorance des récents travaux sur la même matière est regardée comme inexcusable. De même, l'on n'admet plus que l'on cite de seconde main un auteur ancien; il faut recourir à l'original et à la source elle-même, si elle existe. Enfin et comme conséquence de ce qui précède, le lecteur se croit en droit d'exiger la précision. Autrefois, l'on se contentait souvent d'un à peu près : « Tel auteur a dit cela, » c'était généralement suffisant. Maintenant, il n'en est plus ainsi; le lecteur veut avoir sous les yeux le passage de l'auteur cité, ou du moins il demande de pouvoir s'y référer; sans cela, il juge sévèrement le livre qu'il tient entre les mains; il l'accuse de manquer de preuves et lui applique à bon droit la maxime ancienne : *Gratis affirmatur, gratis negatur*.

Voilà quelques-unes des exigences dont on ne saurait s'affranchir, si l'on veut aujourd'hui aborder un sujet d'histoire.

Il faut donc recourir aux sources.

I. — LES NOTAIRES, AUTREFOIS ET AUJOURD'HUI.

Entre toutes les sources de l'histoire, il en est une dont l'importance ne saurait échapper à personne, et qui est chaque jour plus appréciée : nous voulons parler des *minutes des notaires* (1).

Le notaire est un homme qui remplit un ministère public et officiel. Il a étudié le droit, et après un sévère examen, il a prêté le serment devant le jury; aussi son

(1) On peut consulter sur ce sujet un bel article de M. Vital BERTHIN, *Des notaires au moyen âge*, dans la *Revue de Vienne*, t. I, p. 326-30.

témoignage écrit a toujours eu une valeur spéciale et indiscutable : il a force de loi. L'Etat et les particuliers reconnaissent au notaire cette autorité, et le jour où il aurait perdu la confiance publique il devrait renoncer à remplir sa charge.

Ses actes sont d'une importance capitale : il travaille pour les hommes du présent et pour la postérité.

Les principaux actes notariés sont les mariages et les testaments. Mais il y en a beaucoup d'autres, comme sont les partages de succession, les ventes et achats, les procurations. Chacun de ces actes est soumis de par la loi, à certaines conditions qui lui donnent toute sa valeur, et dont l'omission pourrait amener la cassation et l'annulation. Tout doit y être précis et bien déterminé : les noms et surnoms des parties, l'objet du contrat, les clauses, les témoins, enfin le lieu et la date. Les parties en présence y sont grandement intéressées. Enfin, le style même, que l'on ne tolérerait point dans un historien, style *sui generis*, propre au notaire, et dont il ne doit point légalement s'écarter : tout cela assure la correction de l'acte. Nous ne dirons rien des poursuites et des peines sévères auxquelles s'exposerait le notaire prévaricateur.

Le notaire n'a point la propriété des actes qu'il a lui-même passés. Les minutes de ces actes, ainsi que celles des notaires qui l'ont précédé dans son étude, sont « propriété publique » ; elles sont transmises fidèlement au nouveau notaire qui fait l'acquisition de l'étude : c'est là que les particuliers, intéressés à les consulter, pourront les trouver et en obtenir copie, si bon leur semble.

Actuellement, en France, chaque notaire conserve dans son étude les minutes de tous ses devanciers. Un projet de loi a été présenté, en vertu de laquelle on réunirait

dans des dépôts publics toutes les minutes antérieures à la Révolution. Il faut en convenir : cette décision ne paraîtrait peut-être point à plusieurs un témoignage de confiance envers les personnes honorables qui remplissent l'office de notaire ; mais certainement ce serait une sauvegarde pour ces précieux documents. Quoi qu'il en soit, ce n'est là qu'un projet.

Qui ne voit quel prix et quel intérêt peuvent avoir pour l'amateur des choses d'antan les minutes fidèlement conservées des anciens notaires ? Les généalogistes interrogeront tout spécialement les contrats de mariage et les testaments ; les topographes étudieront les anciennes routes, l'emplacement des bâtiments et les limites des propriétés, dans les actes d'acquisition ou de vente ; disons-le, chaque spécialiste trouvera à glaner dans le vaste champ des registres notariaux. — S'il en est ainsi de ceux qui s'occupent de retrouver dans le passé l'origine d'une famille ou l'histoire d'un bâtiment, d'une église, par exemple ; quelle bonne fortune pour celui qui étudie l'histoire d'un couvent ou d'une abbaye, de rencontrer les registres d'un homme, dont le nom est maintenant peut-être inconnu, mais qui fut, il y a plusieurs siècles, pendant vingt, trente années ou plus, le notaire et le secrétaire spécial de cette maison autrefois célèbre !

Nous sommes loin, cependant, de prétendre que la collection de ces minutes dût être intégralement livrée à la publicité ; en effet, le plus grand nombre de ces actes offrent un intérêt trop personnel ou trop restreint pour mériter cet honneur. L'inventaire-sommaire seul présenterait une véritable utilité et permettrait aux érudits de recourir à l'original pour le consulter.

Les notaires étaient autrefois plus nombreux qu'ils ne le sont aujourd'hui. Le lecteur en jugera par ce que nous allons dire.

A la fin du xix^e siècle, vingt-six titulaires seulement exercent cette profession dans l'arrondissement de Saint-Marcellin, parmi lesquels trois résident au chef-lieu et un seul à Saint-Antoine.

Un édit royal, daté du mois de mai 1627, fit la « création de *douze cents* notaires héréditaires dans la province de Dauphiné, » dont « *trois* dans le bourg de Saint-Antoine (1). » Trois notaires à St-Antoine, établis le même jour ! « Sans doute, dira-t-on, il n'y avait encore aucun notaire dans ce bourg, et le roi a voulu agir royalement en faisant une semblable « création ? » Telle n'est point la vérité.

Voici, en effet, les noms des notaires de St-Antoine qui exerçaient en même temps leur office dans les années 1574 à 1580, à l'époque où le notaire dont nous avons principalement à nous occuper venait d'embrasser sa carrière : c'étaient François Dubois, Claude Boutéon, Baptiste Bernard, Pierre Delahaye (protestant) (2), Jean de la Garde, Jacques Fayolle, Claude du Pinet, Jean Poudrel, Odin de Valloys, la plupart notaires héréditaires (3).

(1) Antoine PIÉMONT, not. de St-Ant., vol. BBB-1698, fol. 32.

(2) Ce notaire avait été cuisinier du grand prieur de l'abbaye, Hector de Rux, avant d'être notaire. *Mémoires d'Eustache Piémont*, p. 45.

(3) Encore que nous venions de nommer un notaire protestant, nous pensons qu'il faisait exception, et que, pour cet emploi, l'on choisissait de préférence un catholique. Nous voyons en effet (Eust. PIÉMONT, vol. de 1595, fol. 64), que, le 15 août 1595, les consuls et la communauté de St-Antoine élisent pour exercer l'office et l'état de notaire en lad. ville, à la place de feu M^e François Dubois, à savoir Antoine Jassod, fils de Bon Jassod, natif dud. lieu, « étant de la religion chrestienne, catholique, apostolique, romayne. »

Nous pourrions ajouter les noms de plusieurs autres, qui furent sans doute les émules de ceux que nous venons de nommer, dans ce laps de temps que nous avons donné comme point de comparaison. Disons encore que Chatte, Chevières, Dionay et autres petites localités voisines de St-Antoine, qui en sont aujourd'hui dépourvues, avaient à cette époque un ou plusieurs notaires.

Leurs registres ou volumes de minutes, comme ceux de leurs devanciers, qui ont échappé à la destruction, composent les archives des études notariales de la région de St-Antoine, où leurs anciens propriétaires les ont emportés en changeant de résidence.

II. — CLAUDE PIÉMONT ET SA FAMILLE.

Parmi tous les notaires de St-Antoine, il en est un qui a pour nous un intérêt particulier, car il fut avec son fils, pendant de longues années, le secrétaire de l'abbaye de St-Antoine, et plusieurs membres de sa famille exercèrent dans le bourg l'office de notaire pendant plus de cinq quarts de siècle. Nous voulons parler des notaires Piémont.

Le premier notaire de ce nom fut EUSTACHE PIÉMONT, l'auteur bien connu des *Mémoires*, que M. Brun-Durand a récemment publiés pour la première fois (1), et dont nous parlerons après avoir esquissé la biographie de leur auteur et celle de sa famille.

La reconstitution de cette généalogie nous a été facilitée

(1) *Mémoires de Eustache Piémont, notaire royal-delphinal de la ville de St-Antoine en Dauphiné (1572-1608)*, publiés par J. Brun-Durand, vice-président de cette Société (d'Archéol. et de Statist. de la Drôme). Valence, J. Céas, 1885, un beau vol. in-8° de XLIV-664 p.

par M. M^e Louis Coffin, notaire de St-Antoine, qui a eu l'aimable obligeance de nous communiquer les nombreux registres conservés dans son étude : nous le prions de recevoir ici tous nos remerciements. — Le fonds de St-Antoine, conservé aux archives du Rhône, nous a aussi fourni quelques notes bien précieuses.

M. Brun-Durand, dans sa Préface, nous a donné déjà quelques notes biographiques sur Eustache Piémont ; nous essaierons de les compléter. Il voudra bien nous pardonner, si nous modifions quelques-unes de ses assertions, empruntées à divers ouvrages parus avant sa savante édition des *Mémoires*.

Claude Piémont, maréchal (?) de St-Antoine (1), épousa Jeanne Catan. Ils eurent trois fils dont les noms nous sont connus : Eustache, Jean, Loys et une fille, dont l'existence nous est révélée incidemment par les *Mémoires* (2). C'est tout ce que nous connaissons des parents d'Eustache Piémont ; ils moururent avant la fin de l'année 1574 (3). Nous ne connaissons pas non plus l'ordre de primogéniture de leurs trois fils (4).

(1) « Hon. viro Claudio Piedmond, marselario Sti Anthonii », témoin dans un acte du 7 févr. 1571. *Arch. du Rhône*, H, fonds de St-Ant., carton 8. — Cette variante *marselarius* ne se trouve pas dans Du Cange.

(2) « Elisabeth Fayolle, ma niepce », p. 211. — Dans le titre même qu'il a donné à ses *Mémoires*, Eustache mentionne un sien oncle, « Jean Piémond », marié en Poitou « dès l'année 1560. »

(3) Dans le partage fait le 7 nov. 1574 entre Humbert et Antoine Catan frères, Eust. Piémont mentionne « Jehanne Cathan, vivant mariée avec Claude Piémond. » D'après cet acte et d'autres documents, Pierre Catan, mari de Catherine Siberte, testa le 7 mai 1569, et fut père de : 1^o Humbert, mari de Catherine Ageron ; 2^o Antoine ; 3^o Thoinette, femme de Pierre Guillermet ; 4^o Jeanne. Vol. de 1574, fol. 158.

(4) *Mémoires...*, p. 211. — L'an 1610 et le 15^o sept., transaction fut passée pour terminer le différend mû « entre Thievena Bernarda,

Loys Piémont, fils de *feu Claude*, épousa, le 8 août 1574, Thoina Jassermé, fille d'Antoine (1). Il était boucher de Saint-Antoine. Il mourut de la peste, en 1586, avec « sa femme et quatre enfans (2). »

Au cours d'une enquête juridique faite dans l'abbaye de St-Antoine le 25 août 1605, « honneste Jean Piedmond, dud. St-Antoine, apparaît « aagé d'environ quarante-deux ans » : ce qui reporte sa naissance à l'année 1563. Eustache devait être son aîné de plusieurs années, puisqu'il était notaire dès 1574. M. Brun-Durand le fait naître en 1550, d'après le titre même des *Mémoires*.

Jean Piémont, bourgeois et boulanger de St-Antoine, et hôte de « la Croix Blanche » (3), eut de sa femme « Janne Togie » (*al. Tougie*), veuve d'Antoine Lambert Caffiot, une fille nommée Antoinette, qui fut d'abord femme d'André Bugnot (père d'Antoinette et Jeanne

demanderesse, et M^e Heustache et Jehan Piemond, frères, en qualité d'héritiers avecq inventayre de feu Loys Piemondz, leur autre frère, pour raison de la vente de certains fondz assis au mandement de St-Anthoine, lieu dit « à St-Disdier », led. contract de vente passé en l'année 1585, au mois de septembre. Jehan Jassoud, not. de St-Ant., vol. 1605-1618, fol. 144.

(1) Eust. PIEMOND, pet. vol. de 1574, fol. 198.

Seuls Jean, Eustache et son fils Claude signent *Piémont* ; tous les autres membres de la famille, *Piémont* : c'est l'orthographe que nous avons adoptée comme la plus commune. On trouve encore la forme *Piedmont*.

(2) *Mémoires* . . , p. 211.

(3) J. Jassoud, not., gr. vol. de 1605-18, fol. 134 — M. Brun-Durand (*Mémoires*. Index, p. 587,) mentionne : « Piemond, Joseph, hoste du *Chapeau rouge*. » Le texte unique des *Mémoires* (p. 257) sur lequel s'appuie ce dire, ne nous semble point assez démonstratif : « Nous les « logeâmes au *Chapeau rouge*, où Joseph Piémont *se tenoit*. » Ce Joseph Piémont n'est connu que par ce texte, où nous croyons qu'il faudrait lire « Jehan ».

Bugnot), puis d'Antoine Marbaud des Iles. André Marbaud, frère d'Antoine, épousa plus tard Antoinette Bugnot, que nous venons de nommer. Jean Piémont, qui apparaît d'abord comme « clerc », puis souvent comme témoin dans les actes rédigés par son frère ou par son neveu Annibal, fit son testament le 17 novembre 1645 et mourut après le 5 janvier 1646 (1).

III. — LES ÉCRITS D'EUSTACHE PIÉMONT : SES MINUTES ET SES MÉMOIRES.

Aujourd'hui, chaque notaire possède un « état des minutes déposées dans son étude. » M^e Coffin a bien voulu nous communiquer son « état », sur lequel on lit tout d'abord : « Notaires de St-Antoine : 1^o Piémont Eustache, du 18 janvier 1574 au 1^{er} déc. 1616; 2^o Piémont Annibal, 16 nov. 1609 au 11 janv. 1649; 3^o Piémont Antoine, 12 juin 1649 au 1^{er} nov. 1706 », etc.

Voilà donc fixées les limites de la carrière de ces trois notaires.

Durant ce long espace de plus de quarante ans, Eustache Piémont a rempli de ses actes ou contrats un grand nombre de volumes, registres ou « prothocols » comme il les appelle lui-même. Ils forment deux séries, dont la première embrasse les années 1574(A) — 1597(&); la seconde, commencée en 1592 (AA), s'arrête à l'année 1515-16 inachevée. Chaque année comprend deux volumes, en grand et petit format, cotés par la même lettre. Ses petits volumes sont ordinairement précédés du répertoire.

(1) Nous connaissons ces détails sur la famille de Jean Piémont par son testament, que l'on peut voir dans Ann. PIÉMONT, vol. de 1645, fol. 180-2. — Cf. Id., 1646, fol. 4. — Jean Piémont n'était donc point le fils d'Eustache, comme le dit l'*Armorial du Dauphiné*, p. 522-3.

Le notaire inscrit ordinairement en tête de ses volumes une maxime ou pieuse invocation. Voici celle qui commence le grand volume de 1575 : « Au nom de Dieu, le priant de bon cœur qu'il luy plaise me voulloir assister en toutes mes euvres » (1).

Ces maximes et cette belle invocation adressée au Tout-Puissant au commencement de sa carrière, témoignent d'une vraie dévotion et d'une foi profonde et inébranlable. Si le notaire catholique savait demander le secours de Dieu avant toutes ses œuvres, il savait aussi le remercier pour toutes les faveurs reçues. Presque à chaque page de ses *Mémoires*, on rencontre un mot de reconnaissance adressé à « l'auteur de tout bien. »

Il est profondément regrettable que certains volumes soient incomplets. Plusieurs chapitres généraux ou autres actes importants, inscrits au Répertoire, ont disparu.

(1) Au commencement de son premier volume en petit format, on lit la belle prière suivante : « Au nom du Pere, et du Filz, et du Saint Esprit, amen. Je Eustache Piedmond, notaire royal, prie et requiers tres humblement la sainte divine Trinité de paradis me voulloir assister en toutes mes oeuvres, tant spirituelles que temporelles, me conduire par la grace du Saint Esprit en la vraye voye de salut, me voulloir garder de faire chose qui soit contre le devoir de mon estat, me voulloir garder de toutes mauvaises personnes et de mauvaise voullunté, qui se pourroyent adresser à moy pour me incister à faire chose contre mon honneur ; me donner l'esprit et le pouvoir recognoistre à celle fin que je m'en puisse garder, et que je puisse si bien user de mond. estat que ce soit à la gloire de Dieu et de mon honneur et proffict d'ung chascun ; et generallement de tous perilz et dangers de mauvaise compaignie, mauvaise herezie, à celle fin que je puisse tousjours recognoistre et louer celluy qui m'a faict et créé, et qui a voullu prendre chayr humaine, et souffrir mort et espandre son sang en l'arbre de la croix pour les pecheurs : le suppliant de bon coeur qu'il luy plaise me donner sa grace et benediction, et en fin paradis, amen. PIEMOND, not. »

Cette soustraction, croyons-nous, peut être expliquée dans certains cas : le notaire, pour s'épargner un grand travail de copie, aura détaché du registre annuel et expédié le cahier qui contenait ces actes. Mais cette explication est-elle recevable pour tous les cas ? Non, nous n'oserions point le soutenir...

Dans les derniers volumes, on reconnaît, parmi les diverses écritures, celle d'Annibal Piémont, qui venait en aide à son père, bien qu'il fût lui-même notaire, comme nous le verrons plus loin.

Eustache Piémont a laissé un *Répertoire général* ou table de tous ses registres. Ce volume de 503 feuillets est en très mauvais état, le dos ayant été rongé par l'humidité. Des deux cents premiers feuillets se rapportant aux années 1574 à 1590, il ne reste qu'une parcelle...

Eustache Piémont tenait bien ses registres notariaux ; l'écriture est belle et toujours soignée ; l'on ne voit point dans les interlignes de surcharges qui rendent les textes illisibles ; il renvoie plutôt, au moyen d'apostilles, les corrections ou additions indispensables au bas de la page ou à la fin de l'acte avant l'apposition des signatures. Les actes, placés régulièrement dans l'ordre chronologique, sont précédés d'un titre qui indique l'espèce du contrat, si c'est un arrentement, une transaction ou une quittance, etc., et le nom des parties. Souvent, de courtes notes marginales font connaître que l'acte a été expédié et réexpédié par le notaire lui-même ou par quelqu'un de ses successeurs, parfois un ou deux siècles après la rédaction de l'acte primitif. Disons en passant que ces notes sont rarement sans intérêt. Les titres des actes sont reportés à l'index qui accompagne chaque volume ou au *Répertoire général*. La couverture en parchemin contient

un acte, rédigé le plus souvent en latin, particulièrement un contrat de mariage, qui, à l'époque où le notaire reliait ses « prothocols », ne présentait pour lui aucun intérêt, mais où le chercheur attentif découvre parfois des détails surprenants.

Sans doute, la plupart des registres notariaux fournissent les mêmes détails et les mêmes avantages ; nous devons dire toutefois que les volumes d'Eustache Piémont sont plus soignés que ceux de ses collègues, ses contemporains, et que les recherches y sont plus faciles. Et nous ajoutons avec plaisir que les membres de sa famille qui lui succédèrent dans le notariat, semblent avoir hérité de leur ancêtre ces deux précieuses qualités, le soin et l'ordre. En ouvrant leurs volumes, *on voit clair* et l'on ressent le désir de lire. Nous n'en dirions certes pas autant de tous les registres notariaux que nous avons eus entre les mains !

Terminons par un détail ; le lecteur jugera lui-même de son importance.

Nous avons dit plus haut que dans les registres des notaires Piémont, les actes étaient « placés régulièrement dans l'ordre chronologique. » Cette méthode est si naturelle que son éloge a pu paraître banal. Or, nous connaissons la collection des registres d'un ancien notaire, soit les actes reçus en son étude pendant plus de trente années. *Tous* ces registres ont été reliés de la façon que nous allons décrire. Nous prions le lecteur d'être attentif. Chaque volume comprend deux années (voire même trois) ; la seconde année est placée avant la première, et la troisième (quand il y a lieu) avant la seconde. Chaque année se termine par son index, qui est le point de départ d'une pagination spéciale, compliquée parfois d'une ou

deux autres, et allant, pour suivre l'ordre chronologique ou quasi-chronologique, en sens inverse de la méthode normale partout reçue. De plus, l'index annuel sépare les actes des séculiers de ceux des ecclésiastiques de la même année ! C'est à cette pagination à rebours que se rapporte le *Répertoire général*, — car il y en a un. Enfin, pour la consolation du chercheur, il y a une autre pagination, unique pour les deux (ou trois) années du volume, procédant selon la méthode que tout le monde connaît, mais qui est inutile, puisque aucune table ne s'y rapporte ! C'est complet, c'est réussi !... Et *vingt volumes* reliés d'après cette méthode !... On peut se demander quels avantages l'inventeur du système avait découverts dans cette façon de procéder, pour l'appliquer ainsi *avec suite*. Ce qui est certain, c'est que, dans un tel labyrinthe, l'on peut chercher longtemps sans trouver, et que parfois, désespérant enfin d'y trouver rien qui vaille, on s'en éloigne avec dégoût, quoique avec regret... et à tort.

Revenons à la rédaction d'Eustache Piémont. Dans les actes notariés, il emploie le style propre aux notaires en se conformant à certaines formules, où les noms propres seuls sont à changer. Secrétaire de l'abbaye de Saint-Antoine dès 1580, il rédigea pour les religieux un grand nombre d'actes très divers, en français et en latin. Il semble très facile dans ces sortes d'actes, modelés sur les formulaires (1), d'éviter une faute quelconque de langage. Nous n'avons pas d'observation à faire sur les actes rédigés en français par Eustache Piémont; mais vraiment

(1) Il existe encore aux *Archives du Rhône*, H, fonds de St-Antoine, carton 214, un registre ou *formulaire* servant à la rédaction de la plupart des actes capitulaires de l'abbaye.

certaines autres ne font pas honneur à sa science de la langue latine. Un exemple, qui l'emporte de beaucoup sur tous les autres, mérite d'être rapporté comme exception.

En 1897, nous avons transcrit les actes du chapitre général de l'année 1605, d'après une copie, évidemment défectueuse, tout entière de la main d'Eustache Piémont. Deux ans plus tard, nous fûmes assez heureux pour retrouver, égaré dans un volume d'Antoine Piémont, l'original paginé (fol. 85-89), et enlevé au volume « HH 1605 » auquel il avait appartenu. Cet original est seulement signé par le notaire ; le texte, très correct, est sans doute de la main d'un religieux de l'abbaye. En comparant les deux textes, nous avons remarqué, dans la copie du notaire, l'omission de plusieurs passages notables ; son texte, bien lisible, d'une orthographe souvent différente de celle de l'original, *fourmille* (le mot n'est pas trop fort) de fautes qui le rendent, en maints endroits, inintelligible. Il a même imité l'écriture de certains mots, pour lui illisibles : d'où il est résulté une sorte de hiéroglyphe indéchiffrable à l'œil et à l'intelligence ; d'autres fois, il a simplement passé outre. Enfin, l'on en vient à se demander si le bon notaire comprenait ce qu'il écrivait.

Aussi bien ne faut-il point s'étonner de trouver, dans quelques-uns de ses volumes, des extraits de lexique, écrits de sa main et à son usage. En voici un spécimen : « *quia*, pourvu que ; *labor*, labeur, peyne et travail ; *ingratus*, mecognoissant ; *debita*, deub ; *præmia*, gain et prix de quelque jeu, gaige, loyer ; *fallunt*, decepvoir, abuzer, tromper ; *excipiendis*, prendre, recepvoir ; *hactenus*, jusques à présent (1). »

(1) Vol. de 1597, fol. 110.

Le titre du volume de 1574 se termine ainsi : « *Finis coronna oppus.* »

Evidemment, celui qui a besoin de recourir au dictionnaire pour connaître la signification de mots aussi souvent répétés, n'a point fait une étude approfondie de la langue latine.

On ne saurait faire une semblable observation à l'endroit du fils et du petit-fils d'Eustache Piémont.

Outre ses registres, dont nous venons de parler, Eustache Piémont a laissé des *Mémoires*, que nous ferons connaître brièvement, d'après la *Biographie du Dauphiné* : « Ce journal embrasse une période de 36 ans [1572-1608] ; il est divisé en alinéas précédés chacun d'un titre explicatif, de la date de l'année, du mois et quelquefois du jour ; il donne de minutieux détails sur tous les petits sièges, attaques, prises et reprises des innombrables places de guerre qui bordaient les deux rives du Rhône, sur les assauts éphémères qu'essuyèrent les bourgades, les combats de quelques instants, les révolutions intérieures des cités, dont l'obscurité a presque toujours échappé aux historiens. Piedmond fut souvent témoin des événements qu'il raconte ; aussi son journal est-il d'une grande importance pour fixer les incertitudes et les erreurs de dates qui pèsent sur un grand nombre d'événements arrivés dans notre province pendant la seconde moitié du xvi^e siècle (1). »

Dans cette étude, il nous est souvent arrivé et il nous arrivera souvent encore de citer ces *Mémoires* pour faire connaître leur auteur, les membres de sa famille et d'autres personnages dont nous aurons à parler.

(1) T. II, p. 247.

M. Rochas, dans le passage que nous venons de lui emprunter, et après lui, M. Brun-Durand, dans sa Préface aux *Mémoires* imprimés (p. xxiv, xlii et p. 1), s'appuyant sur le titre même de ces *Mémoires*, marquent leur commencement à l'année 1572 (1). MM. Jules Ollivier et Vital Berthin, s'appuyant également sur le même titre, — qu'ils reproduisent différemment, — les font commencer dix ans plus tôt en 1562. Quel titre portait l'original d'Eustache Piémont ? Impossible de le dire sûrement, puisque son manuscrit a disparu. Du reste, les deux lectures peuvent se justifier : car les cinq premières pages des *Mémoires* résument les événements des années 1560-1570, et les deux suivantes seulement (6-7) se rapportent à l'année 1572.

Cette variante de lecture serait donc par elle-même sans importance. Seulement la date de 1562, étant donné le reste du titre tel qu'il se lit dans les divers auteurs, rend ce titre contradictoire en faisant revenir de Poitou Eustache Piémont en 1562, *onze ans* après que son oncle l'a attiré dans cette province où il est « marié dès l'an 1560. » Le texte complet donné par M. Brun-Durand seul s'accorde avec la dernière date de 1560 qui termine le titre.

(1) Voici ce titre tel que le donne (p. 1) le texte publié par M. Brun-Durand : « Memorial perpetuel... de ce que particulièrement est advenu en Daulphiné, et notamment en nostre pauvre ville de St-Antoine en Viennois, recueilli par moy Eustache Piemond, notaire royal dalphinal de lad. ville de St-Antoine... depuis l'année mille cinq cens septante et deux que je fus de retour de Poictou, où j'avois demeuré onze ans et onze ans j'avois lorsqu'un mien oncle nommé Jean Piemond m'y avoit attiré, y estant marié dès l'an 1560. »

M. Ollivier (*Revue du Dauphiné*, t. I, p. 143,) et M. Berthin, (*Revue de Vienne*, t. II, p. 300), omettent les mots « et onze ans j'avois » dans le titre des *Mémoires* qu'ils relatent d'après la copie de Fontanieu, à la Bibliothèque Nationale.

Comme l'indique la citation précédente, les *Mémoires* s'arrêtent brusquement au mois de mars 1608. Tous les écrivains, jusqu'ici, ont attribué cet arrêt subit à la mort de l'auteur. Il n'en est rien, car Eustache Piémont vécut encore plusieurs années, comme nous le verrons bientôt. Il faut donc, désormais, chercher à cela une autre cause, que la disparition de l'original ne permet point facilement d'assigner. Nous avons dit que certains cahiers plus importants ont été soustraits aux registres d'Eustache Piémont; un semblable accident n'est-il point arrivé aux derniers cahiers manuscrits de ses *Mémoires*, avant leur transcription faite au XVIII^e siècle ?

Il est temps de reprendre la biographie de l'auteur des *Mémoires*.

IV. — DATE DE LA MORT D'EUSTACHE PIÉMONT.

Ce n'est point dans les registres d'un notaire qu'il faut chercher des actes concernant sa famille; car s'il reçoit les contrats de tous les étrangers, il ne saurait être admis à témoigner dans sa propre cause et pour les siens. Eustache Piémont nous fournit néanmoins quelques notes, bien courtes, sur lui-même et sur sa patrie.

Voici comment il termine son petit volume de 1588 : « Fin de l'année 1588, laquelle a esté assez rude à passer; et dès le moys d'aoust dernier n'ay guieres travaillé de mon estat à cause des remuementz survenuz dès la surprise de Paris, et pour la fin le s^r de Guyse aux Estatz generaulx de France à Bloys fust tué. Nous resceumes à St-Anthoine grande ruyne du sejour de 39 jours du regiment de la Baulme d'Aultung : pour nous estre voisin, il ruyna presque tous les bastimentz de la ville, ruyna les habitans et les villages autour à vin lieues. Ayant entendu

la mort dud. sieur de Guyse, il s'en alla le jour des Innocens 1588. Dieu nous donne consolation en noz mizeres ; et qu'il luy plaise apaiser les troubles et partialités des princes, affin que, jouissant de heureuse paix, nous le puissions recognoistre nostre souverain createur, et en fin nous donner paradis ! PIÉMOND, not^{re} (1). »

Dans son *Répertoire général* (2), il nous explique pourquoi ses protocols de 1605 et 1607 sont demeurés petits : Il fit, à la fin de ces deux années, nous dit-il dans une note, un voyage à Grenoble où il séjourna plusieurs semaines, la première fois « comme commis du bailliage de St-Marcellin pour les affaires des villageois du Dauphiné », pour l'exécution de l'arrêt du conseil privé obtenu à leur profit ; la seconde, pour le même motif et aussi « pour le second rabaiz de feuz de St-Anthoine, que le consul Lavis et moy avons obtenu à la ville de St-Anthoine reduicte à x feuz. »

Voilà tous les détails que nous avons pu recueillir sur sa personne.

En quelle année mourut Eustache Piémont ?

M. A. Rochas, dans la *Biographie du Dauphiné*, dit que « nous ne savons presque rien de la vie d'Eustache Piedmont. » Et après avoir donné le titre de ses *Mémoires* encore manuscrits, il ajoutait : « Son journal s'arrête à l'an 1608. Comme il enregistrait chaque jour avec soin et une régularité notariale les événements dont il était témoin, ou dont il entendait parler, on peut avec probabilité placer sa mort à cette époque ; il nous semble, en effet, difficile à admettre qu'un notaire de la vieille roche, tel que lui, se fût départi sans une cause aussi

(1) Cf. *Mémoires...*, p. 232.

(2) Fol. 426, 433, 453 et 458. — Cf. *Mémoires...*, p. 277.

majeure que celle de son trépas, d'une habitude contractée depuis 36 ans. » Dans cette appréciation, M. Rochas ne fait que suivre l'opinion émise en 1830 par M. Jules Ollivier dans la *Revue du Dauphiné* (1).

L'*Armorial du Dauphiné* se contente de dire qu'il « vivait encore en 1608. »

M. Brun-Durand pense, après l'auteur de l'*Armorial*, que sa mort est « probablement arrivée en 1608. »

Toutefois, il est un passage des *Mémoires*, qui eût pu embarrasser un auteur dégagé du préjugé de l'année 1608. Voici ce qu'on lit à la page 424-5 de ces *Mémoires* imprimés : « *Le dimanche 12 de juillet 1615, il [le pieux abbé de Saint-Antoine, Antoine Tolosain] deceda et fust enterré dans la grande esglise, en la tumbé qui est devant le pupitre du cœur, et quatre jours après son enterrement, on voulust pozer la grande pierre, on trouba ce corps dans sa chasse beau et frais sans puanteur, chose admirable; et l'on trouba les ossements du corps de l'evesque de Beziers, qui sentoient bon comme beaume, chose admirable. Tout le peuple de la ville l'alla voir, et moy je touchay sa face qui estoit plus vermeille que le jour que fust mis en terre* (2). »

(1) T. I, p. 143.

(2) L'examen approfondi et la critique de ce court alinéa demanderaient de longs développements, que nous différons de donner. Pour le moment, nous nous contenterons de prévenir le lecteur que nous regardons comme appartenant *certainement* à Eustache Piémont seulement la partie du texte en italiques; une autre partie, *peut-être* de lui, a été ensuite faussée par suite d'une mauvaise correction. Quant à ce qui concerne « l'evesque de Beziers », c'est *certainement* une addition faite après l'année 1660, c'est-à-dire après la translation du corps de l'abbé Tolosain dans un autre caveau de l'église. — La discussion de ces différents points n'intéresse pas la date de la mort d'Eustache Piémont, et notre démonstration n'en sera nullement ébranlée.

M. Brun-Durand a donné, dans une note, une explication facile de ce passage au premier abord embarrassant. Puisque, pensait-il, l'annaliste est mort en 1608, « cet alinéa a dû être ajouté au ms. original par le fils d'Eustache Piémont... »

Evidemment cet alinéa, qui suit immédiatement le récit de l'élection de l'abbé Tolosain, faite en octobre 1597, n'a pu être inséré dans le texte des *Mémoires* (ou plutôt, croyons-nous, en marge dans l'original aujourd'hui perdu) que dix-huit ans après cette élection. Mais nous n'hésitons pas à dire que, dans son ensemble, selon que nous l'expliquons en note, l'intercalation de cet alinéa a été faite par *Eustache Piémont lui-même* après la mort du pieux abbé.

Le volume des actes notariés, reçus par Eustache Piémont en l'année 1597, existe encore. Au folio 239 commence le procès-verbal de l'« *Electio pro futuro abbate monasterii Sti Antonii.* » A la marge de ce feuillet, on lit la note suivante, *de la main d'Eustache Piémont* : « Il a régné 18 ans et decedé le 12 juillet 1615 (na faict antiere reparation en l'eglize). Dieu luy pardonne ces fautes. » — Sur la couverture-parchemin du même volume de 1597, on lit encore, *écrit de la main du même Eustache Piémont* : « Cy dans ce protocol est... la reception de frere Anthoine Tolozain, jesuiste, pour abbé, et a regné abbé 18 ans, (scut (?) faire certaine reparation en l'eglize). Dieu aye receu son ame en son paradis (1). »

Eustache Piémont *vivait donc encore en juillet 1615*, et c'est lui-même qui a consigné dans ses *Mémoires*,

(1) Les mots entre parenthèses ont été effacés : nous n'avons pu les rétablir qu'avec peine, et la lecture d'un mot reste douteuse.

comme dans ses minutes, la date de la mort de l'abbé de Saint-Antoine. Comme les autres habitants du bourg, et sans doute plus encore que les autres, il alla voir, « dans sa chasse beau et frais sans puanteur », le corps du défunt abbé qu'il avait connu, aimé et vénéré pendant sa vie, et s'en approchant avec respect, il « toucha sa face qui estoit plus vermeille que le jour de sa mort. »

Que ces deux annotations postérieures, faites dans le volume de 1597, soient de la main d'Eustache Piémont, la chose est absolument certaine et à l'abri de tout doute.

Ajoutons une autre preuve, qui confirme ce que nous venons de dire.

Nous avons encore les registres d'Eustache Piémont des années 1608 et suivantes *jusqu'à 1616 inclusivement*. Les actes contenus dans le dernier volume, qui est en grand et petit format, se rapportent aux deux années 1615 et 1616; le volume est sensiblement moins fort que les précédents, et l'année 1616 est inachevée. Le dernier acte est daté du 21 août de cette année. A en juger par le *Répertoire général*, où les derniers actes ont été « reperi-torizés » par Annibal, ce volume n'a jamais contenu d'actes postérieurs. L'« état des minutes des notaires de St-Antoine », cité plus haut, fixait comme date dernière à la carrière du notaire le « 1^{er} décembre 1616 »; mais rien ne prouve qu'il ait pu exercer son état jusqu'à ce jour, empêché par la maladie ou peut-être... par la mort.

Quoi qu'il en soit, une dernière conclusion s'impose : c'est bien à la fin de l'année 1616 qu'il faut placer la mort d'Eustache Piémont, sans que l'on puisse encore préciser davantage.

DOM GERMAIN MAILLET-GUY,

Chan. rég. de l'Imm.-Conc.

(A continuer).

UN TORRENT LA DROME

(SUIRE. — Voir les 127° à 133° livr.)

Die a été plusieurs fois livrée au pillage, jadis par les Barbares et par les factions politico-religieuses, de nos jours, par les archéologues, — ceux-ci, on le conçoit, dans des intentions différentes. — Mieux peut-être qu'en aucune cité dauphinoise, mieux qu'à Vienne, qualifiée *Pulchra* et *Ornatissima* par les Empereurs, on y respire ce mucre latin, cette odeur spéciale que gardent, des civilisations dont elles furent imprégnées, les vieilles murailles.

Le Moyen-Age, à qui l'énorme coûtait peu et qui maçonnait au besoin la montagne, bâtit et rebâtit d'une truelle inlassable dans la vallée de la Drôme, mais ici, pressé sans doute, il se borna à modifier et à ressemeler dans le sens de son architectonique. Sous les évêques, la ville était, dit-on, percée de douze portes ou poternes et flanquée d'un nombre considérable de tours. On y employa, pêle-mêle, sans les défigurer, sans les dépaïenniser, les matériaux de tous les monuments anciens. Ces pierres, petit à petit, se retrouvent, et chaque fois que la pioche en exhume, Die se sourit à elle-même.

Deux portes romaines donnaient jadis accès dans la ville. Sous le prétexte bouffon, de donner de l'air à un quartier, la porte St-Pierre a été abattue. Il reste la porte

St-Marcel, arc de triomphe de paternité fort douteuse, — et très joliment fruste. Va-t-on le jeter par terre ? Les savants, les curieux, tous ceux qui, à différents titres gardent au passé quelque tendresse, peuvent avoir confiance en M. Joseph Reynaud. Le maire de Die, dont la sensibilité de lettré s'est émue de mainte déprédation, garde sa ville.

A part le très beau porche que l'on sait, présent durable de Cybèle à l'Eglise, la cathédrale, dépecée par le terrible La Tour Gouvernet, et réédifiée au xvii^e siècle, est la laideur même. S. Nicaise, S. Pétrone et les quelques autres saints patrons de Die, en baissent les yeux. Le chœur, toutefois, offre au rez-de-chaussée des stalles anciennes richement sculptées. Le clocher, très court, finit lâchement en un affreux campanile de fer. La tour ruinée de Ste-Agathe est le seul reste d'une citadelle bâtie en 1595. La tour de Purgnon, débris vénérable d'un château des évêques bâti au xii^e siècle, a été convertie en 1860 en une chapelle sous le nom de N.-D. d'Espérance. Quant à la citadelle, sise sur une sorte de terrasse d'où la vue plonge fort agréablement sur la ville et sur toute la vallée de la Drôme, ce n'est qu'un vaste décombre.

Mais il faudrait dénombrer les vieilles pierres qui, partout, lapident le sol d'ex-voto historiques, et qui nous confient le secret de leurs joies et de leurs peines ; il faudrait parler des bancs publics, jadis orgueilleux bas-reliefs, et des fontaines ex-colonnes de temples ; il faudrait citer les maisons romanes aux voûtes pesantes dont l'une, habitée justement par M. Reynaud, demeure si précise en ma mémoire autant par le plaisant anachronisme de son architecture que par l'exquise hospitalité que j'y reçus ; il faudrait doubler les angles vifs et comme méchants de

certaines ruelles et lever les yeux vers leurs fenêtres ouvragées ; et il faudrait ne pas oublier les savants, tel cet opiniâtre Denis Long, qui fouilla toute sa vie le sol de sa ville natale. J'ai ma Drôme à suivre, ma Drôme dédaignée un peu de la cité qui lui tourne le dos, et que je vois serpenter là-bas par l'échappée des ruelles dans le verdoyant bassin du Périer, le jardin potager de Die !

Hâtons nos pas. La comtesse de Die a peut-être tort de clore ses jolies paupières. Elle est sur une place si calme, si ombreuse, si propice à une cour d'amour ! Mais sans doute elle médite, l'esprit bercé par le murmure des fontaines jaillissantes. Le buste noble et séduisant, dû au ciseau de M^{me} Clovis Hugues, fut inauguré en août 1888, au début de la plus mémorable tournée peut-être des Cigaliers et des Félibres. Maurice Faure, Henry Fouquier, et quelques autres bouches d'or, avec, pendus à leurs basques, tout un essaim bourdonnant de poésie, excitèrent dans ces montagnes un enthousiasme indescriptible. De toutes parts les rustiques : bergers, vigneron, et simples pied terreux vinrent boire à la coupe fraternelle de poésie. Et tout un jour, le peuple, dans un élan superbe, vint affirmer son droit à la beauté par une compréhension touchante des œuvres pures de l'esprit. Ne vit-on pas ces braves gens, haranguer les représentants du gai sçavoir, des messieurs de Paris, puis leur offrir des fruits et des fleurs ?

Mais — qu'on me pardonne — le plus beau monument de Die, c'est le Glandas.

Si le mont Aiguille, qui d'ailleurs fut diois sous les évêques, est un prodigieux obélisque, le Glandas, avec en son impayable structure, je ne sais quel chimérique

Kremlin, vers lequel monteraient les respects, sinon les admirations des habitants. Les gens de Die qui lui vouent un culte, n'y vont guère. Ils se contentent de le regarder tout le jour, mais laissent volontiers à sa solitude ce puissant arbitre du vent et des orages. Les rares excursionnistes s'y hissent par la vallée de Romeyer. C'est la route suivie depuis un temps immémorial par les bergers de Provence, que M. Etienne Mellier, définitif historiographe des transhumants, nous montre en des pages si attachantes, poussant devant eux à travers siècles et civilisations leurs hordes débonnaires et bêlantes. La draille est inégale et peu sûre, mais aussi elle s'entretient toute seule, ni plus ni moins que jadis les sentiers voconces, et elle est pleine de charme et d'imprévu.

Le Glandas donne à boire aux Diois d'une urne si libérale que la ville est à cet égard l'une des mieux pourvues de France — eau admirablement limpide et délicieusement glacée. Sur ses flancs, drus de pins noirs et de grands hêtres, on cueille à pleins paniers entre autres cryptogames, un champignon appelé vulgairement *beligouras* et qui doit être le clavaire jaune. Des fleurs rares émaillent ses patriarcales terrasses si vertigineusement suspendues, et l'*arnica montana*, sur certains points délaissés par les lapias, y lève de véritables moissons.

Ce cirque de montagnes aux merveilles trop secrètes, ces imposants belvédères, ces sanatoires d'air pur et de lumière, toute cette nature agreste qui fait si bien planer sur Die comme un charme primitif et mystérieux lui vaudront quelque jour des touristes, de nombreux touristes, et des Anglais sans doute, ces Pères de l'Agitation perpétuelle. Mais la ville, sortie enfin de sa torpeur, et avec sur sa face vieillote et archaïque le fard

du badigeon, nous demeurera-t-elle aussi chère, et y trouverons-nous pour nos rêves la même douce quiétude ?

Die abrite à peine quatre mille habitants, gens aussi peu amorphes que possible. On y tient en particulière estime les amuseurs, les buveurs, les casse-cou. Il existe à Die l'homme qui a mangé de tout, et il paraît que les digestions heureuses de ce Voconce n'ont pas d'histoire. Est-ce que cette force d'instinct et cette animalité plaisante, comblées par de tels goûts, ne ressuscitent pas toute une préhistoire endormie ? Des types, ces Diois ! aussi bien aux anciens jours qu'à notre époque. L'énergie de leurs syndics au Moyen-Age, touchant les libertés de la commune, est légendaire. L'un d'eux, Albert Maurin, sorte d'Etienne Marcel, s'imprime dans les vieux souvenirs avec une netteté d'eau forte. Mais il y a aussi des figures plaisantes, hilares, tel le philanthrope Berton Gabert. Les auberges étant, paraît-il, très mal famées en 1437, et la loi, d'autre part, infligeant trop souvent le fouet aux pauvres ribaudes et aux femmes adultères, l'excellent homme ne trouva rien de mieux pour concilier la morale publique et sa pitié native, que de s'exproprier lui-même en faveur des filles de joie. D'après l'acte de donation, sa maison de la rue du Palat devait leur servir d'asile « tant de jour que de nuit. » Nul ne dit combien d'années fonctionna ce lupanar municipal.

David de Rodon ou Derodon est une physionomie curieuse du XVII^e siècle. Protestant, il se fait catholique et publie : *Quatre raisons pour lesquelles on doit quitter la religion prétendue réformée*. Raisons dont il se met bien vite à rire en redevenant protestant. Il publie alors : *Le tombeau de la Messe*, livre piquant et bizarre qui est con-

damné au feu. Professeur de philosophie à Orange et à Genève, il se flatte d'être également détesté par les protestants et les catholiques que tour à tour il assomme de ses satires, comme d'un marteau.

Ces « fortes têtes », ces batailleurs, ces péroreurs, ces rhabdomanciens, et même ces gens d'esprit, — d'un esprit caustique et verveux en diable — tel le poète Boissier, sont des particularités morales précieuses à noter.

Il y a peu d'années, — je tiens ce détail de M. Reynaud — les gamins de la haute ville (quartiers du Palat et de St-Pierre), attendaient tous les jours ceux de la ville basse (St-Marcel) sur un point donné, et immédiatement les champions s'attaquaient avec une incroyable furie. Ces rivalités, souvenirs obscurs des discordes civiles, ont existé d'ailleurs dans d'autres localités dauphinoises où on a dû maintes fois en réprimer le scandale.

Notons encore, pour en finir avec les diois dignes de mémoire, outre les noms déjà cités : Artaud, un vieux juriste du ^{xiii}^e siècle ; Avond, un curieux mystique, qui fit un poème *en l'honneur du sacré vœu de virginité* ; Rambaud, un avocat du temps d'Henri IV ; l'antiquaire François Drojat, et plus récemment, l'érudit auteur de la Biographie du Dauphiné, Adolphe Rochas, mort à Valence, il y a quelques années.

Die présente un caractère rustique et agricole trop prononcés pour accorder beaucoup à l'industrie. Pourtant, ses eaux vives, — force considérable — y maintinrent longtemps des fabriques florissantes. Elle façonne aujourd'hui des meubles et des parquets, blute du ciment et ouvre la soie (le canton a produit jusqu'à soixante mille kilos de cocons). Mais, c'est la patrie de la *clairette* —

notre champagne à nous, Dauphinois, — et à ce propos, il est bon de rappeler que le vin *poissé* de Vienne, que vante le vieux Dioscoride, — poissé peut-être avec de la poix vocontienne — et le *vinum dulce* de Die étaient déjà des crûs classés au temps des Césars. La sensualité romaine s'émerveillait de ces vins d'Alpe — l'un, amer et chaud, l'autre doux et mousseux et procurant aux narines une chatouille délectable, — l'un, vin d'estomac, l'autre, vin de tête. — Naturellement, le phylloxera a fait des siennes, ici comme ailleurs, mais *la Clairette de Die* n'a rien perdu de ses brillantes qualités, et l'effort patient des populations durant plus de vingt ans, a permis de reconstituer le vignoble. Les bois, les noix, les moutons, les agneaux, les porcs et les chèvres complètent les éléments du commerce local.

Le Martouret, ancienne maison seigneuriale, et Sailières ou Salières, tous deux établissements thermo-résineux, soignent les arthrites régionales.

Les armes de Die sont de gueules au château surmonté de trois tourelles d'argent.

FÉLIX GRÉGOIRE.



ESSAI

DE

BIBLIOGRAPHIE ROMANAISE

(SUITE. — Voir les 102° à 132° livraisons).

322. — *Nouvelle communication de l'abbé de Léoncel*, du 31 juillet 1709. — Il conste de son existence par le numéro suivant, qui en est la réfutation. Il en est fait mention aussi dans le *Sommaire du Procez* (n° 324), en ces termes : « Par ses écritures communiquées le 31 juillet 1709, le s^r abbé de Léoncel abandonne ses précédentes prétentions; mais il en doit les dépens, et il en soulève d'autres. »

323. — *Réplique du sieur syndic du Chapitre de St-Barnard aux écritures du sieur abbé commandataire de Léoncel, communiquées le 31 juillet 1709.*

In-folio de 39 pp., s. l. n. d., signé : Piémont St-Disdier, Monsieur Morel de Montrivier, *rapporteur*; Armand, *procureur*.

Communiqué le 7 août 1709.

Débute ainsi : « Le procez qui est entre les parties a duré, depuis le 20 décembre 1707, par une multitude de chicanes proposées par ledit sieur abbé commandataire, pour éloigner le payement d'une prestation annuelle et

personnelle de vingt sestiers... pour transport de dixmes de dix mas situés au terroir de la Part-Dieu, et de vingt sestiers, rente directe, sur deux mas situés *apud Alamen-cum*, nonobstant des titres constitutifs très légitimes, reconnaissances, arrêtz et exécutions par le payement réel et effectif desdites redevances de 106 ans et des payemens préexistans de plusieurs siècles. »

L'opposant a mis en œuvre, pendant le cours de cette instance, tous les moyens de fuite que l'on peut imaginer; puis il a battu graduellement en retraite, convaincu par l'évidence du droit; « mais, ajoute le syndic du Chapitre, il n'en doit pas être quitte d'avoir fait durer ce procez par ce nombre d'exceptions injustes, et qu'il reconnoît à présent telles en les abandonnant; il doit les dépens qu'il a causés par ce moyen. »

L'un des motifs d'opposition de l'abbé de Léoncel était qu'il ne possédait pas entièrement les fonds assujettis aux redevances réclamées par le Chapitre, et que dès lors, il devait en être déchargé au *pro rata*. « Il prétend de plus ne devoir rien des trois sétiers froment, rente directe, pour quatre autres héritages, qui étoient une pièce de terre située sur l'église de Lancoüas, et une autre au-dessous de ladite église; une autre près du chemin de Biorsat aboutissant à la terre de Gratapaille, et une autre qui étoit au Poirier de Saint-Alban. Ces quatre héritages ne sont point autrement désignés par l'acte de 1233; ce qui fait que ledit sieur abbé commandataire dénie hardiment de posséder lesdits héritages, persuadé qu'il est que, depuis 1233, n'étant pas autrement désignés par ledit acte, il est du tout impossible que ledit sieur syndic en prouve l'indentité » (p. 19).

L'abbé de Léoncel arguait encore d'une prétendue directe du prieur de St-Félix de Valence sur une partie des fonds en litige. Cette directe est contestée par le syndic du Chapitre, qui estime que cette prétention, fût-elle fondée,

ne change rien à la question, et que cet incident n'a rien à voir dans le débat.

324. — *Sommaire/ du Procès/ du sieur syndic du Chapitre de/ Saint-Barnard de Romans./ — contre./ Monsieur de Servien, abbé commandataire de Léoncel.*

Petit in-fol. de 14 pp. (s. l. n. d.), *signé* : Piémont St-Disdier, Monsieur Morel de Montrivier, *rapporteur*; Armand, *procureur*.

L'objet du débat est résumé en ces termes en tête du document : « il s'agit dans ce procès : 1° d'une cense directe annuelle de vingt sestiers, moitié froment et moitié seigle, mesure vendant de Romans, duë sur deux mas *apud Alamencum*; 2° d'une redevance annuelle de vingt-sept sestiers, tiers froment, tiers seigle et tiers avoine, même mesure, pour transport de la dixme de dix mas, situés in *territorio Partis Dei*. » Le Chapitre a fait demande au Sgr abbé de la cense due, et en même temps d'une nouvelle reconnaissance, par exploit du 20 décembre 1707. Les arrérages sont dus pour les années 1707 et 1708, à l'exception de huit sétiers d'avoine payés pour 1707.

La première rente résulte d'un bail emphytéotique passé le 4 des kalendes de septembre 1235 par Albert de Chabeuil à l'abbaye de Léoncel. « Il n'est pas au pouvoir dudit Chapitre de représenter à la Cour le titre en vertu duquel il jouit de cette rente directe de vingt sestiers, soit par l'injure des temps, soit aussi parce que les Calvinistes ont ruiné l'église de St-Barnard aux années 1562 et 1567, brûlé, déchiré ou enlevé la plus grande partie de ses chartes, titres et documents... Mais la vérité de ces faits résulte d'une procédure faite en forme par le juge royal de Romans le 23 octobre 1567. »

325. — *Mémoire* présenté par le Chapitre le 27 août 1709. — C'est à ce document, absent de notre dossier, que prétend répondre le *factum* suivant.

326. — *Observations pour Messire Hugues-Humbert de Servient, Abbé commandataire de Léoncel, sur la nouvelle Réplique imprimée du s^r syndic du Chapitre de St-Barnard de Romans du 7^e d'août 1709, et sur la dernière Réponse du s^r Prieur de St-Félix de Valence du 8^e du même mois.*

In-fol. de 98 pp., s. l. n. d., ni signatures.

Voici les questions que pose l'abbé de Léoncel, et que, jugeant en sa propre cause, il résout en sa faveur, c'est-à-dire les deux premières par l'affirmative et les deux autres par la négative : 1^o Si la nouvelle reconnaissance que le syndic demande doit être conforme au titre primitif et reconnaissances ensuivies, ou si elle doit être différente; 2^o si la rente ou pension annuelle est divisible, en sorte que M. l'abbé de Servient n'en doive payer, suivant son offre, que *proratâ possessi*; 3^o si le Chapitre de St-Barnard peut avoir tout à la fois la chose et le prix, toute la rente ou pension, et avec cela, une partie des dîmes sur lesquelles cette rente ou pension a été établie; 4^o si, en attendant que des experts aient liquidé et estimé ce que le Chapitre a perçu indument des mêmes dîmes, il faut lui payer toute la même rente ou pension.

Ce mémoire est conçu sur un ton acerbe et sarcastique qui dénote une irritation extrême de la part du Révérendissime Abbé. On y voit qu'il s'estime sûr de son droit, et que les poursuites dont il se voit l'objet de la part du syndic excitent chez lui de l'exaspération. C'est, d'un bout à l'autre, un violent réquisitoire contre le Chapitre de St-Barnard et son chargé de pouvoirs dans cette affaire. On jugera du style et du ton de ce factum par le spécimen suivant :

« Récapitulation nécessaire pour réponse aux deux nouveaux ouvrages du sieur syndic, qui viennent de paroître aujourd'hui, 27^e d'août 1709. — Enfin, la fertile plume du syndic vient d'enfanter son sixième et son sep-

tième volume (1), en attendant la suite de notre travail, qu'il n'a vu que jusques à la fin de la 44^e page ! Nous apprenons la nouvelle de cette production inopinée au moment que notre plume le dépeignoit comme un nouveau Papinien ! Il nous préparoit de bien plus beaux éloges ! A Monsieur l'Abé ceux de *Indignes chicanes, infinies*, de *Indignes manœuvres, pour surprendre, par des voies injustes, illicites, la religion de la Cour !* A moi, de *Auteur d'un stile d'harangère, d'un saltimbanque pour mieux débiter sa drogue, de présomption dont rien ne peut arrêter la satire, qui règne dans toutes ses périodes, qu'on méprise pour s'arrêter à réfuter ses suppositions en fait, ses doctrines étrangères et ses paradoxes !*

« Monsieur l'Abé, aiant l'honneur d'avoir des juges déjà instruits de sa bonne foi..., veut faire écrire ici qu'il regarde comme peu dignes de son attention les nouvelles calomnies d'un syndic qui ose se déchaîner *Improbo petulantique maledicto*. Il regarde de sang froid ces outrages, comme des saillies d'un plaideur qui désespère du salut de sa cause, dignes de mépris et de pardon !... Quant à Moi, loin d'être de sang froid, je rirois de bon cœur des paroles de notre malade, si je n'en craignois un désespoir absolu. Nous voïons bien ce que c'est : le remède commence d'opérer. Laissons-le crier ; il faut des complaisances pour ceux dont la convalescence est à souhaiter. Cette fin de canicule est une saison dangereuse... Qui-conque n'aura pas le goût dépravé sentira que, si c'est une *drogue*, ce n'en est pas une si mauvaise ! Du moins n'est-elle pas de si haut prix que celle qu'on débite au syndic ! » (pp. 59-60).

Quel est ce *Moi*, qui parle si bien ? Un religieux de

(1) A ce compte, il nous manquerait plus de la moitié des Mémoires du Chapitre, quatre sur sept, sans compter ceux qui ont pu suivre ce réquisitoire de l'abbé de Léoncel, dernier acte que nous connaissions de ce violent débat.

l'abbaye sans doute ; mais aucun indice ne nous révèle sa qualité, ni son nom.

Les fonds dont les dîmes font l'objet du litige sont passés en revue l'un après l'autre, et après la description de chacun d'eux, est exprimée l'offre par le R. P. Abbé de reconnaître et de payer la rente ou pension à proportion de ce qu'il y possède, « à condition que le Chapitre de St-Barnard se désistara de son usurpation de partie des dîmes, et qu'il imputera ce qu'il a perçu indûment. » Ce refrain est répété quatre fois ; puis, le rapporteur ajoute : « On ne sait où est le *champ de Vignal*, ni par qui il est possédé. L'Abé, le monastère n'ont rien à cette chose inconnue. Le champ appelé *de Guigues Charbonel* est tenu par divers particuliers : l'Abé ni le monastère n'y a ni rentes, ni dîmes. Le curé de Marches en perçoit les dîmes, et le seigneur de Marches les rentes. Monsieur l'Abé prétend qu'il ne doit ni paier, ni reconnoître pour ces deux champs..., parce qu'il n'y a rien du tout, non plus que l'Abaïe » (p. 4).

Ce factum fut publié en onze cahiers détachés, que l'on expédiait au Parlement ou aux intéressés à mesure qu'ils étaient imprimés. L'un d'eux (le 3^e) s'arrête, en effet, à la p. 44, la dernière qu'avait vue le syndic lorsqu'il voulut y opposer sa réponse, comme il est dit ci-dessus. Un cahier supplémentaire est intercalé après la p. 88, et ses feuillets sont paginés 88 *bis*, 88 *ter*..., 88 *sexies*. Enfin, un douzième cahier manuscrit, que l'on n'avait pas eu le temps, sans doute, de faire imprimer, suit celui qui se termine à la p. 98, et qui est suivi d'un feuillet blanc. Au dos de ce fatras est inscrite la note suivante d'un des secrétaires du Parlement, ou de l'avocat : « C'est une copie d'escript communiqué en lambeaux depuis le 21 aoust jusqu'au 5 septembre 1709. »

(A continuer.)

CYPRIEN PERROSSIER.

NÉCROLOGIES

M. LALANDE (ANDRÉ)

Le 9 avril 1900, à Lyon, décédait prématurément ce collègue de la première heure. D'abord magistrat et plus tard avoué, il s'intéressait aux études archéologiques et forma une collection d'anciennes monnaies d'argent. Son caractère bienveillant lui avait acquis de nombreuses sympathies à Valence où il s'était fixé, et tous regrettent qu'il n'ait pu nous révéler les curiosités de sa collection numismatique.

M. BLANCHET (PAUL)

Le *Dauphiné* du 24 juin 1900 nous apporte la triste nouvelle de la mort d'un autre membre de la *Société d'Archéologie* : M. Paul Blanchet, un des chefs estimés des belles papeteries de ce nom à Rives. « Le défunt, dit le Journal grenoblois, quitte ce monde dans un âge peu avancé, laissant autour de lui le souvenir d'un homme de bien très modeste, d'une grande activité et puissance de travail et d'une inépuisable générosité. Malgré les soucis inhérents à la grande entreprise industrielle dont sa famille est l'âme, M. Paul Blanchet trouvait encore le temps de s'adonner aux études littéraires et archéologiques. » On a de lui diverses publications superbes sur l'art ancien en Dauphiné, éditées sous le voile

de l'anonyme, et notamment une étude remarquable sur le *Vitrail du Champ*, aujourd'hui classé monument historique et sur la maison Barbier de l'Albenc aux peintures et blasons curieux.

Sont également décédés : le 29 mai à Compiègne, M. le comte de Marsy, président de la Société française d'Archéologie, successeur de MM. de Caumont et Palustre, à 57 ans ;

En novembre 1899, à Bellegarde (Gard), le Père Apollinaire (Auguste Dupont), né à Valence le 28 juillet 1829, auteur de nombreux travaux historiques sur les Franciscains et sur les Capucins en particulier. Comme cet écrivain laborieux envoyait à la Société d'Archéologie ses publications, il est de toute justice de lui consacrer un souvenir de reconnaissance, en attendant que sa biographie soit étudiée par un auteur sérieux et bien renseigné ;

Le 29 mai 1900, à Chanos-Curson, à 80 ans, M. le baron Saint-Cyr-Louis Nugues, général de brigade en retraite, Commandeur de la Légion d'honneur, décoré des médailles de Crimée et d'Italie, Officier de l'Instruction publique, Commandeur des Ordres de Pie IX, de Saint-Sylvestre, de Saint-Stanislas, du Dannebrog, du Medjidié, du Lion et Soleil, Officier des Saints-Maurice et Lazare, Chevalier du Mérite militaire de Savoie.

Ces titres montrent assez le mérite de ce vaillant serviteur de la France, véritable illustration de notre département.

A. LACROIX.



SÉANCE DU 7 MAI 1900

PRÉSIDENCE DE M. VALLENTIN

Par suite de la suppression des lettres de convocation, votée à la séance du 5 Février, il y a peu de membres présents.

M. le Président fait connaître une inscription qu'il a récemment acquise, marquant la distance d'Aps à Nîmes. Son intéressant travail est publié dans cette livraison.

De son côté, M. le Secrétaire lit quelques notes sur l'ancienneté de Loriol, *Aureolum*, discute l'opinion de Guy Allard sur sa fondation par Aurélien et son identification avec l'Urbs *Aurelianensis* de Grégoire de Tours et conclut que le bourg a une origine purement féodale.

A la vérité, son sol a fourni quelques médailles romaines; mais le long d'une voie importante, ces trouvailles n'ont rien d'extraordinaire.

Dès l'origine de la féodalité, les évêques de Valence y possèdent un château fort, et la ville formée à ses pieds reste sous leur juridiction jusqu'en 1790.

Les guerres du xvi^e siècle et la peste de 1629 lui sont fatales, et les archives communales donnent à ce sujet de curieux renseignements.

A. LACROIX.



CHRONIQUE

Une note de M. Villard, notre dévoué confrère, nous apprend : 1° qu'un laboureur a trouvé dans sa terre située entre Mauboule et Chaffy sur Valence, près du pont dit des Anglais, un trésor composé de 360 petites pièces en argent sur lesquelles on voit le M et l'A de *Massilia*, et que pareille trouvaille fut faite à St-Gervais sur Roubion il y a quelques années ;

2° Qu'à Valence, rue Digonnet, au midi du rempart, une monnaie en bronze, attribuée à Vespasien, et au nord du rempart à 2^m30 de profondeur, une tombe avec des ossements recouverts de tuiles plates ont été mises à jour dernièrement.

Une récente vente aux enchères qui a eu lieu à Valence, a prouvé que les ouvrages dauphinois obtenaient aujourd'hui des prix élevés et que le goût des recherches historiques s'est très heureusement développé.

OUVRAGES REÇUS

DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

— Le *Bulletin historique et philologique du Comité* des travaux historiques et scientifiques. Année 1899, n^{os} 1, 2 et 3. (Imprimerie nationale, 3 vol. in-8°.) On y trouve le compte-rendu de la réunion des Sociétés savantes à Toulouse et le texte des communications faites.

— *Section des sciences économiques et sociales. Congrès des Sociétés savantes de 1899 tenu à Toulouse.* (Paris, 1900, 1 vol. in-8°.)

— *Romania.* Avril 1900.

— *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France.* Tome III, 2^e livraison, in-4°, 1899.

— *Annales du musée Guimet*, t. XXVI, 4^e partie. *Recueil de talismans laotiens.* In-4°, 1900.

— T. VIII de la *Bibliothèque d'études.* Si-Do-in-Dzou. *Gestes de l'officiant dans les cérémonies mystiques des sectes Tendai et Singon (Bouddhisme Japonais)*, d'après le commentaire de M. Horiou-Toki, traduit du Japonais par S. Kowamoura avec introduction par L. de Milloué. Paris, 1899.

OUVRAGES REÇUS DES AUTEURS :

— *Notice sur le recueil de filigranes ou marques des papiers présenté à l'Exposition rétrospective de la Papeterie (groupe XIV, classe 88), à Paris, en 1900*, par M. C.-M. Briquet, de Genève (Suisse). (Genève, 1900, Wyss et Duchêne, broch. in-8°, 16 pages).

Cette collection comprend, en nombres ronds, 40,000 calques, notés 60,000 fois dans plus de 23,000 pièces, registres ou séries de documents. Grâce à elle, on arrive à déterminer la situation des moulins à papier qui employaient ces marques et l'âge des papiers non datés, munis de filigranes semblables. La notice fournit encore une foule de renseignements curieux sur la fabrication du papier à diverses époques, sur les formats et sur les

sujets choisis pour servir de filigrane. C'est donc une œuvre utile à signaler.

— Brun-Durand, membre non résidant du Comité des travaux historiques. *Dictionnaire biographique et bibli-iconographique de la Drôme, contenant des notices sur toutes les personnes de ce département qui se sont fait remarquer par leurs actions ou leurs travaux avec l'indication de leurs ouvrages et de leurs portraits*. Tome I^{er}, A à G. (Grenoble, librairie dauphinoise, H. Falque et Félix Perrin, 1900, 1 vol. in-8°, 414 pages.)

Tous les amis de l'histoire locale connaissent déjà ce livre et rendent hommage à la science et à l'impartialité de l'auteur. Les philosophes qui ont placé la vérité au fond d'un puits devinaient à merveille les difficultés de la biographie; mais devant l'homme laborieux, tous les obstacles disparaissent. M. Brun-Durand avait déjà prouvé son savoir par son *Dictionnaire topographique de la Drôme* et par de nombreuses publications; ce nouveau travail lui acquiert des titres réels à notre reconnaissance. Sans doute la *Biographie du Dauphiné* de M. Rochas avait longtemps suffi aux curieux de la province; mais la Drôme n'y trouvait pas toutes ses illustrations et attendait un nouvel historien. Elle l'a trouvé et peut s'en réjouir. Si l'histoire générale, à cause de l'importance des événements, néglige les menus détails, la biographie les recueille avec soin; car souvent un écrivain de valeur a vécu fort obscurément au milieu de ses livres. Notre auteur arrive pour lui comme pour les personnages connus à nous révéler sa vie et ses travaux, et cela sans flatterie, ni dénigrement. Il est rare de trouver une si grande érudition unie à un vaste fonds d'honnêteté et de justice.

Tous ceux qui ont lu ce premier volume s'accordent sur ces deux points.

Ajoutons que la beauté extérieure du volume s'harmonise parfaitement avec la valeur du texte.

— *Anatole de Gallier*, par J. Brun-Durand. (Grenoble, librairie dauphinoise H. Falque et Félix Perrin, 1900, br. in-4°, non paginée, avec portrait.)

Dans son *Dictionnaire biographique*, l'auteur se borne à des renseignements exacts, sans faire appel à des souvenirs personnels et à des rapports intimes, mais quand il parle d'un écrivain de talent et d'un ami, tel que fut M. de Gallier, il trouve de multiples détails et de justes appréciations pour le faire connaître et aimer. Grâce à cette étude si sympathique, on suit le cher défunt dans sa vie littéraire, dans ses écrits, dans sa famille, dans ses rapports avec la Société d'Archéologie de la Drôme et avec les littérateurs en renom. C'est une biographie complète de l'écrivain, de l'homme « dont la valeur intellectuelle, bien que fort grande, le cédait encore à la valeur morale et chez qui la solidité des convictions et l'inflexibilité des principes le disputaient à la générosité des sentiments. »

En résumé, M. Brun-Durand nous a donné un excellent portrait de celui que ses nombreux amis regretteront toujours, et ce travail, joint à celui de Mgr Bellet, consacrera la mémoire de M. de Gallier.

— J. Brun-Durand. *Le poète David Rigaud, marchand de la ville de Crest en Dauphiné et son entourage*. (Grenoble, librairie dauphinoise, 1900, broch. in-4°, non paginée, avec une vue de Crest.)

Ici l'auteur, enfant du pays, comme Rigaud, nous ré-

vèle de nombreuses particularités curieuses sur le poète et nous fait connaître, par des citations bien choisies, le mérite de son œuvre.

— La *Mandragore briançonnaise*, publication humoristique de M. Paul Guillemin, après avoir dépeint MM. Taulier, Stendhal, le général Agnel, Alfred Poizat et le général de Bovet, nous donne la physionomie de M. Brun-Durand. L'auteur rappelle sa carrière de marchand, de juge de paix et de conseiller municipal, et ajoute : « il passe pour un philosophe et un sage, alors qu'il est d'une sensibilité de mimosa et d'un caractère enthousiaste. On le tient aussi pour un sévère, parce qu'il ne rit pas volontiers de tout, et pour un autoritaire à cause de la dignité de sa vie; tandis qu'il est au contraire d'une bienveillance rare et d'autant plus incapable de s'imposer à qui que ce soit, que la peur de faire de la peine aux autres le hante. » Je m'arrête; il faudrait tout citer. (La *Mandragore briançonnaise* se trouve chez M. Allard, 14, boulevard Morland, à Paris. 6 livraisons sur 12 ont déjà paru.)

— Ulysse Chevalier. *Réponse aux observations de Mgr Emmanuel Colomiatti, pro-vicaire général de Turin* sur la brochure *Le Saint-Suaire de Turin est-il l'original ou une copie*. (Paris, A. Picard, 1900, broch. in-12, 8 p.) Dans sa conclusion, notre savant compatriote déclare n'avoir pas un mot à retrancher à sa brochure, et propose de soumettre cette pure question de critique historique soit aux collègues des Bollandistes de Bruxelles, soit à trois membres choisis par Mgr le pro-vicaire dans l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres de Paris. Enfin, promesse est faite d'une nouvelle édition de l'opuscule avec tous les textes inédits sur la question.

— *Ex-libris du marquis Jean-Joseph de Ripert-d'Alauzier* (1684-1755), par M. P. de Faucher. (Mâcon, 1900, Protat frères, broch. in-4°, avec la gravure de l'*ex-libris*.) L'auteur, si bien au courant de l'histoire des familles, nous apprend que Madeleine, la dernière des Fabry-d'Alauzier, épousa, en 1596, Pol de Ripert, capitaine de 100 hommes de pied, originaire de Montélimar, qui se fixa à Bollène où ses descendants vivent encore. M^{me} de Sévigné tenait cette famille en haute estime, comme le prouvent ses *Lettres*.

Jean-Joseph, chevalier, seigneur de Rac et de Noveysan, né en 1684 et créé marquis, le 10 mai 1741, par Benoît XIV, avait hérité des livres de son oncle, « le bon doyen crossé et mitré » de Grignan et de ceux de son beau-père, M. de Fabre, président à la Cour des comptes, aides et finances du Languedoc. C'est lui qui fit graver l'*ex-libris* par Louis David et représentant les armes de sa famille.

— *Numismatique de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon*, par M. Henry Morin-Pons. (Lyon, Rey, 1900, 1 vol. in-4°, 136 pages de texte et 23 planches.) Ce splendide volume, publié à l'occasion du deuxième centenaire de la Société, renferme un précis historique de sa fondation et de son existence glorieuse, une notice sur ses protecteurs, les jetons et médailles de ses membres titulaires au xviii^e siècle et les médailles et médaillons de leurs successeurs, de 1800 à nos jours. Il y a donc là un véritable monument élevé par un numismatiste de talent et par de merveilleuses reproductions. Peu de Sociétés peuvent se flatter de posséder une œuvre de cette valeur et de pareils titres de noblesse.

— A son tour, M. A. Vachez nous adresse une étude sur l'*Académie de Lyon*, au commencement du XVIII^e siècle. (Lyon, Rey, 1900, broch. in-4°, 32 pages, avec les portraits de Camille Falconnet et de Claude Brossette.) L'auteur nous fait assister aux débuts de cette Société d'hommes éminents et suivre leurs travaux avec tout l'intérêt qu'inspire un écrivain élégant, parfaitement renseigné sur son sujet.

— Georges de Manteyer. *Les origines de la maison de Savoie en Bourgogne*. (Extrait des *Mélanges d'archéologie et d'histoire* publiés par l'Ecole française de Rome.) (Rome, 1899, 1 vol. in-8° de 176 pp. de texte et 279 de tables, avec tableau généalogique de la maison de Savoie.) L'auteur discute avec une rare compétence tous les textes connus jusqu'ici des chartes utiles à sa thèse, dont plusieurs concernent le Viennois et les environs de Romans. Il y a là une œuvre d'érudition remarquable, et il serait bien désirable que l'auteur la fît suivre d'une étude pareille sur les Dauphins de Viennois, d'abord comtes d'Albon. Les sources qu'il a consultées lui rendraient facile un travail de ce genre.

— Colonel E. Perrossier, mainteneur des Jeux Floraux. *La commune de 1871 à Narbonne*. (Tulle, 1900, Mazeyrie, broch. in-12, 28 p.) Bien que très rapprochée de la nôtre, cette époque n'est pas connue. L'auteur nous révèle les faits accomplis à Narbonne et le rôle qu'il y a joué. Il est donc bien instruit et son talent de narrateur rehausse encore l'intérêt des événements.

— *Observations sur une histoire de la ville de Die*, par M. André Maillat, pasteur à Saillans. (Valence, 1899, Im-

primerie Valentinoise, broch. in-12, 77 p.) « Sous ce titre, dit le *Journal de Montélimar*, un auteur dont nous regrettons de ne pouvoir révéler le nom, a récemment publié une étude très documentée, appuyée sur les preuves historiques les plus indiscutables, dans laquelle sont réfutées une à une les erreurs commises par l'historien de Die. C'est un travail sérieux, inspiré par la seule recherche de la vérité. »

— H. de Terrebasse. *Louis de Maugiron, favori du roi Henri III, dit le marquis de Saint-Saphorin, 1560-1578*. (Grenoble, 1900, Falque et Perrin, broch. in-12, 21 p., avec portrait.) Très intéressante monographie d'un dauphinois auquel son intervention, dans le fameux duel de trois contre trois, « a conservé une certaine célébrité. » L'auteur, fort au courant de notre histoire générale et dauphinoise, a su résumer avec art les traits saillants de sa vie.

— *Der Orient und Europa einfluss der Orientalischen cultur auf Europa bis zur mitte des letzten jahrtausends v. chr. von Oscar Montelius*, Stockolm, 1899, 1 vol. in-4°, 186 p., avec de nombreuses gravures dans le texte.

— O. Decombaz. *Excursions aux environs du Pont-en-Royans*. (Grenoble, librairie dauphinoise, H. Falque et Félix Perrin, 1900, broch. grand in-8°, non paginée.)

Pendant que les archéologues étudient les antiquités de la province et les paléographes, les secrets de son histoire, d'autres explorateurs dévoués fouillent les profondeurs de ses grottes et les cours d'eau intérieurs de ses montagnes.

Ces études que M. Martel a mises en honneur viennent d'être appliquées avec un réel succès par MM. Decombaz

et Etienne Mellier à l'exploration d'une contrée fort pittoresque et peu éloignée de Valence. Tour à tour les grottes de Choranche et de Cournouze ou Pabro, le cirque de St-Julien et la grotte de Bournillon, les espaces compris entre le Bournillon, St-Julien-en-Vercors et le moulin Marquis par l'Echarasson, entre le cirque de St-Julien et la Balme par Arbois, les labyrinthes de Favot, et entre le Pont-en-Royans et le plateau de Prelles ont été visités et décrits avec plans et coupes.

Les touristes connaissent tous la riante vallée de Choranche et sa coquette station balnéaire, la Balme et la Goule-Noire, St-Julien, St-Martin-en-Vercors et les Goulets; mais combien d'entre eux ont scruté l'intérieur de ces paysages. MM. Decombaz et Mellier le révèlent avec la sincérité d'historiens et les grâces descriptives de vrais poètes.

« Le cirque de St-Julien, dit M. Mellier, est certainement un des plus beaux du Royans-Vercors. Ses parois presque verticales, en partie estompées de bois verdoyants, sont couronnées par les derniers arbres de la forêt de Tende semblables, penchés sur l'abîme, à d'imprudentes avant-gardes.

« Et, des profondeurs mystérieuses et convulsées de ce cirque, jaillissent des eaux abondantes, capricieuses ondines, qui choisirent ce merveilleux endroit pour leur point d'émergence : l'une, acrobate stupéfiante de hardiesse, se précipite du sommet des rochers à pic, d'une hauteur verticale de plus de 400 mètres, enveloppée d'un blanc voile vaporeux, dans les bras de son aînée, plus prudente, parce que moins svelte, et qui se contente de sortir des profondeurs d'une des plus colossales, d'une des plus merveilleuses grottes qui se puissent voir : c'est Bournillon. »

M. Decombaz nous décrit la grotte, sa *salle rose*, sa galerie supérieure et sa galerie moyenne, avec un enthousiasme tel qu'il donne une furieuse envie d'aller voir tant de merveilles, son livre en main. Il en est de même de toutes les cavités décrites, et, en présence de ces richesses naturelles ignorées, on demeure stupéfait de la hardiesse des *spéléologues* qui pénètrent dans les entrailles des montagnes et nous en révèlent les splendeurs et les mystères.

— *Plan-Guide de Valence-Romans-Vercors* (br. in-16 avec deux plans, trois cartes et onze gravures. — G. Tournier, éditeur, 32, rue des Remparts d'Ainay, Lyon).

Il y a là une notice historique succincte sur Valence et Romans et toutes les indications utiles à ceux qui visitent ces deux villes et le Royans-Vercors (Prix 60 cent.).

M. Mellier, ayant fait imprimer une table des *Mémoires d'un bourgeois de Valence*, par M. Rochas, l'offre gratuitement à ceux qui lui en feront la demande.

A. LACROIX.



LES NOTAIRES PIÉMONT

DE

SAINT-ANTOINE

(SUITE. — Voir la 133^e livraison)

V. — LA POSTÉRITÉ D'EUSTACHE PIÉMONT.

La femme d'Eustache Piémont se nommait *Françoise Guime* ou *Guima*, suivant la coutume des notaires qui donnaient une terminaison féminine aux noms de femmes. Elle survécut plusieurs années à son mari, et elle était encore présente au mariage de ses deux fils, Bon et Annibal, le 1^{er} février 1624.

Quels furent les enfants d'Eustache Piémont ?

Dans ses *Mémoires*, l'annaliste nous parle de ses six enfants : « deux grandes filles, » qui moururent de la peste en 1587 ; quelques lignes plus loin, il remercie Dieu d'avoir préservé ou sauvé de la contagion ses enfants « Claude, Michel, Suzanne et Anibal » (1). Mais il est un ou deux autres enfants d'Eustache Piémont, dont l'existence ne saurait être mise en doute. Le premier apparaît souvent comme témoin dans les *Minutes* d'Annibal, qui

(1) p. 211.

le nomme « le sieur Bon Piémont, *mon frère* (1). » Il signe « Bon Piémont », mais on le trouve parfois appelé « Bon Antoine Piémont (2). »

Bon et *Michel* furent « clerks » de leur père pendant plusieurs années (3). Nous ne savons rien de plus de Michel (4). Bon embrassa la carrière des armes (5), et fut le premier de sa famille à se nommer « sieur de St-Didier. » Il mourut au commencement de 1647, ayant eu de sa femme, Anne Yzérable, une fille nommée Ysabeau. Cette fille « estant entrée en religion » (1675), ses droits passèrent à son cousin, le fils d'Annibal (6).

(1) Vol. de 1645, fol. 85.

(2) Si son père ne l'a point nommé avec ses autres enfants en 1587, c'est apparemment qu'alors il n'était pas né.

(3) « Bon Piemont, clerk dud. St-Anthoine, » témoin, 23 avril 1605. — « Michel Piemont, clerk dud. Saint-Anthoine, » témoin, 11 août 1608. J. Jassoub, not., vol. n° 15, fol. 10 et 84. — Michel Piémont, « praticien de St-Antoine ». Ann. PIÉMONT, vol. 1613, fol. 82, 221.

(4) Cf. *Mémoires d'Eust. Piémont*, p. 515.

(5) « M^e Heustache Piémond, père dud. Bon Piémond, present..., estant à present led. Bon Piémond depuis cinq ou six mois en sça en l'armée de Scavoy. » 26 janv. 1615. J. Jassoub, gr. vol. n° 15. — Du 3 fév. 1617, deux actes passés par « honn. femme Françoisse Guima, vefve et heritiere de feu M^e Heustache Piémont, not. royal quant vivoit, de St-Anthoine. » IDEM, vol. de 1617, n° 13, fol. 7, 9. — « S'est personnellement estably le sieur Bon Antoine Piémond, au nom de honn. femme Françoisse Guime, sa mere absente... » IDEM., vol. de 1619, n° 16. — Le 29 juillet 1622, Bon-Antoine Piémont était « sergent-major du regiment du sieur comte de Tallard. » Ann. PIÉMONT, vol. N-1622, fol. 111. — Les 21 oct. et 24 nov. 1630, Annibal Piémont signale comme présent « Bon Piemont, cappitaine d'une compagnie de gens de pied pour le service du roy, au regiment de M. le comte de Maugeyron. » Vol. X-1630, fol. 97 et 121. — Du 26 nov. 1635 : Témoins : « Bon Antoine Piémond, sieur de St-Disdier, de St-Antoine, et Jean Piémond. » Ann. PIÉMONT, vol. BB-1635, fol. 85. — Le même Bon Piémont était châtelain de Montfalcon, le 24 nov. 1645. Vol. LL-1645, fol. 190.

(6) Gabr. FOURNET, vol. de 1675, fol. 49.

Claude est mentionné dans l'*Etat des minutes déposées dans l'étude* du notaire de St-Antoine : « Piémont Claude, à Grenoble (1605-1611) » (1). En effet, parmi les registres il s'en trouve un contenant les actes de ces six années (2). Il porte en tête : « Répertoire des actes et contractz receus par Claude Piemont, notaire residant à Grenoble » ; et après le Répertoire : « Prothocol de moy Claude Piemont, promeu en l'office de notaire royal dalphinal en juing 1605. » Ce n'était point là l'unique volume de ce notaire, puisqu'il est coté « N° 2 » (3).

Suzanne n'est connue que par une simple mention dans les *Mémoires* imprimés (4). M. Brun-Durand nous dit que « Suzanne se maria » (5), sans autre détail. Or nous trouvons une autre fille d'Eustache Piémont, nommée

(1) Dès 1591, il était clerc de son père. Le 12 août 1599, il apparaît comme « substitut du greffier Eustache Piémont. » *Minutes* d'Eustache Piémont, petit vol. de 1591 et suiv. ; it. gr. vol. de 1613. fol. 22.

(2) Plusieurs de ces actes ont été passés « à St-Anthoine, dans la maison de M^e Heustache Piémont, mon père ; » ou « dans la maison de moy notaire. » Fol. 52, 53, 55.

(3) Voici un autre renseignement que nous fournissent deux feuilles volantes appartenant au même volume. Sur la première on lit : « A Monsieur le juge ordinaire de St-Anthoine. Supplie humblement Claude Piemont, not. royal dud. St-Anthoine, que pendant qu'il a exercé led. art et office de notaire, il a receu divers contractz et actes, qu'il a remis ez mains de M^e Annibal Piemont, son frere, aussy not. dud. lieu, pour les conserver pendant le voiage qu'il est sur le point d'aller faire à Paris et ailleurs, hors la monarchie... » La seconde feuille nous montre l'octroi fait à ce sujet le 20 décembre 1611 par « Anthoine Brenier, doct. en droictz, juge ordinaire de St-Anthoine, » à la requête à lui présentée par M^e Claude Piedmont, not. aussy dud. Saint-Anthoine. » Ainsi s'explique, croyons-nous, la présence de ce volume parmi ceux de son frère Annibal.

(4) p. 211.

(5) Préface aux *Mémoires d'Eust. Piémont*, p. xxxiv.

Bastienne ou *Sébastienne* (1). Son mari, Jean Civet, dit Dumas, de Tullins, assistait, le 1^{er} février 1624, au mariage de ses deux beaux-frères, Annibal et Bon Piémont. Sa veuve, retirée à St-Antoine, vivait encore à la fin de l'année 1649 (2).

VI. — ANNIBAL PIÉMONT.

Le fils d'Eustache Piémont, qui succéda à son père comme « notaire royal dalphinal de la ville de St-Antoine de Viennois », fut *Annibal*. Il nous apprend lui-même (3) qu'il fut « pourveu dud. office de notaire... dès le seizieme jour de novembre mil six cent et neufz. »

Annibal Piémont a laissé : 1^o un « Répertoire général des actes, contractz et instrumentz publics » reçus par lui : c'est un volume de 211 folios écrits ; 2^o la « Table alphabétique du Répertoire général » précédent, volume de 90 feuillets. Nous ferons remarquer que cette Table est alphabétique, non point pour les noms mais pour les prénoms ; ce qui la rend d'un usage plus difficile à notre époque, où les personnes sont mieux connues du public par leur nom de famille, le prénom ou « nom de baptême » ayant en quelque sorte perdu de son importance.

D'après son « Répertoire général », les actes reçus par ce notaire formaient plusieurs séries de volumes.

(1) Volontiers nous l'identifierions avec Suzanne, dont le nom peut avoir été mal lu dans l'original des *Mémoires*.

(2) *Arch. du Rhône*, fonds de St-Antoine, carton 233. — Ann. PIÉMONT, vol. 1642, fol. 175 ; 1645, fol. 11. — Ant. PIÉMONT, vol. 1649, fol. 80-2.

(3) Au commencement de son premier protocole de 1609-10, et de son *Répertoire général*.

La première série (A-&) comprend les années 1609-1633. Le premier « protocol », coté A, est seul en « petit volume ».

La seconde série (AA-OO) s'étend de 1634-1649.

Voici comment dans sa « Table alphabétique (1) », Annibal Piémont explique sa troisième série : « Nota qu'en ladicte année mil six cents vingt un, led. Anibal Piemont notaire a tenu registre et protocol separé, des actes et contractz par lui receus en la mesme année et autres suivantes, jusques en l'année mil six cents trante six incluse, concernant les affaires du seigneur Rme abbé et general de l'ordre et monastère Sainct-Antoine, messieurs du chapitre general et conventuel, religieux, commandeurs et beneficiers dud. ordre, et du commun du grand hospital dudit monastère, qui ne sont compris en cette table, et partant, pour ce chef, faut avoir recours aud. Repertoire general (2). »

Pourquoi cette série de volumes concernant l'abbaye de St-Antoine s'est-elle close en l'année 1636, treize ans avant la mort du notaire ?

L'abbaye avait eu pour secrétaires, pendant plus de cinquante années, Eustache Piémont et son fils, lorsqu'elle retira sa confiance à cette famille jusque-là estimée. Nous voyons en effet, dès 1635, que la plupart des actes de l'abbaye sont reçus par le notaire Claude Fournet qui fut, avec son fils Gabriel, secrétaire des religieux pendant un autre demi-siècle (1634-88).

Quel fut le motif de ce changement ?

Pour le faire comprendre au lecteur, nous devons donner quelques détails sur l'état de l'abbaye à cette époque.

(1) Fol. 30.

(2) Tous les volumes de cette série sont marqués du tau T.

L'abbé Antoine de Gramont avait mené à bonne fin l'œuvre commencée par le pieux Antoine Tolosain et, « contre l'espérance universelle », avait réussi à introduire la réforme dans l'ordre de St-Antoine. Par sa bulle du 8 avril 1634, le pape Urbain VIII venait d'approuver les Statuts rédigés au chapitre général de 1630. Mais de nouvelles épreuves étaient prêtes à fondre sur l'abbaye ; il sembla même un moment que c'en était fait de la réforme à peine établie.

Le réformateur mourut le 16 novembre 1634. Deux jours après (18 nov.), le chapitre conventuel procédait à l'élection d'un nouvel abbé. Les Statuts de la dernière réforme voulaient que l'élu fût un prêtre de la Congrégation réformée, ayant au moins trente ans d'âge, et l'on devait regarder comme canoniquement élu le sujet dont le nom réunirait « plus de suffrages que tous les autres candidats à la fois » (1). Les votes des vingt-neuf électeurs se portèrent sur divers religieux : le grand prieur Jean Chastain, qui présidait le chapitre, eut dix voix, et François Marchier, onze. Aussitôt, le président déclare que le résultat du vote est nul et qu'il faut recommencer le scrutin.

L'élection de Marchier, qui avait le plus de voix, était diversement entachée de nullité, tant à cause du défaut d'âge de ce religieux, qui n'avait que 25 ans, que parce que son nom n'avait point réuni la majorité nécessaire des suffrages. Mais la cabale, composée des « anciens religieux » non réformés, à la tête desquels se trouvait

(1) Electio autem canonica non censeatur, nisi unus solus plures voces habeat, quam ceteri omnes simul, ita ut major pars capituli libere in unum consentiat. *Bullarium Rom.*, Taurinen. editio, 1868, t. XIV, p. 409.

l'ouvrier du monastère, Charles Vignon, ne voulut rien entendre. Ces opposants invoquaient les anciens Statuts, et disaient que Marchier était canoniquement élu comme ayant eu plus de voix que « chacun des autres candidats. » Les réformés, qui avaient le droit pour eux, ne pouvaient céder dans une affaire de cette importance ; les autres suppléaient à la justice de leur cause par le bruit et le tapage. L'ambitieux Marchier, se regardant déjà comme abbé, s'emportait contre le grand prieur et les définiteurs, les accablant d'injures et menaçant de les priver de leurs charges.

Cette séance tumultueuse durait depuis « huit heures entières », lorsque le magistrat et la police armée, appelés par les adhérents de Marchier, sont introduits au chapitre « contre toute règle ». Ce ne fut point pour rétablir la paix et assurer le bon droit. Le tumulte redouble avec les menaces. En vain le grand prieur demande acte de sa protestation. Les réformés, saisis d'une terreur panique, cèdent à la violence, et tous signent l'acte d'élection. Le 8 décembre, Marchier reçoit à Vienne la bénédiction abbatiale, et prend possession de l'abbaye le 29 du même mois.

Cependant l'intrus ne se sentait point en paisible possession de sa dignité. Le 27 février 1635, il obtient un bref apostolique qui supplée aux défauts de l'élection et sanctionne le fait accompli (1), mais Urbain VIII y mettait une condition : c'est que le bref fût « accepté expressément par tous les électeurs, ou du moins par la majorité. » Le jeudi saint (5 avril), Marchier assemble donc le cha-

(1) Le Bref comptait parmi les défauts de l'élection « quia suffragia dicto Francisco data, emendicata fuisse dubitabatur. »

pitre pour donner communication du bref et demander la confirmation de son élection. Le grand prieur, avec quelques autres religieux, protestent d'abord contre l'exécution du bref qu'ils déclarent obreptice et subreptice ; mais enfin, deux jours après, ils cèdent « comme par force » à de nouvelles violences, se réservant de recourir au pape lorsqu'ils en auraient la liberté. Ce qu'ils firent au mois de septembre suivant.

Nous passons sous silence, comme étrangers à notre sujet, les autres détails de cette affaire scandaleuse. L'élection de Marchier fut déclarée nulle par arrêt du Grand conseil, le 19 août 1636, et le calme revint après l'élection canonique du prieur claustral pour abbé de St-Antoine : elle se fit le 13 octobre 1636, au chapitre général tenu à Paris par ordre de Louis XIII.

Revenons au notaire Piémont.

Le procès-verbal de l'élection de Marchier, ceux de sa prise de possession et de sa présentation du bref, faite au chapitre le 5 avril, en un mot, tous les actes favorables à l'intrus ont été reçus par Annibal Piémont (1). Pour rédiger leurs protestations auprès du roi et en cour de Rome, les réformés s'adressèrent à un autre notaire, Claude Fournet.

En examinant les actes de cette élection, on y remarque sans peine plusieurs défauts des plus graves. Au lieu de faire connaître le vote particulier de chacun des capitulants, — en se conformant au formulaire suivi dans l'élection des deux derniers abbés, Ant. Tolosain et Ant. de Gramont, — le nouveau procès-verbal se contente de déclarer que le « Rme père frère François Marchier a plus

(1) Vol. 1634 et 1635-T.

de voix et de suffrages que tous les autres candidats », et que « par conséquent, il a été élu pour abbé de St-Antoine et chef général de l'Ordre. » Du nombre des électeurs et des voix données à celui que l'on proclame élu, il n'en est pas fait mention ; les protestations du président du chapitre et l'intervention de la force armée sont passées sous silence. Derrière tous ces sous-entendus se cache trop évidemment l'intention de faire passer cette élection pour régulière (1).

Entre autres défauts invoqués contre l'élection de Marchier, les réformés se plaignaient de ce que « le secrétaire avait été, non point un religieux profès, mais un laïque, introduit dans le chapitre par les anciens religieux, » contrairement à l'ordonnance des derniers Statuts. Les partisans de Marchier se réclamèrent de l'ancienne coutume ; et, en effet, le notaire Annibal Piémont avait lui-même reçu, en 1615, l'acte de l'élection du dernier abbé, sans qu'aucune protestation ne s'élevât contre sa présence au sein de l'assemblée capitulaire.

Disons toutefois que, même en dehors de cette irrégularité, dont les anciens religieux peuvent être rendus responsables, Annibal Piémont ne saurait être personnellement innocenté dans cette affaire. Non seulement il contribua au trouble qui accompagna et qui suivit l'élection de Marchier, mais encore, par ses intrigues, il souleva les habitants du bourg contre l'abbaye. Aussi, peu de mois après, le chapitre se voyait-il obligé de donner sa confiance à un autre secrétaire.

(1) Le document cité par la *Gallia christ.* (t. XVI, c. 204-6) résume fidèlement toute cette histoire. On peut voir d'autres détails aux *Arch. du Rhône*, fonds de St-Antoine, carton 18.

A cette époque, les religieux eurent à soutenir un procès contre les consuls de St-Antoine qui, sous le prétexte de la coutume, voulaient les obliger à continuer certaines aumônes (1). Dans un mémoire composé à cette occasion, les Antonins portent contre Annibal Piémont une grave accusation qui confirme ce que nous venons de dire. Après avoir rappelé que ce notaire « estoit autrefois greffier de la chastellenie dud. lieu de St-Antoine et secrétaire de l'abbaye », ils ajoutent qu'« il a esté depossédé » de ces fonctions « tant à cause des injures qu'il a faictes que pour des faussetés par luy commises en des affaires concernant les religieux, et en haine de quoy, ayant ligué avec luy quelques autres habitants, il leur a suscité ce procès. »

Les religieux, au milieu des troubles dont ils ne prévoyaient point le terme, étendent quelque peu leur accusation et laissent échapper cette plainte amère, qui ravive le souvenir de jours bien sombres pour l'abbaye. Ils ne s'étonnent point, disent-ils, « de trouver des ingrats dans les habitants de Saint-Antoine, et même des ennemis déclarés parmi ceux auxquels ils ont rendu les services les plus essentiels ; » car ils ont « à faire à un très mauvais peuple, ennemy dud. Ordre et religieux, comme il a paru en diverses occasions, même lorsque l'église et monastère fut pillé et saccagé par les habitants dud. lieu, et les religieux assassinés ou chassés lors des premiers et

(1) Il fut répondu que « ces aumosnes dépendaient entièrement de la plus franche, libre et seule volonté du Chapitre » qui n'était obligé « par aucune fondation, ni autre obligation que ce soit, que celle de la charité » de faire ces distributions de secours, et que, par conséquent, personne ne pouvait les contraindre à les continuer. Cf. ADVIELLE *Histoire de l'Ordre hospitalier de St-Antoine*, p. 226-8.

derniers troubles de la religion prétendue réformée ; leur mauvaise volonté a encore paru en ce qu'ils se sont toujours tournés du costé de ceux qui ont voulu troubler led. Ordre et religieux, et principalement l'establissement de la Congrégation réformée d'iceluy... (1). »

Annibal Piémont eut encore d'autres démêlés avec l'abbaye, notamment au sujet de la grange Michon, sur laquelle il revendiquait des droits au nom de sa femme.

Tous ces incidents suffisent pour justifier la conduite de l'abbaye à l'égard de son secrétaire, auquel elle retira sa confiance, pour la rendre longtemps après, du moins partiellement, à son fils Antoine.

Il nous reste à mentionner un incident de la vie d'Annibal, qu'il nous apprend lui-même. En janvier 1638, il « fut envoyé à Paris comme député du tiers Estat de Dauphiné, pour poursuivre au Conseil du roy l'exécution de l'arrest du cadastre ; auquel voyage il séjourat jusques au mois de juin (*al. mai*) mil six cents trante neufz » (2).

Annibal Piémont assista à la translation des reliques de saint Antoine dans la châsse donnée par noble Jean du Vache, le jour de l'Ascension 1648 (3), et vécut encore près d'une année. Le dernier acte de son registre OO est daté du « dernier jour de février » 1649. D'autre part, le notaire Eustache Vourey mentionne, au 25 mars 1649, un contrat de vente reçu par « feu M^e Annibal Piemont, notaire » (4).

(1) *Arch. du Rhône*, fonds de St-Antoine, cartons 30 et 34.

(2) *Table alphabétique du Répert. gén.*, fol. 58; *Répert. gén.*, fol. 159.

(3) ADVIELLE, *op. cit.*, p. 209.

(4) Vol. de 1627-49, fol. 718.

VII. — ANTOINE PIÉMONT ET SA DESCENDANCE.

Les deux frères Annibal et Bon Piémont épousèrent le même jour (1^{er} février 1624) les deux sœurs Emeraude et Anne Yzérable, filles du second lit de Jean Yzérable Bontemps le jeune (1). *Emeraude ou Meraulde Yzérable*

(1) La famille Yzérable était, au xvii^e siècle, peut-être la plus riche de St-Antoine, et assurément la plus importante par le nombre de ses membres. Il nous serait impossible de donner son tableau généalogique complet, à cause de ses ramifications dans les mandements voisins ; nous croyons cependant utile de donner ici la descendance de Jean Yzérable, qui s'unit doublement, en un seul jour, à la famille Piémont.

Jean Yzérable Bontemps le vieux, qui possédait « de beaux biens aux mandements de Dionnay, Roybon et Montfalcon », et « des meubles et obligations pour plus de 20,000 livres », testa le 8 février 1601. Mais comme il ne laissait qu'un fils naturel, Jean Yzérable le jeune, qui ne pouvait être son héritier, il testa en faveur de son petit-fils, Jean Yzérable Perret ou Perrenet. Celui-ci étant « mort ab intestat en minorité », en l'année 1617, l'héritage revint à son père, Jean Yzérable le jeune.

Jean Yzérable Bontemps le jeune épousa, le 6 janvier 1585, Ysabel Catan (fille d'Humbert et cousine germaine d'Eustache Piémont). Il en eut six enfants : 1^o Claude, l'aîné, marié en premières noces à Marie Duplessis, puis, le 18 octobre 1632, à Clauda Pain qui fut mère de : a) François ; b) Jean (Chrysostôme), Antonin, qui vivait encore en 1688 ; c) Françoise, et d) Anne ; — 2^o Bonne ; — 3^o Jean, dit Perret, dont nous avons parlé ; — 4^o Jeanne, qui épousa Claude Charréard le 20 janvier 1608, et fut mère d'André, Antoine et Charles ; — 5^o Louise, mariée le 15 juillet 1604 au notaire Jean Jassoud, et mère de Pierre, Claude, Bonne, Blaise et Antoine ; — 6^o Françoise, femme de M^e Antoine Jassoud, procureur au parlement.

Jean Bontemps le jeune, marié en secondes noces à Blaise Castellan, en eut encore cinq enfants : 1^o *Méraude*, femme d'Annibal Piémont ; — 2^o Alix ; — 3^o *Anne*, femme de Bon Piémont ; — 4^o Antoinette ; — 5^o Françoise.

Jean Yzérable Bontemps le jeune testa et mourut le 29 juillet 1622. — *Minutes* des notaires Eustache et Annibal Piémont, et *Arch. du Rhône*, fonds de St-Antoine, cartons 115 et 233.

mourut après quelques années de mariage, laissant un fils, nommé Antoine (1) qui, après avoir été clerc de son père pendant plus de douze ans, lui succéda en qualité de « notaire royal dalphinal héréditaire de St-Antoine. » Il fut pourvu de cet office en juin 1649, et le conserva jusqu'à sa mort arrivée en l'année 1708. Antoine Piémont a laissé un grand nombre de registres formant trois séries : 1649-72 (A-&) ; 1673-96 (AA-&&) ; 1697-1707 (AAA-LLL). En outre, nous avons de lui un « Répertoire general » et un « Répertoire alphabeticque ».

Nous avons peu de chose à dire de ce notaire. Il nous apprend qu'il fit un voyage en Normandie de juin à août 1655 (2). Il était en 1688 vichâtelain de St-Antoine, et châtelain en 1697 (3). Il épousa Marthe Peccat ou de Peccat, veuve de Pierre Lambert, dit Beauregard, fille aînée de noble Gédéon Peccat et de Marguerite de Frize (4). « Ils eurent deux enfants, Gabriel et Elisabeth, celle-ci morte fille avant son père. » Le notaire signa toujours « Antoine Piémont », sans autre déterminatif ; mais son fils, avocat consistorial au parlement de la province

(1) Mention d'une vente « reçue par feu M^e Anibal Piemont, mon père. » Vol. de 1654-55, fol. 169, etc. — Le 21 juillet 1676, Antoine Piémont avait 51 ans. — Antoine Piémont n'était donc point fils de Claude, — ni fils de Jean, comme le dit l'*Armorial de Dauphiné*, p. 523.

(2) Vol. F-G, 1654-55, fol. 150.

(3) Vol. de 1697, fol. 4.

(4) Noble Gédéon Peccat eut 4 enfants : Marthe, l'aînée ; Marguerite; Gabriel († av. 27 mai 1661) et Pierre. L'*Armorial de Dauphiné* (p. 504) ne mentionne que Gabriel et Marthe. — Nommons aussi en passant Françoise de Peccat, veuve (1662) de Pierre-François Chorier, bourgeois de Beaurepaire, fils de feu Antoine Chorier et de feue Magdeleine Allard. Jacques-Louis Chorier, marchand de Romans, était aussi fils d'Antoine. Ant. PIÉMONT, vol. de 1663, fol. 67.

(1676-1721), emprunta le surnom « de St-Didier » (1) à une ferme située aux environs de Saint-Antoine et possédée par sa famille depuis un siècle (2). Gabriel Piémont épousa Madeleine Jassoud, et « en eut plusieurs enfans » (3). Les deux qui nous sont connus furent, comme leur père, avocats au parlement : Melchior, « juge ordinaire de Saint-Antoine », qui mourut le 9 mars 1745 (4), et Antoine Piémont de Frize, qui se disait, en 1750, le « seul enfant mâle vivant » de sa famille.

A cette époque, l'avocat Piémont de Frize parut oublier son ancêtre Eustache Piémont, qui avait été, pendant les mauvais jours, l'ami fidèle de l'abbaye de Saint-Antoine, pour se montrer le vrai fils de son aïeul François de Frize, l'ennemi acharné des Antonins pendant les dernières guerres de religion du xvi^e siècle. Il suscita à l'abbaye plusieurs procès qu'il poursuivit pendant trente ans. Nous en parlerons brièvement.

(1) Il est quelquefois appelé « M^r Gabriel-Antoine Piémont, de Saint-Disdier, avocat à la cour ». Ant. PIÉMONT, vol. de 1687-88, fol. 294, et G. FOURNET, vol. de 1676-77, fol. 219. — Son fils Melchior porta également le titre « de Saint-Didier », tandis que le frère de celui-ci s'appelle lui-même et est toujours appelé « Antoine Piémont de Frize ».

(2) Nous avons dit au commencement de cet article (p. 290) comment cette propriété passa, avec le nom de St-Didier, de la famille de Bon Piémont à son neveu Antoine.

(3) Nous avons trouvé un religieux de St-Antoine, R. P. Jean-Louis Piémont, résidant au Pont-en-Royans le 3 janvier 1714 ; il vivait encore en 1722. *Arch. du Rhône*, fonds de St-Antoine, cartons 250 et 39. — Aucun document ne nous a fait connaître le lien qui le rattache à la famille Piémont de St-Antoine.

(4) La copie des *Mémoires* d'Eustache Piémont, faite en 1742 par le père Hussenot, nous dit que l'original était alors « entre les mains du petit fils de l'auteur, M. Melchior Piémont de St-Didier, avocat, mort à Grenoble le 9 mars 1745. » Ce que nous avons dit jusqu'ici montre que l'expression « petit fils de l'auteur » doit être prise non point dans le sens restreint et précis, mais signifie simplement *descendant*. Cf. *Mémoires d'Eust. Piémont*, Préface, p. XLII.

Le plus important de ces procès est relatif au parcellaire de la communauté (1) de St-Antoine.

L'abbaye venait de procéder au renouvellement « de tous ses terriers, sans qu'il eût été nécessaire d'employer le ministère de la justice, et sans qu'il s'élevât la moindre plainte de la part des emphytéotes, par l'attention qu'on avait prise de les instruire et de leur montrer tous les titres, tant anciens que modernes, qu'ils avaient voulu voir. »

Le sieur Piémont de Frize, qui avait « plusieurs domaines dans la mouvance de l'abbaye, ne voulut pas suivre cet exemple. Peu content d'avoir eu la liberté de faire sur les terriers toutes les perquisitions qu'il souhaitait, et d'avoir fait venir inutilement trois avocats pour terminer tous les différends, il demanda qu'on lui remît entre les mains les titres primordiaux. » Le syndic de l'abbaye n'ayant pas jugé convenable de lui « envoyer à Grenoble les papiers qu'il souhaitait », il se vengea en publiant contre l'abbé et le chapitre de St-Antoine « un libelle diffamatoire contenant les injures les plus atroces et les demandes les plus injustes. » L'auteur de ce libelle signifié le 4 novembre 1749, demande que l'abbaye soit « condamnée à souffrir le rachat des rentes qu'il lui doit, et à lui vider plusieurs immeubles » qui autrefois, disait-il, faisaient partie du patrimoine de ses ancêtres. Il conclut en demandant l'établissement d'un nouveau parcellaire et la condamnation du syndic de l'abbaye à tous les dépens. Pendant ce temps, il fait tous ses efforts pour troubler la bonne harmonie entre les habitants

(1) Avant la Révolution, le mot de « communauté » avait le même sens que le nom actuel de « commune ».

de St-Antoine et l'abbaye, répandant le bruit que le vieux parcellaire avait été longtemps gardé à l'abbaye pour le déchirer et enlever ce qui pourrait être à son désavantage; en même temps, il fait « entendre aux habitants qu'ils payent beaucoup de tailles pour les fonds possédés par l'abbaye ; » mais enfin ils vont être déchargés de la plus grosse partie de leurs redevances, et la seule restitution de ces tailles, à laquelle le syndic doit être condamné, suffira amplement à payer les frais du nouveau parcellaire.

Parmi les fonds que le sieur de Frize voulait racheter, il en était un, le moulin de Frize, dont la revendication lui tenait le plus au cœur ; ce fut même là l'origine de ce long procès.

En 1750, Antoine de Frize, pour soutenir ses prétentions, déclarait avoir « toujours ouï dire par des anciens du lieu de St-Antoine que le moulin, appelé anciennement par les actes *le moulin de Frise*, avait été donné en engagement par François de Frise à l'abbaye de St-Antoine ; ce qui lui avait été répété plusieurs fois avec cette circonstance que Marthe Peccat, ayeule paternelle dud. Piemont de Frise avoit toujours eu dessein de racheter led. moulin. » En conséquence, disait-il, il a conservé, lui aussi, « le droit de racheter le tenement de moulin en payant au seigneur abbé ou à ses successeurs la somme de 350 écus, » moyennant laquelle s'était fait « l'ancien engagement. »

Il prouvait son droit de rachat en montrant qu'il descendait en ligne directe de François de Frize, dont il se disait le seul héritier. Cette descendance ne lui fut point contestée. Mais les religieux savaient où chercher les preuves de leur possession : ils s'adressèrent au notaire Brachet, acquéreur de l'office de M^e Antoine Piémont, demandant à consulter les minutes de ses prédécesseurs.

Brachet répondit que, bien qu'il fût acquéreur de l'étude du notaire Piémont, il n'avait pas en son pouvoir les protocoles demandés ; ils étaient à St-Antoine, dans la maison de l'avocat Piémont, qui en gardait la clef à Grenoble. Les particuliers se plaignaient également de ce que le sieur de Frize détenait dans son cabinet « les protocoles des trois notaires ses ancêtres » et empêchait par là le public de pouvoir en retirer les expéditions nécessaires.

Le perturbateur s'agita longtemps avant d'arriver à ses fins. Malgré tous les avantages qu'il promettait, sa « cabale » ne réunit qu'« une douzaine de personnes.... toujours disposées à faire du bruit. » D'autre part, l'habileté de l'avocat rencontra, dans un frère convers de l'abbaye, un adversaire imprévu : le frère Aymard, receveur des rentes de l'abbaye, fournit des titres indiscutables de possession (1) : le sieur de Frize fut donc arrêté dans ses prétentions et ne put obtenir « le reachapt de ses rentes », c'est-à-dire rentrer en possession du moulin de Frize (2).

Néanmoins, ses intrigues, poursuivies avec l'acharnement que savent déployer les amateurs de chicane, devaient amener l'établissement d'un nouveau parcellaire.

En l'année 1616, « la communauté de St-Antoine avait

(1) Frère Claude Aymard, vulgairement appelé « le frère Aymard », fils de Jacques et de Andrienne Duc, né à St-Véran, dioc. de Vienne, le 2 mars 1701, entra dans l'ordre de Saint-Antoine après avoir exercé le métier des armes, et fit profession comme religieux convers le 9 sept. 1736. *Arch. de l'Isère*, Registre des vêtues et professions, in-fol., fol. 36 v°. — Le frère Aymard fut receveur des rentes de l'abbaye pendant plus de 40 ans (1734-1777). Ses livres de recettes (2 vol. in-fol.), admirablement tenus, forment les cartons 433 et 434 du fonds de St-Antoine aux *Arch. du Rhône*. Frère Aymard était très versé dans la connaissance des terriers et des titres de l'abbaye, comme l'avaient été au siècle précédent les pères Michel Fere et Etienne Goyt.

(2) *Arch. du Rhône*, fonds de St-Antoine, cart. 34, divers Mémoires.

fait procéder à la confection de son parcellaire roturier. » Dix-huit ans après, « ensuite de l'ordonnance de M. de Talon, conseiller du roi et intendant du Dauphiné pour l'exécution de l'arrêt donné entre les trois Ordres de la province le dernier may 1634 », les corps ecclésiastiques et les nobles « possédant des immeubles dans le territoire de Saint-Antoine, donnèrent à la diligence des consuls et officiers, par prudhommes, état, dénombrement et déclaration des biens et héritages dont ils jouissaient », et l'on apposa « sur chaque article de fonds une estime, eu égard à sa valeur et à son produit ».

L'on fit ensuite, à différentes époques, sur le parcellaire roturier de 1616, « trois différents perrequaires pour les chargements et déchargements », qui servirent jusqu'au parcellaire du XVIII^e siècle ; « mais il n'en fut pas uzé de même à l'égard des fonds nobles déclarés ensuite de l'ordonnance de 1634 ». Cette omission, compliquée par les mutations qui s'étaient opérées depuis un siècle, avait « occasionné la confusion des fonds nobles avec les roturiers ». Toutes ces causes rendaient en quelque sorte nécessaire le renouvellement du double parcellaire.

Du reste, Saint-Antoine ne faisait en cela que suivre l'exemple d'autres communautés, comme celles de Poliénas et de Bessins, dont il adopta la méthode.

Par son arrêt du 14 mars 1774, le parlement du Dauphiné avait ordonné le renouvellement du parcellaire de Saint-Antoine « avec mappe et plans particuliers lavés et figurés suivant les règles de l'art, avec une échelle au bas, et un coursier pour servir aux chargements et déchargements en cas de mutations... » Treize assemblées se tinrent pour ce sujet à Saint-Antoine pendant les années 1775 à 1779.

Dans l'assemblée du 8 janvier 1776, le sieur Micoud

Desmarais, géomètre, resta, par le bail au rabais, « adjudicataire de ces parcellaire, coursier et plans... moyennant le prix de 25 sous par sesterée de neuf cent toises delphinales, que la communauté devait luy payer de la manière et dans les termes portés par ce bail ».

Desmarais, l'auteur du parcellaire de Poliénas, se substitua, pour l'exécution de celui de St-Antoine, le sieur Fournier, son gendre. Celui-ci, au commencement de 1780, présenta « la mappe » telle qu'il l'avait exécutée; mais la communauté de St-Antoine ne pouvait accepter ce travail. En effet, si l'on en croit un Mémoire adressé aux jurisconsultes par M^e Brachet, député de la communauté, le parcellaire présenté par Fournier ne remplissait point les conditions imposées par le bail. Quant au plan géométrique qui l'accompagnait, Brachet se plaignait de ce que Fournier n'y « avait mis et écrit autre chose que des numéros pour indiquer les possessions des habitants et des forains de la communauté ». Et comme rien n'était « écrit dedans ou le long des rivières, ruisseaux, grandes combes, torrents ou ravins, et les chemins dont la communauté se trouve coupée et traversée dans un très grand nombre d'endroits de son territoire, et qui sont figurés dans sa mappe et ses plans, s'il n'y a point mis de légende au moïen de laquelle, et par des lettres alphabétiques de rapport, l'on puisse y connaître et distinguer lesd. rivières, ruisseaux, combes, torrents ou ravins et les chemins, par leur nom et par leur tendance ; où prendrait-on, par exemple, dans ses mappes et plans, disait encore Brachet, la rivière de Furant, celle de Frizon, les ruisseaux et combes de Fontfroide, de Mezellin, de Lyotan ou du Château, les combes de Montalard, de Piedcheval, de Marze, de Fussin, de Champeux, de Seyssel, de Cousiou, de Charreton, de Commers, des Buclards, d'Em-

portion, de Soleily Miron, de Joz ou Fontbarnier, du Bouchet, de Toniot, du Saut Barral, de la Magdelaine, de l'Hert, et plusieurs autres, dont fait mention dans ses confins l'ancien parcellaire ? Où prendrat-on les chemins qui sont de même figurés dans ses plans, tendants du bourg de St-Antoine à St-Marcellin, à Romans, à Chevrières, à Dionay, à St-Jean le Fromental, à Roybon, à Montfalcon, à Montrigaud, à St-Bonnet, à Montmiral, à St-Lattier et aux autres lieux circonvoisins ? où prendrat-on dans le bourg, figurez aussy dans ces mêmes mappe et plans particuliers, la Grande ruë, la ruë de l'Hopital ou de l'Ange, la ruë Corciere ou du Millieu, la Basse ruë, les ruës qui les croisent et qui descendent des unes aux autres ; les goulets de St-George, de Bourchenu, de Coste Barbier, de la Simèze, et autres petites ruettes ou passages publics ; où prendrat-on les places publiques du Marché, du Puits, de l'Hayre, de la Crotte, le rocher de la Chopière, béals des moulins et autres choses notables, pour donner ces confins (qui sont des confins immuables) aux différentes possessions de chaque particulier, lorsqu'il sera question de luy composer et délivrer sa parcelle, confinée de la manière que prétend le sieur Fournier ?... N'est-ce pas la plus grande dérision de venir présenter à cette communauté et vouloir la forcer à recevoir un parcellaire et des plans aussy défectueux et d'aussy peu d'utilité ? (1) »

Cette description fait voir que le plan dressé par Fournier était une sorte de « carte muette », ne contenant « autre chose que des numéros. »

Brachet terminait son Mémoire en demandant à Fournier d'indiquer les confins des propriétés, s'il voulait être payé de son travail.

(1) Divers Mémoires ms. aux Archives de l'Abbaye de St-Antoine.

Il fallut donc reprendre l'exécution du parcellaire, qui traîna en longueur pendant plusieurs années ; vraisemblablement, l'œuvre définitive ne fut agréée qu'en l'année 1787 : c'est du moins la date que porte le plan cadastral aujourd'hui conservé à la mairie de St-Antoine.

Mais, à cette époque l'Ordre de St-Antoine était incorporé à celui de Malte, et l'avocat Piémont de Frize, qui avait mis en avant « la confection du parcellaire », avait lui-même disparu de la scène du monde. Il avait passé ses dernières années à Grenoble, où il était devenu, par son grand âge, le doyen des avocats au parlement du Dauphiné.

C'est donc ici que notre étude devrait prendre fin. Toutefois, nous croyons intéresser nos lecteurs en ajoutant quelques pages sur la famille de Frize : nous n'avons fait qu'indiquer plus haut l'origine du procès suscité à l'abbaye à l'occasion du moulin de ce nom. L'avocat de Frize en revendiquait le rachat comme représentant de son ancêtre qui l'avait possédé à la fin du xvi^e siècle. Ce que nous devons dire montrera clairement, pensons-nous, qui avait le droit pour lui, l'abbaye ou l'avocat. Dans les titres apportés au cours du procès pour établir la justice de sa cause, l'avocat commençait sa généalogie à l'année 1558, et la conduisait en ligne directe jusqu'à lui-même, héritier de toute cette famille. Nous reprendrons de plus haut cette généalogie, à peine ébauchée par les écrivains qui ont parlé de St-Antoine ; ainsi cette étude sur les notaires Piémont, alliés aux Frize, en recevra son complément naturel et nécessaire.

DOM GERMAIN MAILLET-GUY,

Chan. rég. de l'Imm.-Conc.

(A continuer).



LES ARCHIVES DE LA DROME

On a cru longtemps que la perte des archives anciennes avait rendu impossible l'étude de l'histoire des communes, des institutions et des familles. Fort heureusement c'était là une erreur, dont la publication des Inventaires sommaires des dépôts départementaux, commencée en 1861, a montré l'évidence. Mais ces Inventaires sont-ils connus à cette heure d'autres personnes que des chercheurs et des bibliophiles ? Il est permis d'en douter. Dans ces conditions, quelques détails sur l'œuvre entreprise par toute la France et dans la Drôme en particulier peuvent être fort utiles.

Avant 1790, les titres et documents administratifs et judiciaires de la province étaient conservés soit à Grenoble pour l'Intendance et le Parlement, soit dans les tribunaux subalternes, soit dans les communes ou les couvents, évêchés et chapitres ; mais il n'y avait aucune centralisation, et les inventaires de ces fonds, lorsqu'il en existait, servaient bien moins à l'histoire qu'à la preuve des droits et revenus spéciaux à chaque établissement.

Aujourd'hui, la Chambre des Comptes et le Parlement nous dévoilent leurs richesses abondantes dans trois volumes publiés par MM. Pilot et Prudhomme, archivistes de l'Isère. Déjà, le premier de ces dépôts avait été classé en 1277 et 1346, ainsi que le prouvent les publications de M. le chanoine U. Chevalier, correspondant de l'Institut, sous les titres d'*Inventaires des archives des Dauphins* et

d'Ordonnances des rois de France et autres princes souverains relatives au Dauphiné.

Un autre grand travail en 35 volumes in-fol., prescrit le 9 juin 1688 par Le Pelletier, contrôleur général des finances, avait coûté dix ans de travail à Marcelier, et cet Inventaire manuscrit de la Chambre des Comptes sert encore à guider utilement les recherches, malgré quelques erreurs.

Mais les actes du Parlement de Grenoble ne se trouvaient guère que dans les ouvrages des jurisconsultes dauphinois, François Marc, Guy-Pape, Nicolas Chorier et Jean-Guy Basset.

L'Intendance conservait ses papiers à Grenoble, siège de son administration politique et financière; ceux des élections se trouvaient à Valence, Romans et Montélimar. Or, tout ce qui se rapporte à l'assiette et à la perception des tailles, capitation, dixième, vingtièmes, vente des offices municipaux, était caché dans ces fonds.

Les travaux récents ont de la sorte rendu un véritable service aux érudits en classant et analysant des pièces dont les révélations étaient à peine soupçonnées.

On peut en dire autant des archives de l'Université de Valence, bien qu'une excellente étude de feu M. le chanoine Nadal et l'ouvrage plus récent de M. Marcel Fournier eussent déjà divulgué les actes fondamentaux et l'histoire de l'institution fondée par Louis, dauphin, en 1452.

Une cinquantaine de monographies communales, par M. l'abbé Vincent, nous avaient initiés au passé des bourgs, villes et villages de la Drôme, avant 1866; toutefois, depuis lors, des études plus récentes sur les arrondissements de Montélimar et de Nyons, et les *Bulletins d'histoire ecclésiastique et d'histoire religieuse* des diocèses de Valence, Grenoble, etc., et de la *Société d'Ar-*

chéologie de la Drôme, ont permis de constater d'immenses progrès, grâce au classement et à l'Inventaire des archives communales des arrondissements de Montélimar, Nyons et Valence. Une mention toute spéciale est due aussi à la publication par M. U. Chevalier du *Cartulaire municipal de Montélimar*, à l'*Histoire de la même ville*, par M. le baron de Coston et au *Dictionnaire topographique* de la Drôme et au *Dictionnaire bio-bibliographique* de M. Brun-Durand.

Quant aux familles, on était réduit aux *Nobiliaires* de Chorier et de Guy Allard et à l'*Armorial du Dauphiné*, consacrés uniquement à la noblesse, sans trop de souci du tiers état. Il en était de même pour les notaires ; car, à l'exception de la *Statistique notariale de l'arrondissement de Valence*, donnant leurs noms, les dates et l'indication des études où se trouvent leurs minutes, on ne savait rien de plus sur une source historique importante. L'Inventaire actuel a donc le premier mis en relief les ressources inconnues des anciens protocoles.

Viennent enfin les archives ecclésiastiques formant la plus grosse part du dépôt, réunies par fonds, mais non inventoriées encore. On peut cependant consulter déjà un certain nombre de cartulaires imprimés où se trouvent les plus anciens documents de quelques églises et abbayes, comme le *Cartulaire de St-Barnard*, qui a fourni à M. Paul-Emile Giraud les éléments de sa remarquable étude sur Romans et son chapitre ; le *Cartulaire de St-André-le-Bas*, de Vienne ; celui de *St-Pierre du Bourg-lès-Valence* ; ceux de *St-Chaffre*, de Léoncel et de *St-Ruf*, publiés en entier ou en partie par M. le chanoine U. Chevalier, et celui de *Durbon*, dû à M. le chanoine Guillaume, notre laborieux collègue des Hautes-Alpes. Il y aurait, d'autre part, injustice criante à taire les sàvants

travaux historiques de M. le chanoine Jules Chevalier sur la ville et le diocèse de Die, sur les Poitiers, comtes de Valentinois, et sur l'abbaye de Valcroissant ; de feu M. le chanoine Nadal sur les institutions monastiques du diocèse, et de MM. les chanoines Perrossier et Fillet sur les évêques originaires de la Drôme, sur Romans, sur Grignan, sur diverses paroisses et sur le Vercors.

Les archives anciennes de la Drôme, à l'exemple de celles des autres départements, ont été réparties en huit séries : A (actes du pouvoir souverain) ; B (archives judiciaires) ; C (archives administratives) ; D (instruction publique) ; E (familles et notaires) ; F (fonds étrangers aux précédents) ; G (clergé séculier) et H (clergé régulier).

Les séries A, B, C forment le premier volume de l'Inventaire publié ; D et E le 2°, les communes qui ont remis volontairement leurs archives au dépôt, le 3° et partie du 4°, les communes qui ont tenu à les conserver ; les 4°, 5°, 6° et les suivants en préparation.

Il n'est pas inutile de rappeler ici comment ces différentes séries ont été formées.

La série A peu importante à l'origine aura un supplément assez étendu. Au surplus, une collection en 27 volumes in-4°, connue sous le nom de collection Giroud, la remplace actuellement, et la bibliothèque des archives en possède 26.

Avant 1861, la série B ne figurait dans le dépôt que pour un nombre restreint d'articles ; mais, depuis lors, des réintégrations régulièrement autorisées l'ont enrichie des papiers du présidial de Valence, créé par Louis XIII en 1636, des sénéchaussées de Montélimar et de Crest, des bailliages du Buis et de St-Paul-Trois-Châteaux, conservés aux greffes des tribunaux civils de Valence, Montélimar, Die et Nyons, et d'un petit nombre de judi-

catures seigneuriales trouvés dans les mairies de Crest, St-Vallier et Tain.

Les registres du greffe de St-Pantaléon et Rousset offerts au dépôt par feu M. le général d'Andigné, joints à d'autres dons, exigeront un supplément.

Pour la série C, les archives de l'Intendance, conservées à Grenoble, furent réparties, en 1790, entre les trois départements de la Drôme, de l'Isère et des Hautes-Alpes, après un triage hâtif opéré par des commissaires spéciaux. Comme ce fonds embrasse l'agriculture, l'industrie, la situation économique des communes en 1789 (malheureusement incomplète), la noblesse, les impôts, l'armée, la voirie, les hôpitaux et les prisons, elle offre, avec le Mémoire de l'intendant Bouchu, en 1698, publié et annoté par M. Brun-Durand, une foule de renseignements sur la province pendant les xvii^e et xviii^e siècles.

Les archives des élections de Valence, Romans et Montélimar, étant demeurées confondues avec celles des greffes des tribunaux, sont arrivées au dépôt en même temps qu'elles.

Pour la série D, les titres et documents de l'Université de Valence furent versés à la préfecture en 1808 seulement et n'ont acquis, depuis lors, qu'une copie notariée de l'ouvrage de Basset contenant ses statuts. MM. Nadal et Marcel Fournier ont utilisé ce fonds. Mais la même série a reçu de Gap une partie des archives de l'académie protestante de Die, consultées par M. E. Arnaud dans son histoire de cet établissement et par M. Brun-Durand dans son livre *Les amis de Jean Dragon*.

Avec la série E, paraissent les papiers de famille et les notaires. Les premiers proviennent en petit nombre des émigrés, à cause de la crainte des redevances féodales qui entraîna la perte d'une partie importante : les dons volon-

taires et quelques acquisitions, depuis 1861, ont comblé plus d'un vide; toutefois, d'autres dons postérieurs de titres pareils et de minutes anciennes de notaires, dus à MM. Roule, Mazon, Monet, de Ravel, Brun-Durand, Chabrières, le marquis d'Albon et à M^{lle} Bergier, de Tain, et quelques acquisitions exigeront un supplément assez considérable, déjà classé, mais non analysé.

Avant 1861, plusieurs communes des Baronnies et du Valentinois avaient confié leurs archives anciennes au dépôt, et l'Inventaire en est imprimé; plus tard, les municipalités ayant exprimé le désir formel de conserver leurs titres, le classement et l'analyse en ont été faits. Ainsi, l'on possède l'Inventaire de celles des arrondissements de Montélimar, Nyons et Valence.

Le travail publié à cette heure s'arrête à l'arrondissement de Die et sera continué sans relâche.

Il y aura, de plus, un supplément provenu du don des archives de Bourdeaux, d'Espenel et de papiers d'autres communes, il sera imprimé à la suite des trois arrondissements parus.

La série F comprendra le fonds important donné au dépôt par M. Morin-Pons, de Lyon, savant aussi connu que bienveillant.

Avec la série G, on arrive à des fonds non analysés encore et très volumineux, comme ceux des évêchés de Valence, Die, Saint-Paul-Trois-Châteaux (1) et partie de Vaison et de l'archevêché de Vienne, ceux des chapitres de St-Apollinaire, de St-Pierre du Bourg-lès-Valence, de St-Sauveur de Crest et de Grignan, de Notre-Dame de Die et de bon nombre de prieurés et de paroisses des an-

(1) Les papiers des évêchés de Die et de St-Paul ont été réintégrés depuis 1861.

ciens diocèses dont celui de Valence a été formé. Il existe un inventaire manuscrit en deux volumes in-fol. de 1650 pour le chapitre de Valence et un autre in-4° pour l'évêché de la même ville, de la même époque.

Enfin, la série H embrasse 1° les fonds considérables de St-Barnard, de Romans, de la Chartreuse de Bouvante, des abbayes de St-Ruf et de Léoncel ; 2° des couvents de Dominicains du Buis, Valence et Die, des Cordeliers de Montélimar, Die, Romans et Valence, des Capucins, des Minimes, de Picpus ; 3° des maisons religieuses de filles de St-Just de Romans, de Notre-Dame de Soyons, de Vernaison, de la Visitation, des Ursulines et de St-Césaire de Nyons.

Quelques pièces hospitalières terminent la série.

Comme un tableau numérique de ces divers fonds va être imprimé, il complètera ces renseignements, de nature à rassurer les érudits et à provoquer de nouveaux dons.

En terminant cet exposé succinct, rappelons, pour la déplorer, la perte d'un nombre considérable de terriers ou livres de redevances féodales, livrés au feu pendant la Révolution, comme au Buis, d'après une relation imprimée du temps, et la perte de 1,747 feuilles de parchemin, le 1^{er} thermidor an II, et de 2,860, le 9 nivôse an III, toutes destinées aux gargousses de l'artillerie.

L'utilité publique et la défense de la patrie pouvaient au moins colorer la fabrication des gargousses ; mais rien ne justifie les autodafés en haine de l'histoire.

A. LACROIX.

MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122^e à 133^e livraisons.)

Le changement politique qui venait d'avoir lieu plaçait les Valentinois dans de nouveaux rapports avec le prince Louis ; jusqu'ici ils avaient été ses protégés, grâce à la sauvegarde qu'ils avaient autrefois sollicitée et obtenue, maintenant ils devenaient ses sujets. Ils lui demandèrent de vouloir bien confirmer les franchises et les libertés, que leur avaient octroyées les évêques à diverses époques et l'empereur Sigismond en 1416. Le dauphin répondit à leur désir et leur fit expédier de La Tour-du-Pin, le 2 octobre 1450, une véritable charte de libertés, divisée en 38 articles et résumant tous les privilèges de la ville. Ce document présente un très vif intérêt ; il reflète les mœurs, la vie intérieure d'une commune sur la fin du moyen âge. Nous en donnerons une rapide analyse.

« La cour et les officiers de justice de la ville n'exigent jamais plus de 15 sols pour une injure simple, verbale ou manuelle, de 60 sols pour blessure, si mort ou mutilation de membre ne s'ensuit. Nul ne peut être arrêté pour injures ou excès, s'il fournit caution suffisante. Pour autre cause, l'amende ne peut dépasser 3 sols 1/2. Nul ne peut être emprisonné pour adultère, *nisi in rebus venereis fuerit inventus solus cum sola, clausis ostiis et suspecti probabiliter*. Les informations pour excès ou délits de droit public ne peuvent

être faites que contre des personnes diffamées et probablement suspectes, et sommairement si la peine n'excède pas 60 sols. Le geôlier ne peut exiger plus de 12 deniers de toute personne justement arrêtée et plus de deux sols, si la détention dépasse deux mois. Il ne sera payé qu'une amende, bien que les demandes en paiement soient multiples et encore après satisfaction du créancier. Les ventes aux enchères, d'autorité de justice, se feront place Saint-Jean ou place La Pierre, et nul officier de justice ne pourra y enchérir, ni exiger plus de six deniers pour sa peine. Pour saisie de mobilier, le sergent recevra aussi six deniers et la cour, pour sa taxe, quatre sols par livre. Après l'absolution d'un excommunié, la cour séculière ne pourra exiger aucune taxe. Les testaments seront exécutés selon leur teneur. Il sera dû pour le sceau épiscopal des appels et procurations 12 deniers seulement ; pour apposition des scellés sur testament 100 sols au plus, et moins, 60, 50 ou 40, si la succession vaut moins de 1,000 francs. Tous officiers jureront l'observation des libertés de la ville et du bourg. Les habitants sont exemptés de leyde, péage, taille, droit de corvée, course, tribut ou exaction, garde des portes, tours et murailles, patrouille de jour et de nuit, sauf, pour ce dernier chef, le péril imminent d'invasion ou d'attaque. Les clés de la ville ne peuvent être réclamées que par le roi présent dans la cité. Tout habitant peut vendre et échanger ses possessions rurales sans permission du seigneur direct et sans crainte de confiscation. Les lods sont en ce cas d'un gros par florin du prix de l'immeuble, à moins que les biens aliénés ne soient dans la directe des Eglises ou autres qui ont des bailes ou ont accoutumé d'en avoir, auxquels on paye un gros et demi. Le courrier et les patrouilles ne peuvent la nuit entrer dans les maisons, sans soupçon violent et bruit public de quelque crime. Pour affaires communes, les citoyens peuvent s'assembler au nombre de 80 pour les traiter, sans aucune permission. Les syndics nomment leurs successeurs, leurs conseillers, secrétaires et mandeurs ; ils exigent les droits et rentes de la

ville et en rendent compte aux auditeurs. Les héritiers bénéficiaires peuvent choisir, pour dresser inventaire, soit le juge, soit un notaire. Les habitants jouissent de toutes les libertés delphinales; ils peuvent exiger de tout marchand de passage un droit de sortie. Les indits ou octrois sont approuvés. Les protocoles des notaires défunts ne pourront jamais être cédés à un étranger résidant hors de la ville. Deux foires franches sont établies le 1^{er} juillet et le 3 février. Tout voiturier de sel par eau payera le sesterage ou droit de péage en usage de toute ancienneté... (1). »

Bientôt après, le 8 octobre, par lettres datées de Morestel, le dauphin déchargea les habitants de Valence de l'impôt d'un marc d'or vieux qu'ils lui payaient tous les ans pour le droit de sauvegarde, ce droit ayant fait place à la souveraineté du prince (2). Il ne faudrait pas croire que toutes ces faveurs fussent gratuites; la chancellerie delphinale ne perdait jamais ses droits. C'est ainsi que, pour la charte des franchises municipales, les habitants de Valence durent payer 400 écus d'or (3).

Le dauphin possédait à Valence deux maisons, qu'il avait acquises, dès l'année 1449, de Guillaume, bâtard de Poitiers (4). Elles étaient situées dans la rue Saunière, près de la porte de ce nom, appelée encore, dans les anciens actes, *porte d'Avignon*, à droite en entrant dans la ville. Quand il

(1) Archives de la Drôme, B, 3998. Le 26 juin 1452, le dauphin étant à Valence, enjoignit à ses officiers d'être respectueux des libertés municipales de la ville. Il fit à cette occasion de grands éloges de la fidélité des Valentinois.

(2) Archives de l'Isère.

(3) Archives municipales de Valence, BB, 1.

(4) Archives du château de Peyrins. Inventaire des papiers des Poitiers, n° 253. Par acte du 23 février 1449 (n. s.), le dauphin acquit ces deux maisons, en donnant en échange à Guillaume de Poitiers la terre d'Auriples et ses dépendances, ainsi que la jouissance des terres de Quint et de Pontaix. Guillaume rendait hommage au dauphin, le 12 août 1452, pour les fiefs de Barry et de Vercheny en Diois, et le 12 octobre pour la terre de Soyans.

eut fait avec l'évêque le traité de pariage, il voulut avoir à Valence une demeure princière et les deux maisons, reconstruites en grande partie, furent transformées et devinrent une sorte de palais que les titres de l'époque désignent parfois sous le nom de *manerium Delphini* (1). On y travaillait activement au mois de janvier 1452 (n. s.), comme nous l'apprend un document, par lequel les habitants de Valence, désireux de plaire à leur souverain et répondant à ses désirs, lui abandonnent la propriété de deux tours, l'une dite de la porte Saunière et l'autre tout près de celle-ci, qu'il pourra joindre à son palais, ainsi que la portion du rempart qu'il jugera à propos d'utiliser, plus une autre tour sur les bords du Rhône (2). Cette dernière tour était sans doute voisine de vastes terrains, autrefois complantés en vergers et jardins,

(1) OLLIVIER. *Essai historique sur la ville de Valence*, Valence, 1831, in-8°, p. 176. C'est sur l'emplacement de ce palais royal, tombé en ruines, que furent élevées, sous Louis XIII, la maison conventuelle et l'église des Récollets.

(2) Archives de l'Isère, B, 3031. « ...Attendentes et considerantes se et totam civitatem et communitatem Valentie... indigere singulari gratia, adiutorio, thuicione, et protectione dalphini... propter quamplurima ardua negocia que plerumque civitas et cives Valentie... cum pluribus dominis, communitatibus et personnis sunt gesturi, in et pro quibus egent adiutorio et consilio ejusdem domini nostri, et etiam quia noverunt infra scripta donanda esse utilia et placibilia prelibato domino nostro atque eisdem civitati et civibus, qui dominus noster in domo sua quam habet in dicta civitate Valentie domificare et edificare proposuit, et jam fecit et facit et ut ibidem magis et magis edificaret et dictam civitatem et cives singulari affectione, amore et dilectione pertractet, et in sua gratia et amore perpetuo teneat et conservet; his et aliis... considerationibus... dederunt... dant... domino Ludovico... dalphino... licet absenti ac... domino Yvoni de Scepeaux... videlicet unam turrim cum una porta existentes in muris ejusdem civitatis, juxta palatium ejusdem d. n. dalphini, que porta vocatur porta Sonneria, sive portale Avinionis et dicta turris vocatur turris porte Sonnerie. Item, plus unam aliam turrim alteri turri predictae propinquam, videlicet quam ipse d. n. habere voluerit... Item, plus unam aliam turrim juxta flumen Rodani...

qu'il venait d'acquérir successivement de divers particuliers et sur lesquels il avait établi une belle prairie (1).

Il fit l'année suivante une acquisition plus importante. Le siège de la sénéchaussée avait été transféré de Crest à Valence, en vertu d'une ordonnance du mois de février 1453. Il fallait trouver une maison qui fût digne de loger le sénéchal ou plutôt son lieutenant, et abriter les divers services que comportaient l'administration de la justice et le gouvernement du pays. Une maison appartenant à noble Guigues de Pracomtal, bourgeois de Montélimar, parut réunir toutes les conditions désirables. On l'appelait alors le *palais*. Peut-être était-ce là qu'à l'époque romaine s'élevait quelque édifice important. Elle était située dans le quartier le plus ancien de la ville, entre le chemin de Baise-Béguine, au nord, la maison et le jardin de François de Baynac, au couchant, la rue ou côte de Chapelier (*de Oppellario*), au midi, et une petite ruelle, au levant. Cette maison qui existe encore est un des morceaux d'architecture du xiv^e siècle les plus intéressants. On proposa un échange à Guigues de Pracomtal : il céderait au dauphin cette maison et tous les cens et revenus qu'il possédait à Valence, et le prince lui abandonnerait le château et la terre d'Ancône, près de Montélimar, avec pleine juridiction et tous les autres droits seigneuriaux. Cette offre paraissait devoir convenir d'autant mieux à Guigues de Pracomtal que, fixé à Montélimar, il serait tout près de sa seigneurie, dans laquelle il avait déjà quelques possessions. On fit une double enquête, le 23 mars 1454 (n. s.) et le 8 avril 1454, sur l'état et la valeur des biens que possédait Pracomtal à Valence et à Ancône. Le 17 avril, l'acte d'échange fut définitivement arrêté et conclu à Valence (2).

(1) Archives de l'Isère, B, 2984, f^o 793. Ces détails sont mentionnés dans une enquête faite à Valence, le mardi, 19 janvier 1490 (n. s.), sur les propriétés acquises autrefois dans cette ville par le dauphin.

(2) Archives de la Drôme, E, 2486, f^os 78-83. « ... Cum illustrissimus

La sénéchaussée du Valentinois et Diois ne devait avoir à Valence qu'une durée éphémère ; elle ne tarda pas à retourner à Crest. Mais il est une institution du dauphin Louis, qui, elle, a traversé quatre siècles, et, plus que tout autre, témoigne chez ce prince une intelligence très éclairée, un sentiment très vif des besoins de son temps, un ardent désir d'augmenter la prospérité, l'éclat de sa chère ville de Valence ; nous voulons parler de l'université qu'il y établit et dont les lettres patentes de la fondation portent la date du 26 juillet 1452.

« Dans ces lettres, dit M. Nadal, le dauphin semble faire avec plaisir le dénombrement des avantages que Valence offrait à la jeunesse studieuse. Il loue, en particulier, son admirable situation, la beauté de son climat, la salubrité de l'air qu'on y respire, la fertilité des campagnes qui l'environnent, la facilité de ses communications avec les autres villes du Dauphiné et avec les provinces limitrophes. Il expose ensuite, en détail, l'organisation intérieure de l'université,

princeps et d. n. d. Ludovicus,... dalphinus vien. et comes Val. et Dien., quamplurimum indigeret quadam domo decenti et apta ad consistorium seu auditorium curie seneschalis sui Valent. et Dien., nuper in ejus civitate Valentina instituta et teneri ordinata, necnon ipsius curie carcerem in eadem construendum, pro bono et utilitate ipsius di nⁱ et ejus justicie congruori exercitio, et cum nobilis Guigardus de Prato-comitali, de Montilio Adhemari, Valent. dioc., haberet quamdam domum suam, cum virgulto in civitate predicta Valent., vocata de palatio, confrontantem a parte boree cum itinere de Baysabeguina, ab occidente cum domo et orto Francisci de Baynaco, a vento cum carreria publica appellata de Oppellario..., que domus satis apta, congrua atque decens videbatur pro auditorio et carcere dicte curie senescalie dalphinis construendis, ceterum cum d. n. Guigardus haberet etiam certos census et canones annuos et annuatim percipiendos in eadem civitate Valent... specificatis in quadam parcella per eum tradita cujus tenor talis est : Servitus..... Et ab alia parte haberet ipse nobilis Guigardus in territorio de Ancona quamdam bastidam ruynosam seu disruptam, que bastida paucos sibi fructus afferebat, et quod territorium, mandamentum et jurisdictio ipsius loci de Ancona sibi non pertineret..... »

l'objet de ses travaux, son gouvernement et ses privilèges. Elle se composera de quatre facultés : celle de théologie, celle de droit civil et canonique, celle de médecine et celle de philosophie et des arts libéraux. Elle aura un chancelier, un recteur, des régents, des agrégés, des bedeaux, etc., et elle jouira des mêmes franchises que celles d'Orléans, de Montpellier et de Toulouse (1). »

L'université de Valence ne reçut de son fondateur aucune dotation particulière. La ville fut chargée d'y pourvoir, et elle le fit généreusement. On loua une maison, non loin de la cathédrale, dont elle n'était séparée que par la place des Clercs. Les syndics et les conseillers, réunis le 5 septembre 1452, décident que, sur les derniers quartiers de la taille, on prélèvera 50 florins et qu'en outre on empruntera 100 écus pour faire les chaires, les bancs et autres aménagements utiles dans les salles où auront lieu les cours (2). Notons un fait d'autant plus remarquable qu'il est plus rare : animés d'un beau zèle, les professeurs de l'université naissante s'étaient engagés à enseigner, à *lire*, comme on disait, sans aucun traitement durant la première année; ils commencèrent leurs cours, mais bientôt la ville ne voulut pas se laisser vaincre en générosité, et dans sa séance du 19 avril 1453, les syndics allouèrent à chaque professeur une somme de 100 florins pour un an à partir de la fête de saint Marc et décidèrent, d'accord avec leurs conseillers, que si quelque professeur célèbre, capable de donner un grand renom à leur

(1) NADAL, *Histoire de l'Université de Valence*. Valence, 1861, in-8°, p. 13-4 et p. 361-4. Les lettres patentes du dauphin et la bulle de Pie II, donnée à Mantoue le 3 mai 1459, qui reconnaissait la nouvelle université, n'existent plus dans les archives, mais elles avaient été heureusement publiées dans un livre, aujourd'hui fort rare, dû à la plume d'André Basset : *Institutio, privilegia, statuta Universitatis Valentinae, cura Andreae Basset rectoris edita*. Turnoni, Michaelis, 1601, in-4°. Une copie de ce livre est déposée aux archives de la Drôme, D, 1.

(2) Archives municipales de Valence, BB, 1, f° 159 v°.

université, venait y enseigner, on lui ferait un traitement de 200 florins (1).

Mais il est temps de quitter Valence pour suivre ailleurs l'œuvre politique du dauphin et en voir les conséquences. Ce fut, comme nous l'avons dit, en l'année 1450 qu'il réussit à étendre sa souveraineté sur les terres ecclésiastiques. Sur quelques points, la lutte fut assez vive. A Gap, l'évêque Gaucher de Forcalquier, dont plusieurs châteaux avaient été saisis, son principal conseiller emprisonné par ordre du dauphin, à la suite d'événements qui n'ont pas à trouver place dans notre récit, ne voulut point céder à la violence et, après avoir mis en interdit son diocèse et excommunié ses ennemis, se retira en Provence, plutôt que de subir le joug. Il en appela au pape et au roi René, comte de Provence et de Forcalquier. Grâce à l'intervention de Nicolas V et dans le dessein de ménager son oncle, le roi de Sicile, le dauphin consentit à rendre à l'évêque les biens confisqués, mais en lui imposant de dures et humiliantes conditions qu'il lui faisait connaître par une lettre datée de Saint-Donat, le 7 juin 1450 (2).

Dans les premiers mois de cette même année, de violentes compétitions se produisirent à Grenoble pour la succession de l'évêque Aimon II de Chissé. Enfin, après de longs et pénibles débats, les chanoines, réunis capitulairement le 3 juillet, élurent le doyen Siboud Alleman, malgré l'intervention et les menaces des délégués du dauphin, venus de sa

(1) Archives municipales de Valence, BB, 1, f° 162 v° «... Ordinaverunt quod stipendium doctorum modernorum, qui legunt in eadem universitate, videlicet pro hac vice centum florenos, ita quod serviant sub illo pretio a die festi beati Marchi proximo in unum annum, quamvis ipsi domini legentes polliciti fuissent legere in eadem universitate uno anno sine stipendio et suis sumptibus.... Item, voluerunt quod si in futuro reperiri possent aliqui famosi doctores qui ipsam universitatem augmentaverint et famosam atque insignem redderint, quod eis dentur pro suo stipendio ducentum floreni pro quolibet anno.»

(2) Archives de l'Isère, B, 3248. Sur les affaires de Gap, voir les mêmes archives, B, 3751 et suiv.

part pour les engager à donner leurs voix à Antoine de Poissieu, abbé de Saint-Pierre de Vienne. Louis prétendait qu'il ne pouvait se désintéresser dans l'élection d'un évêque de Grenoble, qui n'était pas seulement pasteur spirituel, mais seigneur de la ville, membre du conseil delphinal (1). Cet échec lui fut sensible et il s'en vengea, en portant quelques semaines plus tard le dernier coup à la souveraineté temporelle de l'évêque ; il contraignit, le 13 octobre 1450, Siboud Alleman à lui faire hommage, à se déclarer son homme-lige et à lui promettre fidélité et dévouement (2).

A Saint-Paul-Trois-Châteaux, l'évêque avait depuis longtemps associé le dauphin à sa souveraineté ; le traité de pariage datait du 25 septembre 1408. Aussi Etienne Genevey qui venait d'être élu à ce siège (3), fut-il obligé de prêter hommage au dauphin : l'acte se fit à Romans, le 20 novembre 1450, avec tout le cérémonial accoutumé. Le prélat toutefois ne se soumit pas sans faire quelques objections ; il prétendit n'avoir d'autre suzerain que le roi René, la ville et l'évêché de Saint-Paul relevant du comté de Provence (4).

Le dauphin Louis aimait la ville de Romans qui était alors, comme de nos jours, une cité industrielle, peuplée de riches marchands (5) ; les draps de ses fabriques, les cuirs de ses

(1) PRUDHOMME, *Hist. de Grenoble*, p. 260-4.

(2) Archives de l'Isère, B, 3002. Cf. PILOT, n° 791.

(3) BOYER DE SAINTE-MARTHE, *Hist. de l'Eglise cathédrale de Saint-Paul-Trois-Châteaux*. Avignon, 1710, in-4°, p. 174. Etienne Genevey était né à Saint-Paul-Trois-Châteaux en 1410 et avait passé par les différents emplois de la cathédrale avant d'arriver à l'épiscopat, le 11 mai 1450.

(4) PILOT, n° 816.

(5) Dans un mémoire des consuls de Romans contre l'archevêque de Vienne, vers l'année 1450, voici comment il est parlé de la ville : « Villa de Romanis est insignis multitudine notabilium burgensium, mercatorum, mechanicorum et aliarum incolarum satis habundanter populata, incolis et habitantibus variis privilegiis per Dalphinos principes actenus decorata et una de principalioribus villis patrie Delphinatus reputatur... »

tanneries avaient une réputation méritée jusque dans le levant. Les Romains, avides d'indépendance, étaient souvent en lutte avec le chapitre de Saint-Barnard, qui possédait avec le dauphin la seigneurie de la ville. Cette sorte d'antagonisme, le prince sut habilement l'exploiter pour miner l'autorité du chapitre et gagner les sympathies de la population. Il possédait un château à Peyrins, à la restauration duquel les Romains s'étaient prêtés volontiers (1) ; il voulut aussi avoir une habitation à Romans et ceux-ci s'empressèrent de lui accorder, pour la construction de ce château, une somme de 1500 florins (2). Cette générosité ne tarda pas à

Archives de la Drôme, E, 3700 — Voici quelques renseignements que nous fournit un autre mémoire du même temps sur un riche bourgeois de la ville, Guigues Luc : « En sa maison sont trois chief dostel ou un feu que chascun d'iceulx devra paier et contribuer pour soy taille entière jusqu'à X florins au plus..... Si a fait grand partie de ses vouleitez et de ses plaisirs ; car il a esté au saint sepulchre en Jherusalem, et à Rome et à Saint Jaques, et à la Magdeleine et partout, à deux chevaux, et non pas à pié par faute d'argent, qui sont choses évidentes qui montrent bien sa grant richesse et puissance et finance d'or et d'argent. Si a fondé la chapelle de Saint Michel à Saint Barnard et faite sa sepulture et grand mission et plus grant que aultre de Romans ne pourroit avoir fait, et ce n'est par faulte d'or et d'argent. A fait ledit Guigo le pont de Saint Romans et faire adoubier l'esglise et plusieurs aultres grands missions, par quoy il appert bien de sa puissance d'or et d'argent et de la finance qu'il a. Mès, a ledit Guigo un hostel ou quel il demeure qui est le meilleur, le plus bel et aussi le mieux garni de vesselle d'argent et de autre garniment et de bons meubles qui soit en sa charrière et vaut bien le meuble XII^e florins. Mès, a un autre hostel qui fut du doon de laumone, lequel il a conqueru par sa grant puissance et richesse... lequel vaudra un chastel et plus en la place en quoy il est assis et rendra plus de proufic et de louer sans charge, vaudra bien III^e florins. Mès, a de tres bons ouvrouers garnis de bons draps tant de France, de Normandie, de Flandre que de Prouvence qui valent bien plus de IIII^e florins... » Archives de la Drôme, E, 3696.

(1) Archives de la Drôme, E, 3656.

(2) Archives de la Drôme, E, 3608. Archives municipales de Romans, CC, 301.

être récompensée. Il délivra des lettres, datées de Peyrins le 24 février 1450, renfermant en cinquante articles les libertés et franchises de la ville de Romans. Il permettait aux habitants d'élire quatre consuls, chaque année, pour gérer leurs affaires et lever une taille commune dont ils auraient à rendre compte ; il les exemptait de la juridiction de ses officiers, du vingtain pour leurs biens de Clérieu et de Pisançon, de tous droits de geole, des péages, leydes, gabelles et autres tributs sur leurs marchandises, de tout cautionnement pour lui et ses successeurs, de toute garde, *gayta, eschargayta, stabilita et munitione aliorum castrorum, villarum et fortaliciorum quam villa de Romanis* ; il les exemptait encore des fournitures de vivres aux troupes, des corvées et charrois, de tout concours non volontaire à la construction de ses châteaux ; il fixait les droits de sceau pour la publication des testaments à 30 sols, pour celle des tutelles à 10 sols, les chevauchées à un homme par maison ; il déterminait enfin les amendes pour délits de coups, blessures, adultère, etc. (1). Quelques-unes de ces mesures étaient attentatoires aux droits du chapitre. Bientôt, ne se contentant pas du pariage ancien, il exigea l'hommage des chanoines et, modifiant les anciennes conventions, il décida que les appels de la cour de justice de Romans ressortiraient désormais à ses juges et non à ceux du pape (23 novembre 1450) (2).

On le voit, tout cédait devant la volonté, les caprices du dauphin. Les succès de cette politique autoritaire et absolue ne firent qu'irriter encore sa nature inquiète, avide d'indépendance et de nouveautés. Ses rapports avec son père devenaient de jour en jour plus tendus. Non seulement il ne manifestait aucune envie de répondre à ses pressants appels et d'aller le rejoindre, mais prétextant que ses ennemis domi-

(1) Archives de la Drôme, E, 3589.

(2) LACROIX, *Romans et le Bourg-de-Péage avant 1790*. Valence, 1897, in-8°, p. 37.

naient à la cour, il affectait, par son attitude, ses agissements, de bien donner à entendre qu'il était résolu de demeurer en Dauphiné. Il se comportait en toutes choses comme un prince étranger, n'ayant à rendre compte de ses actes à personne. Un fait très caractéristique est son mariage avec Charlotte, fille de Louis, duc de Savoie. S'il écrivit à son père à cette occasion, ce fut moins pour lui demander conseil que pour lui faire part d'un projet bien arrêté. On sait du reste que le messenger porteur d'une lettre royale, signifiant au duc l'opposition formelle du monarque à cette alliance, fut mis, grâce aux manœuvres des affidés du dauphin, dans l'impossibilité de s'acquitter de sa mission : il ne put voir le duc que quand la cérémonie nuptiale était déjà accomplie. Elle eut lieu à Chambéry le mardi 9 mars 1451 (1). Quelques jours après, un nouveau traité d'alliance était conclu entre le dauphin et le duc de Savoie (2). De son côté, le prince de Piémont, en considération de l'honneur que le dauphin faisait à son père et à sa mère et à « tout l'hôtel de Savoie », par l'alliance contractée avec sa sœur, le reconnaissait pour son « bon et spécial seigneur et maistre » et promettait de le servir de corps, de bien et de toute sa puissance envers et contre tous, sans excepter le roi. Si celui-ci, mécontent des « espousailles », voulait faire quelque dommage au dauphin, le prince de Piémont l'aiderait de tout son pouvoir, ainsi qu'il lui plairait de l'ordonner (3).

Ces détails montrent bien qu'on n'était pas sans quelque inquiétude d'éprouver un jour le juste ressentiment de Charles VII. Le roi dévora l'affront, attendant l'heure d'en tirer vengeance.

Le 8 avril, les plénipotentiaires du dauphin et du duc se

(1) GUICHENON, *Hist. généalogique de la royale maison de Savoie*, Turin, 1778, in-f°, t. II. p. 106. — DE BEAUCOURT, t. V, p. 141. Archives de l'Isère, B, 3181.

(2) DE BEAUCOURT, t. V, p. 144.

(3) CHARAVAY, *Lettres de Louis XI*, t. I, p. 227.

réunirent au Pont-de-Beauvoisin pour conférer ensemble et régler de vieilles querelles entre le Dauphiné et la Savoie (1). Le 17, les deux princes se rencontrèrent dans cette ville et se prodiguèrent les témoignages d'une sincère amitié (2). Mais ce que le dauphin, dont les ressources pécuniaires étaient assez limitées, dut particulièrement apprécier dans ce mariage, ce furent les sommes d'argent qu'il fit entrer dans son trésor. La dot de la jeune princesse fut de 200,000 écus d'or, dont le duc paya 1,500 comptant de soixante-et-dix au marc (3). De plus, comme l'usage et le droit féodal le demandaient, la province dut s'imposer, afin d'offrir à la dauphine pour son joyeux avènement un *don gratuit* ou présent de 21,642 florins. Grenoble fut taxé à 500 écus d'or; chacune des villes de Vienne, de Valence et de Romans, à 600 écus (4). Sur la demande des bourgeois de cette dernière ville, le dauphin avait déclaré, par ses lettres du 21 novembre 1451, que les 100 marcs, offerts par eux à la dauphine, seraient, à cause de la peste qui avait enlevé, cette année, dans leur ville plus de deux mille personnes, répartis sur tous les privilégiés, gens d'Eglise ou nobles, comme sur les non privilégiés (5). Malgré la teneur de ces lettres, les chanoines de Saint-Barnard refusèrent de payer « la somme de deux cent escus... pour leur part et porcion de la somme de cent marcs d'argent que ladite ville avoit donnée à Madame pour son joyeux avènement. » Le litige fut porté devant des arbitres qui prononcèrent que les chanoines, outre la somme de 100 florins déjà payée par eux, donneraient encore au trésorier delphinal la somme de 100 écus, « lesquels cent florins et cent escus » seraient « déduits et rabattuz sur lad. somme de 100 marcs d'argent (6). »

(1) Archives de l'Isère, B, 3875.

(2) Archives de l'Isère, *Inventaire*, t. III, p. 382.

(3) DUCLOS, *Hist. de Louis XI*, t. I, p. 77.

(4) CHARAVAY, t. I, p. 230-1.

(5) CHARAVAY, t. I, p. 236-8.

(6) CHARAVAY, t. I, p. 238-9.

Au mois de mai 1451, le duc de Savoie, avec une suite nombreuse, traversa le Dauphiné. Les comptes consulaires de Romans nous signalent son passage dans cette ville le 14 mai et nous donnent de curieux détails sur les honneurs rendus au prince et sur les réjouissances publiques qui eurent lieu à cette occasion. A son entrée, les maisons principales étaient ornées des armoiries de Savoie; devant l'église des Cordeliers, sur un théâtre improvisé, on donna une représentation; les plus riches bourgeois furent mis à contribution pour que le repas offert au duc, à la maison du *Consolat*, fût servi dans de la vaisselle d'argent (1). Le duc visita encore Romans l'année suivante, et cette fois en compagnie de son épouse Anne de Lusignan. Nouvelles fêtes et aussi nouvelles dépenses pour les Romanais (2). Bientôt l'arrivée de la jeune dauphine, avec une brillante escorte de grandes dames, fut le sujet d'autres réjouissances. En dehors des présents de toute sorte, torches de cire, confitures, etc., que les Romanais offrirent à la princesse et aux dames de sa suite, ils ne trouvèrent rien de mieux pour les intéresser que de faire jouer en leur honneur, sur la place des Cordeliers, le mystère du géant Goliath (3).

Cependant, au milieu des fêtes qui accompagnèrent et suivirent la célébration de ses noces, le dauphin ne perdait pas un instant de vue les affaires d'Etat. Ne se contentant pas de gouverner ses sujets, il intriguait de toutes parts et tâchait de s'immiscer dans les affaires de ses voisins. Les Avignonnais et les Comtadins étaient particulièrement l'objet des vexations de ses officiers, et le bruit courait que le prince, secondé par le cardinal de Foix, dont la conduite équivoque pouvait justifier ces soupçons, se préparait à étendre sa domination sur

(1) Archives municipales de Romans, CC, 301.

(2) GIRAUD et CHEVALIER, *Le mystère des trois doms*, p. 765-8.

(3) Archives municipales de Romans, CC, 301. — *Le mystère des trois doms*, p. 768.

les terres de l'Eglise romaine. Ils se plaignirent au pape leur souverain, et Nicolas V en écrivit au roi, qui, au mois de mars 1451, donna mission à Jean de Lizac de se transporter à Avignon pour s'informer des désordres dont on l'avisait et protester de ses bonnes intentions (1). Louis, informé des rapports faits au roi, garda rancune aux Avignonnais,

Au mois de juin, la peste qui sévissait à Avignon, contraignit un grand nombre d'habitants à chercher un logis à la campagne, loin du foyer de l'infection. Allemand de Pazis et Louis Gasparini s'étaient retirés avec leur famille à Entraigues. C'est là qu'une nuit, ils furent soudainement attaqués et faits prisonniers par une troupe de gens armés, qui avaient à leur tête un certain Pierre Troyhon, ancien trésorier du roi René. Ces brigands firent main basse sur l'argent et les bijoux qu'ils purent trouver et emmenèrent leurs prisonniers, avec leurs femmes et leurs enfants, à travers le Valentinois jusqu'au château d'Ezahut, « et les retinrent ainsi pendant « près de huit mois jusqu'au moment où ils purent obtenir « leur liberté en acquittant une rançon de 6,000 écus. Là ne « s'arrêtent pas les exploits de Troyhon. La même année, ce « détrousseur de grand chemin, fort de l'appui du dauphin « et des héritiers de Boucicaut, se jette avec ses bandes armées sur Valréas, ville importante du Comtat, ravageant « les villages, saccageant les récoltes et faisant de nombreux

(1) REY, *Louis XI et les Etats pontificaux de France*, dans *Bulletin de l'Académie Delphinale*, 4^e série, t. XII (1899), p. 290-8. Charles VII écrivait aux Avignonnais : « Vous savez assez les grans plaintes et doléances que notre saint père le pape, par ses lettres et aultrement nous a despieca et puis naguères faictes touchant les entreprinses que notre beau fils le daulphin et aultres de par luy et a son adveu ont puis naguères faict sur ses hommes et subietz et sur les terres et seigneuries de l'Eglise. Et pareillement nous en a escript nostre tres chier et amé cousin le cardinal de Foix, et aussy nous en avez escript..... Nous avons puis naguères entendu que aulcuns traitiez, accors et conventions se maynent et conduisent avec nostre dit fils de luy bailher ou a aultres de part luy la ville d'Avignon et comté de Venissi... »

« prisonniers. Plusieurs d'entre eux, hommes, femmes, enfants, sont impitoyablement égorgés. Le produit du butin, emporté par ces brigands dans deux incursions successives, est évalué à 2,000 écus. La sécurité même d'Avignon et de Carpentras est menacée et les Etats se réunissent pour voter une taille extraordinaire contre Troyhon et ses routiers. Après Valréas, c'est le tour de la Palud, où les bandes de Troyhon enlèvent et conduisent au château d'Ezahut un noble personnage appelé Cholet, officier du saint siège, qui ne fut relâché qu'après une longue détention et moyennant le versement d'une rançon de 300 écus. »

« La complicité et l'intervention du dauphin dans ces agressions et ces menaces multipliées n'étaient pas douteuses, mais elles se manifestent ostensiblement dans la personne du capitaine de Mirandel, à la solde de Louis, qui quitte, peu après Troyhon, le Dauphiné pour faire une incursion dans le Comtat (1452) et enlève deux marchands d'Avignon avec leurs chevaux, leur bagage et leur argent (1). » Les habitants de Dieulefit, qui se trouvaient dans le voisinage du château d'Ezahut, devenu une sorte de repaire de brigands, s'étaient vus exposés à leurs incursions. Aussi réclamèrent-ils la protection du dauphin, et le 24 juillet 1451, Jean, bâtard d'Armagnac, sénéchal du Valentinois et du Diois, leur écrivit pour les informer que la requête présentée par eux avait été favorablement accueillie (2).

Pendant que Louis, dans un but politique, encourageait, provoquait même ces expéditions sur les terres de ses voisins, il s'appliquait à faire régner l'ordre et la paix dans ses propres Etats. Le droit de se faire justice par la force ou le droit des guerres privées était un des privilèges de la noblesse dauphinoise, privilège formellement reconnu et confirmé par Humbert II, lors de la cession de ses domaines à la

(1) REY, op. cit., p. 298-300.

(2) Archives de la Drôme, E, 5482.

France (1). De là naissaient pour les peuples des maux, des calamités de toute sorte ; plus d'une fois, il nous a été donné déjà de le constater. Voulant mettre un terme à ces désordres et aussi, sans doute, abaisser une noblesse qu'il sentait lui être hostile, il ne craignit pas de se rendre encore auprès d'elle plus impopulaire, en portant directement atteinte à un privilège dont elle se faisait gloire. Par son ordonnance du 10 décembre 1450, il interdit aux nobles du Dauphiné de se faire entre eux la guerre, pour quelque motif que ce fût, et ce sous les peines les plus sévères, notamment la confiscation de leurs biens (2). L'édit fut exécuté (3) : Louis ne donnait des ordres que quand il était assez fort pour contraindre à l'obéissance. La noblesse lui en sut mauvais gré ; elle ne tarda pas à manifester son mécontentement.

La peste qui avait sévi avec tant d'intensité aux mois d'avril, mai et juin de cette année 1451, diminua sensiblement le chiffre de la population. On peut se faire une idée du triste état de la province en songeant que la seule ville de Romans avait perdu en quelques semaines plus de 2,000 habitants (4). Des villages, surtout dans le Bas-Dauphiné, étaient devenus presque déserts (5). Pour repeupler le pays, le dauphin fit un pressant appel aux étrangers et, par ses

(1) *Statuta delphinalia*, Gratianopoli, 1619, in-4°, p. 38. « Item, quod si contingeret guerram moveri inter barones seu alias nobiles Delphinatus et aliarum terrarum dom. Delphino subjectarum, quod de ipsa guerra, offensis vel forefactis provenientibus in eadem, non inquiratur nec inquiri possit ex officio curie delphinalis... »

(2) SALVAING DE BOISSIEU. *Traité des fiefs*, Grenoble, 1731, in-f°. Première partie, p. 104.

(3) LEGEAY. *Hist. de Louis XI*, t. I, p. 182.

(4) CHARAVAY, p. 237.

(5) C'était le cas de Mévouillon. « Ladite place est tellement apovrie et despopulée que à peine y demeure-t-il ame pour le présent, à l'occasion de la mortalité qui par cy devant y a eu très grant cours et aultres dures infortunes que y sont survenues... » Lettre du 20 juin 1452. PILOT, n° 948.

lettres du 23 novembre 1451, promet à tous ceux qui voudraient venir y fixer leur séjour, l'exemption de toutes tailles ou subsides pendant dix ans (1). Le fléau eut d'autres conséquences. La terre étant moins bien cultivée, les récoltes diminuèrent, la misère se fit sentir et le fisc se vit menacé. Dans ces conjonctures, Louis qui se plaignait toujours de manquer d'argent, comprit de quelle utilité seraient pour lui les juifs, ces grands banquiers de l'époque. Ils avaient eu autrefois des établissements florissants en Dauphiné et dans le Valentinois, mais les conditions qu'on avait mises à leur séjour étaient si onéreuses qu'ils avaient pour la plupart émigré en d'autres contrées, où il leur était permis de faire le commerce avec plus de profit. Le dauphin chercha à les ramener dans ses Etats. Le 16 juin 1451, à Curson, il fit, avec trois délégués des communautés juives, Jacolet d'Arles, Moïse d'Avisan et Azariel de Bâle, une sorte de traité par lequel il confirmait d'anciens privilèges et leur en reconnaissait de nouveaux. Nous donnerons ici quelques extraits de ce curieux document.

« Loys, aîné fils du Roy de France, daulphin de Vien-
 « noys, comte de Valentinois et Dyois, scavoir faisons à
 « tous presents et a venir, nous avoir receu humble suppli-
 « cation de Jacolet d'Arles, Moïse d'Avisan et d'Azariel de
 « Basles, juifs, pour eulx et les autres juifs demourant et qui
 « voudront demourer en nos pays de Daulphiné et comtez
 « de Valentinoys et dioys, et en tous nos aultres pays, conte-
 « nant que ja soit ce qu'ils aient plusieurs privilèges a eulx
 « anciennement octroyés par nos predecesseurs daulphins et
 « confirmés par nostre conseil de Grenoble, pour demourer
 « en nos pays, vivre, marchander et practiquer en certaines
 « formes et manières, et nonobstant, chacun jour on leur
 « donne en ce empeschement et destourbe tant en leurs per-
 « sonnes que en leurs biens, humblement requerant en ce

(1) PILOT, n° 896.

« que doresnavant, ils y pussent vivre, demourer, converser,
« marchander et pratiquer plus seurement et sans débats et
« questions, nous leur voulons octroyer les privilèges, liber-
« tés qui s'ensuivent et lesquelles leur avons conservés et de
« nouveau donnés et octroyés.

« Premièrement avons donné, octroyé à tous juifs et
« juifves... qu'ils puissent acquérir et avoir maisons, posses-
« sions et aultres héritaiges et places à faire les affaires comme
« entre eulx est accoustumé de faire pour leurs corps enterrer
« et faire les aultres nécessités en la manière que jusques à
« ores a esté accoustumé, sans ce que sur les choses dessus-
« dites, lesdits juifs et juifves ou aucuns d'eux puissent estre
« aucunement molestés ou empeschés, et iceulx avons prins
« et mis, prenons et mettons par ces présentes en nostre
« protection et sauvegarde spécial, et laquelle sauvegarde
« voulons être publiée par nos officiers par terres, lieux, où
« requis en seront.

« Item, que lesdits juifs et juifves demourant en nosdits
« pays ne soient tenus de payer pour chascune teste sinon
« seulement quatre gros pour leur sansive et pension an-
« nuelle au chastellain ou a celui qui sera commis a recevoir
« ladite pension..., et aussi les cens et rentes de leurs mai-
« sons et habitations chascun an, lesquels ils seront tenus de
« payer aux seigneurs, si comme font les autres gens de
« nosd. pays...

« Item, qu'ils ne puissent estre contraincts et forcés de
« demourer en aultres rues à part, que ainsi qu'en la ma-
« nière qu'ils sont accoustumés demourer.

« Item, qu'ils ne puissent estre prins, incarcérés pour
« quelconques aultres choses que ce soient, si ce n'estoit
« pour cas criminel, en bailhant toutefois pour ladite cause
« bonne et souffizante caution.

« Item, qu'ils puissent... marchander... prester et bailher
« leurs deniers sur toutes obligations ou autrement et sur
« quelconques gaiges, excepté saintes reliques, calices, sanc-

« tuaires, livres, ornements ou autres biens d'Esglises de
 « Dieu, excepté aussi socs, coutres et ferrements de charrues
 « et fers de molins, et ne prendront de ceulx à qui ils pres-
 « teront leur argent, comme dit est, pour chascun florin
 « valant douze gros de ceste monnaie, oultre deux deniers
 « tournoys ou ung patas seulement pour chascune septmaine.

« Item, voulons qu'ils soient creus par leur foy, loy et ser-
 « rement...

« ... Item, voulons qu'ils soient exempts, francs et quietes
 « de toutes impositions, subsides, maltotes, gabelles et aydes
 « d'ost et de chevauchées, de gardes de villes, de portes et
 « forteresses, de guet de villes et servitudes et de redevances
 « quelconques... (1). »

L'argent que les juifs versèrent au trésor en échange de
 cette chartre de liberté, fut employé à couvrir en partie les

(1) Archives de l'Isère, B, 2984, f^o 107 v^o-122. — Quelques-unes de ces concessions ayant donné lieu à des difficultés, Moïse d'Avisan et Azariel de Bâle, syndics des communautés juives, vinrent trouver le dauphin à Valence et lui exposèrent leurs plaintes. Louis les accueillit favorablement et par un acte du 6 mars 1452 confirma de nouveau tous leurs privilèges et voulut même les étendre. « ...Voulons et leur octroyons que doresnavant quelconques respitez à cinq ans ou autres delay contre eulx impetrez ou a impétrer de nous ou nostre chancelerie par leurs debtours présent ou a venir ne leur puisse donner aucun empeschement ou délai en leurs dites debtes, et que a ceste cause leur paiement n'en soit aucunement retardé, ja soit ce que la plus grant partie des créanciers s'y accordent.... Item, leur donnons et octroyons, pour les grans charges et censes qu'il leur a convenu et convient paier de jour en jour, tant à nostre amé et féal conseiller, l'evêque de Valence, que autrement en plusieurs manières, que certaine cense nouvellement par nous sur eulx imposée de quatre gros pour chascune teste d'iceulx juifs et juifves, leur soit rabbatue et récindée a deux gros de monnaie courante pour chascune teste desdits juifs et juifves pour chacun an.... » PRUDHOMME, *Les Juifs en Dauphiné*, dans *Bulletin de l'Académie delphinale*, 3^e série, t. XVII (1883), p. 233-6. Les Juifs étaient alors nombreux à Montélimar, où ils avaient leur quartier, leur synagogue, leur cimetière, leur école. Voir DE COSTON, *Hist. de Montélimar*, t. I, p. 516-20.

frais d'une expédition militaire en Italie, que le dauphin, de concert avec le duc de Savoie, préparait contre François Sforza, devenu depuis peu maître de Milan. Un corps de troupes devait être rassemblé à la date du 15 août, et le bâtard d'Armagnac était désigné pour en prendre le commandement. Le 17 septembre, le dauphin passait en revue ses gens de guerre ; mais la peste qui sévissait alors en Italie fit abandonner ce projet (1). Le roi, dont Florence et Milan sollicitaient l'intervention, ne pouvait voir avec plaisir les agissements de son fils et du duc de Savoie. L'affaire du mariage l'avait profondément irrité contre l'un et l'autre, et un messenger était naguère venu de sa part à la cour de Savoie en faire de vifs reproches (2). Les choses semblaient prendre une tournure fâcheuse. Louis voulut, en témoignant son zèle pour les intérêts du royaume, tenter de calmer son père ; il s'offrit d'envoyer contre les Anglais les troupes qu'il avait réunies en vue de sa campagne projetée en Italie. Cette circonstance fut encore par lui mise habilement à profit pour réclamer aux diverses communautés de ses pays du Dauphinois et du Valentinois, le don gratuit ou les impôts qu'elles n'avaient pu voter cette année, la peste ayant empêché la tenue des Etats (3). Charles VII marqua une fois de plus son

(1) DE BEAUCOURT, *Hist. de Charles VII*, t. V, p. 152.

(2) DE BEAUCOURT, t. V, p. 168-9.

(3) Archives de l'Isère, B, 3508. Ludovicus de Valle, dominus Castillonis, gubernator Delphinatus, nobili viro domino de Condilliac, salutem. Quia d. noster Dalphinus suam armatam in obsidione ville de Calaix, que sola villa in regno per Anglos possessa et quam villam rex in brevi obsidere disponit, mictere et dirigere proposuit, quod facere sine magnis expensis et juvamine suorum subditorum facere non potest, et quia obstante pestilentia, nunc quasi in hac patria per omnia bona loca vigente, dictos suos subditos seu gentes trium statuum congregare non potuit, confidens de dictis suis subditis qui in suis arduis negociis semper succursum et juvamen prestiterunt, ipse d. noster voluerit et ordinaverit levare et imponi per modum subsidii, citra derogationem

mécontentement en refusant les avances qui lui étaient faites. Du reste, les rapports du fils et du père devenaient de jour en jour plus tendus. De nouvelles plaintes contre le dauphin arrivaient sans cesse à la cour de France, où elles étaient grossies, commentées par ses nombreux ennemis.

Le 9 novembre 1451, s'éteignait à Valence, à l'âge de 83 ans, après une vie que tourmenta jusqu'à la dernière heure la soif de l'ambition, ce Jean de Poitiers, dont le nom est revenu si souvent dans le cours de cette histoire, qui demeura cinquante-trois ans à la tête des Eglises de Valence et de Die et qui sur la fin de ses jours voulut encore se charger du gouvernement de la métropole viennoise. Son neveu, l'évêque Louis de Poitiers, lui fit élever un tombeau dans la cathédrale, et une inscription en vers français, rappela les diverses phases de son existence mouvementée (1). Sur la recommandation de Charles VII le pape pourvut à la vacance du siège de Vienne et y nomma Jean du Chastel (2). Mais le dauphin, revendiquant les droits du souverain en Dauphiné, refusa de le reconnaître et enjoignit aux chanoines de Vienne et à ses officiers de s'opposer de toute manière à sa prise de possession. Son candidat à lui était Antoine de Poisieu, abbé de Saint-Pierre de Vienne, que le chapitre de Grenoble avait écarté du siège épiscopal de cette ville (3).

libertatum delphinalium, talem summam qualem anno proxime preterito eidem per dictas gentes trium statuum fuit concessa, solvendum similibus terminis... Datum Coste, die XII mensis decembris M^o.CCCC^o.L^o primo. »

(1) Voir notre *Essai hist. sur Die*, t, II, p.

(2) Jean du Chastel fut transféré à Nîmes le 21 novembre 1453 ; il devint évêque de Carcassonne le 7 juillet 1456 et mourut le 15 septembre 1475. GAMS, p. 587. et 529. *Hist. du Languedoc*, t. IV, p. 282.

(3) CHARAVAY, p. 51. Antoine de Poisieu était frère d'Aimar de Poisieu, dit Capdorat, qui jouissait alors de la confiance du dauphin. Les chanoines de Vienne l'élurent pour leur archevêque le 22 janvier 1464 (n. s.).

(A suivre)

JULES CHEVALIER

LES IMPRIMEURS ET LES JOURNAUX A VALENCE

(SUITE. — Voir la 133^e et 134^e livraisons)

IMPRIMERIE VIRET (SUITE)

Commune de Montélimar. Procès-verbal de la fête civique du 14 juillet 1790. In-4°, 8 p. — La nation, la loi, le roi. Procès-verbal de la prestation du serment fédératif et de la fête civique du 14 juillet 1790. Bibl. de M. Cyprien Perrossier.

Commune de Crest. Prestation du serment civique du 14 juillet 1790. In-4°, 7 p. — Discours de M. Mottet, maire de Crest.

Discours prononcé par le président de l'Assemblée du canton de Valence (Saint-Germain), à l'ouverture de ladite Assemblée. Ce discours a été imprimé, d'après le vœu de l'Assemblée, aux frais du bureau. Signé : SAINT-GERMAIN, président ; VIRET, SIBEUD, PLAN DE SIEYES, ODOUARD, scrutateurs ; OLLIVIER, secrétaire.

Nomination des candidats aux places d'administration et de magistrature du canton de Valence.

Procès-verbal de la session préliminaire de l'Assemblée administrative du département de la Drôme (mercredi 4 août 1790, à huit heures du matin, jusqu'au 5 août), 8 p., in-8°.

Proclamation de l'Assemblée administrative du district de Montélimar, 22 septembre 1790, signée : RIVIÈRE DE LA MURE, président ; AYMÉ, secrétaire. In-folio, placard sur deux colonnes.

25 septembre 1790, proclamation de l'Assemblée administrative de Montélimar. Troubles à Taulignan, à propos de la libre circulation des grains. In-folio, placard.

Procès-verbal de la session administrative du département de la Drôme, tenue à Romans, du 3 novembre au 5 décembre 1790. In-4° de 83 pages.

Payement des contributions publiques. Proclamation de l'Assemblée administrative du département de la Drôme. (Romans, 4 novembre 1790.)

Discours de M. Sibeud à l'Assemblée du département de la Drôme. In-4°, 10 p.

Opinion de Jean-Baptiste Dochier, administrateur du département de la Drôme, sur la question de savoir s'il existe des considérations d'utilité publique pour réduire en l'état les districts et les tribunaux établis dans le département, et, en dernière analyse, quel doit être le nombre et l'époque de cette réduction. In-4°, 11 pages.

Rapport des commissaires du département de la Drôme sur la réduction d'une partie des districts du département, signée : Antoine-Hyacinthe FLEURI. In-4° de 8 p.

Assemblée administrative du département de la Drôme. Libre circulation des grains et farines, proclamation signée : PAYAN, président. In-folio, placard sur deux colonnes.

Extrait du registre des délibérations du département de la Drôme, 31 décembre 1790. Tous les membres des comités administratifs seront, comme tous les autres, assujettis au logement des gens de guerre. In-folio, placard sur deux colonnes.

Discours de M. Aymé, procureur général, syndic du Directoire du département de la Drôme, à l'occasion des troubles du Comtat.

Registre des délibérations du département de la Drôme, district de Valence, 8 juillet 1791. Renouvellement par moitié des administrateurs. Tirage au sort, jeudi 14 juillet.

Compte de gestion du Directoire du district de Valence au conseil, article XXIV de la section II des lettres patentes du roi, du 11 janvier 1790. In-folio, 2 p.

Compte-rendu des membres du Directoire au conseil administratif du district de Crest, 24 octobre 1791. In-folio, 7 pages.

Compte de gestion du Directoire du département de la Drôme, du 7 août au 1^{er} novembre 1791. In-4°, 35 p.

Extrait du procès-verbal des séances du conseil d'administration de la Drôme, session ouverte le 15 novembre et close le 16 décembre suivant. In-4°, 137 p.

— Formation du juré d'accusation et de jugement. Sollicite un décret qui forme une liste au lieu de l'inscription volontaire des citoyens. Adresse au peuple français du chevalier Corbeau St-Albin, capitaine d'artillerie. In-8°, 11 pages.

Formation d'un bataillon de gardes nationaux, district de l'Ouvèze, 24 juillet 1792.

Vente de la maison des religieuses de Sainte-Ursule, de Die.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration de la Drôme, signé : FREYCINET, président.

Procès-verbal des séances de l'assemblée électorale du département de la Drôme pour l'élection des députés à la Convention nationale, du 2 au 14 septembre 1792.

Furent élus députés : Marc-Antoine JULLIEN ; Jean-Pierre-Barthélemy SAUTAYRA, du canton de Sauzet ; Joseph-Fiacre OLLIVIER, du canton de Pernes ; Michel-Louis RIGAUD, du canton de Crest ; François MARBOS, de Valence ; Jean-Bernard DU COLLAUD, de Die ; Joseph BOISSET, J.-J.-H. JACOMIN.

Suppléants : MARTINEL, JOURDAN, QUIOT.

Compte de gestion du Directoire du département de la Drôme, 1^{er} novembre 1791 au 25 septembre 1792. In-4°, 44 pages.

Adresse des administrateurs du département de la Drôme aux citoyens du même département. In-folio, placard sur deux colonnes, au sujet de la déchéance de la royauté et de la proclamation de la République, 29 septembre 1792. — 14 septembre 1792, nouvelle élection des membres composant le tribunal de Valence.

Arrêté de Faujas de St-Fond, pour se procurer le moyen d'envoyer à la défense de la patrie la gendarmerie nationale du département.

Extrait du registre permanent de la délibération du conseil d'administration du district de Valence, de la séance du 10 octobre 1792, l'an I de la République française. Présents les citoyens : BARJAC, président ;

QUIOT, CHABERT, CHANCEL, ROLLAND, ROLLET, VIGNON, ALLIÉ, BONNET, CHARLON et JEANNET, administrateurs. In-folio, placard.

Tableau nominatif des émigrés portant confiscation de leurs biens, meubles et effets au profit de la nation, en compensation des pertes incalculables que lui a fait éprouver l'obstination de ces mauvais citoyens dans leur coupable désertion.

Il comprend les noms de 66 personnes parmi lesquelles on trouve MESSEY, ex-évêque ; DEBEAUX-POVIER, DAUPHIN ; MONICAULT, ex-chanoine de St-Ruf ; PLANTA, DE VAUX, LA CROIX-PISANÇON, DE VESC, MOREL, etc.

17 novembre 1792, répartition d'assignats, coupures.

Copie de la lettre écrite par le ministre de l'intérieur, ROLLAND, au procureur général, syndic du département de la Drôme, 4 décembre 1792. Il approuve l'arrêté du conseil du département de la Drôme qui a suspendu, pendant un mois de leurs fonctions municipales, le maire et trois officiers municipaux et le procureur de la commune d'Etoile.

Fournitures de souliers pour les défenseurs de la patrie ; adresse des administrateurs du département de la Drôme aux fonctionnaires publics et aux citoyens du même département.

Extrait du registre des délibérations du conseil du district de Valence, 15 avril 1793, nouvelle levée de compagnies volontaires. Valence, 28 mai, l'an II de la République française, les autorités constituées, civiles, judiciaires et militaires et les citoyens libres de la ville de Valence, aux représentants du peuple français.

Extrait du procès-verbal des séances du conseil du département de la Drôme en permanence. 5 juin 1793, exécution de la loi sur les émigrés.

Fixation du prix des grains dans toutes les communes du ressort.

Rapport des citoyens Jean-Baptiste LASSERRE et Clément CHABERT, envoyés des assemblées primaires de la ville de Valence et du canton du Bourg, district de Valence, département de la Drôme, pour porter à la Convention nationale le vœu sur l'acceptation de l'acte constitutionnel.

Fête pour l'inauguration de deux pierres provenant de la Bastille.

« Citoyens : le patriote PALLOY, dont les sacrifices
« pour la Révolution sont très connus, a fait passer à
« l'administration du département de la Drôme une
« pierre de la Bastille sur laquelle est gravée la table
« de la loi; il en a envoyé une autre à l'administration
« du district de Valence sur laquelle est le plan de l'an-
« cien colosse du despotisme, le fort de la Bastille; le
« département, les autorités constituées de Valence
« ont arrêté l'inauguration de ces deux pierres pré-
« cieuses (1). »

Copie de la lettre adressée à l'administration de la Drôme par le citoyen NOGARET, commandant l'une des deux compagnies levées dans le département, en exécution de l'arrêté du Directoire, du 11 avril 1793, pour marcher au secours de Paris et des départements menacés par l'ennemi.

(1) *Annales Valentinois* de M. M. VILLARD, pp. 175 et suiv.

A Bressuire, 24 décembre 1793, « ces compagnies
« sont réduites à 16 hommes. Les prisonniers ont été
« fusillés, après avoir été obligés de se confesser publi-
« quement aux prêtres dont une grande partie comman-
« dait l'armée se disant catholique. » (Guerres de la
Vendée.)

Département de la Drôme. Biens d'émigrés à vendre.
Dernière affiche. 6 janvier 1794. Vieux style, an II de
la République française. Affiche en deux pièces. Biens
de l'émigré Lacoste, commune de Barbières, canton de
Charpey.

Département de la Drôme. Biens d'émigrés à vendre.
Première affiche, 28 pluviôse, an II (16 février 1794).
Biens des émigrés Louis Marquet, Perron dit Bayard,
Alexandre-Xavier Meyras dit La Roquette, situés à
Valence.

Décret du 18 floréal. Séance publique du 3 prairial,
an II (22 mai 1794).

Les Corps administratifs sont invités à célébrer avec
pompe et solennité l'anniversaire du 31 mai (style
esclave) « et que ce jour doit être le plus beau jour de
« leur vie comme il a été pour les mauvais le jour de la
« justice et des vengeances nationales. »

Extrait du procès-verbal des séances de l'adminis-
tration du département de la Drôme, 16 thermidor, an II
(3 août 1794).

Adresse à la Convention nationale relative aux me-
sures prises par la Convention, les 9 et 10 thermidor,
contre les conspirateurs d'un nouveau genre.

Liberté, Egalité, Fraternité. Les administrateurs du

département de la Drôme à leurs concitoyens, 16 fructidor, an II (2 septembre 1794). Souscription relative à la construction d'un vaisseau à offrir à la République. Ouverture d'un registre de souscription dans toutes les municipalités.

Extrait du registre des délibérations du département de la Drôme aux citoyens de son ressort. In-folio, placard. Comparaison des vertus républicaines et des mœurs corrompues de la royauté.

Statuts et règlements de la Société académique et patriotique de Valence. Liste des membres de la Société.

Jean DEBRY, appel aux armes contre les révoltés de Toulon. 8 prairial, an III.

Discours prononcé par le citoyen GAILLARD, député de la Drôme, aux citoyens de la commune de Crest réunis pour la formation de la garde nationale, 26 vendémiaire, an IV (18 octobre 1795). In-4°, 4 pages.

Adresse d'un grand nombre de citoyens de la commune de Valence aux membres composant le Directoire exécutif. In-4°, 2 pages.

Réponse des membres de l'ancienne administration de la Drôme au libelle intitulé : *Preuves, etc.* In-4°, 11 pages.

Mémoire justificatif des administrateurs du département de la Drôme, sur des inculpations calomnieuses dirigées contre eux et qui ont servi de fondement à l'arrêt de destitution rendu par le Directoire exécutif.

« *Mentita est iniquitas sibi.* »

DUCLOS, président ; BAUDE fils, BOVERON, CHABERT, PINET-LAVOCÉ, administrateurs. Valence, 26 ger-

minal, an IV de l'ère républicaine. In-4°, 25 pages (15 avril 1795).

Extrait *parte in quâ* du registre des délibérations du conseil municipal, 9 prairial, an XII (29 mai 1804). Droit de location sur les places servant à la tenue des marchés.

1804. Préfecture de la Drôme. Avis aux bureaux centraux, aux bureaux auxiliaires et au public, relatif aux accouchements.

De 1805 à 1810, l'imprimerie est dirigée par les demoiselles Viret. Jean-Jacques Viret mourut le 19 juin 1805.

BENISTANT ET GALLET

Avant d'aller plus loin, je crois devoir donner, à leur date, la bibliographie des écrits imprimés chez Bénistant et Gallet qui avaient d'abord exercé leur industrie à Crest. Ils vinrent se fixer à Valence en 1795. Bénistant était un prêtre défroqué et Gallet avait d'abord été cordonnier. C'était Bénistant surtout qui soutenait l'imprimerie et qui était le plus instruit; à sa mort, vers 1802, l'ouvrage manquait, Gallet transporta sa presse à Montélimar. En 1793, Bénistant était président de la société républicaine. Pour ses lettres, il se servait d'un cachet où tenaient une pique surmontée d'un bonnet et une flèche posée en sautoir. Pour devise : « l'une ou l'autre (la liberté » ou la mort.) (Fiche de M. Rochas.) Son imprimerie se trouvait sur la place de la Justice, aujourd'hui place de l'Ancien Tribunal (1).

(1) Plan de 1808, note de M. Villard.

*Bibliographie des écrits imprimés chez Bénistant
et Gallet :*

Preuve des négligences et prévarications et délits commis par les administrateurs destitués du département de la Drôme, en réponse à leur prétendu mémoire justificatif. Décembre 1795. In-4°, 24 pages. Valence, 26 nivôse, 4^e année républicaine (16 mars 1796). L'administration du département de la Drôme aux administrations municipales du ressort. In-4°, 4 pages.

Essai de statistique agricole, industrielle et commerciale du département de la Drôme par Daly.

Lettre du ministre de l'intérieur relative aux dépenses municipales.

Proclamation des administrateurs du département de la Drôme et du commissaire du Directoire exécutif, près cette administration en permanence, à leurs concitoyens. 2 prairial, an IV de la R. F., U. I. (21 mai 1796).

Catéchisme des droits et devoirs d'élection, pour les assemblées primaires et électorales de l'an V, par J. D., citoyen français. In-12, 29 pages (mars 1797).

Département de la Drôme : Assemblée électorale, session du 20 au 30 germinal, an V (9 au 19 avril 1797).

Procès-verbal des séances de l'assemblée électorale. S. d. In-4°, 48 pages.

Procès-verbal de la célébration des fêtes de la paix, qui ont eu lieu dans la commune de Valence, chef-lieu du département de la Drôme, les 29 floréal et 9 prairial, an V de la R. F., U. et I. (18 et 28 mai 1797). In-4°, 42 pages.

Page 7, action héroïque de Martin Vinay ; p. 9, lettre du Directoire au sujet de Martin Vinay ; p. 11, Marseillaise pacifique.

Discours du citoyen GAILLARD. Discours prononcé à Valence par le citoyen DALY, commissaire par intérim du Directoire exécutif de l'administration centrale du département de la Drôme, pour la célébration de la fête de l'anniversaire du 14 juillet 1789 (14 juillet 1797). In-4°, 8 pages et in-folio, placard sur trois colonnes.

Tiré à 600 exemplaires in-4° et 600 exemplaires en placards.

Extrait des registres de l'administration centrale du département de la Drôme. 18 thermidor, an V de la R. F., U. et I. (15 août 1797). Présents : LERMY, président par intérim ; DALY, MÉSANGÈRE-CLAYRAC, administrateurs ; CURNIER, commissaire ; VEYRE, secrétaire général. In-8°, 8 pages.

Tableau de la dépréciation du papier-monnaie.

Mesures de sûreté. Extrait des registres des arrêtés de l'administration centrale du département de la Drôme, 15 fructidor an V de la R. F. (1^{er} septembre 1797). Délibération sur divers événements arrivés dans le département de la Drôme ; à Dieulefit, entrée d'une foule d'émigrés et de prêtres réfractaires non attendus. Mandement de l'archevêque de Vienne.

Chef de brigands à Nyons mis en liberté ; assassinat d'un vieillard près de Nyons ; mesures de sûreté publique.

Procès-verbal de la cérémonie funèbre qui a eu lieu le 30 vendémiaire an V (21 octobre 1797), en exécution

de l'arrêté du Directoire exécutif, du 10 août du même mois, dans la commune de Valence, en mémoire de Charles-Lazare HOCHÉ, général en chef des armées de la république française, décédé à Wetzlar, le 3^{me} jour complémentaire de l'an V, dans la 30^{me} année de son âge. In-4°, 23 pp.

Lettre du général CHAMPIONNET, 5 pluviôse an VII, à Naples, annonçant la prise de cette ville, signée pour copie conforme, MERMILLOD, commandant de place, suivie d'un arrêté de l'administration Centrale du département de la Drôme, présents : LERMY, président ; DALY, DESDIER, administrateurs ; CURNIER, commissaire du Directoire exécutif ; GASTOUD, secrétaire, arrête que cette proclamation sera imprimée en placard, au nombre de 600, pour être publiée et affichée aux locaux accoutumés.

La lettre de CHAMPIONNET était suivie d'une proclamation aux conscrits des départements compris dans l'arrondissement des 7^{me}, 8^{me} et 9^{me} divisions militaires.

28 juin. Célébration de la fête de l'agriculture ; discours de CURNIER, commissaire du Directoire exécutif ; jeux et banquet civique, petit in-4° de 38 pp.

7 septembre 1800. Éloge funèbre de CHAMPIONNET, par MERMILLOD, chef de brigade et commandant de place, lors de la translation de son cœur dans le monument érigé à sa mémoire. 20 fructidor an VIII.

LÉON EMBLARD.

(A continuer.)

UN TORRENT LA DROME

(SUITE. — Voir les 127° à 134° livr.)

VII

DE DIE A SAILLANS. — LE COL DE ROUSSET ET LE VERCORS. — LA SURE, LA VALLÉE DE QUINT ET LE BUT-SAINT-GENIS. — SAINTE-CROIX ET PONTAIX. — AUREL ET VERCHENY. — LA ROANNE ET SAINT-NAZAIRE, CAPITALE DU DÉSERT. — LE BOURG DE SAILLANS SOUS LES ROMAINS, AU MOYEN AGE ET DANS LES TEMPS MODERNES.

Sous Die, à peine un faubourg. Un commencement de campagne plutôt, ouvert entre des immeubles raffalés et peureux, tout blêmes de la farine du grand chemin. La ville, appelée en bas par la gare, — traditionnelle raccrocheuse des petits endroits, — se fait tirer l'oreille. On le sent, il y a un abîme entre l'aïeule taciturne qui écoute dévotement ses vingt siècles et la gamine fardée qui coquette dans la plaine. Il est visible que le sifflet des locomotives gêne des pensées, déchire quelque chose dans ce fief de montagnes, quelque chose de doux, fait de silence et de mystère. Et l'on ne se retourne pas, de peur d'entendre la ville soupirer.

Quand on a dépassé le cimetière, lieu mi-partie, où, en entrant par des portes différentes, catholiques et protestants semblent se jouer encore un bon, un dernier tour,

on tombe devant cette petite gare. Grâce à elle, à certaines heures, des fouets pètent et de menus omnibus tintamarrent, qui, sans cela, n'eussent jamais vu le jour.

Mais déjà finit la plaine dioise. Devant nous s'empilent les talus méridionaux du Vercors, tous monts sévères aux amples robes quelque peu élimées, d'un velours chaud encore, dont les queues traînent dans la vallée, sans égard pour les pauvres pied-terreux. Entre le But-Sapiau (1,620 m.) et le But de l'Aiglette (1,505 m.) se devine un enfoncement violâtre. C'est le col du Roussel d'où l'on passe du bassin de la Drôme dans celui de l'Isère, du Diois fauve dans le Diois alpestre. Où commence et où finit le Vercors ? Faut-il l'emplacer tout uniment entre Lyonne et Drac dans le sens de la largeur, entre Isère et Drôme dans le sens de la longueur ? Et doit-on se garder de toucher à ce bloc qui forme en réalité une autre Chartreuse et glorifie la craie au delà de toute expression ? N'est-il au contraire que l'étroit bassin d'une rivière fameuse (1) par ses truites et ses goulets ? Les commissaires de 1790, quand il s'agit de tailler trois départements dans la pièce dauphinoise, s'en tirèrent comme des apprentis. Ils craignaient sans doute de faire des jaloux. L'Isère acquit toute la ligne de faite depuis la Grande-Moucherolle jusqu'au Grand-Veymont ; la Drôme se contenta des vingt-deux mille cent quatre-vingt-dix-huit hectares qui sont l'aire du canton actuel de la Chapelle (2) ; c'est le Vercors peuplé, heureux, celui que les touristes traversent pour aller dans le Royanais ou pour

(1) *La Vernaison.*

(2) Le canton de la Chapelle-en-Vercors a cinq communes : La Chapelle, St-Agnan, St-Julien, St-Martin et Vassieux.

en revenir. Royanais et Vercors se touchent, se commandent, se pénètrent profondément. Impossible de les séparer dans la pensée, de visiter l'un sans l'autre.

Le Vercors, dit son explorateur ému, M. Mellier, a des beautés en si grand nombre que « réparties, elles feraient la fortune de cinquante pays. » Il y a de tout, en effet, dans cette harmonie verte, si longtemps défendue par ses pics, ses rochers, par l'effroi de ses abîmes et peut-être par l'ingénuité de ses habitants contre la profanation cosmopolite. On peut y venir chaque année et s'y trouver perméable à une sensation neuve. C'est la contrée sans rivale pour les pacages d'émeraude, pour les fantaisies épileptiques du grès vert, pour le vertige non pareil des routes encorbellées, pour le rire intermittent et convulsif des sources « ensorcelées. » Mais ce qu'on ignore généralement, c'est que le Vercors n'est pas moins curieux dans ses dessous que dans ses dessus. MM. E. Martel et Décombaz ont fait là dans maint scialet des découvertes remarquables. Aucun sol de France n'est fissuré, crevassé, perforé comme ce calcaire. Aucun ne cache plus de mystères, n'escamote plus de fontaines, au nez et à la barbe du passant. Aussi les sorciers et les sourciers vercorsiens, voire les ours, sont-ils durs à mourir. Depuis l'époque un peu lointaine où deux bûcherons, Bouillane et Richaud, sauvèrent, de certaines griffes trop entreprenantes, un Dauphin du Viennois et dépouillèrent de la sorte la roture (1), l'ours, ici comme à Berne, fournit ses traits à l'imagination du populaire. A la veillée, devant l'âtre aux flammes dansantes, — fées qui chassent le fris-

(1) L'événement eut lieu au XII^e ou au XIII^e siècle. Ce n'est donc pas Louis XI, comme beaucoup le pensent, le héros de l'aventure.

son, — alors que brame le vent d'Alpe ou que la neige sournoise ouate l'étendue, on raconte ses promenades silencieuses et redoutables. Les mères-grand brodent des histoires vraies à force d'être dites, cependant que les enfants, contents d'avoir peur, négligent de s'endormir. Les parents, graves eux, en profitent pour dauber sur l'administration forestière : — Pardi, c'est trop clair, elle garde les ours qui gardent ses forêts ! — Tout juste. Et allez faire du bois, paître porcs, moutons ou chèvres, quand on sait dans les environs l'animal pelu !

Si seulement cela pouvait être ! si cette façon de mettre pour ainsi dire le bon ermite dans ses meubles devait prévenir enfin le rapt de la montagne ! Les forestiers s'y emploient de leur mieux.

Il faut le reconnaître, Martin ou mieux Antoine, comme l'appellent nos paysans, — et ce nom chrétien positivement l'honore, — ne dédaigne pas les promenades instructives. Encore qu'il ne l'encourage guère, l'homme l'inquiète, l'attire comme je l'ai déjà dit. Il voudrait voir un peu ce qui se passe chez ce voisin fait quasiment à son image. N'est-ce pas un ours d'esprit, celui qui dégrisa soudain cet ivrogne attardé sur quelque route, en lui posant familièrement la patte sur l'épaule ? On dit que l'homme, à demi-mort de peur, ne se mit plus jamais en ribote et que son bien décupla. Par exemple, une autre fois, Antoine, planté à la sortie du tunnel du col de Rousset, précipite, rien qu'en montrant le mourre, tout un attelage dans l'abîme. Le conducteur trompé par ce cache-cache, croit la bête lâchée exprès par son propriétaire, et manque d'étrangler le gardien du refuge...

Le Vercors, partagé au point de vue féodal entre trois mandements : La Bâtie, Ravel et Rousset, eut, selon

toutes probabilités, les comtes de Diois pour premiers seigneurs. Il passa ensuite aux Dauphins qui le cédèrent en 1253 aux évêques de Die. Ces derniers avaient, dans le pays, érigé par eux en archiprêtré, un martinet à fabriquer le fer et des scieries à bois. Mais le district était si peu accessible que ces exploitations n'eurent qu'une fortune éphémère. Il faut arriver presque au milieu du xix^e siècle pour voir le Vercors, grâce à l'admirable route qui le relie d'une part avec le Royanais et Grenoble, de l'autre avec le Diois, tirer parti de ses richesses naturelles. A l'heure où nous écrivons, on y débite et travaille le bois, on y cuit la brique et la tuile, on y traite le phosphate de chaux et surtout on y prépare un beurre exquis et le fromage de Sassenage. La race des bœufs et des vaches, connue sous le nom de Villard-de-Lans, est la plus belle du Dauphiné. Plusieurs villages de moins de cent feux se paient le luxe américain de la lumière électrique et du téléphone. Enfin, la Chapelle, Vassieux, St-Agnan, St-Martin, Rousset, qui pourraient être de charmantes stations estivales, ont sur leur territoire ou dans les environs des merveilles qui s'appellent : Combede-Laval, Grands et Petits Goulets, Forêt de Lente, Goule-Noire, sans compter maint pic aux resplendissants belvédères.

Le col de Rousset s'élève à plus de mille mètres au dessus du niveau de la Drôme, à Die, soit à 1,411 m., mais pour éviter ce passage, qui appelle la neige une grande partie de l'année, les ingénieurs ont percé un tunnel de 600 mètres (1). La route, avant de s'y perdre,

(1) M. Joseph Reynaud songe à faire éclairer ce souterrain d'une façon permanente.

trompe comme une femme. Dix fois, elle tend vers le But-Sapiau, à droite; dix fois, elle s'en détourne pour courir au But de l'Aiglette, à gauche. Finalement, les deux montagnes tentatrices sont lâchées et cet abandon soulage, car, au col de Rousset, on voit où l'on est et on sait où l'on va. Regardez les lacets sur une carte d'état-major ou des chemins vicinaux. Ne dirait-on pas le ruban fatigué d'un feutre napolitain? En réalité, c'est un long, un lâche serpentement, une rayure dans la paroi intérieure d'un entonnoir vu en coupe et au cône tourné en l'air. Le refuge, qui remplace l'auberge emportée avec ses hôtes par une avalanche en 1888, est là comme un phare. Qui le reconnaît ne craint plus l'embûche des monts? Du haut de sa terrasse sise à 1,345 mètres, l'humble fonctionnaire départemental, préposé à ce service de bienfaisance, surveillance, dès la prime aube, son troupeau de pics et plaisante ou fougne (1), suivant qu'ils ont bien ou mal passé la nuit. Il a le Diois comme sous la main, et s'il franchit le tunnel, le Vercors. Deux panoramas également superbes par la grandeur et le contraste.

A peu près à hauteur pareille, sur les versants opposés du col, *Comane* et *Vernaison* prennent leur source. Celle-ci infiniment moins célèbre que celle-là, sinon moins pure. *Comane*, dans ses neuf kilomètres de cours, voit Chamaloc, dont le château ruiné dressa, pour plusieurs événements importants, l'étendard rouge des évêques de Die, à l'image de la Vierge; elle tient longtemps compagnie à la route du Vercors qu'elle quitte pour se jeter dans la Drôme sur le territoire du domaine de Chamarges, par 389 m. d'altitude. Un autre ruisseau, les

(1) Fait la fouine, la moue.

Peyrouses, qui sert d'escalier au rude vallon de Mari-gnac, finit également à quelques centaines de pas en aval. Après un vallon plus court encore, — celui de Ponet, — on arrive en face de la *Sure*, torrent qui saute près de douze cents mètres en quatre lieues de cours. A le suivre, on ferait connaissance avec cet étrange et âpre pays de Quint, dont le nom lui-même est une énigme, et l'on pourrait atteindre par d'effrayants sentiers, les rebords vertigineux d'Ambel, de la Forêt de Lente, puis le Royanais. La *Sure* qui joue devant maint village, entre autres St-Julien-en-Quint, Saint-Etienne, Saint-Andéol et le pittoresque Ste-Croix, exprime les eaux de quelques-unes de nos plus fières montagnes. En effet, le val s'abîme entre des murailles qui s'appellent la Tête de la Dame et Ambel (1,509 m.), le Pas de l'Infernay (1,703 m.), la Porte d'Urle (1,523 m.), le Puy de la Gagère (1,658 m.) et le But-St-Genis (1,646 m.), — celui-ci, vaste croupe habillée de pelouses, que découvrit un jour M. Etienne Mellier en balconnant entre Royans et Vercors.

« De St-Genis, dit le vaillant touriste, le regard em-
« brasse un immense horizon, presque sans limites, du
« nord au sud, de l'est à l'ouest.

« Tout d'abord la vallée de la Drôme..., montagnes en
« un extravagant désordre et qui semblent vouloir se
« mutuellement escalader...

« A l'ouest, la tour de Crest..., la vallée du Rhône,
« verdoyante, rayée par le fleuve, la plaine de Valence,
« Crussol, Soyons, le Teil, Rochemaure et derrière cette
« première barrière la ligne des Cévennes, le Gerbier des
« Joncs, le Mézenc, St-Romain de Lerps, la Louvesc, la
« chaîne du Pilat, les monts du Lyonnais.

« Au sud, le Ventoux et les montagnes qui lui font
 « escorte, le Roc Couspeau, la curieuse masse isolée de
 « Rochecourbe, semblable par les *trois becs* de sa crête
 « frontale et par l'allongement de sa forme, à un tigre
 « gigantesque, tapi, prêt à bondir sur les Alpes, dont les
 « chaînes, étagées précisément en face, barrent son
 « chemin.

« Enfin, au dernier plan plus merveilleux encore, très
 « hautes dans le ciel qu'elles paraissent soutenir, les cîmes
 « étincelantes des Grandes-Alpes, royalement diadémées
 « de glaces éternelles et dominées par leur seigneur et
 « maître, l'incomparable Mont-Blanc. »

Certes, voilà un nom à inscrire désormais en lettres grasses sur les Guides.

A Ste-Croix, la *Sure* ne se donne pas tout de suite à la Drôme. Elle préfère contourner un grand tertre rocheux haut de 614 mètres. Sur cette espèce de presqu'île, utilisée au moyen âge pour la double défense du Diois et de la vallée de Quint, se dressent les ruines d'un château appelé jadis *Turres de Quinto* et dont le mandement comprenait sept paroisses. Ste-Croix était en outre le chef-lieu d'une commanderie d'Antonins.

Tous les cours d'eau que nous venons de rencontrer sont des affluents de droite. En effet, la rive gauche, abrupte, au moins depuis le bas-fond jardiné du Périer où meurt le ruisseau de *Cocause*, n'a ni veines, ni veinules, à peine des ravins d'occasion. La Drôme double ici un vaste promontoire, dernier éperon de la chaîne des monts maigres et tourmentés prenant racine vers la Motte-Chalancon. C'est son bec de l'Echaillon à elle, et

sur la carte, grâce à cette sinuosité inscrite assez exactement dans celle de l'Isère, elle paraît singer la brusque fille de la Savoie. Pressée à Pontaix entre deux roches, elle se ramasse en un seul chenal sous une vieille arche, pique la tête en bas une rangée de maisons caduques dont les pieds trempent dans ses eaux depuis plusieurs siècles, puis court droit au sud durant deux lieues sans se meurtrir à d'autres piles que celles d'un grand pont biais du chemin de fer. Rien que pour ce site de Pontaix, on devrait descendre du train. Des maisons-forteresses bousculées du haut d'une colline dans la Drôme; une rue en escaliers, voûtée, sombre, orientale, angoissante, finissant dans l'ortie; un faubourg amphibie dans la rivière étranglée; une citadelle démantelée, et pour couronner le tout, un donjon inquiétant qui fait la révérence. En présence de ce tableau, l'esprit est frappé de la simplicité des façons féodales, de son art d'accommoder la nature à ses mœurs remuantes et héroïques. Les trois cents habitants de Pontaix ont maintenant auberge et gentils cafetons dans leurs thermopyles; c'est leur manière d'arrêter les gens au passage, elle est un peu moins vive qu'au temps des guerres épiscopales et surtout qu'en ce seizième siècle où les catholiques et les protestants s'y occirent avec une fureur toute religieuse.

Par une sorte de compensation naturelle, après Pontaix et jusqu'à Saillans, les affluents se pressent à gauche et non à droite. Ce sont : les ruisseaux de *Barsac*, d'*Aurel*, de *Siare*, la rivière de *Roanne*, les torrenticules d'*Espenel* et du *Contècle*. Le paysage gris s'est amplifié, aéré. Maint hameau, maint village remue dans la poche de quelque vallon. Barsac a du bon vin, et si Aurel plaisante lui-

même sur son terroir zébré d'or ou lapidé de gemmes, comme le veut Chorier, il a — trésor plus sûr — une eau minérale apéritive comme un vin de messe. Au sein des montagnes pesantes de la rive droite, parfois curieusement bombées en casques, tel le roc de Barry (1,115 mètres), et favorables à la clairette, se cachent les hameaux formant la commune de Vercheny : le Serre, le Temple, Peyrache. Au Temple, qui s'honore d'avoir vu naître le père du grand Barnave, un sarcophage, comme à Luc, sert naïvement de bassin à la fontaine publique. Vercheny (*Verachaene* et *Vieilchenet* au moyen âge, c'est-à-dire vieux chêne ou vert chêne, ce qui indique quelle détérioration a subi le lieu, aujourd'hui déboisé), ne se voit ni de la grande route, ni de la gare qui porte son nom. Des tombes, tâches blêmes parmi la vigne, l'esparcet ou la luzerne, sollicitent de loin en loin le regard. Touchante est cette coutume de notre vallée et que je salue, parce qu'elle s'en va. L'ancêtre attachait ainsi sa descendance à la terre. En s'arrêtant de biner ou de faucher, quelle douceur pour le rural simple et bon de se sentir protégé par la survivance mystérieuse d'un être cher ! Quel Millet, dans quel « Angelus », rendra jamais semblable poésie ?

Vient une crau. C'est la *Roanne* à son confluent. Ivre d'espace après le manque d'air dans des gorges tortionnaires, elle s'étale sans gêne en un delta de plusieurs hectares, cailloux blancs, éblouissants, qu'elle n'entrechoque que dans les crues. La *Roanne* est l'affluent le plus considérable de la Drôme. Elle n'a, il est vrai, ni le débit constant du *Bez*, ni ses eaux de cristal, mais elle a trente kilomètres de longueur, et des déluges de 500 mètres cubes à la seconde. Partie de Haut-Gumiane, sur l'un

des revers d'Angèle (1,608 m.), elle court à travers le pays à la fois le plus froissé et le moins connu du département, le Désert pour mieux dire, ainsi que l'appelaient jadis les évêques de Die, peu enthousiastes de ce maigre archiprêtré. Rien n'égale la sauvagerie de cette Drôme centrale. Pour s'en faire une idée, il faut l'avoir parcourue comme je l'ai fait, s'y être laissé ballotter au gré des hommes et des choses. Un jour, je suis à Brette, à la suite d'une équipe de la C¹⁰ Asturienne venue pour essayer le pouvoir de la calamine ; un autre, j'erre parmi les solitudes de la *Cervelle* (1,614 mètres) sans plus de souci du monde que les quatorze mille bêtes qui pâturent sur ces sommets ; puis, Couspeau me tente, et j'y monte par Petit-Paris — un Paris combien petit ! — trois fermes et pour église le dôme d'un grand noyer ; enfin, j'ai la nostalgie de la foule, du bruit, et ne vous moquez pas, je redescends à St-Nazaire — une capitale, un monde dans ce désert ! — St-Nazaire a des foires plus importantes que Die et tous ces dimanches sont des jours de fête. Tout ce qui peine dans la montagne *espère* le dimanche avec plus de joie dans le cœur que l'amoureux sa promesse, que le touriste un beau site ; dès le matin, le village à peine éveillé se trouve pris d'assaut par une armée que l'on dirait cuirassée, tant les blouses roides l'amplifient, la métallisent de leur bleu dur. La messe dite, ces gens cognent aux portes : « Avè dè biou (1), » et, sur la réponse affirmative, s'engouffrent, s'étouffent autour de grandes tables dans des salles basses. Pour eux, c'est la fête, le régal, ce bœuf bouilli, cette viande nourrissante dont la grange les sèvre toute l'année. Et on l'arrose de

(1) Avez-vous du bœuf ?

vin, on la célèbre de chansons jusqu'au soir, jusqu'à la ribote.

St-Nazaire n'agglomère pas cinq cents âmes, mais économiquement parlant, il a plus d'importance que telle cité orgueilleuse. Il renferme en soi la caractéristique des mœurs du pays. Il est le centre, la *tombée* du Désert. Aussi bien, son commerce qui s'appuie sur les caravanes foraines, a-t-il plus d'un trait de ressemblance avec le trafic oriental.

Les échanges, il n'y a pas bien longtemps, s'y faisaient en nature. L'homme apportait ses noix, son gibier, son bétail, la femme ses tomes, sa lavande, son miel, et on leur donnait à la place des épices, de la poterie, des instruments agricoles, du vin. Le mulet ou l'âne bâtés étaient le moyen de transport. Alors, c'était toute une affaire pour se rendre de Nyons à Saillans, par ce vallon fuyant vers le nord en un chapelet d'encaissements, de cluses, de petits bassins, de cagnons, de clapiers. Il fallait atteindre les villages environnants par le calvaire d'affreux sentiers, sinon par le frayé naturel des torrents, et ainsi, l'un des quatre malheureux facteurs de St-Nazaire arrivait à ses cinquante-six kilomètres en une seule tournée ! Maintenant on va de cette capitale à Saillans en trois heures et demie au trot d'un petit courrier. Tantôt la route s'ôte son soleil dans des gorges où joue la truite comme à l'*Echaras*, tantôt elle gambade à une grande hauteur le long de croupes sinistres que le moindre orage met en poudre ou bombarde en avalanches. Son culmen est au col de *Tavard*. On traverse Pradelles, St-Benoît curieusement allongé sur une crête rocheuse qu'entourent les eaux de la *Roanne* et du *Betton*. Les autres villages sont souvent à des heures de chemin : Brette, Roche-

fourchat, Gleyzolles, la Chaudière, Pennes, Rimon, Auelon, tous ou presque tous invisibles. Des fermes proches ou lointaines s'appellent plaisamment le *Loquet*, la *Ribaude*, *Barbereyche*, la *Gamelle*; des ruisseaux *Brame-Vache*; des montagnes la *Pâte* et la *Cervelle*.

Il y a deux choses à voir dans les environs de St-Nazaire : la *grotte de Reichas* et le *Pertus-Arnaud*. La première de ces curiosités naturelles, assez semblable aux grottes des Sadons (1) et de Salaure (2), s'ouvre au sein d'un avant-mont de Couspeau, à environ mille mètres d'altitude. La seconde, excavation profonde, bée non loin de la route de Volvent, le pays du miel amer et des buis. Quand souffle le vent du midi, ce cratère gronde tout à coup et vomit des torrents d'eau. Le ruisseau de Volvent prend alors les proportions d'une rivière.

St-Nazaire avait à peine des rapports avec son canton la Motte-Chalancon. La nouvelle route da la Roanne l'en éloigne encore davantage. Il connaît surtout Nyons et Saillans, joignant ainsi à travers une région qui nargue la sauvagerie classique des Causses, de la Lozère ou de l'Ardèche, les vallées de l'Aygues et de la Drôme. Il est à peu près à égale distance de l'une et de l'autre. Aussi, la réorganisation de l'an VIII agit fort mal à propos en lui enlevant le titre de chef-lieu cantonal que 1790 lui avait donné. Tout plaidait en faveur du Désert circonscription administrative.

Reprenons la Drôme où nous l'avons laissée, en danger de crau, c'est-à-dire en danger de mort. Une gorge fraî-

(1) Les Sadons, près de la Chaudière.

(2) Salaure, commune d'Aix en Diois.

che et plus longue que toutes les précédentes vient heureusement à son secours. Avec l'appoint de la *Roanne*, grossie in extremis de la *Colombe* qui égoutte l'aurifère Aurel, elle pourra continuer l'étape jusqu'à la *Gervanne*.

O la frêle, la pauvre, la jolie arche, un peu en amont d'Espenel ! Comme on aimerait, dites, la mettre sous son bras, l'emporter à domicile !

*Deux belettes à peine auraient passé de front
Sur ce pont,*

il relie pourtant la grande route avec notre chemin de St-Nazaire. L'ouvrage fut construit au XVIII^e siècle. Alors, on ne soupçonnait pas qu'il aurait un jour l'honneur de trembler sous une diligence. Avec le menu village d'Espenel couronnant son mamelon vert, il est à l'unisson parfaite en ce site agreste et restreint.

Saillans marque la fin de la gorge sans annoncer toutefois le commencement de la plaine. Il s'allonge sur la rive droite en partie dans ce pas redoutable de l'*Echarène*, témoin de tant de disputes sanglantes au moyen âge, et que la route, autant par ennui du détour que par crainte d'éboulements de la colline très friable, franchit par un tunnel de plusieurs centaines de mètres.

Entre Crest et Die, il y a une place honorable pour Saillans dans notre histoire politique et sociale. Oppidum gallo-romain dont le nom, *Darentiaca* (1), se retrouve dans celui de *Darese*, qui désigne l'une des places publiques du bourg, le lieu eut de bonne heure son importance commandée par la topographie. A quelle époque et pour-

(1) Nom d'une divinité topique, d'après Delacroix.

quoi devint-il Saillans ou plutôt Saliens, comme on l'appelait déjà aux alentours de l'an mil ? Mystère. Rappelons seulement que St-Géraud d'Aurillac, allant pour la première fois porter au pape les dix sous d'or promis annuellement par son abbaye, passa par Saillans. Reçu par les syndics de la cité avec tous les honneurs dus à son rang (il était comte et abbé), l'adroit pèlerin profita de son séjour pour doter son ordre d'un nouveau prieuré. Puis, il gagna les montagnes. C'est ainsi que les bénédictins d'Aurillac jouirent, avec des fortunes diverses, de cet important bénéfice jusqu'à la Révolution, c'est-à-dire pendant près de huit siècles.

A partir de 1201, les évêques de Die, devenus suzerains de la ville, lui font épouser leurs querelles. Série longue de combats, de prises et de reprises, de procès devant le pape ou le roi de France, et marquée pourtant par l'affirmation solennelle et consolante des libertés communales. Saillans, parmi l'arbitraire féodal, donne un bel exemple de dignité et de foi civiques. Son érection en communauté, dit l'abbé Vincent, est antérieure à celle de beaucoup de villes. Dans les provinces méridionales, la communauté, inspirée du municipe romain, avait l'apparence d'un petit Etat, indépendant sous la réserve de certaines conventions avec le seigneur. Derrière ses remparts percés de deux ou trois portes, et surveillés par une tour *magne*, Saillans abritait une sorte de république administrée par deux consuls et un conseil composé de nobles, de religieux et surtout de roturiers. La commune, dans des assemblées publiques, élisait les magistrats chargés de sa justice, de ses finances et de sa milice. Les évêques, qui avaient besoin de ces bourgeois, loin de considérer comme séditieuses ces aspirations libérales, eurent le

bon esprit et l'on peut dire l'honneur de les encourager. A diverses reprises, ils octroyèrent à la ville des chartes d'affranchissement. Beaucoup de ces libertés curieuses, affirmant l'indépendance locale, furent confisquées par les successeurs de Louis XI, les autres furent emportées dans le tourbillon centralisateur, auquel ne devait pas résister la Révolution elle-même. Il est fâcheux que ces coutumes se soient totalement perdues et que rien n'en donne l'idée dans l'organisation municipale présente.

Saillans, convoité également par les partis catholique et protestant à cause de sa position stratégique et de ses richesses relatives, souffrit beaucoup des guerres religieuses. Le pieux Jacques Avond, de Die, écrit en 1650 : « On m'a assuré que Saillans s'est vu empourpré du sang des catholiques meurtris de sang-froid comme agneaux innocents dans une de ses églises, lorsqu'il fut surpris par les réformés. » Mais ce poète du « sacré vœu de virginité et de continence » omet de nous dire à la suite de quel exploit des catholiques fut consommé ce forfait, d'ailleurs abominable.

Le pays accueillit la Révolution à bras ouverts. Qui s'en étonnerait ? Les Saillannais de 1788 ne trouvaient-ils pas dans leurs antécédents à travers les vieux âges l'aliment naturel à leur enthousiasme ? Ils adhérèrent tous les premiers à l'assemblée de Vizille et y délèguèrent Michel Barnave et son fils qui, quoique né à Grenoble et établi avocat dans cette ville, regardait Saillans comme sa vraie patrie. Des fêtes patriotiques entretenaient les sentiments généreux du populaire. On vivait dans la rue, on s'exaltait aux nouvelles de Grenoble ou de Paris, et les paysans des environs, d'abord hésitants, finissaient par patoisier les chants d'allégresse. Des orateurs tels que Archinard, de

Crest, député à l'Assemblée législative, et Mathieu, curé de St-Moirans, entretenaient le zèle d'une société populaire, cependant que le capitaine Deneyrol, un enfant du pays, tombait héroïquement au champ d'honneur.

Ce rôle de Saillans précédant en quelque sorte la Révolution, un monument modeste, dû à l'initiative de Maurice Faure, le consacre depuis plusieurs années. Sur un piédestal exécuté par l'architecte Poitou, de Valence, c'est un buste de République fort honorable, signé Osbach. Le regard de la Vierge de bronze, tourné vers Rochecourbe, symbolise l'admiration populaire pour cette montagne justement célèbre, dont l'attitude imposante et noble « exhorte aux pensées viriles et aux aspirations idéales. »

L'homme séduisant, qui nous a restitué Orange et en qui s'incarne avec une demi-douzaine de beaux-esprits le culte des traditions et des idiomes provinciaux, pouvait laisser ses compatriotes jouir ingénument du vent *so-lore* (1) et du bel horizon de leurs montagnes.

Mais il a pensé que le village aussi a droit à la beauté et que les préoccupations artistiques ne sont pas indignes d'un maire. Pourquoi les petits centres agrestes n'auraient-ils pas dans la mesure de leurs moyens leur musée, leur salle d'art, un endroit condensant en quelques souvenirs bien choisis, en quelques œuvres d'artistes locaux, les mœurs, les traditions, l'histoire de la contrée ? Maurice Faure a fait cela pour sa ville natale, et il en est plus fier que d'aucune de ses œuvres. « Je fais mon Léon X, » aime-t-il à dire gaiement en montrant sa mairie neuve, blanche, propre. Dans la salle principale, ornée de panneaux décoratifs peints dans cette manière sobre et

(1) C'est le vent topique de Saillans.

chaude à la fois qui caractérise le jeune talent du peintre Cornillon, deux médaillons s'enlèvent sur un fond gris tendre. Ils représentent Archinard et Barnave. Un beau tableau de L. Eymieu donne une sensation émouvante de Rochecourbe. La chaumine, le rieu d'argent, le feu d'herbes, tout concourt à exalter le mont prodigieux et solennel. Sur une cheminée repose un très beau Barnave, copie de celui de Houdon que possède Grenoble. Des fenêtres de cette mairie, la vue s'intéresse d'abord aux riens aimables d'une rue en pente douce, large et bordée de boutiques d'un autre âge : elle s'émeut au passage d'un vieux pont souvent fatal aux jeunes mulets et de là grimpe vers le rêve de l'éternelle montagne bleue où Bonaparte, (1) simple lieutenant, croyait voir déjà l'Europe à ses pieds. Alors, Saillans, désespérément long et maigre, n'étonne plus. Il semble que toutes ses maisons se disputent à contempler Rochecourbe.

Saillans n'a pas de monuments anciens dignes de remarque. Une pauvre église à portail roman, une place qui fut claustrale : c'est à peine de quoi se souvenir du bon S. Géraud dont le prieuré fameux s'espaçait là, entre la grand'route et la Drôme. Ça et là, des ruelles voûtées, des débris de remparts rappellent seulement la vie agitée de cette bourgade si placide aujourd'hui.

Est-ce à dire que les Saillannais aient consommé toute activité, toute énergie ? Point. Le pays ne fut jamais si prospère. Il a même — la chose mérite d'être retenue, car elle est fort rare dans nos montagnes — gagné en popula-

(1) On raconte que Bonaparte, lieutenant d'artillerie à Valence, fit un jour l'ascension de Rochecourbe, et que grisé par l'admirable panorama contemplé de haut de la montagne, il se serait écrié : « D'ici, je vois l'Europe à mes pieds ! »

tion depuis le dernier recensement. Deux moulinages de soie, une fabrique de foulards, une fabrique de chaux et de ciment et une fabrique de pâtes alimentaires, tels sont ses établissements industriels. Au point de vue agricole, la culture intense du pêcher qui donne dans ce chaux calcaire des produits d'un parfum et d'une saveur incomparables, lui fait une place à part dans la contrée.

Enfin, ce vieux sol n'est pas non plus incapable d'hommes les plus diversement doués. Comme Maurice Faure, le peintre L. Eymieu, son fils, le compositeur Henry Eymieu, le peintre Cornillon, l'orateur populaire Chastet, etc., sont enfants de Saillans.

Deux torrents, qui finissent presque en face l'un de l'autre, frôlent la cité des alberges ; en amont, le *Contècle* qui vient des environs de St-Moirans et boit le joli ru des *Gerles* ou des cuves ; en aval, le *Rieusec* ou *Riousset* qui, né au dessous de l'église de Véronne, ne ment pas à son nom, car il *coule le plus souvent à sec*. Son lit s'embarasse dans un des plus curieux clapiers de la Drôme. Quant au Contècle, qui a roulé une fois jusqu'à 500 mètres cubes à la seconde (deux fois la Seine à Paris en belles eaux moyennes), son val a le charme et le pittoresque de nos paysages les plus vantés.

FÉLIX GRÉGOIRE.

(A continuer.)





HISTOIRE D'UN RUISSEAU

Les sources abondent autour de la ville de Valence.

Ces sources limpides inspiraient il y a trois cents ans, de beaux vers latins au célèbre Michel de l'Hôpital.

Disons de suite que de magnifiques prairies, de beaux jardins émaillés de fleurs ou couverts de légumes variés, sont perpétuellement arrosés par les sources du Valentin, du Treuil, du Charran, de César, Grande et Petite Marquises, des Mal-Contents, sans omettre les eaux que l'on voit sourdre au-dessous des jardins de la Préfecture, sortir des fondations mêmes du clocher de la Cathédrale, celles de la Robine, au-dessous de la place Championnet, et enfin les nombreuses rigoles des Balmes.

On dirait que les glaciers des Alpes ont formé, sous la vaste couche de cailloux roulés qui s'étend au levant de Valence, une abondante nappe d'eau retenue dans un imperméable bassin de marne, dont les bords relevés forment les côteaux de Châteauneuf-d'Isère au nord, de Montéléger et d'Etoile au sud, bassin s'épanchant vers le Rhône au lieu sur lequel on a bâti la ville de Valence (1).

(1) D'après le savant Bullet, le nom latinisé *Valentia* aurait pour étymologie les mots celtiques : *Bal* ou *Val* eau, *len* plein, *ty* habitation ? Bien avant les Romains, les Celtes ont pu choisir une résidence si favorisée par l'abondance et la beauté des eaux, au bord d'un fleuve dont un détour formait, au Bourg-lès-Valence, un port naturel et commode.

Les ruisseaux alimentés par ces sources ont-ils une histoire ?

La plus abondante de toutes, la dernière que l'on rencontre en allant vers le Midi, était désignée, par nos pères, sous le nom de Contents. A la suite, dit-on, d'un procès entre des usufruitiers, au siècle passé, le peuple l'a dénommée *Les Mal-Contents*.

Le nom primitif, que l'on trouve dans les vieilles chartes, est *Aqua Sancti Victoris*, eau de St-Victor.

Aujourd'hui, et comme nous le verrons, depuis sept siècles, cette source se partage en deux branches. L'une, entraînée par la pente naturelle du sol, est le ruisseau primitif allant se perdre dans le Rhône, presque en face du village de Soyons. L'autre branche est nommée le *Canal*. Il est facile, en effet, de reconnaître que le travail de l'homme a dirigé ces eaux sur une inclinaison très faible, rectifiant, à certains endroits, les vallonnements qui auraient pu en arrêter le cours. Ce canal se rapproche de la ville, et va tout proche de la terrasse du Champ-de-Mars précipiter ses eaux en une cascade fort belle et capable d'actionner plusieurs roues industrielles. C'est de cette seconde branche ou canal des Mal-Contents-nord, dont nous voulons retrouver l'histoire ou mieux l'origine primitive.

« Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme* » a publié en l'année 1891, mois d'octobre, 33^e livraison, une série de chartes relatives à l'ancien monastère de St-Ruf, collationnées par le savant chanoine Ulysse Chevalier. L'avant-dernière charte de cette série, ayant pour titre *Carta de aquâ sancti Victoris*, nous donne, au sujet de ce canal des détails intéressants.

Cette pièce est datée du 5 février 1211. M. Delacroix, dans sa *Statistique de la Drôme* désigne cette époque de notre histoire locale sous le titre : *Anarchie féodale*.

La convention passée entre les religieux de St-Victor et ceux de St-Ruf, qui forme l'objet de cette charte, nous indique que, même en ce temps d'anarchie féodale, il y avait, dans les monastères, des hommes sachant utiliser et multiplier les avantages que présentaient ces sources, s'en servir non seulement pour l'arrosage, mais aussi comme force industrielle, et cela en déterminant et réservant d'une manière très juridique les droits de chacun.

De plus ce document apporte un rayon de lumière sur une époque demeurée presque inconnue à tous nos historiens.

L'auteur des « *Antiquités de l'Eglise de Valence* » Mgr de Catellan, dit, à propos d'une lettre du pape Léon IX à un abbé de St-Victor : « Voilà une découverte qui a été « nouvelle pour moi (1). Quoique nous connaissions « tous, aux portes de Valence, une maison et des fonds « qui portent encore aujourd'hui le nom de St-Victor, « sans doute, comme nous avons lieu d'en juger à présent, « parce qu'ils appartenaient autrefois à cette « abbaye, il était peu connu cependant jusqu'à présent, « qu'il y eût eu autrefois une abbaye en cet endroit. »

Il est donc important de profiter des rares documents qui nous restent sur cette partie de notre histoire locale, toujours très obscure, pour y projeter un peu de lumière.

(1) Mgr Jean de Catellan fut évêque de Valence de 1705 à 1725. Son livre « *Les Antiquités de l'Eglise de Valence* » parut chez Jean Gilibert, imprimeur à Valence en 1724. —

D'autant plus que les anciennes eaux de St-Victor sont encore, de nos jours, un des principaux éléments de la fortune territoriale de la commune de Valence.

Chose singulière, les règlements qui président à la distribution et à l'emploi de ces eaux portent encore la trace de la Convention passée, en 1211, entre les deux monastères de St-Victor et de St-Ruf.

De même qu'au treizième siècle, deux propriétaires se partageaient tout ce cours d'eau : l'un pour l'employer uniquement à l'arrosage de ses prairies et jardins, l'autre, pour l'utiliser comme force motrice grâce à une cascade qu'il a su se ménager ; de même, aujourd'hui, les règlements concernant la distribution des eaux dans le cours supérieur ne reconnaissent aux usufruitiers que le seul droit d'arrosage, tandis que les titres de propriété des riverains inférieurs mentionnent leurs droits à une utilisation industrielle. Bien plus, un Syndicat est chargé de veiller aux intérêts des usufruitiers arrosants, mais sa juridiction ne dépasse pas la limite des possessions de l'antique abbaye de St-Victor. Elle s'arrête au lieu que la vieille charte appelait *Campus Capionetus* (1) nommé depuis terre *Championnet*, soit jusqu'à la route de Valence à Montélimar.

La pièce publiée par M. le chanoine Chevalier dans

(1) On sait qu'au XVIII^e siècle, le sieur Etienne Grand, ancien Maître de postes, possédait cette terre alors complantée en vignes. Il en donna le nom à son fils naturel qui devint le célèbre général Championnet. Ce clos, le premier que l'on rencontre au midi de la promenade du Champ-de-Mars s'étendait jusqu'au fossé pour l'écoulement des eaux des *Contents* autrement appelé la *Cascade*, il était limité au levant par la route de Montélimar et au couchant par le chemin des Balives. L'abbé de St-Ruf avait conservé des droits sur cette terre : « elle était de la directe de St-Ruf. »

le *Bulletin de la Société départementale d'Archéologie et de Statistique* étant la charte primitive du partage des eaux de la plus abondante des sources valentinoises, il est donc utile de l'étudier, ou au moins d'en donner une analyse. Mais avant, pour plus de clarté, faisons connaître les premiers contractants, les Monastères de St-Victor et de St-Ruf.

ABBAYE DE ST-VICTOR. — Nous venons de voir par les paroles de Mgr de Catellan, que les annales de l'Eglise de Valence ne nous apprennent presque rien sur cette ancienne abbaye.

Dans la lettre de S. Léon IX, qui régna de 1048 à 1054, et dont la publication, au xvii^e siècle, émut si fort Mgr de Catellan, ce monastère valentinois est appelé une petite abbaye (*abbatiolam quamdam S. Victoris nomine apud Valentiam civitatem sitam*).

Cependant si nous en jugeons par l'étendue des terres, qui jusqu'au siècle dernier, sont désignées dans les actes publics sous l'appellation de *terroir de St-Victor*, nous pouvons conjecturer l'importance, à une époque reculée, de cette maison si largement établie aux portes et au midi de Valence. Ce terroir comprenait tous les emplacements aujourd'hui situés au levant de la route de Montélimar, toute la gare actuelle et tous les terrains encore maintenant arrosés par les eaux provenant de la source des Contents, peut-être appelés de ce nom parce que ses eaux étaient contenues (*contentæ*) dans les limites des possessions de ce monastère.

Comment cette abbaye de St-Victor a-t-elle pu disparaître de notre pays sans laisser presque aucune trace ?

S. Léon IX, pape, avait rattaché la petite abbaye valentinoise à St-Victor de Marseille.

L'abbaye de St-Theofrede, plus connue sous le nom de St-Chaflre, l'aurait d'abord retenue, sans droit certain, sous sa tutelle. Mais cette irrégularité eut un terme.

Mgr de Catellan nous apprend que les chanoines réguliers de St-Victor de Marseille et de Paris, renonçant à la règle de St-Benoit, se rangèrent sous la règle de l'abbaye de St-Ruf de Valence.

St-Victor devint donc une dépendance de St-Ruf.

Une bulle de Clément VII (septembre 1383) unit à St-Ruf, le prieuré de St-Victor de Valence, ainsi que ses dépendances *Finzeo*, Fiancey et la paroisse de La Vache, aujourd'hui Beauvallon.

Nous voyons dans un registre des chartes et papiers de St-Ruf, que les albergements des champs du terroir de St-Victor sont signés par le prieur de ce monastère jusqu'en 1413. A partir de l'an 1415 c'est au nom de l'abbé de St-Ruf que ces contrats sont passés avec divers particuliers. Saint-Victor d'abord simple prieuré dépendant de l'abbaye de Marseille est donc, au xv^e siècle, absorbé par l'abbaye valentinoise de St-Ruf.

SAINT-RUF. — Malgré ses tribulations, cet Ordre, fondé à Avignon vers 1038, possède des chroniques mieux connues.

Chassé d'Avignon, en 1158, par les fureurs des hérétiques Albigeois, il reçut de l'évêque et du chapitre canonical une généreuse hospitalité. L'évêque Odon céda, en toute propriété, à l'abbaye de St-Ruf l'*Ile de l'Eparvière*. Ce nom désignait alors tous les terrains qui s'étendent depuis la côte sur laquelle se trouve le chemin des *Balives* jusqu'au Rhône. Probablement, à cette époque,

- un bras du fleuve côtoyait-il le bas de ces terrasses sur lesquelles s'étalent, de nos jours, la promenade du Champ-de-Mars et les villas qui suivent, d'où le nom d'île donné aux terres comprises entre ce bras du Rhône et le fleuve.

Au seizième siècle, les protestants ayant ruiné leur monastère situé dans l'île, les religieux se réfugièrent dans le très ancien prieuré de St-Jacques qui leur appartenait et qui comprenait l'hôtel actuel de la Préfecture, le temple protestant, qui était la chapelle abbatiale, et toutes les maisons adjacentes.

Cet Ordre a donné à l'Eglise : trois papes, des cardinaux, des évêques. Il paraît s'être étendu fort au loin. Il avait, d'après M. de Tardivon, dernier abbé, des établissements en Norvège, à Tunis, à Alger, à Patras en Achaïe.

Au commencement du XVIII^e siècle, Mgr de Catellan disait de la communauté de St-Ruf qu'elle était « un des principaux ornements de la ville de Valence » et il en énumère avec amour toutes les gloires.

Hélas ! quelques années après, même avant la Révolution, cette maison, minée par diverses influences, disparaissait, ses biens étaient partagés !

Nous pourrions citer plusieurs améliorations apportées par ces religieux à l'agriculture en nos pays. Présentement, analysons une pièce qui montre qu'au commencement du treizième siècle, leur initiative courageuse créa, malgré les troubles de cette époque, un canal d'arrosage et une puissante chute d'eau encore aujourd'hui causes de prospérité pour de nombreux champs et plusieurs industries.

CHARTRE CONCERNANT LA SOURCE DE ST-VICTOR. — Qu'il soit connu de tous qu'entre l'église de St-Ruf, le monastère de St-Théofrède et la maison de St-Victor, une convention a été acceptée.

§ 1. La maison de St-Ruf possèdera un canal, partant de la source, longeant le chemin qui conduit à St-Victor, ou par les vignes et terres adjacentes, jusqu'au lieu qui est dit *Campus Capionetus* (Championnet). Toutefois, les terres et vignes par lesquelles passera le canal seront achetées à leurs propriétaires. La maison de St-Victor ne pourra rien exiger, soit pour le plait (autorisation), soit pour la diminution du cens proportionnel à la quantité des terres (1); quant aux vignes et terres qu'elle possède immédiatement, elle en fait don pour l'établissement du cours d'eau projeté.

Le cours ancien restera libre de toutes redevances à St-Victor, à moins qu'il ne faille, d'après l'arbitrage d'un homme de bien, concéder quelques compensations à ceux dont les terres et les vignes auront été traversées par le cours d'eau nouveau.

Les religieux de St-Ruf transporteront leurs moulins à la terre de Championnet ou dans le lieu qui leur conviendra le mieux; tout l'espace, depuis la vigne d'André de Villeneuve jusqu'à la vigne de Reynald du Pinet, appartiendra sans discussion à la maison de St-Ruf, qui pourra acheter, quand bon lui semblera, sans besoin d'un plait, cette dernière vigne, dans laquelle nul autre

(1) Il apparaît, dans ces mots et dans tout ce texte, que les religieux de St-Victor possédaient une suzeraineté féodale sur toutes ces terres environnantes. On indemniserà, disent-ils, les propriétaires, les religieux font l'abandon, pour l'établissement de ce canal, des droits qu'ils pourraient percevoir au sujet du *plait* et de la diminution du *cens*.

ne pourra prendre des pierres ou du sable, si ce n'est pour y établir des moulins et industries, avec permission d'y employer tous les matériaux des anciens moulins qui s'y trouvent (1).

§ II. Pour l'établissement de ces moulins et autres avantages, St-Ruf fera porter au moulin Blanc 50 sétiers de blé commun mesuré à la Pierre de Valence (mesure publique établie sur la place encore dénommée de la *Pierre*), 50 autres sétiers de seigles ou grains similaires.

St-Victor se réserve de faire moudre le grain de sa mense, autant que cela sera nécessaire; ses meuniers feront le travail avec l'aide de ceux de St-Ruf; toutefois, on choisira un moment opportun.

§ III. Pour l'espace qui séparera les moulins de l'île, St-Ruf payera à St-Victor annuellement 40 sous viennois, et pourra y établir des moulins, foulons et autres industries; mais pour vendre ces fonds, il faudra obtenir l'agrément de St-Victor..... Toutes ces réserves faites, la maison de St-Victor garantira et protégera tout ce canal; si un procès s'élevait, elle le soutiendrait en justice; s'il arrivait, ce qui a coutume d'arriver qu'elle ne pût pas faire valoir ses droits, l'église de St-Ruf ne serait pas tenue d'acquitter le cens.

St-Ruf conserve la liberté de prendre de l'eau où il voudra et autant qu'il voudra pour l'introduire dans l'île et son monastère. Mais, pour le canal qu'il aura creusé, nul ne pourra en retenir l'eau depuis la source jusqu'à l'embouchure, sauf pour l'arrosage des jardins de St-Victor et encore sans préjudice pour les moulins. Les

(1) Les restes d'anciens moulins, probablement des moulins à vent établis sur la hauteur, en la terre de Championnet.

autres riverains en jouiront, suivant la coutume toujours observée pour l'ancien ruisseau.

S'il arrivait, comme on le craint, que l'eau ne pût s'écouler par le nouveau lit que vont lui creuser les religieux de St-Ruf, ceux-ci ne seraient tenus à aucun des engagements mentionnés plus haut. Mais si, lorsque le monastère de St-Ruf aura reçu l'eau, la quantité nécessaire faisait défaut à St-Victor, comme on le craint, l'arbitrage d'un homme de bien serait appelé à compenser tous les intérêts.

Les paiements se feront à la St-Jean et à Noël.

Il faut remarquer encore qu'en cas d'insuccès de l'entreprise du canal, St-Ruf sera libre de revendre les terres achetées en vue de ce travail. St-Victor conserverait ses droits sur le cens et aurait le privilège de tout racheter. Si, à propos de ce canal et des moulins, on attaque les droits des deux monastères, St-Victor prendra un avocat. St-Ruf en ajoutera d'autres, mais ce dernier monastère ne pourra pas se dispenser de payer le tribut du cens, tant que St-Victor sera disposé à le défendre devant les juges.

Suivent les signatures d'abord des deux abbés : l'un de St-Théofrède, Pierre Gastinus, l'autre de St-Ruf, Arnaud. Ils affirment le consentement de leurs communautés. Plus de soixante témoins ou autres religieux joignent leurs signatures.

Enfin, Humbert, par la grâce de Dieu, évêque de Valence, « pour obtempérer aux prières des deux parties, confirme par l'apposition de son sceau tout cet écrit. »

CHANOINE MAZET.

NÉCROLOGIES

M. ORIOL (MARIE-JEAN-BAPTISTE), *prêtre retiré*

Notre confrère, né à Vanosc, le 17 mai 1831, après avoir été vicaire à Andance, à Bonlieu et Sarras, et curé de Thorrenc et de St-Laurent-sous-Coiron, avait été contraint, pour des raisons de santé, de quitter le service paroissial et s'était retiré à Annonay, où il est décédé, à 69 ans, le 28 août dernier.

Dans sa retraite, il s'occupait de recherches sur l'histoire locale, qui étaient dans ses goûts et il faisait partie de la Société d'Archéologie de la Drôme depuis plusieurs années.

M. KLÉBER (ALPHONSE)

Cet ancien confrère, l'un des chefs vénérés de la grande manufacture de papiers de Rives, connue dans le monde entier, sous la raison sociale Blanchet frères et Kléber, s'était acquis une grande renommée par son amabilité, son intelligence et ses travaux. Il était âgé de 85 ans et a survécu peu de temps à M. Paul Blanchet, archéologue distingué.

Les journaux ont aussi annoncé la mort à Bordeaux de M. LÉON ROCHES, le 23 juin dernier, âgé de 91 ans. Cet ancien ministre plénipotentiaire était né à Tain et a joué en Afrique un grand rôle. Il y fût le bras droit du maréchal Bugeaud et a raconté lui-même dans son livre intitulé : *Trente-deux ans à travers l'Islam*, toutes les péripéties de sa vie glorieuse.

Mentionnons encore la, mort à Montpellier, de M. CHARLES-JULES REVILLOUT, né le 30 janvier 1821, littérateur et historien du plus grand mérite.

A. LACROIX.

SÉANCE DU 6 AOUT 1900

PRÉSIDENCE DE M. VALLENTIN

La séance est consacrée à diverses communications.

Le *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*, 1^{re} livraisons de 1899 et de 1900, renferme un travail fort intéressant sur la tour de Chamaret, par notre érudit collègue, M. le chanoine Fillet, et un autre de M. Giraud, sur les industries du fer en Dauphiné, plein de recherches.

Dans les *Mémoires de l'Académie de Vaucluse* se trouve un catalogue des inscriptions antiques du Musée Calvet, d'Avignon, par M. le capitaine Espérandieu. Parmi elles figurent : une inscription du Pègue, une de Rochebule, une des environs de Nyons, une de Noveysan, une de Rousset, un talisman de Bouchet, l'épithaphe d'Ampelius et de Singenia, d'Aouste et la marque d'un tuyau de plomb, de St-Paul-Trois-Châteaux.

Le Journal de Grenoble, le *Dauphiné*, a récemment publié de nouveau une comédie en langage populaire de la Drôme, jouée, en 1576, à Montélimar, par deux paysans (numéros du 1^{er} juillet 1900 et suivants).

M. le chanoine Jules Chevalier communique à la Société les épreuves de la première feuille du troisième volume de son *Essai historique sur l'église et la ville de Die*. Nul mieux que lui pouvait mener à bonne fin un travail si bien fait au point de vue de l'érudition et de l'impartialité.

M. de Terrebasse recommande aux recherches des bibliophiles dauphinois une *Relation* de ce qui a été fait dans la ville de Grenoble pour la réception de Messieurs les princes, imprimée par Fremon, en six feuillets in-4°, de petites lettres de cicéro, à 250 exemplaires, différente de celle de Guy Allard, qui a cinq feuillets seulement.

A. LACROIX.

CHRONIQUE

Sur la proposition de M. le maire de Crest le conseil municipal de cette ville a décidé de souscrire à dix exemplaires du *Dictionnaire biographique de la Drôme*, en se déclarant « heureux de rendre un juste hommage à l'auteur qui, par ses patientes recherches, laissera aux générations futures, un ouvrage qui leur apprendra l'histoire des hommes illustres de notre département. »

Le fait mérite d'autant plus d'être signalé, qu'il n'honore pas moins M. le maire de Crest et son conseil municipal, que leur compatriote, notre érudit collègue, M. Brun-Durand.

Le *Journal des Savants*, d'août 1900, déclare que cet ouvrage rendra de véritables services par l'exactitude et la précision des renseignements fournis. L'époque moderne y est traitée avec soin, sans esprit de parti et souvent de première main.

OUVRAGES REÇUS

DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :

— *Le journal des Savants*, juillet et août.

— *Romania*, (juillet 1900), contenant une très flatteuse appréciation sur les *Ordinaires de l'église cathédrale de Laon (XII et XIII^e siècles)* suivis de deux mystères liturgiques, publiés par M. le Chanoine Ulysse Chevalier.

OUVRAGES REÇUS DES AUTEURS :

— J. Brun-Durand, *Monier de Le Sizeranne (Paul-Jean-Ange-Henri)*. Biographie de l'un de nos compatriotes les plus distingués. Grenoble, librairie dauphinoise, 1900, broch. in-16, de 16 pages.

